

Université de Montréal

**L'attitude des dirigeants est-allemands envers la perestroïka  
de 1985 à 1989**

par

Julie Vallières

Département d'Histoire  
Faculté des études supérieures

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès arts (M.A.)  
en histoire

Septembre 2004

© Julie Vallières, 2004



D

7

U54

2005

V. 008

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**L'attitude des dirigeants est-allemands envers la perestroïka  
de 1985 à 1989**

présenté par :  
Julie Vallières

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Yakov Rabkin, président-rapporteur  
Paul Létourneau, directeur de recherche  
Michael Huberman, membre du jury

Mémoire accepté le : 19 janvier 2005

## Sommaire

Au milieu des années 1980, l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de l'Union soviétique marque un tournant dans l'histoire du communisme. Pour la première fois, les réformes viennent du centre. Tandis que l'URSS a tenté, pendant presque quatre décennies, d'imposer une vision orthodoxe du communisme à des satellites parfois récalcitrants, voilà qu'elle leur recommande de l'accompagner sur la voie des réformes. Or, la perestroïka soviétique ne rencontre pas que des sympathisants en Europe de l'Est. En effet, si Gorbatchev est convaincu de la nécessité d'enclencher un processus de réformes, de nombreux leaders de pays satellites redoutent les répercussions inattendues de celles-ci sur le monde socialiste. Les dirigeants de la République démocratique allemande sont de cet avis. Ainsi, on observe un désaccord croissant entre les directions soviétique et est-allemande entre 1985, année de l'entrée en fonction de Gorbatchev, et 1989, qui marque la chute du régime est-allemand. Ce différend, bien entendu, se cantonnera au niveau de la rhétorique, les deux partis communistes demeurant officiellement alliés jusqu'aux derniers moments.

Certes, aucun historien ne nie l'existence d'un conflit idéologique entre Gorbatchev et Erich Honecker, le leader est-allemand. Notre travail n'en contient pas moins des hypothèses touchant différentes questions connexes, comme la place de l'Europe de l'Est dans la conception gorbatchévienne, le degré de conscience des deux leaders en regard du déclin du socialisme, le degré d'uniformité dans les cercles dirigeants du SED, le Parti communiste est-allemand, et le rôle de différents acteurs dans le processus révolutionnaire de l'automne 1989. Mais les deux principales interrogations soulevées sont en fait les suivantes : Le socialisme était-il réformable? Quel rôle ont joué Honecker et Gorbatchev dans son déclin?

Le présent travail est structuré selon le mode chronologique, exception faite du chapitre I, qui présente une synthèse des opinions formulées par différents auteurs quant à la place de l'Europe de l'Est dans la politique gorbatchévienne entre 1985 et l'été 1989. Le chapitre II et les suivants correspondent chacun à une ou deux années. Cette

démarche semble logique, chaque année marquant une progression dans les rapports entre les dirigeants soviétiques et est-allemands. Les différents chapitres renferment un examen des points nébuleux et des divergences observées entre historiens, et englobent une brève analyse des relations personnelles entre Honecker et Gorbatchev. D'autres passages fournissent la description d'événements ponctuels, qui ne font pas l'objet d'un examen, mais permettent d'améliorer la cohésion du récit.

Ce mémoire a pour objectif de présenter une analyse approfondie des événements précédant l'année 1989, en adoptant à la fois une petite perspective et une perspective élargie. Grâce à cette méthode de travail, on peut dégager certaines constatations, en ce qui touche notamment la multiplicité des causes de l'effondrement du régime est-allemand et le caractère spontané du désir de réunification. On remarque par ailleurs que, même si tout semble les opposer, Honecker et Gorbatchev poursuivent une seule et même mission : le maintien du système socialiste. Enfin, le double échec des deux leaders prouve l'irréformabilité de ce système, quelle que soit la démarche adoptée pour garantir sa survie.

### **Mots-clés**

Gorbatchev; Honecker; perestroïka; République démocratique allemande; Union soviétique.

## Summary

In the middle of the eighties, the coming into power of Soviet leader Mikhail Gorbachev constitutes a watershed in the history of communism. For the first time ever, reforms are coming from the centre. During almost four decades, USSR tried to impose its orthodox vision of communism to sometimes unwilling satellites. Now, the Kremlin asks its allies to follow the reformist path. Perestroika, yet, is not acclaimed unanimously in Eastern Europe. Actually, while Gorbachev is convinced of the need to get a reform process under way, numerous Eastern European leaders fear the unexpected impact of these reforms on socialism. Thus, as of 1985 to 1989, an increasing disagreement emerges, opposing the Soviet leaders and their East German counterparts. Of course, this friction remains purely rhetorical. Officially, both parties maintain a friendly relationship until the end.

No historian denies that an ideological conflict opposed Gorbachev to Erich Honecker, the East German leader. Our work proposes, though, some hypothesis relating to various associated issues, including the place of Eastern Europe in Gorbachev's thinking; the two leaders' level of awareness towards the decline of socialism; the uniformity level within East German communist party (SED) leadership; and the role played by different stakeholders in the revolutionary process. Yet, the core issues are the following: could socialism be reformed? What was the role of Honecker and Gorbachev in its decline?

This work is based on a chronological mode, except for chapter I, which presents a synthesis of opinions set forth by diverse scholars with regard to the place of Eastern Europe in Gorbachev's policy from 1985 to summer 1989. Each of the following chapters deals with one or two years, as the relationship between the two leaderships evolves from one year to the next. Each chapter focuses on nebulous issues and differences between authors. It also includes a short review of face-to-face contacts between Honecker and Gorbachev.

The goal of this work is to provide thorough analysis of the years preceding 1989. This approach allows some findings to emerge, especially as to the multiple factors that underlie the collapse of the regime and the spontaneous nature of reunification wish. Finally, both leaders' failure demonstrates the downfall of the communist system, irrespective of the method used to assure its survival.

**Key words**

German Democratic Republic; Gorbachev; Honecker; perestroika; Soviet Union.

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| <b>Liste des sigles et abréviations</b> .....   | v  |
| Remerciements .....   | vi |
| <b>Introduction</b> .....   | 1  |
| <br>  |    |
| <b>Chapitre I – L’Europe de l’Est dans la conception gorbatchévienne, de 1985 à 1989</b> .....        | 12 |
| 1.1 Remarques méthodologiques .....   | 12 |
| 1.2 Aux sources de la perestroïka .....   | 13 |
| 1.3 Gorbatchev et le facteur est-européen .....   | 15 |
| 1.4 Le défi de Gorbatchev en Europe de l’Est : un équilibre entre cohésion et viabilité<br>.....      | 17 |
| 1.5 La politique est-européenne de Gorbatchev en évolution .....                                      | 18 |
| <i>1.5.1 Les trois phases de la politique est-européenne de Gorbatchev selon James F. Brown</i> ..... | 19 |
| <i>1.5.2 Gorbatchev : indulgent ou autoritaire? Influent ou résigné?</i> .....                        | 20 |
| <i>1.5.3 L’abandon progressif de la doctrine Brejnev</i> .....  | 26 |
| <br>  |    |
| <b>Chapitre II – 1985-1986 : l’émergence d’un désaccord voilé</b> .....                               | 33 |
| 2.1 Structure du chapitre .....   | 33 |
| 2.2 La réaction initiale de la RDA envers les réformes soviétiques .....                              | 34 |
| <i>2.2.1 Les contacts soviéto – est-allemands dans les premiers jours de l’ère Gorbatchev</i> .....   | 34 |

|   |  |    |
|---|--|----|
| 2.2.2   | <i>L'entrevue du 5 mai 1985</i> .....  | 35 |
| 2.2.3   | <i>Les dirigeants est-allemands et est-européens : leur première perception de Gorbatchev</i> .....                          | 35 |
| 2.3   | 1986 : l'émergence d'un désaccord voilé.....   | 40 |
| 2.3.1   | <i>Le XI<sup>e</sup> Congrès du SED et ses suites</i> .....  | 40 |
| 2.3.2   | <i>Automne 1986 : le début d'une « inimitié politique »</i> .....  | 45 |
| 2.4   | La RDA : un modèle pour Mikhaïl Gorbatchev ?.....  | 47 |
| 2.4.1   | <i>Quelques considérations à propos du « miracle économique » est-allemand</i> .....   | 47 |
| 2.4.2   | <i>L'appréciation soviétique de la performance est-allemande</i> .....   | 51 |
| 2.5   | Conclusion .....   | 53 |
| <br><b>Chapitre III – 1987 : le différend soviéto – est-allemand se précise</b> ..... |  | 54 |
| 3.1   | La détérioration des relations soviéto – est-allemandes au cours de l'année 1987..   | 54 |
| 3.1.1   | <i>Les réactions du SED vis-à-vis le plénum du PCUS de janvier 1987</i> .....  | 54 |
| 3.1.2   | <i>Faut-il changer de papier peint ?</i> .....   | 57 |
| 3.1.3   | <i>Les réactions du SED devant la montée du mécontentement populaire et le ralentissement des réformes soviétiques</i> ..... | 60 |
| 3.2   | Les causes de la résistance est-allemande aux réformes .....   | 65 |
| 3.2.1   | <i>Les causes officielles</i> .....  | 65 |
| 3.2.2   | <i>Les causes réelles</i> .....  | 66 |
| 3.3   | La rencontre du 4 novembre : les relations personnelles entre Honecker et Gorbatchev demeurent « cordiales » .....           | 72 |
| <br><b>Chapitre IV – 1988-1989 : le régime est-allemand radicalisé</b> .....          |  | 75 |
| 4.1   | Structure du chapitre .....  | 75 |
| 4.2   | L'idéologie honeckerienne au crépuscule de la RDA.....   | 75 |

|   |     |
|---|-----|
| 4.3 La cohésion des dirigeants du SED.....  | 77  |
| 4.4 L'attitude du SED vis-à-vis l'URSS et les pays satellites à la fin des années 1980                | 81  |
| 4.4.1 <i>La position du SED envers l'Union soviétique</i> .....                                       | 81  |
| 4.4.2 <i>L'affaire Nina Andreyeva</i> .....   | 83  |
| 4.4.3 <i>La position du SED envers les pays satellites et la « Bande des quatre »</i> .....           | 85  |
| 4.5 La radicalisation du régime .....   | 87  |
| 4.5.1 <i>La répression et la lutte contre la dissidence</i> .....                                     | 87  |
| 4.5.2 <i>La censure à l'égard de l'Union soviétique</i> .....   | 90  |
| 4.5.3 <i>Les soupapes utilisées pour éviter l'effondrement du régime</i> .....                        | 91  |
| 4.6 Les relations entre les deux dirigeants .....   | 93  |
| <br>  |     |
| <b>Chapitre V – Automne 1989 : le SED entre fuite en arrière et fuite en avant</b> .....              | 94  |
| 5.1 Structure du chapitre .....   | 94  |
| 5.2 Les élections locales de mai 1989 : premier véritable catalyseur du mécontentement populaire..... | 94  |
| 5.3 Le régime confronté à l'exode et aux revendications de ses citoyens.....                          | 96  |
| 5.3.1 <i>La genèse d'une hémorragie</i> .....   | 96  |
| 5.3.2 <i>Le 10 septembre : la voie est libre pour les Allemands de l'Est</i> .....                    | 99  |
| 5.3.3 <i>L'exode, source des premières protestations</i> .....  | 102 |
| 5.4 La position soviétique envers la situation est-allemande pendant l'automne 1989                   | 103 |
| 5.5 Le 40 <sup>e</sup> anniversaire de la RDA et la visite de Gorbatchev .....                        | 106 |
| 5.6 L'issue pacifique de la manifestation du 9 octobre.....   | 109 |
| 5.6.1 <i>Krenz ou les « Six de Leipzig »?</i> .....   | 110 |
| 5.6.2 <i>Le rôle de Moscou</i> .....  | 112 |
| 5.6.3 <i>L'affaiblissement de l'appareil de sécurité</i> .....  | 113 |

|  |           |
|--|-----------|
| 5.6.4 <i>L'attitude et le nombre des manifestants</i> .....  | 113       |
| 5.7 Le SED se résigne au changement .....  | 114       |
| 5.7.1 <i>La session de crise des 10 et 11 octobre</i> .....  | 114       |
| 5.7.2 <i>Un nouveau Secrétaire général pour le SED</i> .....   | 115       |
| 5.8 Krenz et la fuite en avant du SED .....  | 118       |
| 5.9 Au-delà du Mur, la RFA .....   | 122       |
| 5.9.1 <i>La chute du mur de Berlin</i> .....   | 122       |
| 5.9.2 <i>Hans Modrow et le nouveau SED</i> .....   | 124       |
| 5.9.3 <i>Wir sind ein Volk ! – l'absence d'une « troisième voie » et la montée du désir de réunification</i> ..... | 125       |
| 5.9.4 <i>De la fin du SED à l'effondrement de la RDA</i> .....   | 127       |
| <br><b>Conclusion</b> .....  | <br>130   |
| <br><b>Sources documentaires</b> .....   | <br>139   |
| <b>Annexe I – Les dirigeants de la RDA, de 1949 à 1989</b> .....   | <b>i</b>  |
| <b>Annexe II – Les dirigeants du Parti communiste est-allemand (SED), 1988</b> .....                               | <b>ii</b> |
| <b>Annexe III – Les routes empruntées par les ressortissants de la RDA en 1989</b> .....                           | <b>iv</b> |

## Liste des sigles et abréviations

**ADN** : Agence est-allemande d'information

**CAEM** : Conseil d'assistance économique mutuelle (ou Comecon)

**CDU** : Christlich-Demokratische Union (Union chrétienne-démocrate, parti politique de RFA)

**FDJ** : Freie Deutsche Jugend (Jeunesse allemande libre)

**KB** : Kulturbund der DDR (Ligue culturelle de la RDA)

**KPD** : Kommunistische Partei Deutschlands (Parti communisme d'Allemagne)

**ND** : Neues Deutschland (Nouvelle Allemagne, organe central quotidien du SED)

**NF** : Neues Forum (Nouveau Forum)

**NVA** : Nationale Volksarmee (Armée nationale populaire)

**PCUS** : Parti communiste d'Union soviétique

**RDA** : République démocratique allemande

**RFA** : République fédérale d'Allemagne

**SED** : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands (Parti socialiste unifié d'Allemagne)

**SED-PDS** : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands – Partei des demokratischen Sozialismus (Parti socialiste unifié d'Allemagne – Parti du socialisme démocratique)

**Stasi** : [Ministerium für] Staatsicherheit ([Ministère de la] Sécurité d'État)

**URSS** : Union des républiques socialistes soviétiques

**ZK** : Zentralkomitee (Comité central du SED)

## Remerciements...

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de recherche, Monsieur Paul Létourneau, qui m'a conseillée et encouragée avec un enthousiasme remarquable. La confiance qu'il m'a témoignée tout au long de ce travail, que j'ai rédigé à temps partiel sur une période prolongée, m'a grandement aidée à persévérer. Je remercie également ma famille et mes amis du soutien qu'ils m'ont accordé, mais aussi de l'intérêt et de la curiosité qu'ils ont manifestés à l'égard de mes travaux.

# Introduction

## ***I. Considérations générales***

La question centrale du mémoire pourrait être formulée de la façon suivante : Quelles ont été les réactions des dirigeants est-allemands envers les réformes entreprises par Mikhaïl Gorbatchev en URSS entre 1985 et 1989 ? Ou encore : Quelle attitude les dirigeants de la RDA, Erich Honecker en tête, ont-ils généralement affichée face à la *perestroïka* et à la *glasnost* ?

Nés d'un moule commun à la fin des années quarante, les pays satellites de l'URSS ont progressivement évolué, dans des directions de plus en plus divergentes. Certains régimes se sont adoucis, à des degrés divers. D'autres ont conservé un niveau d'orthodoxie et d'austérité égal, ou même supérieur, à celui du grand frère soviétique. Dans ces derniers pays – dont la RDA fait partie – il est compréhensible que les réformes soviétiques instituées par Gorbatchev soient mal accueillies, d'autant plus qu'elles surgissent de façon plutôt soudaine et inopinée.

La réponse à notre question centrale ne comporte aucune ambiguïté. De nombreux faits historiques prouvent la réticence des dirigeants est-allemands à adopter des réformes de type gorbatchévien. Les historiens s'accordent tous sur cette question, prise au sens large. À notre connaissance, aucun auteur ne nie cet état de choses, dont l'évidence est manifeste. La question centrale ne suscitant pas de querelle historiographique globale, le but de notre mémoire ne sera pas de prouver la véracité de notre réponse à cette question. C'est plutôt dans la sphère du détail et des sous-questions que le mémoire trouvera sa raison d'être. Il s'agira de mettre en perspective ou de comparer certains documents, afin de leur donner une signification nouvelle, d'éclairer, bien modestement, certaines zones d'ombre, ou encore de déceler, chez certains historiens, des divergences d'opinion relatives à certains aspects précis de la question.

À un niveau plus fondamental, ce mémoire aura pour but ultime de prouver une hypothèse centrale : celle de l'inévitabilité du double échec de Honecker et de Gorbatchev. En effet, Honecker semble inconscient (à un degré difficile à concevoir pour le lecteur) de la précarité politique et surtout économique de son pays. Pourtant, il fait preuve d'un flair aiguisé en détectant le danger inhérent à la *perestroïka*. Selon lui, le maintien de l'ancien cours et les réformes superficielles sont les meilleures garanties

d'avenir pour son pays, dont il vante le succès relativement élevé. Inversement, Gorbatchev apparaît beaucoup plus critique à l'égard de l'état de l'économie est-allemande. Le leader soviétique donne l'impression d'être plus informé que les dirigeants est-allemands eux-mêmes au sujet du caractère extrêmement artificiel de cette économie. Il est en outre moins convaincu que la RDA peut aspirer à un avenir radieux sans faire l'objet de réformes profondes. Or, tout cela n'empêche pas Gorbatchev de croire en la « réformabilité » du communisme...

La volonté du peuple, principale source des révolutions de 1989, ne permettra pas au communisme de se réformer, ni en République démocratique allemande, ni en Union soviétique, ni ailleurs en Europe de l'Est. Mais cette même volonté populaire n'aurait certainement pas permis non plus à un communisme orthodoxe, dont la faillite était de plus en plus manifeste, de perdurer éternellement.

## ***II. État de la recherche sur le sujet***

### **Ce qui a été écrit**

En premier lieu, mentionnons qu'il a été difficile de mettre la main sur des bilans historiographiques faisant état de la recherche sur ce sujet. Nous n'avons répertorié aucun bilan historiographique traitant directement notre sujet en expliquant de façon approfondie l'état de la recherche internationale et les éventuels désaccords entre historiens concernant l'histoire politique de la RDA durant les années quatre-vingts. Cependant, certains bilans, même s'ils analysent des questions plus larges ou des questions connexes, ont répondu à quelques-unes de nos interrogations.

Citons le bilan le plus opportun, sans aucun doute le récent article de Klaus Hildebrand, « Wiedervereinigung und Staatenwelt » (publié dans *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*). Bien que cette synthèse porte sur la question de la réunification et concerne les deux Allemagnes, elle fait mention de problèmes et de perspectives de recherche d'importance capitale en rapport avec la RDA. Nous y reviendrons au chapitre V et en conclusion. Autre bilan utile, celui de Padraic Kenney, « What is the History of 1989 ? New Scholarship From East-Central Europe » (dans *East European Politics and Societies*, 1999). L'auteur y explique que relativement peu de recherches ont été effectuées à propos des révolutions de 1989 et des processus qui les ont engendrées. Il semble que les historiens étrangers ont manifesté un intérêt beaucoup plus prononcé envers les pays de l'Est durant les années quatre-vingt-dix que durant la décennie précédente. La quantité d'études portant sur la réunification allemande ou sur la

transition des économies est-européennes vers l'économie de marché est sans commune mesure avec le nombre de travaux traitant de la politique des pays satellites durant l'époque de la *perestroïka*. À partir de 1990, les articles dédiés à la réunification allemande foisonnent et monopolisent toute l'attention des auteurs. Ce sujet est tellement prisé par les historiens qu'il a occulté les questions se rapportant à l'époque précédente, de sorte qu'il est extrêmement difficile de trouver un article de périodique, à partir de 1990, ayant pour sujet les réactions est-allemandes envers la *perestroïka* (cela est moins vrai, heureusement, pour les livres). Selon Kenney, « nous en savons beaucoup sur le processus de transition [de la RDA] vers l'économie de marché et la démocratie, mais pas autant sur les mois et les années qui ont précédé la révolution » (p. 420)<sup>1</sup>. En outre, la connaissance que l'on a des événements de 1989 serait surtout due au travail journalistique.

En ce qui concerne les autres bilans, celui de Alf Lüdke, « La République Démocratique allemande comme histoire : réflexions historiographiques » (*Annales : Histoire, Sciences Sociales*) porte surtout sur l'histoire sociale et l'attitude des citoyens est-allemands envers le régime. L'auteur mentionne toutefois en introduction que, si l'histoire sociale de la RDA a été négligée, les auteurs se sont davantage penchés sur l'étude des institutions, des structures étatiques, bref de l'histoire politique (notre champ d'études), dans les limites que l'on connaît. Le bilan de Jacques Rupnik, « Lettres de l'Europe de l'Est. Le retour de l'histoire » (*Pouvoirs*), porte surtout sur le retour de la pratique sans contraintes de la science historique dans les pays de l'Est. Celui rédigé par Aleksandr Nekrich, « Perestroïka in History : the First Stage » (*Survey*), traite de l'attitude des historiens soviétiques envers la *perestroïka* et du point de vue de Gorbatchev en ce qui a trait au passé de l'Union soviétique. Ces deux bilans ne sont donc guère utiles directement, mais, à leur lecture, nous avons pu mieux comprendre et inscrire notre sujet dans une perspective globale. C'est pourquoi nous les avons mentionnés dans la présente bibliographie.

### **Accords, divergences et méconnaissances**

Alors que la question des réactions est-allemandes envers les réformes soviétiques, étudiée de façon globale, n'engendre pas de divergences de points de vue

---

<sup>1</sup> Remarque : les citations tirées d'ouvrages en anglais et en allemand ont été traduites par nous en français, afin d'assurer l'uniformité du texte.

entre historiens, certaines sous-questions s'avèrent plus susceptibles de déclencher la discussion. Paul G. Lewis, dans « Chips off the Old Bloc : the Changing Character of Eastern Europe » (*Studies in Comparative Communism*), met en lumière une divergence d'opinions entre auteurs au sujet des visées est-européennes de Gorbatchev. En étudiant les limites de la cohésion idéologique au sein du cercle dirigeant du SED ou encore le rôle joué par différents acteurs de l'Histoire au cours des événements de l'automne 1989, certains auteurs en arrivent également à des conclusions légèrement différentes. Certaines questions, plutôt que de susciter des désaccords, demeurent relativement peu explorées. C'est le cas des relations personnelles entre Honecker et Gorbatchev, et de l'existence du « Bloc des Quatre ». Nous décrirons à l'instant, dans la section *hypothèses de travail*, tous ces désaccords et ces méconnaissances de façon plus détaillée.

### **III. Hypothèses de travail**

Les hypothèses que nous émettrons et les analyses que nous effectuerons porteront sur des points plus précis, sur des subdivisions de la question principale. Les idées suivantes constituent les principales sous-questions qui demeurent problématiques et que nous nous emploierons à élucider.

Tout d'abord, il sera impératif d'étudier le problème du rôle attribué aux pays satellites dans la conception idéologique de Gorbatchev au sujet des réformes. Quelles sont les visées, quels sont les desseins réels de Gorbatchev ? Quel rôle entend-il faire jouer aux pays de l'Est ? À quoi s'attend-il de leur part ? Il existe des nuances subtiles entre auteurs. Il semble que certains auteurs considèrent Gorbatchev comme un leader autoritaire malgré les apparences, continuateur de la doctrine Brejnev, qui désirait infléchir la politique des pays satellites dans l'intérêt de l'Union soviétique. Selon d'autres auteurs, Gorbatchev aurait eu des visées plus souples et aurait surtout souhaité que les pays de l'Est entreprennent des réformes pour leur propre bien... ou afin d'amoinrir la charge qu'ils représentaient pour l'URSS. Évidemment, toutes ces suppositions ont probablement du vrai, et nous n'avons pas rencontré d'auteurs affichant une position très marquée sur le sujet. Il s'agira simplement d'exposer les thèses auxquelles tel ou tel auteur accorde davantage d'importance.

Deuxièmement, il sera certainement approprié de vérifier le niveau réel de cohésion du SED, du moins de la sphère dirigeante du SED. Ce dernier, lorsque comparé à d'autres partis politiques, est généralement considéré par les auteurs comme un parti assez uniforme, dans lequel ne règnent pas de tensions majeures. Une identité

idéologique assez marquée rassemble les membres au niveau supérieur du parti, c'est-à-dire au niveau qui rejoint les dirigeants et ceux dont les actions peuvent avoir des répercussions au niveau national (notre but n'est pas d'étudier en profondeur les attitudes, probablement beaucoup plus diversifiées, affichées par les représentants locaux du SED ou par les membres anonymes). Cependant, il existe encore une fois certaines divergences entre historiens à ce sujet. En effet, certains auteurs parlent des dirigeants de façon monolithique (ces derniers offrent tous un soutien sans réserve à la politique de Honecker), mais d'autres historiens soulignent l'existence de discordes voilées entre dirigeants, laissant entendre que certains sont moins hostiles que d'autres à l'égard de la *perestroïka*. Il faudra donc détailler l'ampleur des divergences entre auteurs à ce sujet et définir les limites de la cohésion du SED, cohésion qui, de surcroît, n'est pas la même en 1985 qu'en 1989.

En outre, la question des relations personnelles entretenues par Honecker et Gorbatchev pourrait éclairer des avenues intéressantes. Nous n'avons pas rencontré d'auteurs qui se soient intéressés à analyser les discussions privées ou semi-privées des deux leaders (présentées dans le livre Honecker – Gorbatschow) et à les replacer dans la perspective plus globale de l'évolution politique de leurs pays respectifs. Les historiens se contentent souvent de citer quelques phrases célèbres prononcées par Honecker ou son homologue soviétique lors de discours officiels. Pourtant, une étude plus approfondie de leurs échanges personnels peut aider à mieux comprendre leurs opinions. En utilisant les textes cités dans *Honecker – Gorbatschow*, ou encore les réflexions du leader soviétique dans ses *Mémoires*, il sera davantage possible de saisir la nature des sentiments que les deux dirigeants éprouvaient l'un envers l'autre et de répondre aux questionnements suivants : Comment Honecker perçoit-il Gorbatchev au tout début de son mandat ? Réalise-t-il dès mars 1985 que l'arrivée de Gorbatchev prélude à une ère nouvelle ? Peut-on déceler, à travers les dialogues et correspondances des deux dirigeants, des tensions dès l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev ? Et sinon, à partir de quand ? Voilà autant de questions auxquelles il sera plus aisé de répondre en utilisant conjointement des documents analysant des actions officielles et des documents citant des dialogues et des réflexions personnelles.

D'autre part, nous fournirons quelques réponses nouvelles aux questions des relations entre les dirigeants de la RDA et les dirigeants des autres pays de l'Est, et surtout de l'existence du « Bloc des quatre », questions qui n'ont guère suscité jusqu'ici de recherches chez les auteurs. L'existence d'un ensemble de quatre pays (RDA,

Roumanie, Bulgarie et Tchécoslovaquie) réticents envers les réformes gorbatchéviennes est approuvée par un grand nombre d'auteurs. Toutefois, il n'existe pas, à notre connaissance, de véritables études analysant la nature exacte de l'alliance existant entre ces États. Dans quelle mesure et par quelles actions Honecker et ses alliés manifestent-ils leur cohésion et leur rejet commun des réformes ? La documentation à ce sujet s'est avérée très limitée, mais nous avons tenté de répondre à ces questions en étudiant sommairement les réactions de ces autres pays face à la *perestroïka* et en mettant en commun l'information disponible sur le « Bloc des quatre » dans un maximum de documents (monographies, articles...).

Enfin, les auteurs ne s'entendent pas tous sur le rôle joué par les différents protagonistes (les dirigeants de l'URSS, de la RDA, de la RFA, de la Hongrie, Egon Krenz, les responsables locaux du SED, etc) dans le déluge d'événements de l'été et de l'automne 1989. Krenz lui-même expose sa version des faits. Nous décrirons donc côte à côte les diverses analyses qui ont été tirées de ces bouleversements.

#### **IV. Énoncé des idées-forces**

Voici les principaux thèmes et sous-questions que nous traiterons au cours de ce travail. Le premier chapitre, quelque peu différent des suivants, constituera une analyse de la position des dirigeants soviétiques de 1985 à l'été 1989. En effet, afin de mieux comprendre l'attitude affichée par les dirigeants est-allemands, il nous a semblé judicieux d'examiner également, quoique plus brièvement, celle des Soviétiques. Cette étude sera toutefois très circonscrite. Plutôt que d'analyser les causes ou les caractéristiques de la *perestroïka* en général, elle ne s'intéressera qu'à la place dévolue à l'Europe de l'Est et à la RDA dans la conception gorbatchévienne et à l'abandon progressif de la doctrine Brejnev. Le second chapitre s'attachera à décrire l'état de la situation est-allemande au moment de l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en Union soviétique, ainsi que les relations soviéto – est-allemandes en 1985-1986, alors que les réformes gorbatchéviennes en sont encore à un stade peu développé. En traitant successivement de l'élaboration des réformes soviétiques (en précisant davantage le rôle que Gorbatchev compte attribuer, sur ce point, à la RDA) et des réactions est-allemandes face à ces réformes, nous tenterons de comprendre les raisons pour lesquelles la RDA entend déjà se distancier de l'URSS et ne pas s'engager sur la voie des réformes. Le troisième chapitre analysera la détérioration des relations URSS – RDA en 1987 et les causes plus profondes qui incitent le SED à ne pas imiter l'Union soviétique.

Au cours du quatrième chapitre, nous analyserons la radicalisation du régime est-allemand vers 1988-1989, en décrivant les tactiques employées par les dirigeants pour éviter son effondrement et en dressant un portrait de l'opposition, organisée ou spontanée. Enfin, le chapitre cinq décrira les événements de 1989 et étudiera les réactions affichées par Honecker et Egon Krenz envers ces événements, en établissant un lien de cause à conséquence entre la politique réactionnaire menée par les dirigeants de l'Allemagne de l'Est vis-à-vis des réformes et l'implosion de la RDA au cours de l'automne 1989.

### **V. Définition des bornes chronologiques, thématiques et documentaires**

L'élaboration d'un tel travail suppose qu'il doit être contenu à l'intérieur de certaines limites. En ce qui concerne les bornes chronologiques, ce mémoire couvrira exclusivement les années 1985 à 1989. Le dénouement du travail coïncidera avec la chute du mur de Berlin, soit le 9 novembre 1989. La raison de ce choix est fort simple : nous avons voulu étudier le SED en tant que puissance politique. Or, la chute du Mur constitue le véritable commencement de la fin pour ce parti, déjà en perte d'autorité depuis octobre. Après le 9 novembre, il suffira de peu de temps pour que le SED ne soit plus que l'ombre de lui-même. Les événements de l'année 1990 et la réunification allemande, que nous évoquerons à la fin du chapitre V, pour clore ce mémoire de façon plus harmonieuse, ne feront pas non plus l'objet d'une analyse approfondie.

Le travail doit aussi s'insérer à l'intérieur de bornes thématiques, qui doivent être clairement définies. En effet, il peut être tentant d'aborder des sujets connexes, mais ce travail devra avant tout s'inscrire dans le champ de l'histoire politique et des relations RDA-URSS. Voici les principales limites thématiques qui seront observées :

1. Le travail s'intéresse aux réformes soviétiques sous l'angle de l'effet et des réactions qu'elles suscitent chez les dirigeants est-allemands (et est-européens). Ce mémoire ne constituera pas une analyse de la *perestroïka* ou des motifs qui ont incité Gorbatchev à entreprendre des réformes – sujet vaste qui a déjà fait couler beaucoup d'encre et sur lequel on pourrait encore longuement discuter.
2. Il décrit les comportements du peuple et des dissidents seulement dans leur relation avec les décisions des dirigeants, par exemple pour illustrer des cas de répression. Le but principal du travail ne sera pas d'analyser le niveau de vie des citoyens est-allemands ou encore le rôle joué par les dissidents ou par l'Église, bien que tout cela devra nécessairement être mentionné.

3. Ce mémoire ne sera pas non plus un travail d'histoire économique. Cependant, il est impossible de ne pas traiter de l'économie est-allemande si l'on veut comprendre l'attitude des dirigeants du SED envers la *perestroïka*, ou encore la chute du régime en 1989. Des notions d'histoire économique seront donc analysées, et ce tout au long du travail, mais elles n'en constitueront pas l'unique aspect.

Enfin, la documentation disponible impose à son tour certaines limites. Travailler au Québec sur un sujet européen n'est pas toujours une tâche facile. La documentation sur le sujet est bien entendu beaucoup plus limitée ici qu'en Allemagne, mais elle est tout de même appréciable. Il existe ici peu de livres en langue allemande, mais les auteurs francophones et anglophones ont été assez nombreux à se pencher sur des questions connexes à notre sujet. Les documents officiels est-allemands sont à peu près inaccessibles, du moins de façon directe. Heureusement, il est très facile, comme nous l'expliquerons plus loin, d'avoir accès de façon indirecte aux périodiques allemands et surtout est-allemands.

## **VI. Méthodologie et sources**

### **Ensemble des documents**

Les monographies et les articles de périodiques sont les deux principaux types de documents que nous avons utilisés. Les premières ont été réalisées pendant l'époque contemporaine au sujet de recherche (jusqu'à 1989) dans une proportion de un tiers. Les autres ont été écrites au cours des années 1990. Postérieures à l'action, elles fournissent des informations plus complètes que les précédentes. Les trois principaux thèmes abordés par les monographies recensées sont les suivants : l'histoire politique de la RDA, les relations entre l'URSS et l'Europe de l'Est durant l'ère Gorbatchev, et l'effondrement du communisme dans les pays de l'Est. Nous avons répertorié deux ouvrages qui traitent plus spécifiquement de la fin du communisme est-allemand et du différend Honecker – Gorbatchev au sujet de la *perestroïka*. Il s'agit de *The Hidden Hand. Gorbachev and the Collapse of Eastern Germany*, de Jeffrey Gedmin, et de *The Collapse of East Germany Communism. The Year the Wall Came Down, 1989*, de David M. Keithly. Ces deux ouvrages ont fait l'objet d'une attention particulière.

La catégorie la plus étoffée de la présente bibliographie est celle des *articles de périodiques* (qui comprend aussi quelques articles d'ouvrages collectifs). Les périodiques qui ont été les plus utiles pour la réalisation de notre recherche sont, à titre

d'exemples, *Foreign Affairs*, *Problems of Communism*, *Politique internationale*, *Documents*, *Revue des questions allemandes* et *Politische Studien*. Les articles de périodiques offrent l'avantage de s'intéresser à des questions précises. Certains relatent même des discours prononcés par les « protagonistes » lors de congrès ou des interviews effectuées auprès de ces protagonistes. Cependant, contrairement aux livres qui constituent des synthèses et qui traitent souvent d'événements appartenant déjà à l'Histoire, les articles ont tendance à s'attarder aux développements contemporains, surtout dans le domaine des sciences politiques. Ainsi, l'immense majorité des articles que nous avons recueillis datent de l'époque même de la *perestroïka*. Après 1989-1990, la production d'articles sur notre sujet chute considérablement, l'attention des auteurs étant de surcroît concentrée, comme nous l'avons mentionné, sur le phénomène de la réunification allemande et les problèmes que cette réunification entraîne – question prolifique, il va sans dire !

### Sources

Au sein de notre travail, qui relève plutôt de la catégorie du mémoire-compilation, la catégorie sources revêt une importance relativement peu élevée. Il s'avère ardu d'étudier un sujet européen en Amérique du Nord, car les documents officiels et certains périodiques (est-allemands, soviétiques...) sont d'accès direct limité. À cette situation s'ajoute un second problème. Dans le domaine de l'histoire, une source est habituellement un document produit par un individu ayant vécu à l'époque étudiée. Or, en histoire du temps présent, la définition d'une source ne s'avère pas aussi simple. La frontière entre source et document indirect est plus obscure. En fait, la majorité des documents recensés et inscrits dans notre bibliographie sont contemporains à la question examinée, mais ils ne constituent pas pour autant des sources, puisqu'ils ont été réalisés par des personnes qui ne sont pas des acteurs directs de l'épisode à l'étude. Nous avons donc décidé, dans le cas qui nous concerne, de définir les sources de la façon suivante :

1. Document qui présente, tels quels, des conversations ou des discours prononcés par les protagonistes eux-mêmes;
2. Document réalisé par un protagoniste au cours de l'époque étudiée;
3. Document officiel rédigé pendant l'époque étudiée et analysant la question de façon détaillée;
4. Article de journal soviétique, ouest-allemand ou est-allemand produit à l'époque étudiée.

En ce qui concerne les trois sources déjà inscrites dans notre bibliographie, la plus importante est sans conteste *Honecker – Gorbatschow, Vieraugengespräche*. Dans ce volume sont retranscrits les principaux échanges téléphoniques, épistolaires et directs prononcés par les deux leaders entre 1985 et 1989. Ce livre constitue donc une source majeure grâce à laquelle la qualité de notre travail s'est améliorée de façon substantielle. Afin d'utiliser cette source de façon efficace, nous l'avons située dans une plus vaste perspective, en établissant des liens entre les dialogues cités dans *Honecker – Gorbatschow* et les informations recueillies dans les ouvrages de seconde main (monographies, articles de périodiques).

Nous avons placé l'étude de Fred Oldenburg, *The Impact of Gorbachev's Reform on the GDR*, dans la catégorie sources, car ce document nous semble plus attentif à l'action qu'une monographie ordinaire. Produit à Cologne en 1988, cette brève brochure de 44 pages analyse de façon singulièrement détaillée l'évolution des relations soviéto – est-allemandes entre 1985 et 1987-88. De plus, c'est un document officiel, ou du moins qui s'approche de cette catégorie, puisqu'il est produit par le *Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien*. Quant au livre de Gorbatchev, *Perestroïka. Vues nouvelles sur notre pays et le monde* (1987), il constitue un excellent exemple de document produit par un personnage étudié – seul document pertinent de ce type que nous ayons trouvé.

Enfin, nous avons utilisé plusieurs autres sources, auxquelles nous avons eu accès de façon indirecte (c'est pourquoi elles n'apparaissent pas dans la bibliographie de ce mémoire). Il s'agit de fragments de textes, le plus souvent tirés de *Neues Deutschland* (l'organe officiel du SED), que certains auteurs citent à profusion dans leurs ouvrages. Au cours de nos lectures, nous en avons répertorié des centaines.

### **VII. Importance du sujet; sa contribution à nos connaissances**

Le sujet des désaccords soviéto – est-allemands sur la question de la *perestroïka* est important. La position prise par Honecker et l'ensemble des dirigeants aide non seulement à bien saisir l'ampleur du gouffre qui sépare les conceptions idéologiques du SED de celles des gorbatchéviens, mais aussi à comprendre ce qui s'est passé dans d'autres pays d'Europe de l'Est (avec toutefois des variantes notoires), puisque plusieurs de ces pays ont également affiché une attitude craintive, ou du moins un enthousiasme mitigé, à l'égard des réformes entreprises par les leaders du Kremlin. Cette question des désaccords URSS – RDA à propos de la *perestroïka* reflète donc bien le climat général

de discordes qui prévaut en Europe de l'Est, où la *perestroïka* est loin de faire l'unanimité.

Comme il existe déjà une historiographie importante sur le sujet, le présent mémoire constituera un mémoire-compilation, plutôt qu'un mémoire-recherche. Notre sujet peut néanmoins représenter une portion utile du processus de compréhension de la révolution de 1989-1990. De nombreux auteurs de monographies portant sur la fin des régimes communistes est-européens ou est-allemand ne consacrent que quelques pages aux épisodes qui ponctuent l'ensemble des années quatre-vingts, pour ensuite décrire avec force détails – au jour le jour – les circonstances entourant les révolutions. Ce mémoire veut plutôt expliquer la fin du communisme est-allemand et l'implosion de la RDA en insistant sur ce qui se passe *avant* 1989. Cependant, si on affirme que le rejet des réformes par les dirigeants du SED a contribué à entraîner la chute du régime, il faudra en même temps souligner l'impasse à laquelle ces dirigeants ont fait face. On peut se demander, *a posteriori* : Si la *perestroïka*, dans son acceptation la plus large, avait été adoptée en RDA, le régime aurait-il davantage survécu au tumulte de 1989 ? Et s'il avait survécu à 1989, aurait-il survécu à 1991 ? Comment aurait-on pu concilier avec logique un régime qu'on aurait prétendu être démocratisé et l'existence du Mur ? Et sans Mur, comment aurait-on pu prémunir les citoyens est-allemands contre l'attraction occidentale ? Comment aurait-on pu empêcher la perte de la raison d'être de l'Allemagne communiste ? En quelque sorte, Honecker voyait juste. Le cas soviétique prouve la faillite de la *perestroïka*.

Le mémoire pourra aussi, comme nous l'avons mentionné, présenter un certain apport à l'état actuel de la recherche en éclairant, humblement, quelques questions restées nébuleuses, en détectant certains désaccords d'historiens sur des points de détail ou en situant des faits déjà connus dans de nouvelles perspectives. Enfin, notre mémoire aura l'intérêt de présenter une allure particulière : il est axé, dans son ensemble, sur l'analyse des positions est-allemandes envers la *perestroïka*, pour la totalité de la période concernée (du début de l'ère Gorbatchev à la fin de la RDA), et examine la question à la fois sous une perspective particulière (relations personnelles Honecker - Gorbatchev) et sous une perspective élargie (actions officielles menées par les dirigeants, ambiance est-européenne, politique étrangère).

# Chapitre I

## L'Europe de l'Est dans la conception gorbatchévienne, de 1985 à 1989

### **1.1 Remarques méthodologiques**

Le présent mémoire a pour objet principal l'étude des réactions des dirigeants est-allemands vis-à-vis chacune des actions entreprises par les leaders soviétiques dans leur élaboration toujours plus approfondie de la perestroïka. Toutefois, une telle recherche ne peut être unilatérale. Pour bien comprendre les arguments qui motivent les réactions (négatives) de Honecker et de son équipe, il vaut mieux d'abord connaître ce que désire Gorbatchev, d'où la pertinence d'un chapitre entièrement dédié au « côté soviétique ».

Le nombre des thèmes abordés dans ce chapitre sera plutôt restreint. Il ne s'agira pas d'analyser les causes ou les caractéristiques générales de la perestroïka, sujet qui a donné naissance à une historiographie florissante. Nous n'aborderons pas véritablement l'étude de l'opposition rencontrée par Gorbatchev au sein du PCUS dans ce chapitre, ni dans les suivants. En fait, il s'agit d'un thème relativement vaste qui s'avère d'une pertinence limitée pour ce mémoire, puisque Honecker doit principalement composer avec les gorbatchévistes, faction dominante du PCUS. Il existe toutefois des cas où l'on décèle une interaction entre l'équipe de Honecker et les opposants soviétiques de Gorbatchev. Il sera donc intéressant de décrire brièvement la nature de cette opposition. Au cours de ce premier chapitre, nous étudierons donc exclusivement la place dévolue à l'Europe de l'Est (et par le fait même à la RDA) dans la conception gorbatchévienne, l'évolution de la ligne poursuivie par le maître du Kremlin en politique est-européenne – qui fluctue considérablement entre 1985 et la fin de la décennie – ainsi que l'abandon progressif de la doctrine Brejnev, sujet qui comporte bien des ambiguïtés.

Le sujet de ce chapitre se limitant au cadre très global du rôle attribué aux pays satellites dans la pensée gorbatchévienne, les interactions plus précises entre les dirigeants soviétiques et leurs homologues est-allemands (réactions de Gorbatchev à des actions précises de Honecker, échanges de vues des deux leaders) seront considérées dans les chapitres ultérieurs, qui suivent un ordre chronologique plus détaillé. Enfin, il nous a

semblé préférable d'étudier ici exclusivement la ligne soviétique poursuivie entre le printemps 1985 et l'été 1989. La position très particulière affichée par le Kremlin au cours de l'automne 1989, étroitement affectée par les événements qui se succèdent à un rythme fulgurant en Europe de l'Est, sera analysée au fil du chapitre V.

## 1.2 Aux sources de la perestroïka

Avant même d'entrer au pouvoir le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev est conscient que la production économique de l'Union soviétique a relativement chuté, que l'écart se creuse avec l'Occident. La recherche incessante de la parité politique et surtout militaire avec les Etats-Unis monopolise tous les efforts et engloutit une bonne part des richesses de l'URSS. Le pays est au bord de l'épuisement. Gorbatchev comprend que la poursuite d'une telle politique entraînera le déclin, lent mais inévitable, de l'URSS, déclin qui est d'ailleurs déjà amorcé.

Ce sont les forces réformatrices du Kremlin qui ont favorisé la venue de Gorbatchev au pouvoir. Dès mars 1985, la majorité des membres du Politburo partagent le raisonnement de ce dernier : la course aux armements et les dépenses stratégiques à l'étranger, qui accablent le pays au point de menacer sa survie économique à moyen terme, doivent absolument cesser, ou à tout le moins diminuer. Or, l'URSS ne peut négliger de s'armer sans craindre l'adversaire, à moins qu'un climat mondial plus clément ne voie le jour. C'est donc à l'URSS que revient l'initiative de faire chuter les tensions avec l'Occident et de promouvoir la détente. Quant à l'augmentation de la productivité de l'économie soviétique, non seulement est-elle recherchée par les gorbatchévistes pour son importance intrinsèque, mais elle semble garante du succès soviétique en politique étrangère; l'augmentation du commerce avec l'Occident est considérée comme le fondement de meilleures relations bilatérales. En conséquence, il faut donner une plus grande importance à l'économie domestique, à l'industrie légère, aux technologies de pointe, aux valeurs d'efficacité et d'unité. Cependant, en 1985, le mot d'ordre n'est encore que l'« accélération » (*ouskoreniye*) économique et technologique.

Les premiers ajustements se révélant insuffisants, l'équipe de Gorbatchev élabore davantage, au cours de l'année suivante, le concept de réformes, concept qui englobe désormais la « restructuration » (*perestroïka*) plus profonde de l'appareil étatique et économique. La perestroïka, dans l'acception économique du terme, désigne principalement une diminution du poids de la planification centrale, une décentralisation

des décisions, un accroissement du rôle des mécanismes du marché et de l'initiative privée (qui ira grandissant) dans certains secteurs.<sup>1</sup>

Au début de 1987, Gorbatchev réalise qu'une véritable refonte du système économique est impossible en l'absence de réformes politiques. La logique de la réforme se poursuit donc, alors que naît le concept de *glasnost*, ou « transparence » qui définit les transformations socio-politiques mises en œuvre par le Kremlin : on permet les critiques au sein du PCUS, la pluralité des opinions politiques, l'élection des directeurs d'usines par les ouvriers, le scrutin multiple et secret pour les élections à certaines fonctions étatiques; on octroie une plus grande liberté de parole aux journalistes, aux intellectuels, au peuple entier, la censure se relâche, de nombreux prisonniers politiques sont amnistiés. Dès lors, cependant, se développe une opposition substantielle à la ligne de Gorbatchev, dont ce dernier devra tenir compte, même si les réformateurs resteront toujours majoritaires au Politburo et au Comité central. Les nombreux changements de personnel effectués par le nouveau Secrétaire général, qui modifient la composition de l'élite (et rajeunissent sa moyenne d'âge) en faveur de Gorbatchev, ne suffisent pas à enrayer la résistance.

Durant l'automne 1987 et l'hiver 1988, par exemple, la situation de Gorbatchev devient particulièrement précaire. Les réticences de conservateurs, dirigés par Egor Ligatchev, le contraignent à ralentir considérablement la cadence des innovations, à n'instaurer que des mesures partielles, parfois contradictoires. La XIX<sup>e</sup> Conférence du PCUS en juin 1988 constitue un tournant qui marque la fin des simples « replâtrages » et prouve la volonté d'entreprendre des réformes plus substantielles, dont plusieurs se concrétiseront dès l'automne suivant. Cependant, même si la position de Gorbatchev semble se solidifier durablement à la suite de cette conférence, les partisans du statu quo constituent encore une force qu'on ne peut ignorer.

La plupart des auteurs s'empresent de souligner que Gorbatchev, par ses agissements, ne cherche pas à détruire le système socialiste, mais bien à le renforcer. Selon Hannes Adomeit « La perestroïka concerne le rendement et l'efficacité du communisme, et non pas son "visage humain", même si un relâchement des mesures coercitives a été envisagé pour supporter en partie les réformes ».<sup>2</sup> La facette politique de la perestroïka est donc considérée comme essentiellement complémentaire. François Fejtö explique également que la glasnost et la démocratisation « sont clairement destinés à être

<sup>1</sup> Voir David S. Mason, « Glasnost, perestroïka and Eastern Europe », *International Affairs*, 64(3), été 1988, p. 431.

<sup>2</sup> Hannes Adomeit, éd., *The Gorbatchev Challenge and European Security : A Report from the European Strategy Group*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1988, p. 111.

les servantes de la perestroïka et ne constituent pas des objectifs principaux et indépendants ».<sup>3</sup> Archie Brown, toutefois, soutient que pour Gorbatchev, la démocratisation est désirable en elle-même *et* comme complément indispensable à la réforme économique, mais s'empresse d'ajouter que démocratisation n'est pas synonyme de pluralisme : le pouvoir du PCUS ne doit pas être menacé ou altéré.<sup>4</sup>

Bien que certains auteurs aient interprété de différentes manières l'action de Gorbatchev, qu'ils l'aient considéré comme un adepte secret de la démocratie gravissant les échelons du parti dans le simple but de ramener la démocratie et l'économie de marché en URSS, ou inversement comme un léniniste convaincu souhaitant revivifier son pays avant de poursuivre la conquête du monde, la plupart partagent une thèse plus sobre : Gorbatchev a navigué au jour le jour, en considérant l'évolution de la conjoncture politique et économique tant intérieure qu'extérieure, sans toujours connaître à l'avance les résultats de ses actes.<sup>5</sup>

### 1.3 Gorbatchev et le facteur est-européen

Depuis 1945, les leaders soviétiques ont toujours tout mis en œuvre pour préserver le plus beau fleuron de leur empire, l'Europe de l'Est. D'une importance capitale pour l'URSS, les pays est-européens constituent un glacis défensif, une série d'États tampons entre celle-ci et l'Occident, et lui fournissent des soldats supplémentaires.<sup>6</sup> En outre, les économies est-européennes alimentent l'économie soviétique et la technologie occidentale atteint souvent l'URSS par l'intermédiaire de ces pays. Enfin, l'Europe de l'Est soviétisée octroie une légitimité à l'Union soviétique, augmente son prestige. Certains pays présentant un niveau de vie particulièrement élevé, comme la RDA, font même figure de « vitrine » du socialisme. Bref, les pays satellites forment pour l'URSS une base politique, économique, idéologique et militaire, un atout dans la lutte pour l'expansion du

<sup>3</sup> Bennett Kovrig, « Fire and Water : Political Reform in Eastern Europe », dans Nicholas N. Kitzie et Ivan Volgyes, éd., *The Uncertain Future : Gorbachev's Eastern Bloc*, New York, Professors' World Peace Academy, 1988, p. 12.

<sup>4</sup> Voir Archie Brown, « Gorbachev & Reform of the Soviet System », *Political Quarterly*, 58(2), 1987, p. 148.

<sup>5</sup> Voir François Fejtö, *La fin des démocraties populaires – Les chemins du post-communisme*, Manchecourt, Éditions du Seuil, 1997 [1992], p. 238.

<sup>6</sup> Les soldats postés le long du Rideau de Fer ne sont pas tous Soviétiques; un tiers d'entre eux sont est-européens (Seweryn Bialer, « Central and Eastern Europe, Perestroïka and the Future of the Cold War », dans William E. Griffith, éd., *Central & Eastern Europe : The Opening Curtain?*, Boulder, Col., Westview Press, 1989, p. 427.

socialisme. Pas plus que ses prédécesseurs, Gorbatchev n'a intérêt à se départir de cette ressource inestimable.

Dès le début, l'équipe de Gorbatchev considère que le succès des réformes soviétiques dépend en grande partie du degré d'implication des autres pays du bloc socialiste. Gorbatchev souhaitera toujours influencer ses homologues est-européens et les convaincre d'importer chez eux le concept de la perestroïka. Plusieurs historiens sont convaincus qu'aux yeux du numéro un soviétique, une « perestroïka est-européenne » servirait à promouvoir la coopération et l'efficacité économique de chacun des pays socialistes, à resserrer l'alliance et à prôner le changement... dans la continuité, le but étant la survie du COMECON, donc du bloc.<sup>7</sup> En effet, plus de 50% du commerce soviétique est orienté vers les pays satellites d'Europe de l'Est. Insatisfaite de sa relation commerciale avec ces pays, qui lui livrent, en échange de matières premières, des biens de piètre qualité, Moscou ne peut qu'espérer une amélioration des économies est-européennes, pour le plus grand bien du bloc entier.<sup>8</sup> En fait, plus consciente de ses propres difficultés, l'URSS refuse de continuer à soutenir ainsi ses alliés et exige d'eux davantage d'efforts pour le bien commun. Les leaders soviétiques croient que tout progrès économique découle de la décentralisation et de l'orientation partielle vers le marché. Ils considèrent qu'en étant davantage confrontés au système international, les États socialistes deviendront plus efficaces et plus compétitifs, ce dont l'URSS bénéficiera. Ce motif est véritablement le plus important, si l'on en croit Mason<sup>9</sup> : les Soviétiques désirent perfectionner leur technologie, investir dans l'achat d'équipement électronique par exemple, mais sans trop importer de l'Occident. Ils escomptent ainsi accélérer l'importation de biens est-européens de haute qualité.

Mason cite d'autres raisons pour lesquelles les dirigeants soviétiques espèrent entraîner l'Europe de l'Est dans la voie du changement : ils pourraient ainsi tester *a priori* certaines réformes envisagées pour l'URSS, promouvoir la stabilité politique de ces pays en ces temps difficiles – étant convaincus que l'ancien cours ne peut plus durer, et surtout prouver au monde entier, et aux citoyens de l'Est, que le système soviétique est applicable. Gorbatchev comprend que pour acquérir une légitimité en Occident, le socialisme doit d'abord gagner en respectabilité auprès des Soviétiques et plus encore auprès des Européens de l'Est, traditionnellement moins épris de communisme.

<sup>7</sup> Voir Jean-Yves Potel, *Quand le soleil se couche à l'Est*, Saint-Étienne, Éditions de l'aube, 1995, p. 194.

<sup>8</sup> Charles Gati, « Gorbachev and Eastern Europe », *Foreign Affairs*, vol. 65, n. 5, (été 1987), p. 973.

<sup>9</sup> Voir Mason, *loc. cit.*, p. 432.

## 1.4 Le défi de Gorbatchev en Europe de l'Est : un équilibre entre cohésion et viabilité

La recherche de l'équilibre, inaccessible entre la nécessité d'une *cohésion* au sein du système socialiste et le besoin de *viabilité* de chacun des régimes (c'est-à-dire leur acceptation par la population), a causé bien des soucis aux dirigeants soviétiques depuis le début de la période d'après-guerre. Gorbatchev n'échappe pas à la règle; il est conscient que ce vieux dilemme prévaut encore... et que dans les faits, la cohésion a toujours tenu la première place dans l'esprit des dirigeants du Kremlin. Le numéro un soviétique souhaiterait, idéalement, que tous les dirigeants est-européens engagent leur pays dans la voie de la rénovation efficace du socialisme, tout en veillant à ne pas perdre le contrôle politique. Cependant, il doit se contenter, dans la réalité, d'un contexte beaucoup moins idéal : alors qu'il souhaite une cohésion dans l'élaboration des réformes, plusieurs leaders des pays satellites craignent que leur « viabilité » ne soit menacée au cours d'un tel processus.

[Gorbatchev] opérerait pour une politique réformatrice uniformisée à l'échelle du bloc. Une telle atmosphère serait probablement plus facile à superviser que la diversité actuelle des attitudes. Néanmoins, le vieux dilemme entre le contrôle et la viabilité subsiste. Gorbatchev a été forcé de conclure un *modus vivendi* avec les États satellites.<sup>10</sup>

Ainsi, Gorbatchev ne peut promouvoir de réformes trop audacieuses et déstabilisatrices; il ne peut se permettre de perdre un satellite, ce qui, en plus d'éveiller le danger de l'effet dominos, aurait « un impact catastrophique sur ses succès politiques en URSS même. »<sup>11</sup> Le défi est-européen de Gorbatchev consiste donc à concilier la stabilité du bloc avec la nécessité d'y introduire un nouveau souffle. En l'absence de changement, l'Europe de l'Est s'enlisera et deviendra pour l'URSS un fardeau encore plus lourd. Par contre, une trop grande souplesse, dans ces pays, risquerait de créer des tensions déstabilisatrices, un appétit toujours plus grand pour la démocratie. Pour tenter de contrer ce problème, les dirigeants soviétiques encouragent, dans chaque pays, les expérimentations internes, tout en favorisant le renforcement des institutions socialistes supranationales telles que le COMECON et le pacte de Varsovie.

Le spectre de la déstabilisation est-européenne est d'autant plus grand, aux yeux des nouveaux dirigeants du Kremlin, qu'ils sont pleinement conscients de la gravité du déclin de l'idéologie communiste en Europe de l'Est. Les citoyens d'Europe de l'Est n'ont

<sup>10</sup> Adomeit, *op. cit.*, p. 111.

<sup>11</sup> Bialer, *loc. cit.*, p. 419.

d'ailleurs jamais été autant « soviétisés » que le peuple russe. Le communisme y est là-bas plus récent – donc moins ancré dans les mœurs; il s'est substitué dans certains pays à des régimes d'avant-guerre plutôt anti-communistes dont les gens plus âgés ont le souvenir et, enfin, il est imposé par une puissance étrangère. À l'époque qui nous intéresse, les problèmes économiques croissants rencontrés à l'Est et l'écart technologique qui se creuse avec l'Occident altèrent encore davantage l'influence du marxisme-léninisme dans ces contrées.

Gorbatchev sait que le communisme, pour paraître attrayant au monde extérieur, doit d'abord être apprécié par les habitants des pays satellites, et que seule une amélioration de l'économie et du niveau de vie peut susciter le contentement. Il sait aussi que plus l'URSS se montrera autoritaire envers les pays de son empire, moins les Occidentaux seront enclins à adopter une attitude de détente et à lui témoigner le respect et la reconnaissance auxquels elle aspire. La situation du numéro un soviétique demeure ainsi précaire : pour favoriser les performances économiques, une plus grande uniformité des politiques, axée sur le style soviétique, serait enviable; pour assurer le succès de l'URSS en politique étrangère, une plus grande autonomie des satellites est par contre nécessaire.<sup>12</sup>

Christoph Bertram décrit bien la complexité du dilemme de Gorbatchev : s'il laisse des dirigeants introduire un processus de démocratisation trop poussé, le risque du rejet populaire du socialisme surgira; s'il intervient militairement dans un pays pour mater une révolte déclenchée par une telle déstabilisation, il sera déconsidéré à l'Ouest. Enfin, s'il impose son autorité, de quelque manière que ce soit, dans un des États, et échoue, sa position risque de s'effriter au sein même du Kremlin.<sup>13</sup>

## 1.5 La politique est-européenne de Gorbatchev en évolution

Les stratégies soviétiques en matière de politique est-européenne ne sont rien moins qu'uniformes entre 1985 et 1989. James F. Brown a divisé en trois étapes la progression de la ligne soviétique. Son analyse rencontrerait sans doute l'approbation d'un grand nombre d'auteurs. Plusieurs historiens adoptent en effet un point de vue semblable, sans nécessairement distinguer explicitement trois stades. Elle permet en outre de survoler

<sup>12</sup> Gati, *loc. cit.*, pp. 973-974.

<sup>13</sup> Voir Christoph Bertram, « Change in Moscow – Continuity in Europe ? », *World Today*, 44 (8-9), 1988, p. 137.

le sujet avec concision et justesse, avant d'étudier plus à fond les caractéristiques de la position soviétique.

### **1.5.1 Les trois phases de la politique est-européenne de Gorbatchev selon James F. Brown**

Dans son ouvrage *Surge to Freedom. The End of Communist Rule*, James F. Brown discerne trois phases dans la stratégie fluctuante poursuivie par Gorbatchev en Europe de l'Est<sup>14</sup>. Il décrit d'abord le Gorbatchev « version I » (*mark I*) de 1985-1986. Au moment d'entrer au pouvoir, Gorbatchev a surtout l'impression d'être aux prises avec un héritage déconcertant : un empire en décrépitude. La situation économique de certains pays est particulièrement précaire, les relations politiques entre l'URSS et ses satellites ont grandement besoin d'amélioration et le souvenir des discordes est encore bien présent<sup>15</sup>. Par son comportement initial, plutôt interventionniste, Gorbatchev démontre un désir de secouer les pays satellites afin qu'ils se montrent plus coopératifs et plus responsables. Toutefois, malgré son dynamisme, il ignore l'ampleur du problème et ses réformes demeurent conventionnelles.

Lors de cette phase, il s'est affirmé en tant qu'organisateur (ou réorganisateur), coordonnateur, modernisateur, bref un réformateur, certainement, mais à l'intérieur des limites du système. Sa politique est-européenne était l'extension de sa politique domestique. À l'intérieur même de l'Union soviétique, son attitude ne laissait guère entrevoir le réformiste radical qui émergerait à la fin de 1986.<sup>16</sup>

Cette première phase est donc une phase « activiste », une période d'apprentissage au cours de laquelle Gorbatchev réalise peu à peu l'immensité de la tâche à accomplir. C'est à la fin de cette période, une fois son « éducation » complétée, qu'il se métamorphose en un véritable révolutionnaire, entre l'automne 1986 et le début de 1987. Cette évolution se traduit par une politique nouvelle, moins autoritaire, à l'égard de l'Europe de l'Est.

C'était une politique de laisser-faire, et elle était aussi révolutionnaire que les changements entrepris en politique domestique. Pour la première fois depuis la Seconde guerre mondiale, l'Union soviétique, sans couper les liens l'unissant à l'Europe de l'Est, était en train de les relâcher, à tel point que la liaison entre les deux perdit toute sa signification passée.<sup>17</sup>

<sup>14</sup> James F. Brown, *Surge to Freedom. The End of Communist Rule in Eastern Europe*, Durham, Duke University Press, 1991, pp. 51-59.

<sup>15</sup> Lors de la crise des Euromissiles, en 1983-1984, l'URSS avait adopté la ligne dure envers l'Occident – particulièrement envers la RFA, alors que la RDA, rejointe par la Roumanie et la Hongrie, avaient refusé de réduire le dialogue avec Bonn, créant ainsi des frictions avec la direction soviétique.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 53.

La réforme soviétique est désormais simplement recommandée à l'Europe de l'Est. Prenant conscience de la nécessité d'agir avec diplomatie, le Gorbatchev « version II » (*mark II*) n'exerce pas de pressions ouvertes sur les dirigeants.

Brown dément une certaine théorie de l'agenda caché (p. 55), soutenue par quelques auteurs (dont il ne dévoile pas les noms). Selon cette thèse, Gorbatchev aurait non pas humblement attendu, mais ardemment souhaité de profondes rénovations à l'Est, dans l'espoir que celles-ci aient à leur tour un impact positif sur l'URSS. Selon Brown, Gorbatchev pourrait difficilement avoir élaboré de tels plans, puisqu'il est un improvisateur, qui progresse au jour le jour. Loin de planifier à l'avance, il est plutôt dépassé par l'ampleur des événements qu'il déclenche.

Enfin, alors que les régimes est-européens chancelent et s'effondrent à tour de rôle à partir de l'été 1989, un troisième type de Gorbatchev voit le jour : « Aussi surpris que le reste du monde de trouver le système au bord de l'effondrement, il se mit d'abord à prévenir, puis à abandonner les leaders dont le refus de changement avait non pas sauvé mais détruit le socialisme ».<sup>18</sup> Ainsi, après avoir malgré lui déclenché tout ce processus, Gorbatchev se met, au dernier moment, à redevenir interventionniste, en pressant les leaders d'abandonner l'ancien cours. Brown juge que, rétrospectivement, Gorbatchev a probablement regretté de ne pas avoir entrepris plus tôt de « secouer » les dirigeants conservateurs.

### **1.5.2 Gorbatchev : indulgent ou autoritaire? Influent ou résigné?**

En étudiant l'histoire de tout empire, on observe la particularité suivante, presque constamment : lorsque le pouvoir central est affaibli, il a tendance à négliger la périphérie qui bénéficie alors d'une plus grande marge de manœuvre pour agir à sa guise. Aux dires de certains auteurs, l'URSS ne fait pas exception à cette règle. La fin de la terreur stalinienne a certainement joué un rôle de détonateur dans les soulèvements populaires de 1953 (RDA) et de 1956 (Hongrie, Pologne). De même, lors de la longue période de transition et d'instabilité du pouvoir soviétique, entre 1979 et 1985, le Kremlin est incapable de formuler des directives claires à l'égard de ses satellites. « Dans ce contexte, les membres de l'alliance ont pu adopter des positions qu'une direction soviétique plus ferme aurait été capable de prévenir ».<sup>19</sup> Récalcitrants devant le fardeau militaire que

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 58.

<sup>19</sup> Michael Shafir, « Eastern Europe », dans Martin McCauley, éd., *The Soviet Union under Gorbachev*, New York, St. Martin's Press, 1987, p. 173.

l'URSS leur demande de supporter, certains pays forment « une alliance à l'intérieur de l'alliance »<sup>20</sup>, refusant de mettre un terme à leurs relations avec l'Ouest.

Au début de l'ère Gorbatchev, affirme Michael Shafir, le Kremlin a tout autant de difficulté à énoncer une politique est-européenne précise. Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau dirigeant soviétique affirme que « le maintien de liens étroits avec les membres de la “grande communauté socialiste” serait son “premier commandement” ».<sup>21</sup> Cependant, au-delà de ce « commandement », l'attitude de Moscou envers l'Europe de l'Est continue à être aussi ambiguë et incohérente que durant la précédente période, sauf en matière d'économie. Ivan Volgyes partage cette thèse selon laquelle les changements de leadership à Moscou accaparent tant l'attention des Soviétiques qu'ils en abandonnent les pays satellites à leurs expérimentations. Il précise cependant qu'en 1985, après une incertitude initiale, la situation ne tarde pas à se stabiliser en faveur du Kremlin pour deux raisons : Gorbatchev réussit à affirmer sa position rapidement et les leaders d'Europe de l'Est sont désormais vieux et fatigués, pour la plupart peu enclins à se lancer dans des innovations extravagantes. Satisfaits du style brejnévien, qu'ils ont apprivoisé et qui leur a permis de se maintenir en place, ils recherchent désormais la stabilité et redoutent de voir leur pouvoir menacé.<sup>22</sup>

Il existe, dans la communauté historique, un désaccord quant au degré de tolérance dont fait preuve Gorbatchev envers les pays de l'Est. L'étendue de son influence envers ces mêmes pays prête aussi à controverse, tout comme le poids de l'Europe de l'Est dans les préoccupations soviétiques. Pour certains auteurs, dont Andrzej Korbonski, le nouveau secrétaire général du PCUS, après avoir posé quelques premiers gestes empreints d'ambiguïté, s'est rapidement montré « doux » à l'égard de l'Europe orientale. « Les premiers signes en provenance de Moscou suggéraient que Gorbatchev pourrait afficher une position inflexible vis-à-vis l'Europe de l'Est, mais [...] les prédictions se révélèrent fausses ».<sup>23</sup> En effet, en mars 1985, les leaders alliés ignorent à quoi s'en tenir, Gorbatchev ayant été jusque là peu connu dans les milieux politiques est-européens. Ils ne peuvent qu'espérer qu'il considère davantage leurs besoins que ne l'avaient fait Brejnev ou Tchernenko. Les premières réunions sont peu encourageantes; Gorbatchev semble

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 174.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 179.

<sup>22</sup> Voir Ivan Volgyes, « Troubled Friendship or Mutual Dependence? Eastern Europe and the USSR in the Gorbachev Era », *Orbis*, 30 (2), été 1986, p. 346.

<sup>23</sup> Andrzej Korbonski, « East European Political and Ideological Perceptions and Concerns », dans Aurel Braun, éd., *The Soviet – East European Relationship in the Gorbachev Era. The Prospects for Adaptation*, Boulder, San Fransisco & London, Westview Press, 1990, p. 69.

encore plus dur que ses prédécesseurs. La première préoccupation de l'équipe Gorbatchev, au printemps 1985, est de « rétablir l'autorité soviétique », atteste John Van Oudenaren.<sup>24</sup> Selon Korbonski, les dirigeants est-européens craignent que Gorbatchev ne cherche à les remplacer, eux qui symbolisent l'ère de la stagnation brejnévienne. Ils redoutent que Gorbatchev veuille imposer une trop grande uniformité, lorsqu'en juin 1985 la Pravda affirme que l'augmentation du rôle du secteur privé pourrait « déstabiliser les fondations de la gestion socialiste de l'économie ».<sup>25</sup> Cependant, affirme Van Oudenaren, la peur s'estompe par la suite. D'autres articles soviétiques révèlent une plus grande tolérance envers les expériences poursuivies dans les divers pays du bloc. L'URSS ne semble pas vouloir stopper les transformations amorcées en Pologne et en Hongrie.<sup>26</sup>

À la surprise générale, aucun n'est destitué, même si plusieurs pays tiennent leur congrès (opportunité idéale pour les remaniements de personnel) en 1985 ou 1986. Gorbatchev n'impose pas le changement là où il n'est pas désiré. Il n'orchestre pas la chute d'aucun vieux dirigeant. Il préfère avant tout assurer la sécurité du bloc et la coordination de la politique étrangère, plutôt que souhaiter à tout prix la mise en œuvre de réformes parfaitement synchronisées.

L'explication fréquemment fournie par les observateurs est-européens de la scène moscovite est que Gorbatchev avait autre chose à l'esprit – le rapprochement avec les Etats-Unis et la Chine, et les réformes intérieures en Union soviétique – et que la question est-européenne se voyait mise en veilleuse, du moins pour le moment.<sup>27</sup>

Progressivement, l'espoir que Gorbatchev soit plutôt indifférent (et donc permissif) envers l'Europe de l'Est se confirme. Le dirigeant soviétique, allègue Korbonski, parle peu des pays satellites lors du XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS de 1986, sauf en ce qui concerne le domaine économique. L'Europe de l'Est semble moins importante que prévu pour Gorbatchev, d'autant plus que malgré le malaise qui y règne, on n'entrevoit pas de crise imminente. Cette description d'un Gorbatchev trop accaparé par son propre pays et par l'intensification du dialogue Est-Ouest pour se pencher sur les problèmes est-européens n'est pas propre à Korbonski. On la retrouve dans plusieurs écrits.

<sup>24</sup> John Van Oudenaren, « The Soviet Union and Eastern Europe : New Prospects and Old Dilemmas », dans William E. Griffith, éd., *Central & Eastern Europe : The Opening Curtain?*, Boulder, Col., Westview Press, 1989, p. 114.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>26</sup> *Idem.*

<sup>27</sup> Korbonski, *loc. cit.*, p. 74.

Plusieurs historiens soutiennent également que l'influence des Soviétiques, dans les cercles dirigeants est-européens, est passablement limitée, et que l'Europe de l'Est est loin d'être simplement soumise à l'URSS. Grâce à l'importance qu'elle revêt pour l'URSS, l'Europe orientale peut facilement faire valoir ses idées et ses besoins qui, bien souvent, diffèrent de ceux de Moscou. Comme l'explique Volgyes, même si le Kremlin a installé dans chacun des États des « Moscovites » dont la loyauté à l'égard du grand frère soviétique n'est plus à prouver, l'absence de friction est impossible<sup>28</sup>. En choisissant, au départ, de placer des leaders nationaux à la tête des pays satellites, l'URSS a fait vœu de ne pas interférer dans leurs affaires internes (ce qu'elle n'a pas toujours respecté), de tolérer des leaders aux intérêts parfois divergents. Les États satellites doivent être traités comme des pays souverains... du moins en temps normal.

Un tel statut exige des Soviétiques qu'ils les traitent [les pays satellites] comme des entités indépendantes. Les Soviétiques sont donc officiellement tenus d'observer le protocole imposé par ce statut. Ainsi, les Soviétiques doivent en quelque sorte traiter avec des égaux.<sup>29</sup>

En outre, Gorbatchev, par rapport aux dirigeants des pays de l'Est, fait figure de jeune arrivant. Il leur doit un certain respect. « Gorbatchev doit composer avec des pairs âgés et méfiants, et leur accorder le respect traditionnel qui convient à leur rang ».<sup>30</sup>

Il y a longtemps, explique Bertram, que l'URSS n'a plus la capacité de s'imposer aux pays satellites, principalement parce qu'elle n'est pas en mesure de leur offrir une aide économique substantielle. Les Soviétiques tolèrent donc la diversité au sein du bloc, aussi longtemps qu'ils en détiennent encore le contrôle.<sup>31</sup> Gati parle également d'une ligne soviétique flexible. Moscou, selon lui, n'est exigeante qu'en matière d'économie. Les leaders est-européens, généralement, ne sentent pas l'obligation de s'enquérir de l'opinion de Gorbatchev avant d'agir. La seule limite qui les freine est leur dépendance économique et géopolitique à l'URSS. Pour Gati, l'influence de Moscou sur le choix des dirigeants est-européens est restreinte. Il explique à titre d'exemple que si le retrait de Gustav Husak (premier secrétaire du parti communiste de Tchécoslovaquie) en décembre 1987 suit dans

<sup>28</sup> Les tensions au sein d'une alliance sont tout à fait normales, les intérêts des petites puissances différant de ceux de la puissance principale. Dans ce cas-ci, l'URSS est particulièrement intéressée à promouvoir la convergence idéologique, la cohésion dans les politiques réformistes et le renforcement de l'alliance à tous les niveaux, alors que les requêtes des pays satellites suscitent la division : ils désirent par exemple s'intégrer davantage à l'ensemble du continent européen et obtenir le pétrole soviétique à meilleur prix (voir Volgyes, *loc. cit.*, p. 346.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 345.

<sup>30</sup> *Idem.*

<sup>31</sup> Bertram, *loc. cit.*, p. 137.

une certaine mesure les recommandations soviétiques, son successeur Jakes est choisi par Prague.

D'autres historiens considèrent Gorbatchev comme un dirigeant plus autoritaire et plus influent à l'égard des pays de l'Est, et qui accorde une grande importance à ces contrées dans sa politique. Selon Karen Dawisha, les questions d'ordre non seulement économique, mais aussi idéologique et stratégique liant l'URSS à ses satellites sont d'un intérêt vital pour Gorbatchev. Même si l'Europe de l'Est a toujours été d'une importance capitale pour l'URSS, elle l'est encore davantage sous Gorbatchev. Du succès des politiques de ce dernier en Europe orientale peut dépendre le sort de l'Union soviétique. C'est là le contraire de ce que dit Korbonski, qui prétend que les Soviétiques sont trop affairés ailleurs pour s'attarder à l'Europe de l'Est.<sup>32</sup>

Dawisha décrit également Gorbatchev comme un leader autoritaire (il existe souvent dans les thèses des auteurs une corrélation entre le niveau d'autoritarisme de Gorbatchev vis-à-vis les pays satellites et le degré d'importance qu'il octroie à ces pays) :

Loin de baisser les bras alors que les négociations soviéto-américaines sur le contrôle des armes commençait à dominer la scène internationale, Gorbatchev continuait à souligner la centralité de l'Europe de l'Est [...] Dans certaines occasions, lors par exemple du renouvellement du pacte de Varsovie en avril 1985 et du XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS en mars 1986, Gorbatchev réaffirma que les Soviétiques et les peuples est-européens partageaient encore une "destinée historique commune".<sup>33</sup>

Hélène Carrère d'Encausse va plus loin encore en affirmant que la vision de Gorbatchev serait « plus unificatrice et centrée sur l'Union soviétique que celle de Léonid Brejnev ». <sup>34</sup> Le style Gorbatchev, selon Carrère d'Encausse, se caractérise par une aptitude à passer de la carotte au bâton. Parce que la RFA (au milieu de la décennie) entend conserver ses missiles, explique-t-elle, Gorbatchev peut la menacer d'entraver les relations interallemandes. Même si l'URSS semble être prête à négocier sur tous les fronts, à propos de tout,

[...] sous cette apparence d'ouverture et de bonne volonté, percent des lueurs d'intransigeance. D'abord, l'Europe de l'Est. Ici, Gorbatchev multiplie directives et

<sup>32</sup> Dawisha et Korbonski ont tous deux écrit un chapitre du livre d'Aurel Braun, *The Soviet-East European Relationship in the Gorbachev Era – The Prospects for Adaptation*, Braun note, en introduction (p. 3), leur divergence d'opinion quant à la « centralité » de l'Europe de l'Est dans les préoccupations soviétiques.

<sup>33</sup> Karen Dawisha, *Soviet Political and Ideological Perceptions and Politics Toward Eastern Europe*, dans Braun, *ibid.*, p. 9.

<sup>34</sup> Hélène Carrère d'Encausse, *Big Brother : the Soviet Union and Soviet Europe*, New York, Holmes and Meier, 1987, p. 306.

avertissements qui marquent une continuité absolue avec ses prédécesseurs. L'avenir de l'Est européen réside dans une intégration toujours plus poussée qui n'admettra aucune exception.<sup>35</sup>

Les pays satellites doivent donc œuvrer pour le bien de la communauté entière et le renforcement du socialisme, but premier de Gorbatchev. Selon Carrère d'Encausse, le nouveau dirigeant du Kremlin n'a pas modifié le moindre la logique du système soviétique et, du moins le pense-t-elle en 1986, sa politique ne risque pas d'engendrer une autonomisation de l'Est.

Quant aux observateurs est-européens de l'opposition, la plupart considèrent à l'époque, à la manière de Carrère d'Encausse, que Gorbatchev aspire à réformer le système socialiste en deçà de limites bien strictes. Le Polonais Adam Michnik qualifie Gorbatchev de « contre-réformateur ». Petr Uhl, de Tchécoslovaquie, affirme qu'il ne veut que « renforcer le système existant ». La majorité des penseurs sont convaincus que Gorbatchev n'entend pas « dépasser le système » et gagner la voie d'une véritable démocratisation; que seul un mouvement populaire pourrait engendrer un vrai changement. Néanmoins, le climat socio-politique suscité par la perestroïka semble pouvoir faciliter de tels changements, c'est pourquoi les penseurs d'opposition ont quand même une certaine sympathie pour Gorbatchev.<sup>36</sup>

Enfin, mentionnons que tous les auteurs n'affichent pas des points de vue aussi définis sur la question de la « personnalité » de Gorbatchev. Plusieurs conservent des opinions intermédiaires, mettant plus ou moins l'emphase sur chaque sous question. Van Oudenaren, qui perçoit Gorbatchev comme un leader indulgent, avance pourtant que ce dernier dispose, à partir de 1987, d'une influence considérable en Europe orientale. « Ainsi, au printemps 1987, Gorbatchev était beaucoup plus en mesure de promouvoir le changement en Europe de l'Est, à la fois lors de rencontres privées avec les leaders et par la pression publique ».<sup>37</sup> À titre d'exemple, la pression soviétique aurait joué un grand rôle dans le retrait de Husak et dans son remplacement par Jakes.<sup>38</sup> Selon Paul G. Lewis, il est fort possible que le dirigeant soviétique ait des desseins « autoritaires » et centralisateurs, surtout dans les premiers temps, mais sa conception implique une réévaluation majeure des relations soviéto – est-européennes. Avec le temps, il se montre de plus en plus disposé à tolérer les divergences et même à profiter des expériences extérieures.<sup>39</sup> La

<sup>35</sup> Hélène Carrère d'Encausse, « URSS : parier sur le changement? », *Politique internationale*, 33, automne 1986, p. 247.

<sup>36</sup> Voir Potel, *op. cit.*, p. 197.

<sup>37</sup> Van Oudenaren, *loc. cit.*, p. 116.

<sup>38</sup> Voir l'opinion de Gati sur la même question, p. 14.

<sup>39</sup> Paul G. Lewis, « Chips Off the Old Bloc : the Changing Character of Eastern Europe », *Studies in Comparative Communism*, 23 91, 1990, pp. 101-108.

majorité des historiens partagent ce point de vue. Selon Mason, la position de Gorbatchev se transforme assez subitement à partir du plénum du PCUS de janvier 1987. Ce plénum statue que la restructuration, pour obtenir du succès, ne doit pas seulement s'appliquer à l'URSS. Gorbatchev est de plus en plus réceptif à ce qui se fait ailleurs, davantage disposé à s'inspirer des idées extérieures. Il espère davantage être imité par ses alliés sur la voie de la rénovation, mais il ne se montre pas insistant. Il se contente de les inviter poliment à considérer les innovations soviétiques ou celles d'autres pays; à tirer du bon de l'expérience d'autrui. Le Gorbatchev réformateur est né.<sup>40</sup>

### **1.5.3 L'abandon progressif de la doctrine Brejnev**

S'il est une question devant laquelle la plupart des historiens se perdent en conjectures, c'est bien celle de l'abandon, par Gorbatchev, de la doctrine soviétique d'intervention, plus communément appelé doctrine Brejnev. Cette expression caractérise l'attitude affichée par l'URSS à l'égard de ses alliés au cours de l'ère bréjnévienne. À cette époque, l'Union soviétique est avant tout préoccupée par la cohésion du bloc et se réserve le droit de faire pression et même d'intervenir militairement dans un pays où l'avenir du socialisme serait menacé. L'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du pacte de Varsovie au printemps 1968 constitue bien sûr le meilleur exemple d'application de cette théorie. Le questionnement qui hante les historiens est le suivant : Gorbatchev a-t-il oui ou non rejeté la doctrine Brejnev, et dans l'affirmative, à partir de quel moment précis? Très peu d'auteurs arborent une opinion claire sur le sujet; la plupart des thèses flottent dans l'ambiguïté. En effet, Gorbatchev, malgré son dynamisme et son style novateur et libéral, malgré qu'il évite généralement de parler d'internationalisme socialiste (euphémisme élégant de « doctrine Brejnev »), ne répudiera officiellement ce dogme que très tard, soit durant l'été 1989. Il est donc très ardu de savoir si les dirigeants soviétiques l'ont déjà intérioritément délaissé *avant* 1989. Que se serait-il passé si d'aventure un pays satellite avait abandonné le bloc socialiste en 1987? Quelles auraient été les limites de la tolérance de Gorbatchev? À ce sujet, les thèses des auteurs des années 1990 n'apportent guère de nouveauté par rapport à celles de leurs confrères ayant écrit durant la décennie précédente. On ne peut cerner avec précision les conceptions des dirigeants du PCUS, et les méandres de leur pensée ne se retrouvent pas toujours dans les archives. Il est

---

<sup>40</sup> Voir Mason, *loc. cit.*, p. 435.

cependant enrichissant d'observer les subtiles divergences d'opinion des auteurs à ce sujet et les hypothèses souvent très intéressantes qu'ils soulèvent.

Dans ses *Mémoires*, publiées en 1995, Mikhaïl Gorbatchev certifie s'être entretenu de thèmes tels l'égalité, le respect et l'indépendance avec ses homologues est-européens, dès le printemps 1985 – en fait dès les obsèques de Tchernenko. Il ajoute : « [...]ma déclaration impliquait le refus de la “ doctrine Brejnev” ». <sup>41</sup> Malgré toute la sympathie dont il fait l'objet en Occident, les historiens ne vont pas jusqu'à le croire sur parole. La réalité est probablement plus complexe et la pensée de Gorbatchev, par ailleurs, n'est pas représentative de l'atmosphère globale qui règne au Politburo au milieu de la décennie.

Il est toutefois évident que Gorbatchev évite, tout au long de son mandat, la formule « internationalisme socialiste », sauf en deux circonstances : Lors du renouvellement du pacte de Varsovie, en avril 1985, il réaffirme que ce principe est à la base du pacte (mais rappelons que Gorbatchev n'en est alors qu'à ses débuts et que les conservateurs sont encore puissants). Plus tard, il signe la *Déclaration de coopération soviéto-polonaise pour l'idéologie, la science et la culture*, document qui contient l'expression « internationalisme socialiste ». Il n'aborde cependant pas ce thème dans le discours qu'il prononce à cette occasion. S'il semble, en ces deux circonstances, entériner la doctrine Brejnev, Gorbatchev fournit entre-temps plusieurs indications contradictoires. Le changement à l'égard des pays de l'Est est évident par ce que Gorbatchev dit et omet de dire au XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS en février 1986. Insistant sur le droit de chaque pays à formuler ses propres choix, critiquant le passé de l'URSS, il ne mentionne aucune expression qui pourrait faire référence au dogme de l'internationalisme socialiste. Lorsqu'il affirme que « la réforme radicale est nécessaire » <sup>42</sup>, les leaders est-européens présents sentent que cette affirmation ne s'applique pas qu'au grand frère soviétique; elle donne le feu vert pour les réformes dans chaque pays.

La résistance à Gorbatchev est encore puissante en 1986 au sein du Comité central. Le nouveau Programme du PCUS adopté lors du XXVII<sup>e</sup> Congrès, se révèle plus dur que son ébauche et reflète manifestement cette résistance :

Au lieu de répéter la formule de « respect inconditionnel » utilisée par Gorbatchev, il [le programme] statua que les « fondations » des relations intra-bloc étaient « l'assistance mutuelle dans la résolutions des tâches de construction et de défense de la nouvelle société » - un euphémisme indubitable de la doctrine Brejnev. <sup>43</sup>

<sup>41</sup> Mikhaïl Sergeïevitch Gorbatchev, *Mémoires*, Poitiers, Éditions du Rocher, 1997, p. 585.

<sup>42</sup> Karen Dawisha et Jonathan Valdez, « Socialism internationalism in Eastern Europe », *Problems of Communism*, 36 (mars-avril 1987), p. 3.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 3.

La version finale du document, contrairement à l'ébauche, mentionne l'importance de l'internationalisme socialiste pour la survie des pays communistes. Cependant, le terme « internationalisme socialiste » y est mal précisé, ce qui laisse supposer à Dawisha et Valdez que la question des relations soviéto – est-européennes est trop sujette à controverse en URSS même pour pouvoir être définie davantage. Les leaders soviétiques ont donc tendance à la contourner, ce qui laisse aux dirigeants des pays satellites le loisir de se livrer à des interprétations diverses.

Plus sévère à l'endroit du dirigeant soviétique, Jens Hacker est convaincu qu'en 1986, la doctrine Brejnev n'a rien perdu de son autorité. Selon lui, Gorbatchev considère que les acquis du socialisme sont sans retour; que toute atteinte à l'ordre socialiste serait une atteinte à l'ordre de l'après-guerre et une menace pour la paix. Hacker rappelle que le nouveau Programme du PCUS porte le sceau de Gorbatchev, et donc son approbation. Ce nouveau Programme spécifie :

Quelles que soient les caractéristiques de chacun des pays socialistes, leur niveau économique, leur superficie, leurs traditions historiques et nationales, ils ont tous un seul et même intérêt de classe. Ce qui lie ensemble les pays socialistes est essentiel, et s'avère de loin plus important que ce qui pourrait les séparer.<sup>44</sup>

Cependant, Hacker admet lui aussi que la position soviétique, dû à des divergences internes, est peu claire. Il cite un autre passage du nouveau Programme qui résume d'importantes formulations plus « libérales » de Gorbatchev :

[...] la diversité du mouvement communiste n'est pas synonyme d'éclatement. De la même manière, l'unité n'a rien à voir avec l'uniformité, la hiérarchie, l'intervention d'un parti dans les affaires des autres, ni avec la prétention d'un quelconque parti à détenir le monopole de la vérité.<sup>45</sup>

Hélène Carrère d'Encausse est l'une des auteurs qui défendent la thèse du maintien de la doctrine Brejnev. Elle certifie que « le défi réel auquel Gorbatchev est confronté consiste à modifier les comportements et les modes de gestion sans porter atteinte à la primauté et à l'intégrité du système ».<sup>46</sup> Selon elle, Gorbatchev se serait approprié la doctrine Brejnev, souhaitant que les pays satellites évoluent dans l'unique intérêt de l'URSS et rejetant les particularités nationales. Joseph Rothschild, dans *Return to Diversity : a political history of East Central Europe since World War II*, évalue aussi la

<sup>44</sup> Jens Hacker, « Die DDR in den Block – und aussenpolitischen Überlegungen der Sowjetunion », *Politische Studien*, 37 (5), 1986, p. 585.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 585.

<sup>46</sup> Hélène Carrère d'Encausse, *loc. cit.*, p. 253.

contribution de Gorbatchev à l'émancipation est-européenne sous un jour plutôt négatif, mais il insiste, contrairement à Carrère d'Encausse, sur l'existence d'une diversité est-européenne capable de faire contrepoids aux visées des dirigeants du Kremlin.

À l'opposé, certains historiens semblent être certains que la doctrine soviétique d'intervention est rapidement mise de côté par l'équipe Gorbatchev. Mason, par exemple, dépeint un Gorbatchev peu autoritaire qui a « mis en sourdine » cette doctrine caractéristique de ses prédécesseurs. Dans son article, Mason met uniquement l'accent sur les nouveaux principes d'indépendance, d'absence de modèle spécifique et de non interférence énoncés par le dirigeant du Kremlin à partir de 1987. Ces principes, affirme-t-il, laissent supposer une répudiation de la doctrine Brejnev, ou du moins une différenciation radicale par rapport à ce dogme. Contrairement à plusieurs auteurs, Mason ne fait même pas allusion aux craintes que les dirigeants est-européens pourraient éprouver en se questionnant à propos des limites de la tolérance des Soviétiques. Pour Mason, en 1988,

[...] l'affaire est claire et classée. [...] Moscou pourrait essayer d'éviter [la déstabilisation] soit en imposant une réglementation plus stricte et en brandissant la menace d'intervention, soit en encourageant l'autonomie et la détente intérieure. Gorbatchev, en fait, a clairement signifié que la première de ces options n'était plus valide. La seconde demeure donc la seule alternative.<sup>47</sup>

Même lorsque Mason explique que l'ancien langage resurgit à l'occasion dans les discours des gorbatchévistes<sup>48</sup>, c'est pour mentionner aussitôt que, dans le même temps, ils réitèrent l'importance des valeurs de liberté, de respect et de mépris de l'interférence. Bien sûr, les changements de vocabulaire n'ont pas toujours comme corollaire des transformations réelles d'envergure semblable. Cependant, souligne Mason,

[...] dans un système où la communication est « ésothérique » et où la ligne du parti est transmise à travers les discours délivrés par les dirigeants du parti, de tels changements sont significatifs. En utilisant un tel langage, le Kremlin appelle le changement en Europe de l'Est.<sup>49</sup>

Potel, quant à lui, parle de « démarcation nette » avec la doctrine Brejnev. Selon lui, l'opinion publique en Europe orientale « comprend que, dans l'immédiat, Gorbatchev ne fera rien qui soit susceptible de déstabiliser les équipes en place » que ces équipes soient libérales ou exagérément orthodoxes.<sup>50</sup> Pour Korbonski, il ne fait pas de doute que

<sup>47</sup> Mason, *loc. cit.*, p. 434.

<sup>48</sup> À l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution, en octobre 1987, Gorbatchev rappelle dans son allocution l'importance du dévouement de chacun à la cause générale du socialisme.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 436.

<sup>50</sup> Potel, *op. cit.*, p. 193.

la doctrine Brejnev n'est plus, puisque Gorbatchev a formellement rejeté la primauté de son pays au sein du pacte de Varsovie. Les dirigeants du PCUS, en outre, n'affichent plus cette arrogance caractéristique de l'ère Brejnev.<sup>51</sup>

La plupart des historiens ne proposent pas de thèses aussi catégoriques au sujet de l'abandon de la doctrine Brejnev. Ils s'entendent tous sur le fait que Gorbatchev est de moins en moins enclin à concevoir la possibilité d'une intervention militaire, mais s'interrogent sur le moment précis de la répudiation réelle de la doctrine d'intervention. Pour Gati, même si Gorbatchev ne renoncera à la doctrine qu'à la fin de la décennie, il semble de plus en plus effrayé à l'idée d'utiliser la force. Selon la plupart des experts occidentaux (en 1990) – et Gati est d'accord – l'URSS serait intervenue, entre 1985 et 1988, dans le seul cas où un pays aurait rejeté complètement le système communiste; à partir de 1989, elle se serait abstenue d'intervenir quelle que soit la gravité de la situation.

Dans l'évolution des perceptions soviétiques à l'égard des satellites, Gati perçoit, *a posteriori*, un mauvais et un bon présage. D'une part, Moscou continue de sous-estimer l'antisoviétisme dont font preuve ces pays. Gorbatchev croit qu'un parti unique dirigé par des communistes réformistes suffira pour assurer la stabilité. Il désire modifier les régimes plutôt que les systèmes. Il entend prescrire à ces pays la même chose qu'à l'URSS : un soulagement, plutôt que la cure dont ils auraient besoin. D'autre part, l'Union soviétique commence, vers 1988, à reconnaître ses torts passés et à considérer que le système centralisé n'a pas passé l'épreuve du temps en Europe de l'Est. Dès l'été 1988, cette attitude laisse entrevoir que l'URSS accepterait peut-être éventuellement un changement systémique (une cure) sans intervenir militairement. Personne alors ne sait que cela viendra si vite.<sup>52</sup>

L'instant précis de l'enterrement de la doctrine Brejnev pourrait être la visite de Gorbatchev à Belgrade en mars 1988 (selon Adomeit<sup>53</sup>), ou encore la Conférence du PCUS de juin 1988 dans laquelle Gorbatchev condamne toute forme d'interférence (selon Dawisha<sup>54</sup>). Pour Rothschild, il n'intervient qu'en juillet 1989, alors que le numéro un soviétique, dans un discours prononcé devant le Conseil de l'Europe à Strasbourg, rejette enfin officiellement toute idée d'utilisation de la force. Selon Pierre Kende, Gorbatchev a

<sup>51</sup> Voir Korbonski, *loc. cit.*, p. 75.

<sup>52</sup> Voir Gati, *The Bloc that Failed. Soviet – East European Relations in Transition*, Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press, 1990, pp. 101-103.

<sup>53</sup> Voir Adomeit, *op. cit.*, p. 109.

<sup>54</sup> Karen Dawisha, *Eastern Europe, Gorbatchev and Reform. The Great Challenge*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 [1988], p. 220.

probablement d'abord renié la doctrine Brejnev informellement, dans l'intimité du cercle des dirigeants des pays du pacte de Varsovie<sup>55</sup>. Par la suite, il l'a affirmé publiquement, d'abord avec subtilité, puis plus clairement.

Enfin, certains auteurs émettent toutes sortes de suppositions dignes d'intérêt. Seweryn Bialer considère que les plus grands changements demeurent au niveau du discours, de la rhétorique. Dans ses allocutions, Gorbatchev insiste sur le fait que ce qui est bénéfique pour les peuples d'Europe de l'Est ne peut qu'être acceptable aux yeux des dirigeants du Kremlin. Il est cependant beaucoup plus ardu d'estimer l'ampleur des changements réels de la pensée soviétique à l'égard des satellites.<sup>56</sup> Brown présume que la doctrine Brejnev est peu à peu remplacée par une « doctrine Gorbatchev » selon laquelle

- 1) les pays satellites doivent demeurer au sein du COMECON et du pacte de Varsovie;
- 2) un pays peut se doter d'un système multipartiste, mais les ministères-clef (sécurité, affaires extérieures, etc.) doivent rester aux mains des communistes ou de leurs alliés;
- 3) malgré l'avènement d'une démocratie bourgeoise, la nature de l'État devrait demeurer pro-socialiste.

Brown décèle également, en 1987-1988, une dichotomie dans la politique est-européenne poursuivie par Moscou : Gorbatchev, tout en favorisant l'émergence de certaines réformes politiques et économiques en Europe orientale, désire renforcer la cohésion des organismes supranationaux (c'est-à-dire l'autorité soviétique). C'est là une attitude contradictoire, explique l'auteur, qui ajoute que Gorbatchev considère peut-être ces deux tendances comme complémentaires.<sup>57</sup>

Gati insiste aussi sur la dualité de la ligne soviétique, oscillant entre continuité et évolution. Il est indéniable que les Soviétiques évoluent et mettent l'accent sur le droit inaliénable de chaque pays à être souverain. Ils reconnaissent leurs erreurs passées. Lors de la Conférence américano-soviétique sur l'Europe de l'Est en 1988, Oled Bogomolov, leader de la délégation soviétique, affirme :

La doctrine Brejnev est complètement inacceptable et impensable [...] Nous avons par le passé donné trop de conseils à nos partenaires, ce qui s'est révélé très dommageable pour eux. Le temps est venu de garder nos suggestions pour nous-mêmes.<sup>58</sup>

<sup>55</sup> Lors d'une réunion des dirigeants à Prague en avril 1988, Dobrynine (responsable du CC du PCUS pour les relations extérieures) fait devant les dirigeants est-européens présentes des déclarations stupéfiantes sur la nouvelle pensée du Kremlin. Voir Pierre Kende et Aleksander Smolar, *La grande secousse. Europe de l'Est 1989-1990*, Mesnil-sur-l'Estrée, Presses du CNRS, 1990, pp. 14-15.

<sup>56</sup> Voir Seweryn Bialer, « Central and Eastern Europe, Perestroika and the Future of the Cold War », dans Griffith, éd. *The Opening Curtain... op. cit.*, p. 423.

<sup>57</sup> Voir James F. Brown, *Eastern Europe and Communist Rule*, Durham, Duke University Press, 1988, p. 59.

<sup>58</sup> Voir Gati, « Eastern Europe on its Own »... p. 104.

Par contre, les Soviétiques semblent encore vouloir préserver la cohésion du bloc. Gorbatchev se refuse encore à blâmer l'intervention de 1968 à Prague, prétextant selon Gati que l'URSS y avait été poussée par les Occidentaux qui s'immisciaient dans la région.

Gorbatchev, avance Gati au début de 1989, peut plier mais ne cédera pas. Simplement, la tendance est de transformer la domination soviétique en « influence soviétique », pouvant mieux servir les intérêts de Gorbatchev. Gati émet trois hypothèses quant à la limite de la tolérance de Moscou à l'égard de ses satellites : 1) Aussi longtemps qu'un pays accepterait le système communiste et demeurerait au sein du pacte de Varsovie, les Soviétiques lui laisseraient carte blanche pour entreprendre quelque expérimentation que ce soit; 2) Les dirigeants du Kremlin pourraient bien se montrer plus sévères avec les satellites plus « importants », comme la RDA, la Tchécoslovaquie et la Pologne, et plus « indulgents » avec les autres; 3) Gorbatchev ignore lui-même comment il réagirait dans l'éventualité d'une révolte et, le cas échéant, prendrait une décision à brûle pourpoint (c'est l'hypothèse la plus censée selon Gati).

Il est donc encore ardu, pour l'observateur international de 1989, d'estimer précisément les desseins des dirigeants du Kremlin, à plus forte raison si eux-mêmes avancent à l'aveuglette. Même les auteurs qui se sont intéressés à ce sujet à partir de l'année 1990 n'ont guère apporté d'éclairage supplémentaire. Voilà pourquoi les historiens, s'ils fournissent des hypothèses qui peuvent différer de celles de leurs collègues, conservent pour la plupart une opinion modérée.

Une chose est certaine, cependant : la politique menée par les dirigeants soviétiques évolue inexorablement. Superficielles et conventionnelles en 1985, les réformes acquièrent de plus en plus de profondeur, jusqu'à constituer une refonte complète de l'État soviétique. En effet, chaque fois que Gorbatchev constate l'échec ou le semi-échec d'un changement mineur, il en conclut que la superficialité de la transformation entreprise est la cause de son insuccès et se lance dans la poursuite de rénovations toujours plus fondamentales, ignorant qu'en poursuivant cette logique jusqu'au bout, il ne trouvera pas de salut.

Au cours des prochains chapitres, qui suivent un ordre plus chronologique, nous serons en mesure d'observer de quelle manière Honecker, tout comme d'autres dirigeants de pays satellites, a réagi à chacune des étapes de ce que l'on pourrait appeler le « cheminement de la pensée gorbatchévienne ». Car plus la perestroïka gagnera en consistance, plus ceux qui la craignent se retireront dans leurs tranchées.

## Chapitre II

### 1985-1986 : l'émergence d'un désaccord voilé

#### 2.1 Structure du chapitre

Ce chapitre a pour but d'analyser l'attitude des dirigeants est-allemands envers les réformes soviétiques du mois de mars 1985 au mois de décembre 1986, soit de l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev jusqu'à la veille de la session plénière du PCUS (Parti communiste de l'Union soviétique) de janvier 1987, au cours de laquelle le leader soviétique va conjuguer à la perestroïka des réformes au niveau politique.

Nous décrirons en premier lieu la réaction initiale de la RDA<sup>1</sup> aux réformes envisagées par l'Union soviétique. Cette réaction est dans une large mesure positive, en ce sens que la RDA admet que l'URSS requiert des réformes sur le plan interne. La nouvelle politique extérieure soviétique de détente internationale semble elle aussi plaire aux dirigeants du SED qui se considèrent d'ailleurs comme les précurseurs des Soviétiques dans ce domaine. Nous décrirons par la suite la nature et les causes d'un premier désaccord – encore bénin – qui voit le jour entre les deux pays au cours de l'année 1986. En effet, bien que les historiens s'accordent d'emblée pour affirmer que les relations soviéto – est-allemandes se sont dégradées de façon plus évidente à partir de janvier 1987, date de l'élaboration de la *glasnost*, plusieurs d'entre eux soutiennent qu'un différend règne entre la RDA et l'URSS dès 1986, puisque les dirigeants est-allemands pressentent déjà l'ampleur future que prendront les réformes entreprises par le grand frère soviétique. Enfin, nous essaierons de cerner les limites du succès économique est-allemand, sujet exposé à de multiples débats. La RDA affirmant être un modèle pour les réformes soviétiques, nous tenterons de définir jusqu'à quel point cette affirmation est partagée par les leaders du Kremlin.

---

<sup>1</sup> Voir la liste des dirigeants de la RDA de 1949 à 1989 qui figure à l'annexe I (à la fin du travail), ainsi que la liste détaillée des membres du Politburo du SED en 1988, incluse à l'annexe II.

## 2.2 La réaction initiale de la RDA envers les réformes soviétiques

### 2.2.1 Les contacts soviéto – est-allemands dans les premiers jours de l'ère Gorbatchev

Les 19 et 20 mars 1985, le ministre est-allemand des Affaires étrangères, Oskar Fischer, et son homologue soviétique, Andrei Gromyko, se rencontrent à Moscou. Les entretiens, qui portent sur les questions bilatérales et les problèmes d'actualité internationale, sont on ne peut plus cordiaux, Fischer et Gromyko affichant une identité de points de vue marquée.<sup>2</sup> Comme nous le verrons plus loin, l'URSS, depuis l'arrivée de Gorbatchev, se montre plus disposée à promouvoir la détente internationale, ce qui ne nuit pas à ses relations avec l'Allemagne de l'Est. Les deux politiciens se disent totalement opposés à l'ingérence américaine en Europe et surtout au plan de militarisation de l'espace de Ronald Reagan, qui risquerait d'accroître les risques de guerre nucléaire et d'amoinrir les chances de succès d'éventuelles politiques de limitation des armements. Ils sont tous deux inquiets de l'attitude de Bonn, qui supporte la recherche américaine en matière d'armes cosmiques. Enfin, tous deux espèrent que l'amorce de négociations soviéto-américaines parviendra à stabiliser la situation internationale et mènera à une réduction des stocks d'armes nucléaires.

Les conversations menées ont démontré une fois de plus la pleine concordance de vues des deux parties en présence sur toutes les questions abordées, leur aspiration commune à consolider encore l'amitié fraternelle indestructible entre la RDA et l'URSS, et enfin leur détermination à tout faire pour maintenir la paix et sauvegarder la sécurité internationale.<sup>3</sup>

Cette cordialité qui caractérise les premiers contacts soviéto – est-allemands de l'ère Gorbatchev est certainement en grande partie sincère. Autant Honecker, pour des raisons que nous expliciterons plus loin, a de motifs d'apprécier Gorbatchev, autant ce dernier, au moment de son investiture, s'est déjà forgé une opinion précise (et positive, selon Daniel Küchenmeister) de son homologue est-allemand. Il l'estime pour plusieurs raisons, notamment pour sa résistance au régime nazi et pour ses positions pacifistes lors de la crise des euromissiles.<sup>4</sup> Cependant, la satisfaction éprouvée par les dirigeants du

<sup>2</sup> Selon le document produit par le ministère des Affaires étrangères de RDA, « URSS – RDA. Communication commune sur la visite en URSS d'Oskar Fischer, ministre des Affaires étrangères de la RDA, Moscou, 20.3.85 », *Documents d'actualité internationale*, 10, 15.5.85, pp. 197-199.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 199.

<sup>4</sup> Voir Daniel Küchenmeister, *Honecker – Gorbatschow, Vieraugengespräche*, Berlin, Dietz Verlag Berlin, 1993, p. 12.

SED à la venue de Gorbatchev est mêlée de curiosité et même d'une certaine dose d'inquiétude.

### **2.2.2 L'entrevue du 5 mai 1985**

Le 5 mai 1985 a lieu à Moscou la première entrevue de longue durée réunissant Honecker et Gorbatchev.<sup>5</sup> Le contact est positif, selon les deux principaux intéressés. Leurs opinions concordent sur toutes les grandes questions politiques. Gorbatchev évoque également une entière concordance de vues en ce qui concerne le mode de direction des mécanismes économiques. Des divergences existent en ce qui a trait au travail commun et au commerce des matières premières, mais, selon Küchenmeister, elles sont somme toute minimales et existent depuis des années. Pendant la conversation, les deux dirigeants affirment qu'il n'y a qu'un modèle, celui du marxisme-léninisme. Honecker ajoute toutefois qu'on trouve, dans la communauté socialiste, des individus qui aspirent à d'autres modèles. S'agit-il là d'une mise en garde? Ce n'est pas impossible. Quelques indices permettent déjà à Honecker de présager la prédilection de Gorbatchev pour la réforme et les innovations. Peut-être Honecker veut-il signifier qu'il espère voir le numéro un soviétique s'en tenir à l'orthodoxie. Néanmoins, Küchenmeister juge qu'en mai 1985, le différend Honecker – Gorbatchev n'a pas encore pris racine.

Les différences fondamentales entre Honecker et Gorbatchev ne se laissent pas entrevoir à ce moment, malgré que dans le procès-verbal de leurs conversations, des différences conceptuelles au sujet des démarches de leurs politiques respectives se faisaient déjà clairement sentir. Toutefois, quelques semaines après la venue au pouvoir de Gorbatchev, ces politiques ne se profilent pas assez distinctement pour engendrer une dissension entre le politicien du SED et le nouveau venu à la tête de l'Union soviétique.<sup>6</sup>

### **2.2.3. Les dirigeants est-allemands et est-européens : leur première perception de Gorbatchev**

Pour un État qui, depuis sa naissance, a trouvé sa raison d'être dans l'affirmation de sa fidélité à une forme de communisme dont l'Union soviétique était à la fois le chef de file et la garantie de la survie du régime, l'avènement de Mikhaïl Gorbatchev et sa décision de lancer son pays dans la voie des réformes apparaît comme un insupportable désaveu. La *perestroïka* n'est rien de moins que la remise en cause des fondements mêmes du système établi en RDA par Erich Honecker.<sup>7</sup>

<sup>5</sup> Le résumé de cette entrevue est publié dans l'ouvrage de Küchenmeister, *Honecker – Gorbatschow...*, p. 45.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>7</sup> Serge Berstein et Pierre Milza, *L'Allemagne de 1870 à nos jours*, 5<sup>e</sup> éd., Paris, Masson, Armand Collin, 1997 [1971], p. 252.

Cette affirmation de Berstein et Milza est partagée d'emblée par l'ensemble des historiens. Elle caractérise bien la réticence majeure de Honecker et des dirigeants du SED à choisir la voie suivie par l'Union soviétique durant les dernières années de la décennie 1980. Cependant, en 1986, les réformes soviétiques sont encore peu définies et le concept de *glasnost*, qui implique une ouverture au niveau politique et une démocratisation du régime, ne s'est pas encore greffé à celui, purement économique, de *perestroïka*. Pour ces raisons, Honecker ne voit pas, à cette époque, les réformes soviétiques d'un si mauvais œil.

Face aux réformes soviétiques, élaborées progressivement depuis le printemps 1985, le SED se montre tout d'abord sympathique et supporte sans réserves les nouvelles politiques soviétiques en matière d'accélération (*uskoreniye*) et de restructuration (*perestroïka*) de l'économie. La RDA, depuis longtemps l'alliée la plus fidèle de Moscou, est enthousiaste à l'idée de voir les dirigeants soviétiques instituer des réformes dans leur propre pays. Elle appuie le geste de Gorbatchev visant à améliorer le niveau de vie des citoyens de l'URSS. Le SED considère les réformes de Gorbatchev comme absolument nécessaires dans le contexte soviétique. Il estime que l'URSS requiert ces réformes... mais pas la RDA.

Erich Honecker considère que la mise en œuvre de la *perestroïka* est directement liée à l'échec économique de l'Union soviétique. Or, il estime que les performances économiques de la RDA en font le pays qui a le mieux réussi au sein du bloc soviétique et que, par voie de conséquence, aucune nécessité ne pousse l'Allemagne de l'Est à imiter le « grand frère » soviétique.<sup>8</sup>

En ce qui concerne la nouvelle politique soviétique de détente internationale et de rapprochement avec l'Ouest, Honecker considère également la RDA comme un précurseur de l'Union soviétique. En effet, dans l'atmosphère tendue de 1983-84, alors que les Soviétiques condamnaient violemment l'acceptation ouest-allemande des missiles américains – et qu'ils y ripostaient en installant leur propres missiles en sol est-allemand – la RDA avait refusé de sacrifier aux intérêts soviétiques sa politique de détente envers l'Occident. Plaçant ses intérêts économiques nationaux au premier rang, elle avait été incitée à conserver de bonnes relations avec la RFA, et à refuser de faire écho aux blâmes que proféraient les Soviétiques envers l'Ouest. Cette situation avait bien sûr créé des tensions entre l'URSS et son alliée traditionnelle. Or, en 1985, « après la fin de cette campagne – alors que Gorbatchev commençait aussi à courtiser

---

<sup>8</sup> *Ibid*, p. 253.

l'Allemagne de l'Ouest – il ne subsistait plus, en politique étrangère, de conflits entre les deux pays. »<sup>9</sup>

En affirmant avoir précédé l'URSS, dans un contexte difficile, en matière de désarmement et d'ouverture vers l'Ouest, les dirigeants du SED surestiment quelque peu leur courage. En effet, en 1983, ils étaient appuyés dans leur démarche par plusieurs partis communistes d'Europe de l'Est et par certains dirigeants soviétiques, opposés à la ligne dure du Kremlin.<sup>10</sup>

Il existe donc une nouvelle communauté d'intérêts entre l'URSS et la RDA dans le domaine des relations avec l'Ouest, et en particulier avec la RFA. « L'Allemagne de l'Est appuie les politiques plus réalistes de Gorbatchev envers l'Europe de l'Ouest, sans aucun doute parce qu'elles viennent cimenter le lien vital qui existe entre Berlin-Est et l'Allemagne Fédérale »<sup>11</sup>. Dans le discours qu'il prononce lors du 11<sup>e</sup> Congrès du SED, Gorbatchev démontre de façon évidente qu'il accorde beaucoup d'importance au maintien de relations cordiales entre les deux Allemagnes :

« L'Union soviétique supporte pleinement la RDA qui réclame en toute légitimité que ses relations avec la République Fédérale soient celles d'États souverains égaux, conformément aux principes généralement admis de la loi internationale. »<sup>12</sup>

Gorbatchev ne peut que se désoler du penchant qu'entretient la RFA envers les États-Unis et l'OTAN. Cependant, il encourage Honecker à continuer sa « Westpolitik ». Les deux leaders sont en effet convaincus que de bonnes relations interallemandes engendreront une amélioration de la situation politique globale en Europe.

En résumé, le SED accueille de façon favorable l'effort déployé par les gorbatchéviens pour améliorer la situation économique de l'URSS. Cependant, prétextant la qualité de l'évolution économique de la RDA, les dirigeants est-allemands affirment qu'ils n'ont aucunement l'intention d'appliquer de semblables réformes dans leur pays. Lors de la session plénière du Comité central du SED en juin 1986, Honecker déclare que la RDA « n'est pas un champ d'expérimentation »<sup>13</sup>. En matière d'ouverture à l'Ouest, Honecker ne peut qu'être fier de voir l'URSS de Gorbatchev adhérer enfin à la politique de détente prônée depuis longtemps par la RDA. La concordance de vues

<sup>9</sup> Charles Gati, *The Bloc that Failed*, Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press, 1990, p. 94.

<sup>10</sup> Voir Fred Oldenburg, *The Impact of Gorbachev's Reform on the GDR*, Köln, Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien, 1988, p. 21.

<sup>11</sup> Charles Gati, « Eastern Europe on its own », *Foreign Affairs*, vol. 68, n. 1 (1989), p. 100.

<sup>12</sup> Cité dans Bruns, *loc. cit.* p. 310.

<sup>13</sup> Cité dans Karen Dawisha, *Eastern Europe, Gorbachev and Reform – The Great Challenge*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 [1988], p. 193.

affichée sur ce point par le SED et le PCUS semble excellente, contrastant de surcroît avec le litige de l'époque précédente.

Bien qu'ils refusent d'introduire chez eux les réformes soviétiques, les dirigeants du SED nient les spéculations affirmant qu'il existe des dissensions entre la RDA et l'URSS. Ils affirment officiellement que le SED et le PCUS sont en parfait accord à propos de toutes les questions fondamentales d'ordre politique ou économique.<sup>14</sup> La RDA semble encore vouloir être considérée comme l'alliée fidèle de l'Union soviétique. Pour prouver sa bonne foi, Honecker, imité par Gustav Husak (premier secrétaire du PC de la Tchécoslovaquie), qualifie le PCUS « d'avant-garde » du socialisme lors du XXVII<sup>e</sup> Congrès de ce parti... alors que Gorbatchev lui-même y décrit le PCUS comme une « *composante* inaliénable du mouvement communiste international », sans utiliser le terme « avant-garde ».<sup>15</sup>

\*

\*

\*

Le processus de réformes soviétiques ne laisse personne indifférent dans les pays satellites. Certains de ces pays – la Pologne et la Hongrie – sont engagés sur la voie de la rénovation et de l'expérimentation depuis plusieurs années déjà. Pour la première fois, cependant, l'impulsion provient de Moscou. Pour les États réformistes, la perestroïka constitue un feu vert permettant de progresser davantage dans la voie de la refonte. Cependant, la vague réformiste touche les différents pays du bloc de façon disparate. Certains partis communistes, tel le SED, affichent un niveau d'orthodoxie égal ou même supérieur à celui du PCUS de l'époque de Brejnev.<sup>16</sup> L'arrivée de Gorbatchev suscite chez Honecker et ses collègues est-européens de multiples réactions, que Brown décrit comme un mélange de curiosité, d'espoir et d'appréhension. Dans ses *Mémoires*, Gorbatchev admittra avoir été placé dans une situation délicate. En 1985, il doit tenter d'établir des rapports cordiaux avec de vieux leaders qui ont l'habitude de se conformer à certaines règles bien établies dans leurs rapports avec l'URSS. Dès les obsèques de Tchernenko, Gorbatchev entretient ses alliés du renouveau nécessaire dans les relations au sein du bloc. Il parle déjà de respect, d'indépendance. Ses interlocuteurs acquiescent, mais Gorbatchev a l'impression qu'ils ne le prennent pas au sérieux (en fait, les dirigeants soviétiques précédents formulaient des déclarations semblables et rien ne changeait !). « Ce n'est pas la première fois qu'un dirigeant soviétique parle de réformes;

<sup>14</sup> Voir Bruns, *op. cit.*

<sup>15</sup> Shafir, *loc. cit.*, p. 190.

<sup>16</sup> Hannes Adomeit allègue toutefois qu'on retrouve partout une certaine tendance à la réforme, même dans les régimes qui peuvent à première vue sembler les plus austères. (dans Hannes Adomeit, *op. cit.*, p. 110.

tout reviendra bientôt à la normale » doivent-ils penser... une attitude qu'ils conserveront jusqu'à la fin de 1986, selon Gorbatchev.<sup>17</sup>

Le nouveau Secrétaire général du PCUS n'est ni très célèbre, ni parfaitement inconnu en Europe de l'Est. Il paraît jeune et vigoureux; même les leaders les plus orthodoxes pourraient avoir des raisons de souhaiter, de la part du Kremlin, fermeté et mouvement, après plus de dix ans de stagnation. Par contre, ils redoutent que Gorbatchev cherche à imposer une trop grande uniformité au sein du bloc socialiste et craignent probablement aussi de découvrir un Gorbatchev nourri d'aspirations personnelles qui les rejette à cause de leur identification à Brejnev (cf. chapitre I, pp. 12-13). Or, « Gorbatchev semble avoir décidé, ou avoir été persuadé, que des changements de leadership pourraient faire tanguer dangereusement un navire déjà précaire ».<sup>18</sup> Gorbatchev évite donc d'entreprendre de telles actions, au grand soulagement des dirigeants est-européens qui trouvent finalement satisfaction à sa venue au pouvoir, une fois les doutes initiaux estompés.

Volgyes perçoit de façon plus négative l'opinion des dirigeants est-européens en 1985-1986. Selon lui, ils voient généralement Gorbatchev d'un mauvais œil. Ils ne le considèrent pas comme un réformateur et connaissent ses relations avec le KGB et les forces centralisatrices en Union soviétique. Ses premières réformes, telle la lutte contre l'alcoolisme, n'augurent rien de bon aux yeux des leaders. Elles leur paraissent drastiques et expéditives, explique Volgyes. « Les leaders considèrent le plus souvent Gorbatchev comme un centralisateur, plutôt qu'un libéral réformiste, et bien plus comme un dirigeant ferme prêt à utiliser la force, plutôt que l'initiative privée et la décentralisation du marché, pour parvenir à ses fins ».<sup>19</sup> En outre, Gorbatchev étant leur cadet, il est humiliant pour eux de se voir sermonner par lui, même avec délicatesse. Cette situation boiteuse expliquerait selon Volgyes les directives confuses de Moscou à l'égard des satellites et, par là même, la marge de manœuvre plus grande que jamais dont disposent les leaders est-européens (malgré que Volgyes décrive Gorbatchev comme un leader fort).

Les dirigeants des pays satellites estiment que la lutte pour le pouvoir qui a cours au Kremlin n'est pas encore définitivement remportée. Leur grande expérience du passé leur dicte donc, soutient Volgyes, de faire preuve de prudence. Gorbatchev ne poursuit

<sup>17</sup> Voir Gorbatchev, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 585 et 606.

<sup>18</sup> Brown, *Surge to Freedom...*, p. 52.

<sup>19</sup> Volgyes, *loc. cit.*, p. 351.

pas de politique clairement définie envers les pays satellites, et ses adversaires au sein du Politburo soviétique sont encore nombreux. Les dirigeants de l'Est demeurent ainsi sur leurs gardes et n'importent pas chez eux les politiques de Gorbatchev avec trop d'empressement, au cas où ce dernier ne parviendrait pas à demeurer au pouvoir. L'époque Brejnev, estime Kende, se poursuit en quelque sorte jusqu'en 1986 en Europe de l'Est.<sup>20</sup> En outre, puisque les desseins de Gorbatchev ne se profilent pas encore très distinctement, les dirigeants est-européens ignorent encore, à cette date, si le règne du nouveau Secrétaire général leur sera bénéfique ou non.<sup>21</sup>

Quant aux stratégies gorbatchéviennes qui, déjà, commencent à se distinguer de l'orthodoxie soviétique habituelle, les dirigeants les plus conservateurs les ignorent tout simplement. En RDA, les discours de Gorbatchev dévoilés par les médias sont dépouillés de leurs critiques les plus aiguës envers le passé.<sup>22</sup>

## 2.3 1986 : l'émergence d'un désaccord voilé

### 2.3.1 Le XI<sup>e</sup> Congrès du SED et ses suites

Le 11<sup>e</sup> Congrès du SED, en avril 1986, symbolise la consécration d'Erich Honecker, alors au faîte de sa gloire. Lors du Congrès, le dirigeant du SED énumère ses priorités en politique étrangère, mettant l'accent sur le renforcement des liens d'alliance avec l'URSS et les autres pays satellites.

Le numéro un soviétique, qui honore l'événement de sa présence, y prononce surtout des paroles élogieuses à l'égard des réalisations du régime Honecker. Les leaders est-allemands tirent une grande fierté de la participation de Gorbatchev, car ce dernier n'a pas assisté à aucun autre congrès est-européen, excepté à celui du Parti communiste polonais. « La participation de Gorbatchev, après quinze ans d'absence de l'URSS dans ce genre de manifestation, est interprétée comme un triomphe d'Honecker qui est en mesure de présenter la RDA comme l'élève modèle du camp socialiste »<sup>23</sup>. Selon Shafir, la présence de Gorbatchev prouve que Moscou désire afficher sa préférence pour le modèle est-allemand. Le Kremlin entend se servir de l'exemple est-allemand pour

<sup>20</sup> Voir Kende, *loc cit.*, p. 14.

<sup>21</sup> Voir Shafir, *loc. cit.*, p. 176.

<sup>22</sup> Voir Henry Ashby Turner, *Germany from Partition to Reunification*, New Haven and London, Yale University Press, 1992, p. 223.

<sup>23</sup> Sophie Lorrain, *Histoire de la RDA*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p. 95.

montrer aux autres nations qu'un pays peut prospérer en optant pour la planification, et que cette voie est préférable aux réformes orientées vers les mécanismes du marché. Honecker déclare d'ailleurs au Congrès : « On devrait considérer la RDA comme un “témoignage historique” de la possibilité de construire un “État socialiste politiquement stable et économiquement efficace” ». <sup>24</sup>

L'URSS, si elle invite les pays du pacte de Varsovie à la réforme, spécifie néanmoins que ceux-ci sont libres d'adapter ces réformes selon leurs contextes nationaux respectifs. Gorbatchev évite de présenter son pays comme un modèle à imiter. Lors du 11<sup>e</sup> Congrès, Gorbatchev affirme que « [la] cause du socialisme progresse avec assurance en sol allemand » et ajoute que le SED peut être « fier de ce qui a été fait en RDA afin d'assurer aux travailleurs une vie satisfaisante, des villes agréables, de protéger l'environnement et de promouvoir la création d'activités sociales pour les citoyens » <sup>25</sup>.

Selon Ewa Kulesza, « L'URSS n'a en effet aucune raison valable d'être insatisfaite des performances de l'économie est-allemande. D'autre part, il est toujours mieux d'avoir un allié plus dogmatique que soi que trop réformiste » <sup>26</sup>.

Affichant une identité de points de vue <sup>27</sup> en ce qui concerne plusieurs aspects des réformes soviétiques, la RDA et l'URSS conservent des relations plutôt bonnes, du moins en apparence. En février 1990, des membres haut placés des appareils politiques des deux pays avouèrent publiquement pour la première fois que le SED et le PCUS ont été en désaccord à propos de la question des réformes, et ce, aussi tôt qu'en 1986, comme l'expliquera dans *Neues Deutschland* (publication centrale du SED) Gregor Gysi, le nouveau chef du Parti du socialisme démocratique (qui succédera au SED en 1990) : « après 1985, les relations entre la direction du CPUS et celle du SED [...] se tintèrent d'irritations croissantes » <sup>28</sup>.

<sup>24</sup> Shafir, *loc. cit.*, p. 188.

<sup>25</sup> Cité dans Wilhelm Bruns, Foreign Policy at the 11<sup>th</sup> SED Party Congress, *Aussenpolitik*, 3(1986), p. 310.

<sup>26</sup> Ewa Kulesza, « La réforme dans les pays de l'Est : le facteur Gorbatchev », *Politique étrangère*, vol. 52, n. 3 (automne 1987), p. 629.

<sup>27</sup> C'est en tout cas ce qu'affirme la Pravda peu après, mentionnant l'existence d'une « complète identité de points de vue » entre les deux parties lors du Congrès. En fait, si l'identité de point de vue est réelle en ce qui concerne la politique étrangère, elle est douteuse en matière de réformes. Voir Pedro Ramet, « Gorbatchev's dilemmas in East Europe », dans Lawrence W. Lerner et Donald W. Treadgold, éd., *Gorbachev and the Soviet Future*, Boulder, Col., Westview Press, 1988, p. 235.

<sup>28</sup> Jeffrey Gedmin, *The Hidden Hand. Gorbachev and the Collapse of Eastern Germany*, Washington D.C., The AEI Press, 1992, pp. 54-55.

Ces conflits feutrés qui voient le jour en 1986 sont dus au fait que les dirigeants est-allemands perçoivent déjà, jusqu'à un certain point, la nature et l'ampleur que prendront ultérieurement les réformes de Gorbatchev et le tort que ces mêmes réformes pourraient causer à la RDA.<sup>29</sup> Tout au long de l'année 1986, à mesure que cette perception devient plus claire, le SED affiche une inquiétude croissante. Lorsque l'appareil de propagande du SED décrit le 27<sup>e</sup> Congrès du PCUS (février-mars 1986), à l'occasion duquel Gorbatchev a élaboré davantage ses projets de réformes, il ne rapporte les propos émis que de façon incomplète, en décrivant les points plus controversés de la réforme de façon abrégée.<sup>30</sup>

Les premiers signes de tension, encore peu dramatiques, se dessinent de façon plus claire lors du 11<sup>e</sup> Congrès du SED en avril 1986. Usant de diplomatie, Gorbatchev exprime le fait que l'Union soviétique a besoin, pour survivre dans le futur, d'une étroite collaboration de la RDA – ce qui ne manque pas de flatter les dirigeants est-allemands. En outre, comme nous l'avons mentionné plus haut, Gorbatchev dit admirer, dans une certaine mesure, les succès économiques de ce pays. Cependant, Honecker, qui ne mentionne pas la question des réformes dans son propre discours, attend en vain d'entendre, de la voix de Gorbatchev, que la RDA est un modèle de réussite économique.<sup>31</sup> L'attitude adoptée par les deux leaders est en fait plutôt contrastante.

La capacité relativement supérieure de l'Allemagne de l'Est à atteindre les objectifs et à maintenir un taux de croissance lent mais constant rendit la direction extrêmement confiante quant à l'exactitude de la trajectoire économique du pays. Cette attitude contrastait de façon marquée avec la propension soviétique à l'autocritique [...]<sup>32</sup>.

Honecker fait preuve d'une grande assurance et ne formule aucune critique à l'égard de son pays.

[Honecker] apparaissait, après les deux premières années de pouvoir de Gorbatchev, plus fort et plus entreprenant que jamais auparavant. [...] il semblait avoir été peu ébranlé par les événements des quatre dernières années, éliminant les éloges de rigueur pour le modèle soviétique (malgré la présence de Gorbatchev sur le podium) et déclarant que la RDA était devenue un « État socialiste politiquement stable et économiquement efficace. »<sup>33</sup>

Étonnamment, alors qu'il faisait preuve peu avant d'une attitude admirative, en qualifiant au Congrès du PCUS l'URSS « d'avant-garde », Honecker se montre désormais beaucoup plus indépendant. Il vante ainsi les succès de la RDA sans mentionner ceux de l'URSS. Dans son discours, il ne cite pas une seule fois les paroles

<sup>29</sup> Voir à ce sujet Oldenburg, *op. cit.*, pp. 5-7.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>31</sup> *Gedmin*, *op. cit.*, p. 55.

<sup>32</sup> Dawisha, *op. cit.*, p. 192.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 146.

de Gorbatchev. Ce manquement est sérieux, selon Dawisha et Valdez, « étant donné la présence de Gorbatchev sur le podium, mais aussi ses propres louanges envers les réalisations est-allemandes. »<sup>34</sup>

À l'opposé, Gorbatchev est circonspect, critique. Par son plaidoyer pour la reconstruction de l'Union soviétique, il semble vouloir donner matière à réflexion aux dirigeants des autres pays du bloc de l'Est – dans ce cas-ci la RDA. Tout en louant les succès de la RDA, le numéro un soviétique prie les dirigeants du SED d'être plus modestes, plus critiques envers eux-mêmes, et d'intensifier les efforts économiques en instaurant des réformes plus adéquates.<sup>35</sup>

Poussant plus loin son allocution, il met en garde la classe dirigeante contre les abus de pouvoir, le népotisme et le favoritisme. Il déplore l'obstination de ceux qui s'accrochent à l'ancienne pensée. Selon Keithly, Gorbatchev s'attire l'inimitié du Politburo du SED en réprouvant ainsi l'idéologie traditionnelle, car ses critiques visent hors de tout doute Honecker.<sup>36</sup> Pour Shafir, cependant, les plus âpres remarques de Gorbatchev ne s'adressent probablement pas directement et crûment à son hôte :

La critique, formulée par les dirigeants soviétiques, des « modes de pensée archaïques et stéréotypés » ne visait probablement pas le SED, mais la RDA, dans un futur assez rapproché, pourrait bien devoir reconsidérer sa performance dans un esprit « auto-critique ».<sup>37</sup>

Par ailleurs, Gorbatchev affiche son désir d'intensifier la coopération à tous les niveaux au sein du bloc. Ses louanges à l'égard de l'administration est-allemande constitueraient la preuve, selon Dennis, qu'il souhaiterait voir la RDA jouer un grand rôle dans ce processus d'intégration.<sup>38</sup> Or, l'équipe de Honecker est peu encline à adopter une attitude de collaboration économique plus poussée avec l'URSS, qui pourrait déstabiliser l'économie est-allemande, et qui par ailleurs ne lui apporterait aucun bénéfice en matière de percées technologiques. « [...] les premiers signes indiquent une certaine froideur envers les aspirations de Gorbatchev pour une coopération plus étroite entre les institutions, entreprises et organisations est-allemandes et soviétiques en vue d'insuffler un "vent de modernisation" à l'économie de l'URSS. »<sup>39</sup> Selon Shafir, les dirigeants est-allemands n'apprécient guère l'idée d'une

<sup>34</sup> Dawisha et Valdez, *loc. cit.*, p. 6.

<sup>35</sup> Oldenburg, *op. cit.*, p. 6.

<sup>36</sup> Voir David M. Keithly, *The Collapse of East Germany Communism. The Year the Wall Came Down, 1989*, Westport and London, Praeger, 1992, p. 134.

<sup>37</sup> Shafir, *loc. cit.*, p. 188.

<sup>38</sup> Voir Dennis, *op. cit.*, p. 189.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 190.

intensification de la collaboration économique, par crainte d'entremêler encore davantage leur économie « relativement bonne » avec celles de pays moins développés.<sup>40</sup>

Comme le précisera plus tard Günter Schabowski, ancien membre du Politburo est-allemand, Gorbatchev et Honecker semblent avoir entretenu une relation convenable jusqu'à ce 11<sup>e</sup> Congrès, à l'occasion duquel Gorbatchev offense Honecker en lui posant une question trop délicate : « Erich, pourquoi est-ce que vous [et vos camarades] ne discutez pas de l'accélération socio-économique ? »<sup>41</sup> Honecker est visiblement froissé qu'un chef d'État jeune et « peu expérimenté » comme Gorbatchev lui fasse de telles remarques :

Ne savait-il pas que depuis 1971 un vaste programme social existait en RDA ? Que les politiques économiques et sociales est-allemandes étaient étroitement liées ? Pourquoi Gorbatchev encouragerait-il la RDA à entreprendre une « accélération socio-économique » ? Berlin-Est ne se permettrait jamais de recommander à l'Union soviétique d'adopter les politiques est-allemandes.<sup>42</sup>

Dès lors, selon Schabowski, la question des réformes reste à l'ordre du jour dans les sphères plus basses du SED, mais au Politburo, le nom de Gorbatchev devient tabou.

Au mois d'août, Gorbatchev prononce, dans les villes sibériennes de Vladivostok et de Khabarovsk, un discours lors duquel il utilise, pour décrire ses réformes le terme de « révolution ». Peu après, un éditorial anonyme du *Neues Deutschland* tempère ce terme « révolution », employé par Gorbatchev, par celui de « processus révolutionnaire ». L'article, qui prétend refléter fidèlement le discours du leader soviétique, explique qu'il reste encore beaucoup à faire pour régler les problèmes auxquels l'URSS fait face et que ces problèmes doivent être résolus par le socialisme et non par des moyens extérieurs au socialisme (alors que l'on connaît le désir de Gorbatchev d'introduire des éléments d'économie de marché pour insuffler une nouvelle vigueur à l'économie soviétique). « L'éditorial, qui exprimait l'opinion de la direction du SED, ne présentait qu'un appui tiède aux politiques réformatrices soviétiques. »<sup>43</sup>

La publication de cet éditorial, comme le 11<sup>e</sup> Congrès du SED, marque un tournant dans les relations soviéto – est-allemandes. En effet, les leaders du SED croyaient encore, au début de l'année, que l'URSS désirait des réformes caractérisées par des changements d'ordre quantitatif seulement. Or, l'emploi du mot « révolution » par

<sup>40</sup> Voir Shafir, *loc. cit.*, p. 188.

<sup>41</sup> Cité dans Gedmin, *op. cit.*, p. 55.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 55. Cette citation provient du livre de Günter Schabowski, *Das Politbüro*, Frank Sieren and Ludwig Koehne, eds., Hamburg : Rohwohlt Taschenbuch Verlag, 1990, p. 34.

<sup>43</sup> Oldenburg, *op. cit.*, p. 6. L'article en question est tiré de « Editorial, Den Sozialismus stärken, den Frieden sichern », *Neues Deutschland*, 8/5/1986.

Gorbatchev leur donne matière à penser que les Soviétiques veulent aller plus loin et transformer leur société.<sup>44</sup> Cela ne manque pas d'inquiéter Honecker, puisqu'une déstabilisation du géant soviétique, possiblement provoquée par ces réformes, pourrait s'avérer dangereuse pour la survie de la RDA.

### **2.3.2 Automne 1986 : le début d'une « inimitié politique »**

Au cours de l'automne 1986, les subtiles divergences d'opinion affichées par les deux dirigeants se muent en une inimitié politique, selon Küchenmeister. À cette époque, Gorbatchev commence à utiliser la notion de « maison commune européenne », ce qui éveille les soupçons de Honecker. Il devient évident que pour Gorbatchev, le désarmement n'est qu'un premier pas et non une finalité. Le dirigeant soviétique ne se satisfera pas d'une limitation du conflit et d'un renforcement de la sécurité; il désire la résolution complète de la confrontation. Honecker, bien sûr, prône aussi la détente, qui permet à son pays de jouer un plus grand rôle sur la scène internationale, mais il ne souhaite pas la fin de la confrontation entre l'OTAN et le pacte de Varsovie, qui rapprocherait dangereusement la RDA et la RFA. Bref, aux dires de Küchenmeister, la notion de maison européenne inquiète Honecker, car elle menace l'existence, fondée sur la guerre froide, de la RDA.<sup>45</sup>

Le 3 octobre 1986, Gorbatchev rencontre Honecker à Moscou. Il lui fait part de la discussion qu'il a eue avec Hans-Dietrich Genscher, le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères. Les deux politiciens, lors de cette rencontre, ont reconnu que le triangle URSS-RDA-RFA, dont l'influence envers le destin de l'histoire européenne n'est plus à démontrer, devrait jouer un rôle décisif dans le processus de maintien de la paix mondiale. Honecker, qui veut se montrer bien informé de cette rencontre, rétorque que Genscher s'est entretenu avec Reinhold peu après, et que ce dernier lui a rapporté les propos de l'entrevue Genscher-Gorbatchev. Cependant, Honecker devient plus méfiant lorsqu'il apprend que Genscher aurait dit qu'à « Moscou a soufflé un vent nouveau sur les relations avec la RFA. » Gorbatchev, qui sent que son interlocuteur manifeste un intérêt pour le désarmement, mais sans plus, tente de le rallier à sa cause :

J'aimerais souligner que, depuis le XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS et le XI<sup>e</sup> Congrès du SED, plusieurs choses ont bougé. Le mérite vous en revient, Erich, et j'ai également lutté en ce sens. Voilà pourquoi il est important que ce mouvement continue à progresser grâce à un

<sup>44</sup> Voir *ibid.*, p. 6-7.

<sup>45</sup> Il faut par contre mentionner que le rapprochement URSS-RFA a des conséquences positives sur la RDA. En effet, Gorbatchev commence à envisager la possibilité d'un voyage de Honecker à Bonn.

travail commun. Devant nous se profile une nouvelle étape difficile, je dirais même très difficile. Nous avons déjà eu des difficultés à surmonter et nos réussites ont revêtu une grande signification pour nous, en Union soviétique, pour la RDA et aussi pour la RFA.<sup>46</sup>

En fait, Honecker est désorienté par le revirement de pensée de Gorbatchev, toujours plus épris de l'idée de maison commune. Alors que peu avant, le leader soviétique mettait le SED en garde contre le revanchisme ouest-allemand, voici maintenant qu'il désire renforcer les relations URSS-RFA, en faisant participer la RDA au processus. Plus critique que Honecker, Gorbatchev le félicite d'avoir parlé avec justesse du dynamisme croissant des pays socialistes, mais rappelle que, si ceux-ci se sont effectivement développés, surtout dans les années 1970, et que la cause du socialisme a progressé, il n'en demeure pas moins que ces pays affichent des difficultés non résolues, que les progrès scientifico-techniques se font attendre, et que l'Occident commence à craindre le monde socialiste seulement depuis que l'URSS a entrepris des changements plus profonds.

Pendant le repas, Honecker raconte que la télévision ouest-allemande a diffusé une entrevue avec l'écrivain soviétique Ievtutchenko, au cours de laquelle ce dernier s'est prononcé en faveur de la réunification. Il s'agit, venant d'un Soviétique, d'une provocation dirigée contre la RDA. Honecker attend en vain que Gorbatchev dénonce une telle conduite. Le dirigeant soviétique ne parvient pas à calmer son homologue en lui répondant que l'URSS fera toujours tout en son pouvoir pour que la RDA se renforce et se développe en tant qu'État socialiste. Honecker réplique, de façon ambiguë : « Il est important pour nous de lutter sur un front et non sur deux. »<sup>47</sup> Il s'agit peut-être là d'une menace à l'égard de l'URSS. « Lutter sur un front » signifie évidemment s'opposer à l'Occident capitaliste, mais quel pourrait être ce deuxième antagoniste dont parle Honecker, sinon l'URSS convertie à la mode de la perestroïka?

Au cours du mois de novembre se déroule à Moscou un sommet consacré aux problèmes de coopération économique au sein du Comecon. Le sommet a pour but la recherche des véritables causes du retard économique des pays socialistes. La discussion est solide. Gorbatchev est satisfait de voir qu'enfin les thèmes « désagréables » sont abordés, mais n'escompte pas que la discussion engendre, à court terme, des mesures pratiques. Lorsque Gorbatchev met en cause l'imperfection du modèle socialiste en vigueur et démontre une timide orientation vers un début de marché, l'unanimité est-européenne éclate. Kadar et Jaruzelski partagent son opinion, Husak et Jirkov le

<sup>46</sup> Küchenmeister, *op. cit.*, p. 18.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 19.

supportent partiellement, mais Honecker et Ceausescu, s'ils reconnaissent la nécessité d'améliorer la coopération interétatique, réagissent négativement à l'idée d'élargir les droits des entreprises. Une discussion sur les problèmes sociaux s'ensuit, au cours de laquelle le leader soviétique, soutenu par les dirigeants polonais et hongrois, souligne le lien entre justice sociale et efficacité économique (le concept de glasnost est alors en plein développement). À nouveau, Gorbatchev, dans ses *Mémoires*, dépeint Honecker et Ceausescu comme des orthodoxes qui « reconnaissent l'importance des questions traitées en ajoutant qu'ils avaient déjà résolu nombre d'entre elles et ils citèrent, à l'appui de leurs dires, une longue liste de réalisations. Certaines étaient réelles, d'autres se révélèrent illusives. »<sup>48</sup> Quant au concept de l'indépendance de chaque pays, mis de l'avant par Gorbatchev au cours de la même rencontre, Honecker l'approuve de façon succincte, pour se conformer au protocole. En fait, il pressent encore le danger pour son pays. Aux yeux du SED, Gorbatchev vient d'abandonner un fondement capital du système socialiste, celui de la suprématie soviétique.

## 2.4 La RDA : un modèle pour Mikhaïl Gorbatchev ?

### 2.4.1 Quelques considérations à propos du « miracle économique » est-allemand

Tout au long de son existence, la RDA était reconnue, à travers le monde, en tant que « vitrine du socialisme », « pays socialiste le plus développé » ou encore « dixième puissance économique du monde ». En fait, la vérité est beaucoup plus complexe. Au cours des années 1980, le succès est-allemand repose sur des stratégies de plus en plus artificielles et l'écart se creuse avec l'Occident, même si les Allemands de l'Est vivent mieux que les citoyens des autres États socialistes. Cette ambiguïté de la question du miracle est-allemand a donc provoqué une divergence d'opinions notoire parmi les auteurs, divergence qui mérite d'être étudiée.

Plusieurs auteurs considèrent que le succès est-allemand est digne de mention, malgré les revers. Mason donne une image relativement positive de l'économie est-allemande. Alors que les pays sont surtout poussés aux réformes par le dépérissement de leur situation économique, la RDA est la plus performante du bloc, et c'est pourquoi elle est peu intéressée aux expérimentations, conclut-il. En outre, Honecker a déjà institué certaines réformes de portée limitée. Il peut donc déclarer « avec une certaine justice »

---

<sup>48</sup> Gorbatchev, *Mémoires*, p. 593.

que des réformes subséquentes ne sont pas requises.<sup>49</sup> En 1991, après la disparition de la RDA, Brown s'avoue encore étonné de la chute de ce pays qu'on disait stable, prospère, éternel. Bien sûr, il admet que le succès ait pu être moins éclatant en réalité que sur papier. Cependant, il affirme que le progrès de l'économie et du niveau de vie est somme toute impressionnant à partir des années 1960... surtout pour qui a en tête la situation précaire de 1945. À l'instar de plusieurs auteurs, Shafir attribue le succès de la RDA « à la collaboration interallemande et à "l'adhésion secrète" de Berlin-Est à la CEE, dont la RDA peut infiltrer les marchés en l'absence de douanes dans le commerce interallemand. »<sup>50</sup> Odom allègue également que le crédit du succès est-allemand ne revient pas tant à la RDA qu'aux capitaux ouest-allemands. Si l'économie soviétique – qui de surcroît doit supporter les pays satellites – ne se porte pas aussi bien, c'est « tout simplement parce qu'elle ne bénéficie pas de semblables subventions prolongées. »<sup>51</sup> Selon Brown, toutefois, il ne faut pas mettre tout le crédit du succès est-allemand sur la RFA, en oubliant les efforts fournis par la RDA elle-même, mais plutôt considérer un ensemble de facteurs :

Les combinats, l'impact de l'ensemble des nouvelles stratégies économiques, la réorientation du commerce avec l'Occident vers la République fédérale, la prolongation du soutien ouest-allemand ainsi qu'une inondation modérée de la RDA par le mark-ouest résultant de déplacements de populations accrus entre les deux Allemagnes ont favorisé, dans la première moitié des années 1980, la performance économique est-allemande, qui fut supérieure à ce que plusieurs avaient escompté.<sup>52</sup>

Enfin, les vertus « allemandes » de travail et de discipline, si elles ne suffisent pas à expliquer le miracle est-allemand, sont parfois citées par certains auteurs comme un facteur le favorisant. Selon Odom, l'éthique allemande du travail diffère largement de l'éthique russe du travail. Pour des raisons structurelles et culturelles, il serait plus facile d'exiger des travailleurs allemands dévouement et ardeur à la tâche.<sup>53</sup>

Le SED voit dans les réformes soviétiques une réplique des efforts d'amélioration de l'économie déjà entrepris en RDA depuis le début de l'ère Honecker. Il n'éprouve donc pas le besoin d'appliquer les mêmes réformes en RDA – ce qui pourrait même être nuisible – puisqu'elle est déjà stable et « performante ». Les dirigeants du SED considèrent que leur pays possède l'économie la plus saine et la plus

---

<sup>49</sup> Mason, *loc. cit.*, p. 444.

<sup>50</sup> Shafir, *loc. cit.*, p. 176.

<sup>51</sup> Odom, William E. « How Far Can Soviet Reform Go ? », *Problems of Communism*, 36 (novembre-décembre 1987), p. 28.

<sup>52</sup> Brown, *op. cit.*, p. 131.

<sup>53</sup> Voir Odom, *loc. cit.*, p. 28.

performante du bloc de l'Est, et qu'il dépasse l'Union soviétique dans plusieurs domaines.<sup>54</sup>

L'Allemagne de l'Est, bien qu'elle expérimente des problèmes communs à l'ensemble des pays socialistes, demeure effectivement l'État le plus performant du bloc au niveau économique. Sa croissance économique est lente mais stable (environ 4% annuellement). Elle détient la seconde place au sein du Comecon (derrière l'URSS) en ce qui concerne le produit national brut absolu. Pour le niveau de vie de ses habitants, la productivité et le produit national brut par habitant, elle se classe facilement en première place. Elle est aussi la plus avancée au niveau technologique. Les leaders est-allemands hésitent à adopter les réformes soviétiques, prétextant que la RDA a fait l'objet, depuis l'arrivée d'Honecker, de réformes graduelles et incessantes qui ont garanti et qui garantissent toujours la performance de son économie. En fait, les dirigeants préfèrent le terme de « perfectionnement » à celui de « réforme » pour désigner ces changements qu'on fait subir à l'économie du pays.

En fait, [...] la RDA poursuit actuellement une réforme modeste, une « réforme à petits pas » (comme l'a dit D. Cornelsen de l'Institut Allemand de Recherche Économique de Berlin-Ouest). On pourrait aussi parler d'un accommodage continu des mécanismes économiques, permettant aux instruments de planification économique et aux mécanismes de contrôle existants d'être maintenus en place.<sup>55</sup>

Toutefois, la RDA possède son lot de problèmes économiques, sur lesquels plusieurs auteurs insistent. Le pays, qui recèle peu de ressources naturelles, a été durement touché par la crise mondiale, à partir de 1973. Durant la seconde moitié des années 1980, le niveau de vie stagne et la croissance économique ralentit, se situant en deçà des 4 % habituels. En 1983, Martin McCauley qualifie déjà les années 1980 comme une « décennie difficile ».<sup>56</sup> Après avoir beaucoup emprunté à l'Ouest au début de cette décennie, la RDA doit rembourser une bonne partie de sa dette, réduisant pour cette raison ses importations occidentales. Cela freine la croissance de sa technologie, à une époque caractérisée par une véritable révolution technologique. Ce n'est pas que la RDA ne reconnaît pas l'importance de la haute technologie. Cependant, pour garder le cap en important davantage de technologie occidentale, elle devrait exporter un plus grand nombre de biens de qualité à l'Ouest, ce qu'elle est incapable de faire pour deux

<sup>54</sup> Voir à ce sujet Jeffrey Gedmin, *The Hidden Hand*, Fred Oldenburg, *The Impact of Gorbachev's Reform on the GDR* et Ewa Kulesza, « La réforme dans les pays de l'Est : le facteur Gorbatchev » (*Politique étrangère*, automne 1987).

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>56</sup> Martin McCauley, *The German Democratic Republic since 1945*, New York, St. Martin's Press, 1983, p. 194.

principales raisons, selon William Griffith. Tout d'abord, elle est entravée par les exigences contradictoires de Moscou, qui espère qu'elle exporte davantage à l'Ouest tout en payant son déficit envers l'URSS. En outre, la RDA, si elle désire rendre son économie plus compétitive, nécessite des prêts ouest-allemands qu'elle ne peut obtenir qu'en octroyant des « paiements politiques » à Bonn. Qu'il s'agisse de la libération de certains prisonniers politiques ou de concessions en faveur des droits de la personne, les dirigeants du SED souhaitent réduire au minimum ces paiements politiques, par peur de déstabilisation. Le malaise économique est-allemand a donc, du moins en partie, des racines politiques. « La RDA courait le danger croissant du retard en matière de haute technologie, mais n'était pas disposée, principalement pour des raisons politiques, à entreprendre les mesures nécessaires afin de contrer cette menace. »<sup>57</sup> Le déclin économique semble ainsi, aux dires de Griffith, être le futur de la RDA.

L'URSS, dont les structures économiques sont très rigides, a manifestement un plus long chemin à faire que la RDA dans la voie des réformes. Cette dernière, même si elle souffre d'un certain centralisme, a fait l'objet de plusieurs innovations qui lui sont bénéfiques. Par exemple, la petite entreprise privée de moins de 20 employés est permise. Une évolution majeure dans les méthodes de direction et de planification économique a été introduite en 1979-1980 avec l'apparition des *Kombinate* (combinats). Les combinats sont des groupements de grandes entreprises oeuvrant dans des domaines rapprochés de l'industrie et/ou dans différentes étapes de l'élaboration d'un même produit.<sup>58</sup> Chaque combinat regroupe des branches apparentées de l'industrie et est responsable de toutes les étapes de la production, de la conceptualisation jusqu'à la vente à l'étranger. Les directeurs de combinats détiennent un pouvoir décisionnel plus grand qu'auparavant – alors que les chefs d'entreprises étaient davantage subordonnés aux ministères. L'économie est-allemande tend donc vers une certaine décentralisation. On souhaite que les combinats entraînent une simplification de la planification, une augmentation de l'efficacité de production ainsi qu'une diminution du gaspillage et du dédoublement des fonctions. Cependant, si le système marque plusieurs bons points, le succès varie d'un combinat à l'autre et il est difficile d'affirmer jusqu'à quel point les combinats sont, eux-mêmes, la cause des améliorations. Selon Arthur A. Stahnke, l'accroissement de la productivité demeure insuffisant. Le bilan de la politique

<sup>57</sup> William E. Griffith, « The German Democratic Republic », dans Griffith, éd., *Central & Eastern Europe : The Opening Curtain ?* Boulder, Col., Westview Press, 1989, p. 323.

<sup>58</sup> Voir Marer, *loc. cit.*, p. 91.

d'intensification est donc mitigé et démontre les limites de ces réformes qui ne dépassent pas la structure socialiste. « Il reste à voir si les modifications structurelles, instaurées dans un système économique de planification centralisée pratiquement inchangé, suffiront à engendrer un climat propice à l'innovation sur lequel toute intensification devrait logiquement se baser. »<sup>59</sup> L'immensité des combinats entraîne en outre d'autres problèmes, telle la diminution des contacts avec l'extérieur.

#### **2.4.2 L'appréciation soviétique de la performance est-allemande**

Il s'avère assez malaisé d'établir avec certitude l'appréciation soviétique de l'économie est-allemande puisque, une fois encore, les historiens ne sont pas unanimes à ce sujet. Selon Marer, le système des combinats semble intéressant aux yeux des Soviétiques.

[...] Les expérimentations soviétiques incluent certains aspects des réformes des « Kombinate » déjà entreprises en RDA. [...] Le projet soviétique prévoit, lui aussi, la création de plusieurs milliers de grandes associations modelées sur le système des combinats est-allemands (que Gorbatchev paraîtrait admirer), regroupant les entreprises et les instituts de recherche de secteurs apparentés, afin de lier plus étroitement la recherche technique au développement et à la production.<sup>60</sup>

Mike Dennis certifie également que Gorbatchev, impressionné par les combinats, vante la rationalité de l'économie est-allemande et souhaiterait voir l'essor de telles structures en URSS.<sup>61</sup> Pour sa part, Mason ne décèle pas d'insatisfactions envers l'économie de la RDA dans les discours à Berlin-Est de Gorbatchev (1986) et de Shevardnadze (1987). La RDA constituerait un modèle pour l'URSS en termes de planification économique et d'organisation des ministères. Cependant, Gedmin, mettant l'emphase sur le désaccord soviéto – est-allemand, souligne que « Les réformateurs alliés à Gorbatchev commencent probablement à considérer les innovations est-allemandes (tels les *Kombinate*) comme des variations désuètes d'une centralisation inefficace pour laquelle ils arborent un scepticisme croissant. »<sup>62</sup> Vers l'été 1986, affirme Gedmin, les Soviétiques commencent à considérer que les structures soi-disant efficaces et innovatrices de l'économie est-allemande, tels les combinats, sont inappropriées et connaissent peu de succès, car elles découlent toujours de la même forme de centralisation face à laquelle ceux-ci sont de plus en plus perplexes. Ils ont l'impression

<sup>59</sup> Arthur A. Stahnke, « Kombinate as the Key Structural Element in the GDR Intensification Process », *Studies in Comparative Communism*, 20 (1), printemps 1987, p. 37.

<sup>60</sup> Marer, *loc. cit.*, p. 91.

<sup>61</sup> Voir Mike Dennis, *German Democratic Republic. Politics, Economics and Society*, London and New York, Pinter (Publishers), 1988, p. 190.

<sup>62</sup> Gedmin, *op. cit.*, p. 55.

grandissante que leurs camarades allemands connaissent les mêmes problèmes qu'eux et qu'ils doivent surtout leur succès aux énormes dons monétaires octroyés par la République fédérale.<sup>63</sup>

Devant ces points de vue contradictoires, il y a surtout lieu de se demander jusqu'à quel point les innovations est-allemandes ont pu servir de modèles aux réformateurs soviétiques. Les combinats, malgré le succès qu'ils remportent sur le plan de l'efficacité, ne constituent que des réformes mineures. Ils demeurent subordonnés (bien que de façon moins absolue) au ministère de l'Industrie. Ils détiennent souvent le monopole d'un secteur entier de l'économie, ce qui ne laisse guère de place à la concurrence et aux lois du marché. Ainsi, les concepts de base de l'économie socialiste ne sont pas remis en question. La réforme des combinats n'a pas l'envergure de la perestroïka soviétique, qui prône une réduction des interventions étatiques dans l'économie et l'introduction de certains mécanismes de l'économie de marché. Les réformateurs soviétiques perçoivent cet essoufflement et c'est pour cette raison qu'ils conseillent à la RDA de redéfinir sa politique économique de façon plus fondamentale.

Les Soviétiques, s'ils s'inspirent de certains aspects des réformes est-allemandes, s'ils peuvent en tirer quelque intérêt, n'ont visiblement pas l'intention de s'en contenter.<sup>64</sup> Tout en manifestant de l'intérêt pour les combinats, Gorbatchev affirme que son pays observe les évolutions qui ont cours en Hongrie.<sup>65</sup> Selon Shafir, les visées de Gorbatchev sont davantage inspirées du centralisme épuré est-allemand que de la décentralisation à la hongroise, qui tanguerait dangereusement vers l'économie de marché. Pourtant, cette préférence pour le modèle est-allemand ne suppose pas nécessairement un rejet du modèle hongrois, et les mêmes leaders soviétiques qui mettent en garde Budapest contre le capitalisme semblent, en visitant la Hongrie, agréablement impressionnés.<sup>66</sup> D'après d'autres auteurs, comme Oldenburg, des Soviétiques réservent leur admiration en tout premier lieu à la Hongrie :

En considérant de façon globale les approches soviétiques en matière de réformes économiques, il semble clair que celles-ci, en ce qui concerne la coordination des mécanismes économiques généraux et d'autres mécanismes qui leurs sont reliés, s'inspirent davantage de l'approche hongroise [qui préconise l'insertion d'éléments de l'économie de marché] que de celle de la RDA. Tout au plus les nouveaux combinats est-allemands pourraient avoir servi de modèles pour un nouveau type d'organisation des entreprises en

---

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>64</sup> Voir Oldenburg, *op. cit.*, pp. 22-31.

<sup>65</sup> Voir Van Oudenaren, *loc. cit.*, p. 116.

<sup>66</sup> Voir Shafir, *loc. cit.*, p. 182.

URSS. Jusqu'à présent, cependant, les réformes soviétiques ont constitué un processus ouvert [...].<sup>67</sup>

## 2.5 Conclusion

La RDA, élève modèle du bloc soviétique et alliée traditionnellement fidèle de l'URSS, a une tendance naturelle à démontrer au moins un minimum d'enthousiasme envers les projets et les politiques menées par le grand frère soviétique, dont sa survie dépend largement. En 1985-1986, sa première réaction envers les réformes gorbatchéviennes est donc plutôt positive. Plusieurs aspects de ces réformes lui semblent favorables et lui donnent l'impression que l'URSS abonde désormais dans le même sens qu'elle. Cependant, dès 1986, les dirigeants du SED peuvent deviner que le dessein de Gorbatchev n'est pas seulement de rendre l'économie soviétique plus performante, mais de restructurer de façon globale la société soviétique. Cela ne peut manquer de les inquiéter, d'éveiller des soupçons et des différends, et de mettre en place – déjà – un certain mécanisme de censure envers l'URSS. Voilà des réalités qui atteindront des dimensions plus envahissantes en 1987, avec l'instauration de la *glasnost* soviétique.

---

<sup>67</sup> Oldenburg, *op. cit.*, p. 24.

## Chapitre III

### 1987 : le différend soviéto – est-allemand se précise

#### **3.1 La détérioration des relations soviéto – est-allemandes au cours de l'année 1987**

##### **3.1.1 Les réactions du SED vis-à-vis le plénum du PCUS de janvier 1987**

S'il existe un épisode capital ponctuant l'histoire de la perestroïka, c'est sans aucun doute le plénum du PCUS organisé en janvier 1987. Ce plénum, ébauché au cours de l'automne 1986, reporté à trois reprises<sup>1</sup>, marque un point tournant dans la pensée gorbatchévienne. Lors de l'événement, les partisans de Gorbatchev semblent reconnaître que l'épuration du système économique est impossible à réaliser en l'absence de réformes politiques, les deux notions étant liées. Le concept de *glasnost* (transparence) qui prend forme alors se heurte à une résistance notoire au sein du Politburo; Gorbatchev réussira, non sans peine, à le faire valoir.<sup>2</sup>

Les premières expérimentations économiques tentées par Gorbatchev en 1985-1986 ont le plus souvent été, du moins en partie, sabotées, anéanties par la bureaucratie soviétique. C'est pour cette raison que le dirigeant du PCUS accepte, en ce début de 1987, d'instaurer des réformes politiques, ce qui aurait été inconcevable peu de temps auparavant. Il considère désormais la régénération au niveau politique comme le seul moyen de sauver l'URSS de la décrépitude où l'a menée une bureaucratie rétrograde.<sup>3</sup> Le plénum est surtout marqué par une nouvelle politique des cadres. « Mikhaïl Gorbatchev a compris qu'il était impossible de modifier le système sans changer les hommes. Mais par quelles méthodes et à quel rythme ? ». Cette question du rythme du remplacement des cadres engendre le premier grand conflit de la perestroïka selon Michel Lesage.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Ce qui en dit long sur l'opposition que les réformes rencontrent à cette époque. Voir Brown, « Gorbatchev & Reform of the Soviet System », *loc.cit.*, p. 148.

<sup>2</sup> Voir chapitre I, p. 3.

<sup>3</sup> Voir Rothschild, *Return to Diversity : a political history of East Central Europe since World War II*. New York, Oxford University Press, 1993 [1989], p. 226.

<sup>4</sup> Michel Lesage, « URSS – D. Politique », *Encyclopaedia Universalis*, Paris, France S. A. , éditeur à Paris, 1995, corpus 23, p. 253.

Gorbatchev a beau affirmer que démocratisation n'est pas synonyme de pluralisme et que le pouvoir du PCUS ne doit pas être menacé ou altéré, son dynamisme effraie les dirigeants plus conservateurs qui réussiront à freiner la cadence des réformes.

De façon générale, le discours prononcé par Gorbatchev en janvier 1987 était plus innovateur et plus important que son compte rendu politique du XXVII<sup>e</sup> Congrès du Parti en 1986. C'était, peut-être, le discours le plus significatif formulé par un dirigeant soviétique depuis l'allocation de Khrouchtchev démythifiant Staline lors du XX<sup>e</sup> Congrès en 1956 et du XXII<sup>e</sup> Congrès en 1961.<sup>5</sup>

Le plénum de 1987 a aussi statué que la restructuration et la démocratisation ne devraient pas s'appliquer uniquement à l'URSS. Au cours des mois suivants, Gorbatchev invite poliment ses alliés, non pas à l'imiter nécessairement, mais à prendre en considération les innovations, soviétiques ou autres, et à en tirer parti. Alors qu'en 1985 et 1986 Gorbatchev exhortait ses alliés à renforcer la cohésion du bloc sans les pousser à entreprendre de véritables changements, il adopte en 1987 un comportement contraire. Usant de plus de subtilité et de finesse, prêchant par l'exemple, il exprime pour la première fois son souhait de transmettre aux pays satellites le désir d'une véritable refonte.<sup>6</sup>

Selon Oldenburg, le plénum de janvier 1987 introduit une « seconde phase » de la réaction est-allemande envers la perestroïka, réaction qui sera dès lors beaucoup plus négative. Gorbatchev lui-même atteste que ce plénum constitue l'instant précis où les réformes soviétiques sont rejetées par plusieurs dirigeants est-européens. Ceux-ci, réalisant progressivement que les leaders soviétiques comptent procéder à une entreprise de régénération sérieuse et profonde, se retrouvent dans une situation peu confortable. Habités à suivre la ligne du Kremlin, ils n'apprécient guère que Gorbatchev leur propose de le suivre sur la voie d'expérimentations qui risquent de déstabiliser leur régime.

En RDA, l'attention envers la perestroïka est à son minimum. Les médias est-allemands, qui traditionnellement publiaient intégralement les discours des dirigeants soviétiques, usent désormais, pour la première fois, de la censure à leur égard. *Neues Deutschland* publie en page trois un résumé de cinq colonnes du discours de Gorbatchev au plénum, pourtant d'importance capitale. Les passages les plus délicats (allusions à la glasnost, condamnation de la corruption et des abus de pouvoir parmi les cercles dirigeants, critiques de l'immobilisme bréjnévien...) sont omis.<sup>7</sup> Dans l'ensemble, les

<sup>5</sup> Voir Brown, « Gorbachev and Reform of the Soviet System », *loc. cit.*, p. 148.

<sup>6</sup> Voir Mason, *loc. cit.*, p. 435.

<sup>7</sup> Voir Mason, *loc. cit.*, p. 444.

allocutions de Gorbatchev, en ce début d'année 1987, sont publiées en RDA avec du retard et souvent de façon incomplète. Les actes complets du plénum sont interdits et se vendent à prix d'or sur le marché noir, tels des textes dissidents.<sup>8</sup> En outre, le SED ne fournit pas de commentaire officiel au sujet du plénum, préférant glorifier les politiques poursuivies en RDA. Comme l'explique Oldenburg, l'attitude admirative de Moscou à l'égard de son satellite le plus précieux n'est pas sans favoriser les positions réservées et la suffisance du SED. « Les déclarations de la presse soviétiques, qui mettent sur un piédestal l'efficacité du modèle économique est-allemand, appuient efficacement la RDA dans ses efforts [...] »<sup>9</sup>

Honecker aurait lui-même déclaré à Anatoli Dobrynin, secrétaire du Comité central du PCUS, que « ce qui sera fait en Union soviétique ne regarde que les Soviétiques. »<sup>10</sup> Par ailleurs, il demande à Egon Krenz d'analyser le discours formulé par Gorbatchev à propos du développement économique. Comme l'affirmera Krenz ultérieurement (dans son livre *Wenn die Mauern Fallen*), Honecker n'est alors pas intéressé aux remarques du numéro un soviétique, mais cherche simplement à vérifier ce que Krenz en pense. Il déclare à ce dernier, perplexe : « J'ai des doutes au sujet de ce que vous avez écrit – que les politiques de Gorbatchev retournent aux sources léninistes. »<sup>11</sup> Néanmoins, l'opinion de Krenz ne semble pas excessivement discordante vis-à-vis l'idéologie est-allemande dominante. Ainsi conclut-il son analyse, de façon assez conventionnelle : « La stratégie du nouveau programme du PCUS est comparable à notre conception de l'organisation de la société socialiste développée. »... c'est-à-dire au cours que poursuit le SED depuis son VIII<sup>e</sup> Congrès en 1971.<sup>12</sup>

En février, Honecker rencontre les responsables régionaux du SED et leur conseille de conserver une position défensive. Il n'aborde que brièvement le « projet » soviétique, évitant de mentionner les appels au changement proférés par Gorbatchev le mois précédent. La mise en garde qu'il émet contre la démocratisation en cours en Union soviétique est manifeste :

Les communistes sont tenus d'intervenir sans hésiter contre toute attaque visant la politique du Parti ou l'État socialiste des ouvriers et paysans, et de rejeter toutes les distorsions et les

<sup>8</sup> Voir Gorbatchev, *op. cit.*, p. 606.

<sup>9</sup> Oldenburg, *op. cit.*, p. 7.

<sup>10</sup> C'est du moins ce que Honecker confie le 21 janvier à Eberhard Aurich, chef de la FDJ. Voir Küchenmeister, *op. cit.*, p. 13.

<sup>11</sup> Egon Krenz, *Wenn die Mauern Fallen*, cité dans Gedmin, *op. cit.*, p. 56.

<sup>12</sup> Selon Küchenmeister, *op. cit.*, p. 13.

interprétations erronées de la théorie marxiste-léniniste et de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire, peu importe d'où elles proviennent.<sup>13</sup>

Une véritable campagne visant à glorifier les succès économiques du pays et à rallier les Allemands de l'Est à la position du SED voit le jour dans les mois qui suivent. Les dirigeants réitèrent sans cesse qu'aucun pays ne peut servir d'exemple à un autre; que la conjoncture spécifique de chaque pays dicte des choix de modèles différents.

En fait, il s'agit d'expliquer à l'opinion publique – et tout d'abord aux membres du Parti, vraisemblablement sensibles aux événements soviétiques – que les réformes en cours ne sont pas nécessaires pour l'Allemagne de l'Est. Plus précisément : la réussite économique n'est pas conditionnée par une libéralisation du système socio-politique.<sup>14</sup>

En souhaitant réformer l'économie sans rénover le système politique, Honecker se heurte, selon Kulesza, à une contradiction idéologique et à un problème sans issue :

Il est en effet illusoire de vouloir procéder à une refonte des mécanismes du pouvoir économique sans toucher à la nature du pouvoir politique, alors que dans un système socialiste ces deux éléments sont intrinsèquement liés.<sup>15</sup>

### **3.1.2 Faut-il changer de papier peint ?**

Au cours de l'année 1987, les dirigeants du SED, réalisant pleinement l'ampleur des expérimentations soviétiques, commencent donc à montrer du mépris à leur endroit. C'est là un constat que formulent la majorité des historiens<sup>16</sup>. Devenus maîtres dans l'art de jouer le jeu du Kremlin, les leaders est-allemands reconnaissent que la perestroïka présente des avantages et des inconvénients. Cependant, l'inquiétude semble l'emporter chez ces dirigeants qui voient diminuer les effectifs de leurs alliés conservateurs à Moscou. « [...] avec les récents changements dans la nomenklatura soviétique, les fidèles alliés du Kremlin ne savent plus très bien à quel saint se vouer. »<sup>17</sup> Gorbatchev a beau spécifier qu'il ne contraindra personne à l'imiter, ils savent bien que leur pays, en tant que satellite scellé à l'URSS, sera tôt ou tard entraîné dans la mouvance des réformes.

Les médias est-allemands qualifient les réformes locales de *Reformpolitik*, évitant tout rapprochement avec la perestroïka. Quant au volet « glasnost » de la refonte

<sup>13</sup> Discours de Honecker publié dans *Neues Deutschland* les 7-8 février 1987, cité dans Oldenburg, *op. cit.*, p. 8.

<sup>14</sup> Thomas Schreiber, « La RDA et l'« effet Gorbatchev » », *Le Courrier des pays de l'Est*, 315 (février 1987) p. 69.

<sup>15</sup> Kulesza, *op. cit.*, p. 623.

<sup>16</sup> Voir par exemple Turner, *op. cit.*, p. 223.

<sup>17</sup> Potel, *op. cit.*, p. 190.

soviétique, il est précautionneusement ignoré. Le terme *glasnost* n'apparaît jamais dans la presse, sauf s'il fait partie intégrante d'un discours de Gorbatchev cité entre guillemets. Les dirigeants allèguent, presque sérieusement, qu'il existe une version de la *glasnost* en RDA : la télévision ouest-allemande. Dans l'intimité du Politburo, plusieurs affirment qu'il n'est pas nécessaire de libéraliser l'information au sujet des modifications en cours en URSS, puisque de toute façon 85 % de la population peut suivre l'évolution des événements par le biais des médias ouest-allemands. D'après Mason, l'impact, auprès des Allemands de l'Est, d'éventuels reportages effectués par les médias de RDA au sujet de la *glasnost* demeurerait limité. De tels reportages ne pourraient guère attiser davantage l'intérêt déjà élevé de la population pour les réformes soviétiques.<sup>18</sup> Pourtant, les dirigeants préfèrent taire ce genre d'informations, probablement par crainte d'une contamination excessive. On évite ainsi que les gens « en entendent parler encore plus »...

Oldenburg spécifie que les réformes entreprises en RDA constituent davantage le corollaire de l'intensification des relations avec l'Ouest qu'une réponse à la *perestroïka*. « Les concessions sont habituellement faites dans le but de fortifier la réputation de la RDA au niveau international; elles ne résultent pas tellement de la pression réformatrice [en provenance de l'URSS]. »<sup>19</sup>

Quelques auteurs considèrent que le SED, en 1987, ne se montre pas à ce point méprisant à l'égard de la *perestroïka*. Selon Valérie Lainé, « le principe même de la réforme n'est pas condamné par M. Honecker, qui estime au contraire nécessaire de reconnaître à temps l'existence de problèmes et d'y trouver des solutions ». Elle soutient que pour le SED, seul le « copiage intégral » peut être nuisible, alors que différents chemins de développement peuvent tendre efficacement vers l'objectif commun de la réussite du socialisme. Selon elle, l'approche adoptée par le SED à l'égard de la *perestroïka* est plus subtile, plus nuancée en 1987 que l'année précédente. Les dirigeants est-allemands refusent toujours d'importer les principes de la *perestroïka*, mais considèrent avec plus d'enthousiasme sa diffusion en Union soviétique. Le constat de Lainé n'est certainement pas dépourvu de sens. La RDA, en tant qu'alliée traditionnelle de l'URSS, ne peut se montrer excessivement hostile envers ce pays. Esquivant la *perestroïka* chez eux, les dirigeants du SED cherchent probablement à compenser cet « affront » en constatant ses bienfaits pour l'URSS. Comme le souligne Lainé, Hager

<sup>18</sup> Voir Mason, *loc. cit.*, p. 445.

<sup>19</sup> Oldenburg, *op. cit.*, p. 33.

souhaite la réussite des réformes en URSS, tout en réaffirmant que le SED « poursuivra de façon conséquente la politique de stabilité, de croissance économique et de démocratie socialiste définie par son congrès en avril 1986. »<sup>20</sup>

Les réticences est-allemandes deviennent évidentes le 9 avril, alors que les dirigeants, pour la première fois, expriment publiquement leurs positions vis-à-vis les réformes. Dans une entrevue qu'il accorde au magazine ouest-allemand *Stern*, Hager réplique ainsi au journaliste qui lui demande si le SED compte s'inspirer de la perestroïka : « Si mon voisin décide de changer de papier peint, cela ne veut pas dire que je doive faire la même chose ». L'entrevue est reproduite dans *Neues Deutschland* le lendemain et l'affirmation de Hager devient aussitôt célèbre dans les milieux politiques est-européens. Devant une telle allégation, les Soviétiques ne demeurent pas indifférents. Dès le 11 avril, Gorbatchev s'empresse de faire valoir la position réformiste par l'intermédiaire de la *Pravda* : « Il est possible de vivre dans une grande et majestueuse maison qui pourtant ne nous satisfait plus. Dans un tel cas, les réparations mineures ne suffisent pas. On doit se décider à tout reconstruire à partir du sol. »<sup>21</sup> Cette explication démontre bien l'écart de jugement qui sépare les deux directions. Gorbatchev demande aux pays satellites de fournir un certain support aux réformes soviétiques – ou tout au moins de ne pas s'y opposer, ajoutant : « Néanmoins, nous ne cacherons pas notre conviction que le processus de reconstruction amorcé par l'Union soviétique reflète la plus profonde nature du socialisme. »<sup>22</sup> Il répète toutefois que chaque pays doit suivre sa voie en respectant ses particularités nationales, et que plusieurs problèmes rencontrés en URSS sont déjà résolus dans d'autres pays (ce qui est partiellement vrai).

D'après Oldenburg, Honecker a certainement tiré parti de ces remarques conciliantes pour justifier son indépendance. Puisque Gorbatchev lui-même certifie qu'il ne désire pas être imité à la lettre, pourquoi devrait-on s'empresse d'emprunter ses idées?<sup>23</sup> À l'instar d'Oldenburg, certains auteurs ne manquent pas de préciser cet « effet pervers » de la glasnost. Selon Brown, la célèbre allégorie du papier peint de Hager constitue ni plus ni moins un reflet de la politique gorbatchévienne qui prône l'indépendance de chaque pays satellite. En l'absence d'un tel climat de tolérance, jamais les dirigeants des pays socialistes n'auraient pu contester aussi explicitement les

<sup>20</sup> *Neues Deutschland*, 6 octobre 1987, cité dans Valérie Lainé, « L'année politique. Erich Honecker poursuit sa voie nationale », *Notes et études documentaires*, 4867-4868, 1988, p.175.

<sup>21</sup> Oldenburg, *op. cit.*, pp. 9-10.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>23</sup> Voir *ibid.*, p. 10.

politiques de Moscou.<sup>24</sup> En d'autres termes, les dirigeants est-allemands, refusant la glasnost à leur peuple, l'utilisent à leur propre compte, pour mieux la rejeter. C'est aussi l'avis de Korbonski qui s'étonne : « Le plus saisissant dans toute cette histoire, c'est que la critique est formulée [par le SED] assez ouvertement et souvent assez vivement, fournissant ainsi un témoignage ironique de la propagation de la politique de glasnost inaugurée par le Kremlin. »<sup>25</sup>

### **3.1.3 Les réactions du SED devant la montée du mécontentement populaire et le ralentissement des réformes soviétiques**

Au cours de l'année 1987, les positions du SED devant la perestroïka ne sont pas d'une cohérence absolue. La ligne politique fluctue entre tolérance et rigidité, alors que les dirigeants tentent de concilier leurs intérêts avec la conjoncture nationale et internationale. En premier lieu, l'opinion publique est-allemande n'est pas sans influencer les choix de l'équipe de Honecker. Sourcilleux lorsqu'il s'agit de la légitimité du SED, les dirigeants font mine d'accorder certaines concessions à leur peuple et se proclament adeptes de la paix et du rapprochement avec la RFA et l'URSS.

Comme l'explique Brown, les Allemands de l'Est, à qui on assure une existence tout au moins décente, semblent tranquilles. La plupart d'entre eux ne rejettent pas ouvertement le régime en place. Toutefois, imprégnés des images de la télévision de l'Ouest, ils supportent de plus en plus mal la grisaille, l'austérité, mais surtout les possibilités restreintes de voyager et la présence du Mur. Une fois estompé le scepticisme des premiers temps, ils ont commencé à considérer Gorbatchev avec espoir et même enthousiasme. Même s'il ne l'encourage pas directement, ce dernier inspire la dissidence – ou du moins la remise en question de l'infailibilité du socialisme. Gorbatchev est une arme utile pour les contestataires. En critiquant son propre pays, il légitime la critique dans les autres États. Ceux qui souhaitent dénoncer les véritables défauts du système trouvent grâce à lui une plus grande assurance. L'exemple qu'il donne crée indirectement une immense pression dans les pays de l'Est, pression que ressentent les dirigeants.<sup>26</sup>

Pour sa part, Potel met en lumière une réalité différente. Il avance que le leader soviétique ne semble pas disposé à faire autant pour les citoyens de l'Est que ceux-ci

<sup>24</sup> Voir Brown, *Surge to Freedom...*, p. 125.

<sup>25</sup> Korbonski, *loc. cit.*, p. 77.

<sup>26</sup> Voir Brown, *Eastern Europe...* p. 53-54.

l'auraient souhaité, décevant ainsi partiellement plusieurs de ses supporters. Par exemple, Gorbatchev reste sourd à un appel du groupe est-allemand « Initiative paix et droits de l'homme » qui lui exprimait son désir de rencontrer des homologues soviétiques, membres d'associations pacifistes. Les peuples de l'Est discernent de mieux en mieux les limites de Gorbatchev, et connaissent désormais son respect de la souveraineté absolue de chacun. Ils continuent à le considérer comme un réformateur, à lui vouer une sympathie manifeste. Cependant, l'opinion publique « comprend que, dans l'immédiat, Gorbatchev ne fera rien qui soit susceptible de déstabiliser les équipes en place. L'enthousiasme se mue peu à peu en scepticisme. »<sup>27</sup>

En RDA, l'année 1987 est ponctuée de plusieurs événements qui prouvent le caractère contradictoire de la politique menée par le SED. D'une part, les signes d'austérité sont multiples et ne se limitent pas à la censure et à une prédilection pour la publication de textes conservateurs. En mai, à l'occasion de la visite de Gorbatchev à Berlin-Est, les pancartes portant l'inscription « Vive Gorbi ! » sont interdites.<sup>28</sup> En juin, lors d'un concert du groupe Genesis qui se déroule à Berlin-Ouest, près du Mur, de nombreux jeunes Allemands de l'Est, postés de l'autre côté du Mur, se mettent soudain à scander « Gorbatchev ! Gorbatchev ! » et « Le Mur doit tomber ! »<sup>29</sup>. Plusieurs sont arrêtés. Au cours de l'été, Hager, qui pourtant a heurté l'opinion internationale par sa célèbre déclaration, est décoré pour la troisième fois de l'ordre de Karl-Marx.<sup>30</sup>

D'autre part, le SED fait preuve de souplesse afin de conserver un certain appui de l'opinion publique. La censure envers les œuvres littéraires semble se relâcher quelque peu. Des ouvrages auparavant interdits sont publiés. D'après Mathieu et Mortier, le SED tente par-là de contenir l'engouement de l'intelligentsia pour les réformes en offrant au compte-gouttes des textes tabous aux intellectuels<sup>31</sup> ou encore en décernant un prix à l'écrivaine Christa Wolf. Bien que celle-ci ne soit pas radicalement opposée au régime (on apprendra après la chute du Mur qu'elle avait directement accès à Honecker et jouissait d'un statut privilégié, son œuvre étant plus ou moins récupérée par

<sup>27</sup> Potel, *op. cit.*, p. 193.

<sup>28</sup> Jean-Philippe Mathieu et Jean Mortier, *RDA Quelle Allemagne?*, Paris, Messor/Éditions sociales, 1990, p. 146.

<sup>29</sup> Griffith, *op. cit.*, p. 322. Cette frénésie spontanée des jeunes constitue selon l'auteur un exemple typique de l'impact des politiques gorbatchéviennes en RDA.

<sup>30</sup> Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 146.

<sup>31</sup> Le SED refuse toutefois d'aborder en profondeur ces questions controversées portant sur les problèmes sociaux et économiques, la légitimité du régime et les excès du stalinisme. Les rares textes publiés sont à tirage limité. En outre, les écrits de Gorbatchev, pourtant fort recherchés en RDA, sont impossibles à dénicher dans les librairies est-allemandes. Voir *ibid.*, p. 144-145.

le régime dans le but de canaliser la dissidence à l'intérieur de certaines limites), elle n'en demeure pas moins une figure de contestation aux yeux de ses compatriotes. En juillet, la RDA, imitant la Pologne et l'URSS, amnistie plusieurs prisonniers politiques et abolit la peine de mort. Le mois suivant, un texte commun produit par le SED et le SPD, intitulé « Lutte des idéologies et sécurité commune » voit le jour. Les deux partis s'engagent à rejeter les attitudes de qui-vive et de dénonciation, leur préférant désormais la confrontation d'idées constructive. Les membres des échelons inférieurs du SED et les intellectuels se réjouissent de ce texte qui, espèrent-ils, mettra progressivement fin aux dissensions entre les deux partis. Bien entendu, la direction du SED réfute rapidement toute portée du texte en matière de politique intérieure est-allemande. D'après Hager, les thèses du papier commun démontrent clairement l'opposition entre les idéologies marxiste-léniniste et sociale-démocrate. Ce document ne laisse donc guère de place à une convergence idéologique entre les deux partis, mais il constitue tout de même la preuve d'une volonté d'ouverture.<sup>32</sup>

Du 7 au 11 septembre, enfin, Honecker effectue un voyage à Bonn. Il s'agit du premier voyage en RFA d'un dirigeant est-allemand. Grand voyageur, Honecker s'est déjà rendu dans plusieurs pays du monde. Il retire aussi une grande fierté de recevoir des invités de marque, ce qui constitue pour lui une source de légitimation. En tant que leader non élu, il cherche la reconnaissance des grands de ce monde, surtout des personnalités non communistes. Cependant, pour conserver le respect de son peuple, Honecker doit d'abord et avant tout resserrer les liens avec l'Allemagne fédérale. Son voyage en RFA, attendu depuis longtemps, constitue donc son ultime consécration. La visite est considérée avec optimisme par les Allemands de l'Est, qui y voient un espoir de meilleures relations, mais aussi par les Allemands de l'Ouest, qui n'accueillent pas tellement l'homme que le symbole de rapprochement.<sup>33</sup> Le voyage est bien sûr organisé avec l'accord des Soviétiques – qui depuis 1984 en avaient empêché la réalisation à quelques reprises. Selon Mason, l'amélioration des relations interallemandes est ainsi partiellement redevable à l'amélioration des relations entre l'URSS et la RDA.<sup>34</sup> Mais cette dernière amélioration est-elle réelle ou illusoire ? Comme l'explique Keithly, grâce au voyage triomphal de Honecker à Bonn, l'atmosphère de 1987, contrastant avec les conflits qui prévalaient en 1984, semble annoncer un renforcement continu des relations

<sup>32</sup> Voir *ibid.*, p. 145.

<sup>33</sup> Voir David Childs, « East Germany : “glasnost” and globetrotting », *World Today*, 43 (10), octobre 1987, p. 177.

<sup>34</sup> Voir Mason, *loc. cit.*, p. 445.

URSS-RDA. Cependant, si cette amélioration est incontestable en politique étrangère, l'observateur international ne doit pas se laisser duper par l'euphorie qui entoure le voyage de Honecker : en matière de réformes, le différend soviéto – est-allemand va bel et bien en s'intensifiant.<sup>35</sup>

Aux dires de certains auteurs, l'imminence de la visite de Honecker en RFA ne serait pas sans influencer le comportement des dirigeants est-allemands à l'égard de leurs concitoyens. D'après Valérie Lainé, le SED fait preuve d'une plus grande tolérance *avant* le voyage, afin sans doute de se concilier l'opinion publique occidentale. Le 5 septembre, deux jours à peine avant le départ de Honecker pour Bonn, les autorités tolèrent pour la première fois en RDA la tenue d'une manifestation pacifiste et antinucléaire non officielle<sup>36</sup>. Cette manifestation se déroule parallèlement à une marche officielle organisée en RFA, en RDA et en Tchécoslovaquie, réclamant la création, en Europe, d'un corridor dénué d'armes atomiques. « Cette attitude d'ouverture des autorités est-allemandes n'était certainement pas sans rapport avec la visite, alors imminente, d'Erich Honecker en Allemagne fédérale »<sup>37</sup>, précise Lainé. L'abolition de la peine de mort et l'amnistie des prisonniers survenues en juillet contribuent elles aussi à favoriser la visite de Honecker, selon Childs.<sup>38</sup>

Inversement, Lainé décèle, chez les dirigeants, une attitude plus dure *après* le voyage, alors que leur besoin de « plaire » à l'Occident se fait moins criant. En novembre, la Stasi perquisitionne le siège de la Bibliothèque de l'environnement, situé dans l'église de Sion (*Sionkirche*) à Berlin-Est. Elle saisit certains numéros de *Grenzfall*, une revue *samizdat*, et procède à l'arrestation d'individus soupçonnés de participer à des activités dirigées contre l'État. *Neues Deutschland* fait mention de « hooligans fascistes contrôlés par la République fédérale », alors que, selon Gedmin, les dissidents seraient plutôt influencés par la perestroïka soviétique. Certains membres plus ouverts du Politburo estiment que les raids de la Stasi n'ont réussi qu'à renforcer l'insatisfaction populaire.<sup>39</sup> Par la suite, interdiction est faite aux jeunes de plusieurs villes d'organiser des manifestations pacifistes ou pro démocratiques. Cependant, les arrestations réalisées dans la foulée de l'épisode de la *Sionkirche* cessent rapidement, grâce aux pressions de

<sup>35</sup> Voir Keithly, *op. cit.*, p. 103.

<sup>36</sup> Traditionnellement, la RDA embrassait la cause pacifiste, mais les seules manifestations autorisées auparavant étaient celles organisées officiellement par le SED, dans l'esprit de l'idéologie marxiste-léniniste.

<sup>37</sup> Lainé, *loc. cit.*, p. 177.

<sup>38</sup> Voir Childs, *loc. cit.*, p. 178.

<sup>39</sup> Voir Gedmin, *op. cit.*, p. 59.

l'Église protestante et à une décision de Honecker, qui craint de ternir son image avant... un prochain voyage en France.<sup>40</sup> L'austérité l'emportera à nouveau dès le début de l'année 1988, comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

Le durcissement de la position du SED ne survient pas seulement parce que le voyage de Honecker à Bonn est chose du passé; de l'avis de plusieurs historiens, il s'agit aussi d'une réponse au ralentissement des réformes en URSS. En effet, au cours de l'automne 1987, Gorbatchev semble avoir davantage de difficulté à faire accepter son point de vue à l'ensemble des dirigeants du PCUS. Ses supporters perdent du terrain au profit des conservateurs. Gorbatchev disparaît même de la sphère publique du 7 août au 28 septembre.<sup>41</sup> Cela suggère de profondes divisions au sein du Kremlin quant au rythme et à l'étendue des réformes à adopter. Ligatchev, enthousiaste dans les premières heures, devient en 1987 l'un des principaux opposants à Gorbatchev. Inquiet de l'ampleur que prend la perestroïka, il prône le statu quo en URSS, mais aussi en RDA et en Tchécoslovaquie. Eltsine, qui pour sa part critique la lenteur du processus de réformes, est censuré et démis de ses fonctions.<sup>42</sup> La retraite partielle des gorbatchévistes est sensible lors de la session plénière du PCUS, le 21 octobre.

Le ralentissement a des répercussions en Europe de l'Est. Les pays engagés dans les réformes ralentissent eux aussi leurs processus de rénovations, soutient Mason. Quant aux régimes plus autoritaires, comme celui du SED, ils en profitent pour prendre l'offensive, la pression réformatrice se faisant moins vive. Devant les officiers de l'armée, Honecker rappelle que l'ennemi est toujours là et qu'on ne doit pas en changer l'image avec trop d'empressement. Les dirigeants minimisent la portée de la perestroïka et tentent de convaincre la population que Moscou est forcée de faire des concessions *temporaires*, en politique extérieure et intérieure. Devant un auditoire international réuni à Moscou pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre, Honecker mentionne à quel point la RDA a poussé l'URSS aux négociations dès 1983. Tentant de prouver que son pays est de loin supérieur à l'Union soviétique, il en dresse ensuite un portrait glorieux, énumérant les vastes possibilités offertes pour l'épanouissement des citoyens.<sup>43</sup>

<sup>40</sup> Voir Rita Thalmann, « Allemagne – E. République démocratique allemande », *Encyclopaedia Universalis*, Paris, France S.A., éditeur à Paris, 1995, corpus 1, pp. 932-944.

<sup>41</sup> Voir Oldenburg, *op. cit.*, p. 3.

<sup>42</sup> Eltsine est à l'époque membre du Politburo et chef du PCUS à Moscou. Voir Mason, *loc. cit.*, p. 436.

<sup>43</sup> On ignore cependant dans quelle mesure Honecker est véritablement convaincu que la RDA est à ce point « exemplaire », explique Oldenburg (*op. cit.*, p. 13).

## 3.2 Les causes de la résistance est-allemande aux réformes

Les raisons qui permettent à Honecker de justifier sa position conservatrice sont multiples. On retrouve d'une part les raisons officielles, invoquées publiquement par le SED, et d'autre part les causes réelles, dont on ne discute que derrière les portes closes du Politburo. Bien qu'il ne faille pas enlever tout crédit aux causes officielles, elles ne font pas le poids devant les causes réelles, beaucoup plus nombreuses et dont l'importance est signalée par plusieurs auteurs.

### 3.2.1 Les causes officielles

#### 1. *La situation économique est-allemande*

Nous avons déjà vu, au cours du chapitre II, que les dirigeants est-allemands conservent une assez haute estime de l'économie de leur pays et considèrent que si l'URSS a besoin d'une restructuration, il n'en va pas de même pour la RDA. Bien entendu, comme le prouveront des études sérieuses entreprises après la chute du régime, la RDA des années 1980 est un État en faillite, maintenu artificiellement en vie grâce à l'URSS et à la RFA. Cependant, ses dirigeants, qui ignorent eux-mêmes les véritables données économiques, n'ont pas conscience de cette réalité. Puisque, en apparence<sup>44</sup>, les symptômes de la crise sont moins alarmants qu'ailleurs, puisque les difficultés matérielles y sont moins criantes, les dirigeants persistent à croire au « miracle économique est-allemand ». Évidemment, s'ils invoquent les qualités du système, la réforme des combinats et la discipline du peuple allemand, ils évitent de mentionner l'aide reçue de l'extérieur. Comme l'explique Elie Abel, « Il m'a semblé révélateur qu'aucun des dirigeants, économistes ou journalistes est-allemands que j'ai rencontrés ne m'ait mentionné l'aide généreuse que leur pays reçoit de l'Allemagne de l'Ouest depuis 1971. »<sup>45</sup>

#### 2. *La fierté et l'esprit d'indépendance est-allemands*

Le SED est fier de l'équilibre politique et social qu'il a créé et ne veut risquer de l'ébranler en introduisant des réformes qui entraîneraient des « effets pervers », car il

<sup>44</sup> La grande majorité des auteurs, dans les années 1980 (n'ayant pas accès aux véritables statistiques), estiment que l'économie de la RDA est « plutôt bonne » ou encore « supérieure à celle des autres pays de l'Est ». Cela prouve bien que l'économie est-allemande, pourtant en faillite, fait bonne figure en apparence.

<sup>45</sup> Elie Abel, *The Shattered Bloc. Behind the Upheaval in Eastern Europe*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1990, p. 128-129.

connaît sa fragilité. Il faut ajouter que la confiance et la suffisance du SED à l'égard de l'URSS croît à la fin de l'ère Brejnev et durant la crise des euromissiles :

L'évolution des événements en Pologne et les réactions hésitantes de Moscou au début des années 1980 ont également contribué à forger l'opinion que Moscou ne détient pas la solution adéquate pour toutes les situations de crise [...] on doit garder à l'esprit que le SED a connu de mauvaises expériences en copiant les réformes soviétiques, après la mort de Staline en 1953, lors de la déstalinisation en 1956 et lors des réformes de Khrouchtchev en 1961.<sup>46</sup>

Le SED se considère comme un précurseur en matière d'ouverture à l'Ouest. Le fait d'être désormais imité dans cette voie par l'URSS le rend tellement confiant qu'il est en quelque sorte immunisé contre toute influence soviétique.

### 3. *L'idéologie marxiste-léniniste*

Si Honecker et son équipe refusent d'instaurer des réformes visant à octroyer une plus grande liberté aux entreprises, c'est également au nom de l'idéologie communiste. Le SED considère comme absurde la thèse gorbatchévienne selon laquelle l'introduction de quelques éléments d'économie de marché peuvent aider à revigorer une économie socialiste. Hager ajoute que nier les lois du socialisme revient à renoncer à celui-ci et à le discréditer.

#### 3.2.2 *Les causes réelles*

##### 1. *Un plus grand risque de déstabilisation en Europe de l'Est*

La perestroïka, nous l'avons vu également, risque de perturber plus fortement l'Europe orientale que l'URSS (voir chapitre II).<sup>47</sup> Toute réforme de Gorbatchev semble paraître limitée auprès des Européens de l'Est, moins soviétisés que les Russes, les incitant à exiger des changements plus fondamentaux. En Europe de l'Est, les aspirations provoquées par la perestroïka risquent d'emporter les peuples au-delà de ce que souhaite Gorbatchev, affirme Bialer.<sup>48</sup> En RDA, la marge d'erreurs permise est particulièrement étroite, étant donné la proximité de la RFA et les critiques prétendument formulées par Bonn à l'endroit du régime est-allemand. On cherche donc à éviter toute réforme déstabilisatrice.<sup>49</sup> Outre la perestroïka elle-même, la pénétration ouest-allemande et le

<sup>46</sup> Oldenburg, *op. cit.*, p 35.

<sup>47</sup> Plusieurs exemples passés prouvent aux dirigeants du SED que des réformes soviétiques, contrôlables en URSS, suscitaient des pressions dangereuses dans le pays satellites. Par exemple, la mort de Staline en 1953 et la déstalinisation en 1956 ont entraîné des soulèvements en RDA, en Pologne et en Hongrie. Voir Gati, « Gorbatchev and Eastern Europe »... p. 961.

<sup>48</sup> Voir Bialer, *loc. cit.*, p. 418.

<sup>49</sup> Voir Brown, *Surge to Freedom...* p. 125.

discrédit de l'URSS aux yeux des Allemands de l'Est ne manquent pas d'angoisser Honecker.

Plus l'Allemagne de l'Ouest envahissait l'Allemagne de l'Est par les crédits, la technologie, la télévision, la radio et un commerce interallemand massif, plus les Allemands de l'Est méprisaient l'Union soviétique [...] comme un pays slave, sous-développé et retardé, et plus Honecker se devait d'être inquiet au sujet de son futur et de celui de son parti.<sup>50</sup>

Le SED n'a aucun intérêt à voir décliner la puissance soviétique et souhaite que cette phase déstabilisatrice prenne fin au plus vite en URSS. La survie des pays satellites dépend grandement de la capacité de Moscou à assurer leur existence. La RDA ne peut survivre et mener ses politiques extérieure et intérieure habituelles que si l'URSS conserve son rang de superpuissance et que si les conflits au sein du bloc ne sont pas trop aigus. Inversement, le SED est conscient que la RDA, pion stratégique du pacte de Varsovie, première puissance économique d'Europe de l'Est, élément incontournable dans les relations entre Bonn et Moscou, revêt également une importance capitale pour l'URSS. C'est pourquoi les dirigeants est-allemands considèrent que cette dernière est mal placée pour imposer quoi que ce soit. Ainsi, la dépendance mutuelle empêche les relations entre les deux pays de se détériorer excessivement, malgré des divergences croissantes.

## 2. Une légitimité fragile

Contrairement aux autres pays de l'Est, la légitimité de la RDA ne peut être fondée sur l'identité nationale, car la RDA n'englobe pas une nation. L'idéologie socialiste se trouve donc au cœur même de la légitimité du régime. En Pologne ou en Hongrie, on peut introduire des éléments d'économie de marché tout en demeurant Polonais ou Hongrois. La RDA, par contre, ne peut se lancer dans de telles aventures sans risquer de perdre sa raison d'être, sa spécificité par rapport à l'Allemagne fédérale. Ce motif du refus des réformes a été diagnostiqué dès les premiers temps par les observateurs étrangers, mais c'est seulement en août 1989 qu'un dirigeant du SED, Otto Reinhold, l'avouera officiellement en entrevue : « De quel droit à l'existence pourrait se prévaloir une RDA capitaliste aux côtés d'une République fédérale capitaliste ? En d'autres termes, comment justifierait-on l'existence de deux États allemands qui ne seraient plus séparés par l'idéologie ? »<sup>51</sup> Cependant, à une époque où les relations interallemandes sont normalisées, où la Révolution mondiale semble de plus en plus

<sup>50</sup> Griffith, *op. cit.*, p. 322.

<sup>51</sup> Otto Reinhold, interview du 19 août 1989 à Radio GDR II. Cité dans Brown, *Surge to Freedom...* p. 125.

improbable et où les citoyens de l'Ouest mènent une vie toujours plus aisée, l'idéologie ne peut plus suffire à assurer la pérennité de l'État est-allemand. Pour pallier au problème, Honecker tente d'insuffler une dose de nationalisme sous la forme du « socialisme aux couleurs de la RDA » (voir chapitre IV).

### 3. *La question allemande*

Quelques auteurs incluent la question allemande dans leur liste des raisons du refus des réformes. Comme le soutient Jacques Lévesque, Gorbatchev n'envisage la possibilité d'une réunification allemande que « dans cent ans », mais cela froisse Honecker, qui aimerait bien voir l'existence de la RDA assurée à jamais. Selon Lévesque, Honecker comprend – mieux que Gorbatchev – que la thèse de la Maison commune risque de ramener la question allemande à l'ordre du jour, non pas dans cent ans, mais peut-être bien avant. Des recherches en archives effectuées dans les années 1990 ont démontré que « [l']opposition [de Honecker] à l'entreprise gorbatchévienne tenait tout autant, sinon davantage, à la direction pressentie de sa politique européenne qu'à sa volonté de démocratisation du socialisme. »<sup>52</sup> Cette thèse est partagée par Küchenmeister. Il certifie que la Maison commune, en entraînant une redéfinition de la politique allemande de l'URSS, suscite l'appréhension de l'élite du SED et constitue une raison de leur rejet de la perestroïka, plus que ne pourraient le croire la majorité des historiens.<sup>53</sup>

### 4. *Le lien entre politique extérieure et intérieure*

D'après Oldenburg, l'écart entre les stratégies adoptées par l'URSS et la RDA découlerait, entre autres choses, de leur analyse de la corrélation entre politique étrangère et politique intérieure. Alors que les dirigeants du Kremlin considèrent que le succès en politique étrangère est impossible à atteindre en l'absence de détente interne sur les plans économique, politique et social, les leaders du SED cherchent à nier tout lien entre les deux. Ces derniers sont partisans de la détente internationale et participent à la coopération Est-Ouest, mais adoptent au plan interne une attitude conservatrice représentative de l'ensemble de l'ère Honecker. Autrement dit, le SED se montre innovateur en politique extérieure, mais demeure très orthodoxe en politique intérieure.<sup>54</sup>

<sup>52</sup> Jacques Lévesque, *1989 La fin d'un empire – L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995, p. 186.

<sup>53</sup> Küchenmeister, dans *Deutschland-Archiv*, 1, 1993, pp. 30-40, cité dans *ibid.*, p. 186.

<sup>54</sup> Voir Oldenburg, *op. cit.*, p. 19.

### 5. *La crainte de voir la RDA perdre ses privilèges économiques*

Dans *Ramsès 1989*, on cite parmi les causes du refus des réformes la crainte de voir la RDA perdre des privilèges d'ordre économique vis-à-vis l'URSS et la RFA. Dans le système socialiste, il est difficile de concevoir avec justesse les conditions de production. Les statistiques sont souvent irréalistes, reflétant davantage une réalité politique qu'économique. Depuis des décennies, la RDA profite de ce flou administratif pour solliciter l'aide de Moscou et commercer avantageusement avec l'URSS. Or, l'équipe de Gorbatchev commence à prendre conscience de l'absurdité du système économique socialiste et à considérer comme des fardeaux la RDA et les autres satellites. Il va sans dire qu'une plus grande transparence des conditions de production menacerait encore davantage la RDA en tant que fournisseur d'équipements à l'URSS. En outre, « [...] la progression vers la transparence des tissus économiques et la banalisation des relations économiques internationales limiteraient les avantages que ce pays tire de ses relations économiques privilégiées avec l'Allemagne de l'Ouest. »<sup>55</sup> D'après l'auteur de l'article, il s'agit là de « conditions objectives » entravant la possibilité de réformes en RDA et il n'est pas certain qu'en remplaçant l'équipe de Honecker par de nouveaux dirigeants plus jeunes le SED opterait davantage pour la perestroïka.

### 6. *Le rôle respectif de l'URSS et de la RDA sur la scène internationale*

Ce motif est soulevé par Oldenburg. Il explique que la RDA, puissance européenne moyenne, peut toujours s'en remettre à la protection des Soviétiques pour assurer sa survie et pallier ses déboires, tandis que l'URSS, superpuissance communiste, ne peut se fier qu'à elle-même. De surcroît, elle se sent en quelque sorte responsable de la santé du bloc socialiste entier. Il est donc compréhensible qu'elle soit davantage poussée aux réformes en cas de dysfonctionnements économiques. D'après Oldenburg, les réformes élaborées en RDA ne suffiraient pas à assurer l'avenir du bloc, en supposant que la RDA soit la superpuissance opposée aux États-Unis.<sup>56</sup>

### 7. *L'appui soviétique au SED*

Gorbatchev, nous l'avons déjà mentionné, conserve au Politburo soviétique plusieurs opposants, menés par Ligatchev. Ces adversaires, « venant des milieux conservateurs avec lesquels Honecker se sent en parfaite communion d'esprit »<sup>57</sup>,

<sup>55</sup> Thierry de Montbrial, dir., *Ramsès 1989 – Rapport Annuel Mondial sur le Système Économique et les Stratégies*, publié par Dunod pour l'Institut français des relations internationales, 1988, p. 152.

<sup>56</sup> Oldenburg, *op. cit.*, pp. 18 et 31.

<sup>57</sup> Berstein et Milza, *op. cit.*, p. 253.

confortent le dirigeant est-allemand dans ses positions<sup>58</sup>. En outre, l'attitude ambiguë, plutôt tolérante (et même parfois admirative) des gorbatchévistes eux-mêmes n'incite pas les dirigeants du SED à se lancer dans l'aventure. Gorbatchev semble supporter, dans plusieurs pays du bloc, des tendances qui contrastent avec le style Honecker, mais on sent, d'autre part, qu'il accepte le conservatisme est-allemand, de peur que les réformes entraînent une déstabilisation de la RDA, puis, par ricochet, du bloc entier. Enfin, les maladresses et les difficultés expérimentées par l'équipe de Gorbatchev dans la quête de la perestroïka achèvent d'alimenter le mépris et la suffisance des dirigeants est-allemands.<sup>59</sup>

#### 8. *L'instabilité de Gorbatchev*

En 1987, la position de Gorbatchev est beaucoup plus solide qu'un an ou deux auparavant. Toutefois, les dirigeants du SED ignorent encore combien de temps son règne se prolongera, ce qui contribue à expliquer leur méfiance. D'après Korbonski, les observateurs occidentaux, en RDA, se font mentionner clairement que Gorbatchev « ne durera pas », qu'il connaîtra le sort de Khrouchtchev, qu'il rencontrera une trop grande résistance bureaucratique pour mener à bien son projet.<sup>60</sup> Selon Gati et Ramet, les dirigeants est-allemands considèrent que Gorbatchev pourrait bien être évincé d'ici un à quatre ans. Il s'agit donc pour eux d'approuver la perestroïka... sans trop l'expérimenter.

De cette façon, ils espèrent éviter tout à la fois de s'aliéner d'éventuels successeurs orthodoxes de Gorbatchev et de défier un Gorbatchev qui pourrait demeurer puissant et triompher éventuellement de ses adversaires, deux périls qui risqueraient de mettre fin abruptement à leur carrière politique.<sup>61</sup>

En fait, pourquoi le SED prendrait-il le risque d'instaurer des réformes qui l'effraient, alors qu'il ignore si celles des Soviétiques connaîtront le succès ? Les leaders de RDA, estime Oldenburg, risquent de ne se laisser convaincre que lorsque la perestroïka aura dûment fait ses preuves en territoire soviétique, et que lorsque la pression exercée sur le SED par Moscou sera vraiment forte.<sup>62</sup>

#### 9. *L'âge, la personnalité et la stabilité des dirigeants est-allemands*

Plusieurs auteurs estiment que l'âge des dirigeants est-allemands constitue l'une des causes déterminantes de leur propension à l'orthodoxie. Tout d'abord, Honecker et

<sup>58</sup> Le soutien fourni à Honecker par les autres dirigeants est-européens favorise également le maintien de l'orthodoxie est-allemande. Nous analyserons ce facteur de façon plus détaillée dans le chapitre IV.

<sup>59</sup> Voir Oldenburg, *op. cit.*, p. 13.

<sup>60</sup> Voir Korbonski, *loc. cit.*, p. 77.

<sup>61</sup> Ramet, *loc. cit.*, p. 239.

<sup>62</sup> Oldenburg, *op. cit.*, p. 36.

Gorbatchev représentent deux générations distinctes. Les différentes expériences auxquelles ils ont été confrontés au cours de leur vie politique ont contribué en partie à forger leur personnalité. Gorbatchev, âgé de 56 ans en 1987, est « intellectuel, agile et éloquent », selon Gati. Depuis son arrivée au pouvoir, l'équipe en place au Kremlin a été passablement rajeunie. Honecker, au contraire, devient plus renfermé avec l'âge (il a 75 ans en 1987) et perd de plus en plus la notion de la réalité, ce qui s'explique par la rareté de ses contacts avec la population. Il est difficile de savoir s'il pressent que l'état du socialisme, à l'époque, est annonciateur d'une crise, car il ne se prononce pas à ce sujet.<sup>63</sup> De plus, après tant d'années au pouvoir, il est très fier de l'État qu'il a contribué à édifier et tient probablement à préserver son pouvoir.<sup>64</sup> La plupart des principaux membres du SED sont comme lui septuagénaires et partagent, dans l'ensemble, ses expériences. Autant sinon plus que l'âge et la personnalité des dirigeants, il faut considérer la stabilité de leur pouvoir. Le dynamisme de Gorbatchev serait dû en partie à sa possibilité de critiquer les fautes de ses prédécesseurs. À l'opposé, Honecker est non seulement plus âgé (et donc plus aisément conservateur), mais il tient les rênes du pouvoir depuis près de deux décennies. Pour reprendre l'expression de Gati, les leaders du SED n'ont pas un Léonid Brejnev ou un Konstantin Tchernenko à qui faire porter la responsabilité de leurs problèmes. Ils ne peuvent dénigrer de prédécesseurs récents pour la simple raison qu'ils n'en ont pas. Instaurer des réformes reviendrait pour eux à renier leurs propres politiques antérieures et à provoquer leur propre discrédit. Ils n'ont d'autre choix que d'insister sur la continuité. De plus, alors que Gorbatchev peut dénoncer les fautes (abus de pouvoir, stagnation économique) imputables au régime de Brejnev, Honecker a tout intérêt à se référer à ce dernier. Comment pourrait-il soudainement désavouer Brejnev alors qu'il s'en est toujours inspiré et qu'il a accédé au pouvoir grâce à lui en 1971?

#### *10. La cohésion des dirigeants du SED*

À l'intérieur du SED, du moins dans les cercles dirigeants, la pression réformatrice est plutôt faible. Les leaders forment un groupe remarquablement uni et offrent peu de résistance à l'idéologie dominante conservatrice. Cette solidité des liens entre membres de l'élite est attribuable au fait que ceux-ci ont pour la plupart été placés au pouvoir au début des années 1970 et n'osent pas dévier de la ligne politique traditionnelle, pour les raisons que nous avons énumérées dans le point 9. Par ailleurs,

<sup>63</sup> Voir Gati, *op. cit.*, p.14.

<sup>64</sup> Voir par exemple Berstein et Milza, *op. cit.*, p. 253.

conscients du tiède appui que leur fournit la population, ils tentent probablement de préserver entre eux une bonne entente afin de mieux se protéger mutuellement.<sup>65</sup> Nous analyserons de façon plus détaillée les fondements et les limites de la cohésion du SED au cours du chapitre IV.

### *11. La relative passivité de la population*

À l'instar du Parti, la population ne constitue pas une source sérieuse de pression réformatrice. Plusieurs auteurs certifient qu'au sein de la population est-allemande, le désir de changements est moins vif que dans les autres pays satellites. Les Allemands de l'Est acceptent pour la plupart le régime, non pas avec enthousiasme, mais avec résignation ou indifférence. Brown énumère les causes de cette « passivité est-allemande » : les Allemands de l'Est sont traumatisés par le souvenir de la répression des révoltes de 1953; l'efficacité de la Stasi, la présence du Mur et de plus de 300 000 soldats de l'Armée Rouge<sup>66</sup> anéantit chez eux toute velléité de révolte; environ trois millions d'opposants actifs au régime ont déjà fait défection ou ont déjà été expulsés à l'Ouest, ce qui les prive d'influence sur le reste de la population. D'autre part, puisque le niveau de vie en RDA est plus acceptable que dans les autres pays socialistes, et qu'il a beaucoup progressé au cours des années 1970, les gens n'entretiennent pas une insatisfaction exacerbée à l'égard du régime. Honecker réussit même à se rallier une frange (de moins en moins nombreuse) de la population qui conserve encore la conviction de la supériorité du communisme.<sup>67</sup>

## **3.3 La rencontre du 4 novembre : les relations personnelles entre Honecker et Gorbatchev demeurent « cordiales »**

En 1987, malgré la croissance des tensions, les rapports personnels entre le dirigeant soviétique et son homologue est-allemand demeurent empreints d'une grande cordialité. Cependant, en analysant leurs dialogues avec attention, l'historien peut déceler nombre de critiques feutrées qu'ils s'adressent l'un l'autre.

Dans son livre *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde*, paru en 1987, Gorbatchev ne mentionne pas les réticences qu'il rencontre chez certains leaders

<sup>65</sup> Voir Oldenburg, *op. cit.*, p. 18.

<sup>66</sup> Dans les autres pays satellites, en 1987, les troupes soviétiques sont moins nombreuses, ou même absentes. Moscou concentre ses troupes en RDA, vu l'importance capitale de ce pays dans le pacte de Varsovie.

<sup>67</sup> Voir Brown, *Surge to Freedom...* p. 133.

est-européens. En fait, il cherche plutôt à démentir les rumeurs occidentales au sujet de ce genre de discordes, « rumeurs selon lesquelles certains de nos amis auraient été en “désaccord” avec la ligne de la direction soviétique vers la perestroïka. Que puis-je répondre à cela? Nous n’avons pas de désaccord sérieux avec nos amis et alliés. »<sup>68</sup> Par cette affirmation, Gorbatchev laisse peut-être néanmoins entendre qu’il existe quelques désaccords mineurs ou voilés. Il poursuit en précisant qu’il préfère être évalué honnêtement par ses alliés que de voir chacun des ses gestes applaudis systématiquement, comme le voulait l’ancienne pratique.

Le 4 novembre, Gorbatchev reçoit chaleureusement Honecker à Moscou, en tant que « grand ami de l’Union soviétique ». Il le remercie de sa participation aux célébrations du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution, se réjouit du haut niveau atteint par les relations soviéto – est-allemandes, et le félicite d’avoir obtenu, du Soviet Suprême, l’ordre de Lénine le 1<sup>er</sup> novembre. Rapidement, toutefois, Gorbatchev commence à énumérer à son interlocuteur les problèmes engendrés par la perestroïka. En guise de réponse, Honecker cite de nombreux exemples – pas toujours vérifiables – qui ont pour but de prouver combien la RDA est florissante. Ainsi, d’après Küchenmeister, il n’y a donc pas de véritable dialogue; leurs entretiens ne mènent pas à grand chose. Gorbatchev fait à nouveau preuve d’un réalisme critique à l’égard de son pays, probablement pour inciter Honecker à adopter une attitude semblable. Pour rattraper le temps perdu, l’URSS n’a d’autre choix, explique-t-il, que de cerner l’origine de ses faiblesses, mener une analyse sérieuse et des politiques nouvelles :

Il reste encore devant nous une tâche importante et difficile. Mais l’Union soviétique doit emprunter ce chemin, sinon tout pourrait être perdu. Pourtant, nous sommes convaincus qu’il n’est pas trop tard et que l’Union soviétique est capable d’exécuter ces changements.<sup>69</sup>

Gorbatchev souligne, certainement afin de rassurer Honecker, qu’il n’est pas en faveur d’un changement rapide et qu’il n’escompte pas tout faire en même temps.

Honecker répond aux préoccupations de Gorbatchev de façon plus assurée. Selon lui, le numéro un soviétique a abordé tous les problèmes de l’URSS dans son discours du 70<sup>e</sup> anniversaire – discours qui a d’ailleurs rencontré un écho positif à travers le monde, rehaussant le prestige soviétique. Honecker avoue ensuite à Gorbatchev qu’il n’aurait pu imaginer, en 1985, l’ampleur que prendrait le remodelage de l’économie et de la société soviétiques. Il dit comprendre qu’il faille aujourd’hui abandonner certaines anciennes

<sup>68</sup> Gorbatchev, *Perestroïka...*, p. 240.

<sup>69</sup> Küchenmeister, *op. cit.*, p. 172.

conceptions, mais est-il sincère? L'exemple qu'il utilise pour illustrer ses propos n'est pas très compromettant : il affirme partager l'opinion de Gorbatchev quant à la nécessité de renforcer le rôle du Parti, garant du succès. Cette position n'a rien de très novateur. Honecker semble plutôt taire les points litigieux et les contre-exemples, en s'appuyant sur ses (rares) affinités d'esprit avec Gorbatchev pour prouver à ce dernier sa bonne foi.

Honecker a beau tenter de jouer les dirigeants ouverts et novateurs, il est difficile de ne pas détecter, dans ses propos, les mises en garde qu'il profère à son interlocuteur. « Nous devons [...] surtout nous soucier qu'il ne soit pas fait ombrage à la cause du socialisme » affirme-t-il, considérant que les médias<sup>70</sup> sont trop libres. Il qualifie de « scandaleux » l'appel à la réunification allemande lancé lors d'une émission diffusée à Léninegrad. Il signale aussi le danger, toujours présent, d'une Troisième Guerre mondiale. Selon lui, l'URSS et la RDA ne doivent pas se laisser aveugler par leurs espoirs de paix en oubliant que le but premier de l'OTAN est encore d'obtenir la supériorité militaire sur le pacte de Varsovie.

Un peu plus tard, Honecker allègue que les adversaires du socialisme tentent souvent de déformer les propos de Gorbatchev, ce à quoi le dirigeant soviétique rétorque :

L'adversaire cherche à nous monter l'un contre l'autre. On affirme que la direction du SED et le camarade Honecker ne comprennent pas la politique de l'Union soviétique. D'autre part, l'adversaire cherche à faire croire à la RDA que l'attitude de l'Union soviétique comporte des ambiguïtés envers elle.<sup>71</sup>

Par cette déclaration, Gorbatchev veut probablement insinuer qu'il a conscience que les divergences entre les deux pays sont bien réelles (et non pas créées de toutes pièces par la propagande adverse) et qu'elles doivent être surmontées.

Vers la fin de la rencontre, Gorbatchev rappelle que la politique de l'Union soviétique envers la RDA demeure comme elle l'a toujours été [...] Les relations avec la RDA constituent toujours une priorité pour l'Union soviétique. Ainsi ne peut-il y avoir aucune réserve. Lorsque des problèmes apparaissent, il faut chaque fois en discuter ouvertement.

Cela incite tout au plus Honecker à mentionner, pour la forme, quelques problèmes rencontrés dans les domaines du travail commun et des technologies de pointe. Il ne soulève aucun litige d'ordre politique. D'après le procès-verbal, la rencontre se clôt dans une « atmosphère chaleureuse et fraternelle »...<sup>72</sup>

<sup>70</sup> Honecker vise hors de tout doute les médias soviétiques, mais ne le mentionne pas explicitement. Voir *ibid.*, p. 178.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 178.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 184.

## **Chapitre IV**

### **1988-1989 : le régime est-allemand radicalisé**

#### **4.1 Structure du chapitre**

Le présent chapitre a pour objet l'étude de la situation et des réactions des dirigeants est-allemands en 1988 et au début de 1989, soit avant le déclenchement du processus révolutionnaire. Il s'agira d'abord de décrire brièvement l'idéologie dominante du SED dans les derniers temps du régime, en insistant sur son décalage manifeste par rapport à la réalité. Par la suite, nous analyserons, en considérant l'ensemble de la période étudiée (de 1985 à l'été 1989)<sup>1</sup>, l'ampleur et les limites de la cohésion du SED, puis les liens entretenus par ce dernier – en 1988 cette fois – avec l'URSS, bien sûr, mais aussi avec d'autres pays satellites. Nous étudierons également la radicalisation du régime est-allemand et les diverses tactiques employées par Honecker pour éviter son effondrement. La fin du chapitre sera consacrée à l'analyse des relations personnelles entre Honecker et Gorbatchev.

#### **4.2 L'idéologie honeckerienne au crépuscule de la RDA**

En 1988, les dirigeants, qui n'entretiennent guère de contacts concrets avec la population (sinon lors des fêtes, du haut des tribunes), demeurent encore à contre-courant de l'opinion publique et refusent de satisfaire aux revendications populaires. Selon eux, le SED ajuste toujours harmonieusement sa politique aux impératifs de l'époque. Bien que sincèrement convaincus des thèses qu'ils prônent, ils conservent une vision utopique du présent comme de l'avenir. Par mesure de sécurité, les membres du Politburo habitent à Wandlitz, à 30 km de Berlin-Est. Ils renforcent, comme nous le verrons plus loin, la répression et la ligne idéologique, traquant les contre-révolutionnaires et rappelant la force inébranlable du socialisme. Honecker accepte de

---

<sup>1</sup> Afin d'éviter la redondance, nous avons préféré condenser l'information au sujet de la cohésion du SED entre 1985 et 1989 dans un seul chapitre. Nous avons choisi le présent chapitre, car c'est vers 1988 que des premières divergences apparaissent dans les cercles dirigeants. À partir de l'été 1989, la scission devient beaucoup plus apparente; ce sujet sera traité dans le chapitre V.

voir le Mur exister cent ans encore, si nécessaire. En fait, il espère qu'un jour la société socialiste dépassera l'Occident et que le peuple est-allemand, réalisant que ses leaders avaient raison, n'aura plus envie de fuir le pays – situation qui permettra de supprimer le Mur.<sup>2</sup> Honecker refuse encore d'introduire des éléments d'économie de marché, prétextant que cela risquerait de violer le droit au travail des citoyens.<sup>3</sup> Margot Honecker, ministre de l'Éducation (et épouse d'Erich Honecker), enjoint la jeunesse de travailler avec acharnement pour la RDA et le Parti. L'enseignement militaire et patriotique se renforce, malgré le mépris voilé de la population et l'opposition des Églises. En mai 1989, Hanna Wolf, du SED, écrit que « les anticommunistes ont toujours tort, de même que les communistes, malgré les erreurs et les revers, ont toujours raison »<sup>4</sup>. Aussi tard qu'en septembre 1989, alors que le processus révolutionnaire est déjà entamé, Honecker déclare dans *Neues Deutschland* : « La RDA ne fait pas machine arrière vers le capitalisme, mais va de l'avant vers un renforcement du socialisme »<sup>5</sup>.

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure, à l'époque, les dirigeants du SED ont conscience des menaces qui pèsent sur le régime et de l'absurdité de l'idéologie qu'ils prônent. À en juger par leur attitude, qui tient presque de la caricature, on pourrait conclure qu'ils montrent une naïveté flagrante. La réalité est cependant plus complexe. En faisant la sourde oreille à certains économistes qui se questionnent sur la nécessité d'entreprendre des réformes plus substantielles, les dirigeants prouvent, estime Fejtö, leur suffisance et leur aveuglement, mais aussi un sentiment d'insécurité profonde.<sup>6</sup> L'un n'exclut pas l'autre. Autrement dit, même s'ils *sous-estiment* la gravité de la situation, ils sont certainement quelque peu conscients que leur avenir n'est pas assuré. Les dirigeants jugent sans aucun doute que les chances de survie et de succès du régime seront plus grandes, dans le long terme, si l'orthodoxie est maintenue, mais leur rejet des réformes constitue probablement aussi une tactique grâce à laquelle ils espèrent *retarder* la chute du régime, en supposant que celle-ci soit inévitable.

<sup>2</sup> Mathieu et Mortier, *op. cit.* pp. 147-148.

<sup>3</sup> Reinhold rejette la thèse, avancée dans d'autres pays socialistes, selon laquelle il existe dans l'économie socialiste des phases de développement et des phases de stagnation. Il réfute aussi l'opinion des dirigeants hongrois, pour qui la grève est un ingrédient inévitable de tout processus de réforme, et le chômage, à tout progrès. Voir Gedmin, *op. cit.*, p. 62 et Lainé, « L'année politique : Erich Honecker joue et perd », *Notes et études documentaires*, 4891-4892, 1989, p. 166.

<sup>4</sup> Hanna Wolf (ancienne directrice de l'École supérieure de parti), *Neues Deutschland*, 6-7 mai 1989, cité dans Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 148.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 148.

<sup>6</sup> Fejtö, *La fin des démocraties populaires...*, *op. cit.*, p. 202.

### 4.3 La cohésion des dirigeants du SED

Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, le SED, à l'époque qui nous intéresse, est encore reconnu, à travers le monde, pour sa remarquable cohésion – du moins celle qui règne dans ses plus hautes sphères.

Traditionnellement, les écarts de conduite ne sont pas tolérés au sein du SED. Or, nombreux sont les militants, à la base du Parti, qui commencent à se lasser de cet autoritarisme idéologique. La « nouvelle pensée » de Gorbatchev ne laisse pas indifférent dans les échelons inférieurs du Parti, où l'on discute ferme. Cet éveil des militants ne menace pas véritablement le pouvoir hégémonique des dirigeants. Toutefois, de nombreux membres, déçus du fait que leur parti ne modifie pas sa politique, démissionnent. Au cours de l'année 1988, le SED a perdu, selon les statistiques officielles, 3336<sup>7</sup> membres. Il s'agit de la première diminution depuis 1951.

Quant aux dirigeants, qui font davantage l'objet de notre propos, ils forment évidemment un groupe beaucoup plus homogène idéologiquement, pour des raisons que nous avons déjà évoquées. La plupart des observateurs internationaux sont même impressionnés par l'uniformité du discours et de la pensée qui règne parmi les membres de cette « gérontocratie ». Il est vrai que le niveau de cohésion est plus élevé au sein du SED que dans la majorité des autres partis dirigeants est-européens. Cependant, alors que certains historiens soulignent le caractère uniforme du SED, d'autres insistent sur les failles de la cohésion, failles encore mineures, mais qui justement se précisent, d'après eux, en 1988.

Pour Alfred Frisch, il y a peu d'espoir qu'un héritier de Honecker, même beaucoup plus jeune, soit réellement réformiste, car il n'existe que très peu de conflits générationnels au sein du SED, par rapport à ceux que l'on retrouve dans les partis communistes de Pologne, de Hongrie ou de l'URSS.

L'explication de ce phénomène réside, peut-être, dans la solidarité d'une nomenklatura qui sait depuis longtemps qu'elle ne rencontre qu'une sympathie très limitée dans la population. Elle se trouve donc confinée à l'intérieur d'une forteresse qu'elle veut et doit défendre avec tous les moyens.<sup>8</sup>

En RDA, explique Frisch, les jeunes subissent un endoctrinement particulièrement efficace. En outre, pour assurer la cohésion, on sélectionne les jeunes

<sup>7</sup> Ce nombre pourrait aussi inclure des réformistes ayant été expulsés du Parti. Voir Valérie Lainé, « L'année politique. Honecker joue et perd », *Notes et études documentaires*, 4891-4892, 1989, p. 168.

<sup>8</sup> Alfred Frisch, « L'acharnement thérapeutique de la RDA », *Documents. Revue des questions allemandes*, vol. 44, n. 3 (1989), pp. 11-12.

les plus obéissants pour les destiner à des postes plus élevés. Seuls les jeunes les mieux endoctrinés gravissent donc les échelons du SED. Ainsi, l'élite ne se pose pas de questions, mais cherche simplement à se maintenir en place en demeurant fidèle à la ligne du Parti. Selon Frisch, même les responsables locaux du SED n'hésitent pas à utiliser la langue de bois la plus caractéristique, affirmant la supériorité historique du communisme, la nécessité de combattre l'impérialisme, etc.

Gati met également l'accent sur le caractère uniforme du cercle des dirigeants. Selon ses dires, la tendance réformatrice fait peut-être certains adeptes dans les échelons inférieurs, mais « au sommet, l'orthodoxie prévaut ».<sup>9</sup>

Inversement, certains historiens insistent sur les divisions qui se développent dans les cercles dirigeants du SED. Ces chercheurs situent l'apparition du phénomène en 1987, et estiment qu'il a pris une ampleur particulière l'année suivante. En effet, alors que l'économie se détériore, des doutes apparaissent. Certains officiels commencent à réaliser que Gorbatchev n'a peut-être pas tort de critiquer « l'excès de confiance ». Les conservateurs, tels Honecker et Hager, dominent encore largement la situation, mais la ligne politique qu'ils prônent n'est plus applaudie unanimement. Au début de l'année 1988, affirme Joachim Nawrocki, « il devient de plus en plus probable que d'autres personnalités tentent d'émerger aux dépens de Honecker, et que celui-ci n'a plus toujours le dernier mot ».<sup>10</sup> À défaut de séduire les principaux dirigeants, la tendance réformatrice gagne certains notables du Parti, responsables régionaux ou membres plus jeunes du Politburo.

Le cas le plus spectaculaire « d'insubordination » à l'idéologie dominante est certainement illustré en la personne de Markus Wolf, le plus important gorbatchéviste de RDA. Celui-ci, explique Gedmin, maintient des liens étroits avec l'URSS, où il a reçu son éducation politique. Il est donc tout naturellement loyal envers ce pays, qui constitue sa « seconde patrie ». Chef de l'espionnage à l'étranger, il prend inopinément sa retraite en 1987, officiellement pour des raisons personnelles (il affirme lui-même en avoir pris volontairement la décision). « Toutefois, un conflit avec le régime de Honecker, à propos de l'attitude à adopter envers les réformes de Gorbatchev, constituait la principale raison pour laquelle Wolf était tombé en disgrâce ».<sup>11</sup> En effet, Wolf a toujours été quelque peu le rival de son supérieur, Erich Mielke, ministre de la Sécurité d'État.

<sup>9</sup> Gati, « Eastern Europe on its own »... *loc. cit.*, p. 100.

<sup>10</sup> Joachim Nawrocki, « Machtkampf um Honecker? », *Die Zeit*, 11, 11 mars 1988, p. 10.

<sup>11</sup> Jeffrey Gedmin, *The Hidden Hand...* *op. cit.*, p. 82.

Par ailleurs, Gedmin avance la thèse selon laquelle les partisans soviétiques de Gorbatchev, même s'ils n'ont pas orchestré directement la chute de Honecker, se seraient alliés aux opposants est-allemands de ce dernier afin de miner graduellement son pouvoir et de favoriser, éventuellement, la venue de réformistes à la tête de la RDA. Gedmin fait remonter l'émergence de cette coalition réformiste à l'été 1987. Bien entendu, Wolf est de la partie. Peu après la chute du Mur, il avouera avoir collaboré avec les Soviétiques dans le but de promouvoir un « changement par le haut » en RDA. Vers la fin des années 1980, Wolf détient non seulement un prestige considérable et la capacité d'expliquer de façon détaillée aux Soviétiques le climat qui prévaut en RDA, mais son amitié avec Vladimir Kryuchkov, chef du KGB depuis 1988, lui permet d'être à l'affût des dernières évolutions au Kremlin.

Hans Modrow, ami très proche de Wolf, semble également être en contact avec les gorbatchévistes, aux dires de Gedmin. Dès 1987, les diplomates soviétiques en poste à l'ambassade de Berlin-Est semblent signifier que Modrow est, de tous les successeurs possibles de Honecker, le favori de Moscou. Modrow, toutefois, s'oppose à la ligne dominante de façon moins manifeste, ce qui lui permet de demeurer au sein du Parti, à titre de premier secrétaire du district de Dresde. Au cours de l'été 1987, Kryuchkov, alors vice-président du KGB, rencontre dans cette même ville des réformistes du SED, dont Manfred von Ardenne, l'éminent directeur de l'Institut des sciences sociales. D'après Gedmin, il est pratiquement impossible que Modrow n'ait pas discuté lui-même avec Kryuchkov à cette occasion.<sup>12</sup> En outre, Modrow, que l'on tient à l'écart du pouvoir central à cause de ses vues non conformistes, est la cible de critiques de la part des partisans de Honecker. Il est rappelé à l'ordre pour son manque de zèle. Les leaders du Parti, sans doute inquiets, envoient une commission chargée d'enquêter sur les insuffisances du « travail politique de masse » dans la région de Dresde, région sous le contrôle de Modrow, et dans laquelle les citoyens qui désirent quitter le pays sont particulièrement nombreux...<sup>13</sup>

D'autres notables du SED, comme Otto Reinhold, semblent disposés à reconnaître le bien-fondé des idées nouvelles. Dans *Einheit*, la revue théorique mensuelle du SED, Reinhold présente une critique des ouvrages de Gorbatchev (et plus particulièrement du livre *Perestroïka*). Cette critique, certifiée Oldenburg, paraît plus favorable que toutes celles formulées antérieurement par d'autres idéologues du Parti.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>13</sup> Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 150.

Dans l'ensemble de son article, le recteur de l'Académie des Sciences sociales du Comité central fait écho à la ligne politique dominante préconisée par Honecker et Hager. Cependant, Reinhold, pour qui sait lire entre les lignes, se distingue subtilement de l'orthodoxie des dirigeants, lorsqu'il affirme, par exemple, que le SED « juge que le processus de restructuration entrepris en Union soviétique est absolument nécessaire, qu'il suit avec intérêt et sympathie l'évolution de ce processus, et qu'il le soutient à la mesure de ses capacités ». <sup>14</sup> Ainsi, comme le soutient Oldenburg, « Reinhold, par son attitude plus positive envers les réformes de Gorbatchev, semble prouver que les cadres plus jeunes du Parti pourraient faire preuve d'une certaine souplesse ». <sup>15</sup>

Au sein même du Politburo, il est probable, allègue Oldenburg, qu'un groupe de leaders plus jeunes se soit formé au début de 1988, en vue de succéder à la clique de Honecker. Évidemment, ces membres du Politburo affichent leurs couleurs de façon beaucoup moins palpable que les protagonistes mentionnés plus haut. Le chef de file de cette faction, d'après l'auteur, ne serait nul autre qu'Egon Krenz, le « dauphin » de Honecker. <sup>16</sup> Günter Schabowski, premier secrétaire à Berlin-Est et souvent considéré par les historiens comme étant moins hostile aux réformes que ses collègues, fait probablement aussi partie de ce groupe. Les deux hommes, nés respectivement en 1937 et en 1929, comptent d'ailleurs parmi les plus jeunes membres du Politburo.

Pour sa part, Adrian Hyde-Price regroupe les dirigeants en deux catégories, selon l'attitude qu'ils adoptent vis-à-vis les protestations populaires qui, comme nous le verrons, s'accroissent en 1988. Un premier groupe, les réformistes, considère que les récentes protestations constituent un signal d'alarme indiquant que des réformes politiques (augmentation du dialogue avec l'opposition, prise en compte des points de vue critiques...) sont absolument nécessaires. L'autre groupe, les orthodoxes, juge, au contraire, que cette agitation, encouragée par « l'ennemi de classe » à l'Ouest, a été causée par l'ouverture politique menée par le SED en 1987 (voir chapitre III). <sup>17</sup>

Enfin, A. James McAdams apporte une nuance intéressante. Il reconnaît que la politique de Gorbatchev suscite des débats qui divisent le SED, et ce, surtout à partir de 1988. Toutefois, il souligne le fait que « l'un des principaux avantages de Honecker a certainement été son habileté, dans les dernières années, à présenter à la vue des

<sup>14</sup> *Einheit*, avril 1988, cité dans Oldenburg, *op. cit.*, p. 17.

<sup>15</sup> Oldenburg, *op. cit.*, p. 18.

<sup>16</sup> *Ibid.*, pp. 13-14.

<sup>17</sup> Adrian Hyde-Price, « East Germany : calm before the storm? », *The World Today*, 44 (8-9), août-septembre 1988, p. 147.

Soviétiques un Politburo est-allemand pratiquement exempt de divisions ». <sup>18</sup> En 1988, Honecker conserve encore, selon McAdams, une certaine aptitude à prévenir les dissensions chez ses collaborateurs, mais l'historien, qui écrit à cette même époque, se demande s'il maintiendra encore longtemps une telle adresse. Quant aux successeurs possibles de Honecker, McAdams doute que ces derniers aient autant de succès en la matière. <sup>19</sup> En 1988, précise Oldenburg, la clique dirigeante réussit toujours à minimiser, auprès des citoyens de la RDA, la signification des réformes soviétiques. Il reste à savoir pendant combien de temps encore cette tactique fonctionnera, puisqu'elle dépend des hauts fonctionnaires régionaux et centraux. On attend d'eux qu'ils veillent à faire respecter l'interdiction de la « discussion » au sein du Parti. Or, ces cadres, aux dires d'Oldenburg, sont d'un naturel disciplinés, mais plusieurs ont encore tendance, par tradition, à considérer l'URSS comme un modèle pour leur propre pays. <sup>20</sup>

## 4.4 L'attitude du SED vis-à-vis l'URSS et les pays satellites à la fin des années 1980

### 4.4.1 La position du SED envers l'Union soviétique

Nous avons vu que la doctrine prônée par le SED, à l'époque qui nous intéresse, est toujours caractérisée par une orthodoxie qui semble inébranlable. Mais qu'en est-il, plus précisément, de l'attitude affichée par les dirigeants est-allemands envers Moscou? La majorité des historiens estiment qu'au cours de l'année 1988, le différend soviéto-est-allemand est devenu plus vif, plus palpable.

Tout au long de l'été, affirme Keithly, le discours du SED traduit un désaccord croissant avec Moscou, et même une menace envers l'autorité soviétique. Les leaders de Berlin-Est ne ménagent plus la direction soviétique en formulant à son endroit des paroles doucereuses. Selon Keithly, après avoir négligé la portée de la perestroïka, le SED se met à réaliser l'ampleur que prennent les événements et s'aperçoit que les débats se propagent partout dans le bloc, d'où le début de la censure et des attaques verbales

<sup>18</sup> A. James McAdams, « The New Logic in Soviet-GDR Relations », *Problems of Communism*, 37 (septembre-octobre 1988), p. 60.

<sup>19</sup> En soulignant le fait qu'aucun candidat ne fait l'unanimité au Politburo, McAdams semble vouloir signifier qu'aucune personnalité prépondérante n'émerge au sein du cercle des dirigeants. Il semble que Honecker éprouve des difficultés à convaincre ses collègues que Krenz soit l'héritier idéal. Si ce dernier demeure le candidat numéro un, Schabowski, entre autres, ferait office de compétiteur sérieux (voir *ibid.*, p. 60).

<sup>20</sup> Fred Oldenburg, *op. cit.*, p. 34.

envers l'URSS. L'auteur ajoute que le désaccord est encore plus fondamental que celui survenu en 1984.<sup>21</sup> Certains auteurs, dont Fejtö, soutiennent que les dirigeants est-allemands ont probablement fait alliance avec les conservateurs du Kremlin et leur chef, Egor Ligatchev.<sup>22</sup>

Certains événements, comme « la sixième session du Comité central du SED (9-10 juin 1988), réunie de façon significative trois semaines avant la conférence du PCUS », illustrent les dissensions soviéto – est-allemandes. En refusant de patienter jusqu'à cette importante réunion du PCUS pour ensuite se réunir en s'alignant sur les nouvelles décisions prises par le grand frère soviétique, les dirigeants est-allemands, selon Mathieu et Mortier, souhaitent démontrer qu'ils sont autonomes et n'ont de leçons à recevoir de personne.<sup>23</sup> Lorrain précise qu'à l'occasion de cette même session, le Comité central remplace la devise « Apprendre de l'Union soviétique, c'est apprendre à gagner » par « Apprendre l'un de l'autre, mais sans se copier ». <sup>24</sup> Les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1988, au cours de la session suivante, Honecker critique des leaders de Bonn, qui insistent pour que la RDA consente à entreprendre des réformes de type gorbatchéviennes. Il souligne l'ironie dont font preuve les dirigeants ouest-allemands, « pour qui nos politiques étaient toujours “trop russes”, et qui nous recommandent à présent de suivre l'exemple soviétique ». Selon Honecker, le fait d'enjoindre la RDA de suivre ce modèle « équivaldrait à nous demander de dévier de notre cours et de marcher vers l'anarchie ». <sup>25</sup>

Toutefois, l'accroissement des tensions entre la RDA et l'URSS, en 1988, n'est peut-être pas si marquée. La preuve en est que l'un des auteurs rencontrés, Griffith, juge, à l'encontre de la plupart de ses collègues, que l'année 1988 coïncide avec une « accalmie » des relations soviéto – est-allemandes, même si celles-ci demeurent tendues. L'auteur explique que les dirigeants du SED, à force d'entendre Gorbatchev répéter qu'il ne forcera personne à l'imiter, perdent un peu de leur méfiance initiale, et formulent de ce fait des critiques moins vives à l'endroit de Moscou. Griffith souligne que Honecker, même s'il craint l'importation des réformes dans son pays, apprécie le climat de détente internationale instauré par Gorbatchev et souhaite sincèrement que

<sup>21</sup> C'est-à-dire à l'époque de la crise des euromissiles. Voir Keithly, *op. cit.*, pp. 93 et 104.

<sup>22</sup> Fejtö, *op. cit.*, p. 202. On ne retrouve guère d'indications précises à ce sujet. Toutefois, étant donné la concordance de vues entre ces deux groupes, il est tout à fait concevable qu'ils se soient mutuellement soutenus, du moins « moralement ».

<sup>23</sup> Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 145.

<sup>24</sup> Lorrain, *op. cit.*, p. 95.

<sup>25</sup> *Neues Deutschland*, 2 décembre 1988, cité dans Brown, *Surge to Freedom... op. cit.*, p. 127.

l'économie soviétique devienne plus performante grâce à la perestroïka. « Honecker pense sûrement que les deux [détente internationale et réforme interne en URSS] sont nécessaires pour éviter que l'URSS ne devienne une puissance de deuxième ordre ».<sup>26</sup>

En fait, de nombreux historiens mettent en lumière le caractère ambigu et mitigé des relations entre les deux pays. La doctrine officielle, en RDA, considère encore l'URSS comme le principal modèle (malgré la modification de la devise énoncée plus haut) et semble toujours approuver ce qui s'y passe, mais les dirigeants est-allemands critiquent les théories de Gorbatchev et la presse de Berlin-Est se gausse de ses déboires, censure, publie les critiques des dirigeants plus conservateurs du Kremlin. Il est plutôt embarrassant pour le SED de se montrer sympathique envers l'URSS tout en refusant de se laisser influencer par celle-ci. McAdams juge que les dirigeants est-allemands, bien qu'ils craignent les conséquences de réformes politiques intérieures, savent reconnaître plusieurs avantages de la perestroïka, et non pas seulement en matière de détente internationale. Plusieurs d'entre eux apprécient les appels, lancés par Gorbatchev, à l'honnêteté dans la discussion des problèmes sociaux et politiques. Ils se réjouissent, surtout, du fait que Gorbatchev consulte régulièrement les pays du bloc au sujet de questions cruciales les concernant – il n'en était pas ainsi à l'époque de Brejnev.<sup>27</sup> Il est par ailleurs étonnant, comme le constate Abel, que *Neues Deutschland*, dans son édition du 1<sup>er</sup> juillet 1988, consacre deux pages à la dernière conférence du PCUS. On y relate même l'allocution de Melnikov, un député réformateur qui, poussé par Gorbatchev, souhaite la démission des dirigeants soviétiques les plus orthodoxes. Il est fort possible que le SED permette la publication d'un tel article pour prouver sa bonne foi. Cependant, ajoute l'auteur, la revue, sans doute sur ordre des leaders, traite l'affaire avec discrétion, aux pages 11 et 12.<sup>28</sup>

#### **4.4.2 L'affaire Nina Andreyeva**

L'un des épisodes les plus souvent cités pour illustrer la discorde entre le SED et le PCUS en 1988 est sans doute l'affaire Nina Andreyeva, qui survient dès le printemps de cette année. Au début de mars paraît dans *Sovietskaya Rossiya*, le journal du Comité central du PCUS, du Soviet suprême et du conseil des ministres de Russie, une lettre de

<sup>26</sup> Griffith, « The German Democratic Republic », dans Griffith, *Central & Eastern Europe... op. cit.*, p. 322.

<sup>27</sup> McAdams, « The New Logic in Soviet-GDR Relations »... *loc. cit.*, p. 59.

<sup>28</sup> Tandis que ses six premières pages rapportent avec pompe un simple débat budgétaire de la Chambre du peuple. Voir Élie Abel, *The Shattered Bloc. Behind the Upheaval in Eastern Europe*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1990, p. 135.

Andreyeva. Cette enseignante de chimie de Léninegrad s'inquiète des répercussions de la refonte soviétique. Même si elle semble, à première vue, parler en bien de Gorbatchev, il est clair que sa lettre constitue une critique à son endroit. Andreyeva, en effet, tente de justifier certaines politiques staliniennes et dénonce la pensée social-démocrate dissimulée derrière la perestroïka. Cette lettre, qu'elle destine à l'éditeur de *Sovietskaya Rossiya*, dérive d'une missive qu'elle a précédemment rédigée à l'intention de Ligatchev, le numéro deux du PCUS.<sup>29</sup> Évidemment, la lettre n'est pas sans causer des remous en URSS.

D'après Karen Dawisha, la publication de la lettre constitue un moyen de rasséréner les dirigeants conservateurs est-européens, en montrant que les opposants à Gorbatchev sont nombreux et puissants au sein même du PCUS.<sup>30</sup> Selon Oldenburg, par contre, Gorbatchev consolide ses positions à la suite du plénum de février 1988. Les traditionalistes, regroupés derrière Ligatchev, ne se sont pas rendus, mais ne forment plus, désormais, qu'une minorité au Politburo, ce qui expliquerait que le SED hésite avant de publier la lettre.<sup>31</sup>

Chose certaine, les historiens s'accordent tous pour dire que le SED a exploité l'occasion fournie par l'affaire Nina Andreyeva pour justifier sa ligne politique, et démontrer à ses propres membres que la perestroïka, en URSS, ne compte pas que des partisans. L'article d'Andreyeva paraît dans l'édition du *Neues Deutschland* des 2 et 3 avril. Fait intéressant – et significatif – *Neues Deutschland* est le seul quotidien est-européen à publier la lettre, ce qui laisse deviner que le SED est l'un des plus farouches opposants aux réformes.

Les gorbatchévistes ne restent pas sans riposter à la lettre d'Andreyeva. Le 5 avril, la *Pravda* (ce journal affiche une tendance moins conservatrice que *Sovietskaya Rossiya*) publie une réplique signée par Jakovlev et manifestement inspirée de Gorbatchev lui-même, et demandant à *Sovietskaya Rossiya* de se rétracter. On y dénonce la position d'Andreyeva, qui s'oppose à la reconstruction et menace l'unité du peuple soviétique. Aux dires d'Oldenburg, il est clair que les gorbatchévistes tentent aussi, par le fait même, de faire sentir aux dirigeants de Berlin-Est qu'ils ont été malavisés de

---

<sup>29</sup> Michel Tatu précise qu'aucun document ne mentionne officiellement Ligatchev comme opposant à la perestroïka ou supporteur d'Andreyeva, mais que des preuves suffisantes laissent croire qu'il a réellement soutenu les démarches de cette dernière. Par ailleurs, d'autres auteurs font allusion à Ligatchev lorsqu'ils relatent l'affaire Nina Andreyeva. Voir Michel Tatu, « The 19<sup>th</sup> CPSU Conference », *Problems of Communism*, 37 (mai-août 1988), p. 2.

<sup>30</sup> Karen Dawisha, *Eastern Europe...*, p. 284.

<sup>31</sup> Oldenburg, *op. cit.*, p. 15.

publier la lettre. Ces derniers, qui, à cette date, ne sous-estiment plus le pouvoir des gorbatchévistes, se sentent donc contraints de publier la contre-attaque des réformateurs dans le *Neues Deutschland* des 9 et 10 avril. L'article est cependant suivi d'une adresse formulée par Horak, un dirigeant tchécoslovaque conservateur qui semble approuver la répression du printemps de Prague et qui compare Gorbatchev aux révisionnistes de la Tchécoslovaquie de 1968. Le SED montre donc, une fois encore, de quel côté il penche.<sup>32</sup>

#### **4.4.3 La position du SED envers les pays satellites et la « Bande des quatre »**

Nous l'avons vu, les pays d'Europe de l'Est affichent différentes attitudes envers la perestroïka. Tous, sauf la Roumanie, encouragent le PCUS à régénérer l'économie soviétique, mais bien peu entendent l'imiter. En fait, seules la Pologne et la Hongrie soutiennent réellement Gorbatchev et le devancent en matière de réformes. Dans cet univers, il est naturel que la RDA cherche à resserrer les liens avec les régimes qui lui ressemblent le plus. La question des relations entre la RDA et les autres pays satellites à l'époque de la perestroïka demeure bien peu explorée par les historiens. Voici toutefois une synthèse des éclaircissements fournis à ce sujet par les auteurs étudiés.

D'une part, en 1988-1989, les relations entre la RDA et les pays réformistes que sont la Pologne et la Hongrie se dégradent. Le SED, soutient Frisch, désapprouve la nouvelle ligne politique du parti communiste polonais, qui se « démocratise » au point de céder le tiers des sièges du Parlement à l'opposition (et principalement à Solidarnosc). Les Polonais, de leur côté, préfèrent de loin le gouvernement de Bonn à celui de Berlin-Est. Les dirigeants de la RDA redoutent tout autant la transition hongroise vers le multipartisme. Les médias est-allemands qualifient d'anarchiques et de déstabilisatrices les réformes entreprises par ces deux pays, qui eux réduisent autant qu'ils le peuvent leurs liens avec la RDA. Frisch affirme que cette discorde va jusqu'à entraîner des répercussions néfastes sur les relations commerciales entre la RDA et les pays réformistes, mais que Moscou, trop accaparée par ses nombreuses difficultés, ne semble guère s'en mêler.<sup>33</sup>

D'autre part, d'après plusieurs auteurs, le SED tente d'établir une alliance avec les trois autres régimes orthodoxes, pour éviter de se retrouver dans un état complet d'isolement. Il est ardu de connaître la nature et l'ampleur exactes de cette alliance, car

---

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>33</sup> Frisch, *loc. cit.*, p. 11.

les auteurs s'étendent peu sur ce sujet. Toutefois, les pays satellites n'ayant certainement pas le pouvoir de manœuvrer en vue de renverser les gorbatchévistes, cette alliance n'équivaut probablement qu'à un resserrement diplomatique. Elle englobe d'abord et avant tout un aspect symbolique (gestes d'éclat posés contre les Soviétiques), et suppose également la conclusion d'accords visant le soutien réciproque ainsi que l'accroissement des liens commerciaux.

Ainsi, Gati regroupe la RDA, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie sous l'expression « Bande des Quatre ». Selon lui, Honecker serait le leader de ce groupe.<sup>34</sup> On ne trouve guère d'informations sur une alliance spécifique entre la RDA et la Bulgarie, aussi plusieurs auteurs évoquent surtout une coalition RDA–Roumanie, à laquelle se serait jointe la Tchécoslovaquie vers la fin de la décennie; un « Trio stalinien », tel que Frisch l'a dénommé.<sup>35</sup>

L'alliance la plus spectaculaire est sans doute celle qui unit la RDA à la Roumanie. Il s'agit en fait du maintien de l'alliance anti-soviétique de 1984. À l'époque, Honecker s'était rendu à Bucarest, sans le consentement de Moscou, pour participer aux festivités du 23 août. Il avait été accueilli chaleureusement par le dirigeant roumain Nicolae Ceausescu, mais son voyage constituait un affront manifeste envers Moscou. L'URSS et les autres pays satellites avaient en effet refusé de prendre part à la célébration, du fait que Ceausescu ne se conformait pas suffisamment à la politique étrangère du bloc. Cependant, le contexte, en 1988, diffère totalement de celui qui prévalait quatre ans plus tôt. À l'époque de la crise des euromissiles, l'action de Honecker et de Ceausescu, qui osaient défier une URSS belliqueuse et souhaitaient ouvertement l'amélioration du dialogue Est-Ouest, suscitait le respect des observateurs internationaux. Or, une fois apaisée la psychose nucléaire, le monde – tant capitaliste que communiste – commence à reconnaître davantage la nature despotique du régime de Bucarest. Ainsi la coalition entre les deux leaders suscite-t-elle désormais le mépris. Les auteurs laissent entendre que Honecker, en agissant ainsi, cherche à prouver son indépendance et même à défier Gorbatchev qui, on l'aura deviné, ne couvre pas d'éloges le dictateur roumain. Au cours de l'été 1988, lorsque Honecker remet à Ceausescu, alors en visite à Berlin-Est, la plus grande distinction est-allemande (l'Ordre allemand de Lénine) en soulignant la concordance de vues qui existe entre la RDA et la Roumanie, les citoyens est-allemands sont scandalisés. *Neues Deutschland* va même jusqu'à

<sup>34</sup> Voir Gati, *The Bloc that Failed...* p. 175 et « Eastern Europe on its own »... p. 100.

<sup>35</sup> Frisch, *loc. cit.*, p. 11.

approuver le « programme de systématisation du territoire »<sup>36</sup> de Ceausescu, décrié par l'ensemble de la communauté internationale. En se rapprochant du *Conducator*, Honecker s'attire donc la déconsidération de son propre peuple, mais Brown conclut qu'il n'a guère le choix, un sentiment d'insécurité et de crainte d'isolement le poussant à agir de la sorte.<sup>37</sup>

En s'alliant avec la Tchécoslovaquie, la RDA conclut une « petite-entente » de dernière minute avec ce pays qui, tout comme elle, borde directement l'Europe de l'Ouest par sa frontière. Les leaders du SED désirent se rapprocher des dirigeants de Prague. Ces derniers, au cours de l'automne 1989, tenteront de supporter le régime est-allemand en essayant d'empêcher les ressortissants de RDA de rejoindre la Hongrie à partir de la Tchécoslovaquie (voir chapitre V). Cette alliance paraît néanmoins assez opportuniste, les Tchécoslovaques n'étant traditionnellement pas les alliés les plus enflammés des Allemands. À ce sujet, Brown écrit :

Apparemment, les Tchécoslovaques n'étaient pas particulièrement enthousiasmés par cette étroite de désespoir des Allemands de l'Est; ils auraient préféré se ménager un plus grand nombre de portes de sortie. Cependant, les deux groupes de dirigeants ont réalisé que si l'un des deux cédait à la vague réformiste, l'autre se verrait forcé de faire de même peu après.<sup>38</sup>

## 4.5 La radicalisation du régime

### 4.5.1 La répression et la lutte contre la dissidence

De façon générale, les historiens s'accordent pour dire que l'on assiste, en 1988, à une radicalisation du régime est-allemand, à une intensification de la répression et de la lutte contre la dissidence. Cette réaction s'explique en partie par le fait que les citoyens, même s'ils demeurent relativement « tranquilles » (voir chapitre III), commencent à afficher plus ouvertement leur insatisfaction à l'égard du système. Bien entendu, la présente analyse ne portera pas sur la nature détaillée de cette dissidence, mais plutôt sur la position adoptée par les autorités à l'égard de ce phénomène.

En RDA, l'Église protestante fait traditionnellement figure de principal refuge pour les contestataires. Relativement autonome, l'Église est-allemande n'aspire pas à un rôle politique et ne provoque pas, ni ne conteste, directement le régime. Il s'agit d'une

<sup>36</sup> Programme, déjà mis en œuvre à la fin des années 1980, qui prévoyait la destruction, avant l'an 2000, de plusieurs milliers de villages traditionnels et leur remplacement par des centres agro-industriels jugés plus « performants » par le dictateur. Voir Brown, *Surge to Freedom...*, p. 142.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 142.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 142.

« Église dans le socialisme » qui ne remet pas en cause la suprématie du SED. Elle joue le rôle d'un échappatoire canalisant le mécontentement, et le Parti, estime Robert Sharlet, la contrôle assez bien. L'auteur précise : « Les autorités surveillent constamment le "front" politique de l'Église; elles tentent de s'assurer que le rôle social de celle-ci demeure constructif et qu'il n'excède pas les limites acceptables de la dissidence politico-religieuse ». <sup>39</sup> Or, la délimitation des rôles de l'État et de l'Église se complexifie vers la fin de la décennie. Elle accueille en effet les partisans de la perestroïka et refuse de fermer les yeux sur les faiblesses du système. Les perquisitions à l'Église de Sion, en novembre 1987, constituent d'après Brown la déclaration ouverte des « hostilités » entre l'Église et le SED. <sup>40</sup> On assiste en 1988 à un raidissement du régime, qui accuse l'Église de se mêler de politique et la presse de réintégrer un rôle purement spirituel. La répression vise non pas seulement l'Église elle-même, mais aussi les pacifistes, les écologistes et les intellectuels contestataires qu'elle abrite. L'État interdit certains rassemblements, censure, procède à l'arrestation de manifestants, impose des amendes aux pasteurs qui organisent des manifestations à saveur contestataire. Selon Richard Staar, qui écrit en 1988, le régime demeure solide et le SED parvient encore à contrôler adéquatement la dissidence. <sup>41</sup> Joachim Nawrocki voit la réalité sous un autre jour. Il juge que le SED éprouve de plus en plus de difficulté à endiguer le mécontentement, du fait que les contestataires, enhardis par l'action de Gorbatchev, gagnent en nombre et craignent moins qu'avant l'appareil répressionnaire. Par ailleurs, l'auteur explique que les groupes ne sont plus exclusivement dirigés par l'Église, qui semble dépassée par les événements. Les mouvements se diversifient, surgissent dans les établissements d'enseignement, les entreprises, la rue. <sup>42</sup> Les jeunes, entre autres, tolèrent de plus en plus mal la « camisole de force » imposée par le régime. D'après Hyde-Price et Lainé, cette attitude répressive des dirigeants s'inscrit dans la « tendance dure » qui fait suite au voyage de Honecker en RDA et qui s'oppose à la « tendance de tolérance » affichée antérieurement. <sup>43</sup>

---

<sup>39</sup> Robert Sharlet, « Human Rights and Wrongs. Dissent and Repression in Eastern Europe », dans Kittrie et Volgyes, *op. cit.*, p. 100.

<sup>40</sup> Brown, *op. cit.*, p. 143.

<sup>41</sup> Richard F. Staar, *Communist Regimes in Eastern Europe*, Stanford, Hoover Institution Press, 1988, p. 120.

<sup>42</sup> Joachim Nawrocki, « Machtkampf um Honecker ? », *Die Zeit*, 11, 11 mars 1988, p. 10.

<sup>43</sup> Voir chapitre III. Cette constatation est formulée par Hyde-Price, *loc. cit.*, p. 146, et Lainé, « L'année politique : Honecker poursuit sa voie nationale »... p. 178.

L'événement le plus souvent cité pour illustrer cette « tendance dure » est sans aucun doute la marche annuelle organisée à Berlin-Est le 17 janvier 1988 pour commémorer l'assassinat des leaders socialistes Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. À l'occasion de cette démonstration officielle, célébrée en présence des dirigeants, de petits groupes de pacifistes, de défenseurs des droits de l'Homme ou de candidats à l'émigration s'infiltrèrent dans la foule pour protester. Ironiquement, leurs pancartes portent les paroles mêmes de Rosa Luxembourg : « La liberté de penser, c'est toujours la liberté de penser autrement ». Leur geste est immédiatement perçu comme un affront. Une centaine d'entre eux sont arrêtés et accusés de comploter avec l'Occident contre leur patrie. Les plus influents sont expulsés. Encore une fois, donc, le SED incrimine la RFA, alors qu'en réalité, aux dires de Gedmin, les dissidents sont surtout inspirés par l'URSS.<sup>44</sup> Indignés, des milliers de citoyens se réunissent dans les églises pour protester. Pourtant, Fejtö estime que le mouvement de solidarité envers le traitement réservé aux dissidents ne rencontre pas un vaste écho au sein de la population, du fait que la Stasi suscite encore des craintes et que les autorités, habilement, ont réservé un sort distinct aux divers contestataires.<sup>45</sup> Cet épisode aurait même profité aux dirigeants, selon Lainé :

Les autorités, qui ne semblent pas avoir été prises au dépourvu par cette manifestation du 17 janvier 1988 annoncée plusieurs jours à l'avance, en ont profité pour affaiblir les rangs des dissidents, exilant les plus gênants et intimidant les autres, tout en espérant créer la division chez ceux qui restent [entre ceux qui désirent quitter le pays et ceux qui souhaitent une réforme du socialisme].<sup>46</sup>

Cependant, les leaders ne font pas preuve de l'intransigeance la plus brutale. Ils « n'ont pas opté pour la répression totale des opposants, préconisée par des partisans résolu de la ligne dure au sein de l'État et de l'appareil de sécurité ».<sup>47</sup> En fait, ils sont dans l'embarras, et ne souhaitent pas voir leur image se ternir en Occident. Honecker tente de dialoguer avec des responsables ecclésiastiques afin de désamorcer les tensions. L'Église obtient le règlement de l'affaire; la plupart des opposants qui n'ont pas été forcés à l'exil sont relâchés dès la mi-février. Le SED y trouve également son compte, plusieurs mouvements contestataires se retrouvant en partie « décapités » à la suite du 17 janvier.<sup>48</sup>

---

<sup>44</sup> Gedmin, *op. cit.*, p. 58.

<sup>45</sup> Fejtö, *op. cit.*, p. 203.

<sup>46</sup> Lainé, *loc. cit.*, p. 178.

<sup>47</sup> Hyde-Price, *loc. cit.*, p. 146.

<sup>48</sup> Puisqu'on a expulsé les dissidents les plus notoires. Voir Thalmann, *loc. cit.*, p. 944.

#### 4.5.2 La censure à l'égard de l'Union soviétique

Avec la radicalisation du régime apparaît un phénomène plutôt singulier. La censure est-allemande vise non plus seulement l'Occident, mais aussi l'URSS. De celle-ci, en effet, commencent à provenir des textes ou des œuvres qui prônent la ligne réformiste ou critiquent le passé parfois sombre du communisme. Cette nouvelle tactique est-allemande prend racine en février 1988, tandis que le SED interdit la vente en RDA de trois numéros de l'hebdomadaire soviétique « Temps nouveaux » (*Novoye Vremya*), publié en langue allemande sous le titre de *Neue Zeit*. La revue avait publié un article prônant la réduction des forces soviétiques déployées face à l'OTAN, ainsi qu'un extrait d'une pièce de théâtre anti-stalinienne.<sup>49</sup> Au cours de l'automne, *Neues Deutschland* et d'autres journaux critiquent durement le film soviétique « Le Repentir », du fait qu'il contient... de la propagande anti-soviétique ! D'après Brown, les Allemands de l'Est, qui ont pu voir le film grâce à la télévision ouest-allemande, sont outrés de constater que leurs dirigeants le rejettent de façon « presque hystérique ». Comme l'explique l'historien,

La réévaluation critique de l'histoire du communisme, alléguaient-ils [les dirigeants du SED], pourrait être mal utilisée par des « forces anti-communistes » intérieures et étrangères. Le film d'Abduladze, produit par les Soviétiques, diffusé par les Allemands de l'Ouest, livrait aux « mains de l'ennemi des éléments nouveaux pour nourrir leurs stratagèmes démagogiques ».<sup>50</sup>

Le protectionnisme idéologique exercé par le SED atteint un nouveau sommet en novembre. Le Parti, qui a dans le passé interdit de façon sporadique certains numéros de magazines soviétiques (comme dans le cas de *Neue Zeit*), bannit pour la toute première fois l'un d'entre eux pour une durée indéterminée. Il s'agit de *Sputnik*, populaire mensuel soviétique publié en RDA à 180 000 exemplaires. L'explication officielle, plutôt brève, laisse entendre que la revue « négligeait de publier des articles aidant à “renforcer l'amitié soviéto – est-allemande”, et ne présentait que des textes qui “déformaient l'Histoire” ».<sup>51</sup> Évidemment, les dirigeants du SED craignent par dessus tout les effets déstabilisateur d'une remise en question de l'infaillibilité du socialisme. Plus exactement, le numéro de novembre pose la question de la responsabilité partielle de Staline (qui avait interdit aux communistes allemands de s'allier aux socio-démocrates en vue des élections de 1933) dans la venue au pouvoir de Hitler. Or,

<sup>49</sup> Voir Bialer, *loc. cit.*, p. 424.

<sup>50</sup> Brown, *loc. cit.*, p.142. Les extraits entre guillemets sont tirés de *Junge Welt*, 29 octobre 1988.

<sup>51</sup> « Where Sputnik can't Land », *The Economist*, 26 novembre 1988, p. 52.

l'antifascisme est à la mode en RDA, où Staline est perçu comme un libérateur, et cette hypothèse est bien mal acceptée par les leaders qui se glorifient d'avoir combattu le nazisme :

Non seulement [les « révisionnistes » soviétiques] portaient ombrage au leader du KPD, Ernst Thälmann, le plus grand héros de la RDA, mais leur action étaient en quelque sorte considérée comme un affront personnel par les dignitaires du SED, et surtout par Honecker, Axen et Sindermann, eux-mêmes persécutés par les Nazis, qui tiraient une grande fierté de leur parcours anti-fasciste irréprochable.<sup>52</sup>

À l'époque, soutient Keithly, les Allemands de l'Est commencent à déduire – bien plus que les Occidentaux – que ces tactiques de censure témoignent de la nature chancelante du régime. Leurs lettres de protestation concernant le retrait de *Spoutnik* sont ignorées des médias en RDA. En décembre, la publication de *Freie Welt*, l'hebdomadaire de la Société d'amitié soviéto – est-allemande, est interrompue, officiellement en raison d'une pénurie de papier. Gedmin juge toutefois qu'il n'est pas impossible que les dirigeants aient voulu se venger de l'affront qui leur a été fait dans *Spoutnik*.

#### **4.5.3 Les soupapes utilisées pour éviter l'effondrement du régime**

Nous l'avons vu, malgré la radicalisation du régime, les leaders ne font pas preuve d'une rigidité implacable. La rapide libération des manifestants du mois de janvier en témoigne. Contrairement aux leaders de type « tyrannique », comme Ceausescu, Honecker semble convaincu que le SED doit conserver un degré minimum de légitimité auprès des citoyens, et qu'un régime fondé sur la seule terreur est voué tôt ou tard à l'effondrement. Ainsi, on observe que la radicalisation du régime se double d'un renforcement des tactiques d'ouverture, qui en est en quelque sorte le corollaire. De nombreux auteurs utilisent le terme « soupapes » pour décrire les stratégies mises en œuvre par le SED pour gagner la faveur de la population.

En premier lieu, Hyde-Price allègue que le SED mène une *glasnost culturelle*, ce qui lui permet de faire figure de bonne « démocratie socialiste », de contrôler la direction des changements et de circonscrire le débat dans certaines limites. Sont permis, la discussion de certains « vrais problèmes » auparavant tabous, dans le cadre de forums officiels et sur la scène culturelle ou religieuse. Sont interdits, l'opposition directe au régime (sous la forme de manifestations, entre autres), le dénigrement du socialisme et les publications contre l'État.<sup>53</sup>

<sup>52</sup> Keithly, *op. cit.*, p. 105.

<sup>53</sup> Hyde-Price, *loc. cit.*, pp. 146-147.

Par ailleurs, le SED commence à reconnaître l'existence de *problèmes écologiques*. Le plan économique du printemps 1989 traite pour la première fois de la protection de l'environnement, et propose des projets pour contrer la pollution. Les dirigeants acceptent enfin de discuter avec les écologistes sur certains points précis.<sup>54</sup>

La *diminution progressive des restrictions concernant les voyages* est l'une des soupapes les plus souvent citées par les historiens. Selon Frisch, ce stratagème rapporte au régime à plusieurs égards :

Ainsi, l'accroissement constant des autorisations de visite en République fédérale repose sur un calcul politique intelligent : ces voyages ne sont pas seulement une soupape de sûreté psychologique pour un régime trop fermé; ils rapportent aussi quantités de marchandises rares, permettant ainsi d'améliorer l'approvisionnement de la population.<sup>55</sup>

Enfin, *l'amélioration des relations avec la RFA* procure à Honecker un minimum de respectabilité, à l'intérieur comme à l'extérieur de son pays. Les diverses tactiques employées demeurent cependant très superficielles et ne traduisent pas une véritable volonté de démocratisation de la part des leaders, qui savent fort bien jusqu'où ils souhaitent aller. D'après Frisch, toujours :

En élargissant ses contacts avec Bonn et en faisant sur des points mineurs preuve de souplesse, Honecker donne l'impression d'entrer dans le jeu de la détente, en laissant croire que son régime n'est pas absolument fermé. Il pratique de cette manière une politique de libéralisation à responsabilité très limitée.<sup>56</sup>

Parallèlement à ces modestes concessions, les dirigeants fournissent des efforts d'une envergure jamais vue afin de réaffirmer les fondements du régime. Il s'agit d'asseoir la légitimité de celui-ci en évoquant une « spécificité nationale est-allemande » et des « traditions » propres à la RDA, et en octroyant une touche nationaliste à la position anti-réformiste du SED. On fait campagne pour remettre au goût du jour l'ancien slogan du « socialisme aux couleurs de la RDA ». <sup>57</sup> Honecker va jusqu'à affirmer que la RDA est plus authentiquement allemande que la RFA. Le Parti ne se contente plus de ne glorifier que le chapitre communiste de l'Histoire; pour conférer à la RDA l'allure d'un « vrai pays », on réhabilite des personnages historiques, surtout ceux qui ont vécu sur son territoire (Frédéric II, Bismarck, Luther...). Sans devenir de véritables héros, ces personnages, auparavant critiqués, sont désormais considérés à leur

<sup>54</sup> Voir Lainé, *loc. cit.*, p. 169. La situation environnementale est en fait alarmante en RDA et ce, depuis de nombreuses années. Bien des citoyens étaient outrés de voir que le SED, sans doute en raison de préoccupations plus pressantes, « fermait les yeux » sur l'état lamentable de l'environnement.

<sup>55</sup> Frisch, *loc. cit.*, p. 11.

<sup>56</sup> *Ibid.*, pp. 11-12.

<sup>57</sup> Voir Brown, *op. cit.*, p. 125.

juste valeur. On tente même, lorsque cela est possible, de leur trouver un petit côté gauchiste... Il s'agit là d'un revirement idéologique de la part du SED, que seul un besoin criant de légitimation pourrait expliquer.<sup>58</sup>

#### 4.6 Les relations entre les deux dirigeants

Selon Küchenmeister, le fossé qui sépare les deux leaders devient particulièrement manifeste, à partir de 1988, dans leurs dialogues en tête à tête. Évidemment, la dispute n'est pas ouverte. Les deux hommes observent les règles de la diplomatie, chacun feignant d'admirer son interlocuteur en espérant le convaincre d'adopter ses vues.

La volonté de parvenir à un accord fut maintenue jusqu'à leur dernière conversation ainsi que l'idée que chaque partenaire se rallierait à la conception de l'autre [...] Honecker ainsi que Gorbatchev faisaient allusion à leurs positions divergentes [...] seulement en passant, de façon indirecte. Ils évitaient la dispute ouverte, ne se montrant que très rarement explicites.<sup>59</sup>

C'est dans le ton adopté par les deux dirigeants qu'on peut déceler les divergences. Le scénario demeure semblable à celui des années précédentes; Honecker tente de glorifier la RDA et insiste surtout sur les avancées positives des relations soviéto – est-allemandes, tandis que Gorbatchev se montre plus critique, en premier lieu envers son propre pays. À l'occasion d'une rencontre, au cours de l'été 1989, Honecker, assez curieusement, affirme qu'il existe en RDA une profonde confiance en la capacité du PCUS de tenir les rênes du changement, ajoutant qu'un retour en arrière n'est pas souhaitable. Gorbatchev, quant à lui, souligne que le SED a toujours mené un dialogue politique vivant avec les citoyens. Cependant, les deux leaders tentent de mieux masquer leur mésententes par ces « formules de politesse ». Gorbatchev précise, après avoir louangé le SED, que tout n'est pas parfait en RDA, et se dit très critique quant à la façon de résoudre les problèmes en URSS. Par ces propos, Gorbatchev désire probablement faire allusion au fait que le SED devrait se montrer également plus autocritique et prendre davantage en considération l'expérience soviétique. De même, lorsque Honecker souligne la progression notoire des relations bilatérales depuis septembre 1988 et le travail commun dans les domaines scientifique, technique et économique, Gorbatchev déclare, pour seule réponse, que le travail commun est appréciable dans la sphère de la politique étrangère. Il sous-entend peut-être qu'il est moins satisfait que son interlocuteur de leurs relations dans les autres domaines.<sup>60</sup>

<sup>58</sup> Voir Elie Abel, *The Shattered Bloc. Behind the Upheaval in Eastern Europe*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1990, p. 121.

<sup>59</sup> Küchenmeister, *op. cit.*, p. 19.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 222.

## Chapitre V

### Automne 1989 : le SED entre fuite en arrière et fuite en avant

#### 5.1 Structure du chapitre

Les événements de l'automne 1989, qui ont entraîné l'effondrement du communisme est-allemand, puis celui de la RDA elle-même, fascinent un grand nombre d'historiens. Il va sans dire que ce sujet prisé fait l'objet d'études beaucoup plus approfondies que les réactions est-allemandes à la perestroïka au cours des années précédentes. Le présent chapitre propose avant toute chose une analyse de chacune des étapes de cette implosion du régime, des élections communales du mois de mai à la chute du SED. L'analyse insistera notamment sur les causes de l'effondrement, les divergences observées entre les auteurs (qui, une fois encore, sont plutôt nuancées ou portent sur des questions de détail), de même que sur le rôle des Soviétiques et leur attitude en constante évolution au cours de l'automne 1989. Par ailleurs, comme le travail porte sur le SED en tant que parti au pouvoir, les événements suivant l'abolition du rôle dirigeant du SED, le 1<sup>er</sup> décembre, seront mentionnés à titre indicatif seulement, dans le but de clore le récit de façon plus harmonieuse.

#### 5.2 Les élections locales de mai 1989 : premier véritable catalyseur du mécontentement populaire

Plusieurs auteurs estiment que les élections locales, tenues le 7 mai 1989, constituent le premier des jalons qui ponctuent le processus révolutionnaire est-allemand. Surtout, comme le précise Brown, il s'agirait du premier événement qui rend l'érosion du régime *irréversible*<sup>1</sup>. En effet, la falsification des résultats du scrutin, dirigée par le SED, enlève au peuple tout espoir en la capacité – et la volonté – du régime d'évoluer de lui-même.

Selon la formule d'usage, les bulletins de vote proposent un candidat unique du SED, et ce, malgré les suggestions de Moscou, qui espérait que l'on présente des

---

<sup>1</sup> Brown, *Surge to Freedom...* p. 145.

candidats concurrents. Questionné à propos de la possibilité d'organiser des élections à candidats multiples, un conseiller de Leipzig rétorque simplement en rappelant le rôle précurseur joué par la RDA au regard des réformes, et ajoute qu'il n'est pas nécessaire de modifier la structure des élections dans un pays affichant un taux de croissance économique de 4%. Or, dans les faits, ce taux, en 1989, est beaucoup plus faible.<sup>2</sup> Malgré la conjoncture pré-révolutionnaire et le ressentiment croissant de la population, le SED choisit de truquer les résultats. Cette falsification, orchestrée par Egon Krenz, est qualifiée par les historiens de trop peu subtile, de flagrante ou encore de grossière, même de la part d'un régime autoritaire. En effet, les résultats montrent un taux de participation de 98,77%, dont 98,85% de votes positifs (c'est-à-dire en faveur de la liste unique de candidats). Évidemment, l'opposition ouverte (vote négatif ou refus de voter) demeure rare en RDA, même si elle s'accroît quelque peu dans les dernières années du régime. Il est mal vu d'utiliser l'isoloir, souvent en mauvais état (rideaux déchirés, crayon brisé, etc.). En outre, les citoyens remettent leur bulletin publiquement, et craignent d'être soupçonnés s'ils présentent un vote négatif. On peut facilement conclure que plus d'un se sentent incités à voter « Oui ». Le résultat quasi-unanime n'en demeure pas moins étonnant, d'après Stefan Herold.<sup>3</sup>

Autorisés, en vertu de la loi, à examiner les résultats obtenus dans différentes régions administratives, des critiques du régime (écologistes, pacifistes) constatent que les chiffres officiels minimisent les votes négatifs, qu'ils évaluent à environ 20%. Les leaders sont aussitôt accusés de fraude. On organise des manifestations, pour contester la falsification des résultats et le système des élections à candidat unique. Les forces de l'ordre procèdent à 120 arrestations. Les dirigeants refusent toujours de reconnaître les impératifs de l'époque et ignorent ces manifestations. Les journaux évitent de publier les nombreuses lettres de protestations. Honecker et Krenz vantent même le succès des élections, en le présentant comme l'expression de la confiance du peuple envers le socialisme.<sup>4</sup>

Quelques semaines plus tard, les Allemands de l'Est sont mis au courant, grâce à la télévision de la République fédérale, des événements de la Place Tiananmen. Ils ont une nouvelle fois l'occasion de s'indigner de la réaction du SED. S'exprimant au nom des

<sup>2</sup> Nigel Hawkes, éd., *Tearing Down the Curtain. The People's Revolution in Eastern Europe*, « East Germany : The dream that bled to death », p. 64, Hodder & Stoughton, London, 1990.

<sup>3</sup> Stefan Herold, « Opposition et opportunisme en RDA à l'égard des élections », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, Rixheim, tome 34, no 1, janvier-mars 2002, p. 104 à 108.

<sup>4</sup> Keithly, *op. cit.*, p. 108-109.

autres leaders, Krenz appuie officiellement la répression du printemps de Pékin, nécessaire pour « restaurer l'ordre ». Il décrit les étudiants chinois comme des éléments perturbateurs, représentant une position tout à fait marginale. Selon Turner, cette réaction des dirigeants dissimule en fait un avertissement adressé aux citoyens est-allemands pour les dissuader d'imiter les protestataires chinois.<sup>5</sup> Hartweg estime également que des menaces évidentes sont contenues dans ces déclarations de solidarité avec les dirigeants de Pékin. L'auteur considère par ailleurs cet événement comme la seconde étape du processus d'implosion du régime.<sup>6</sup>

### **5.3 Le régime confronté à l'exode et aux revendications de ses citoyens**

#### **5.3.1 La genèse d'une hémorragie**

Les épisodes décrits plus haut, bien que significatifs, font souvent figure de préambules dans les écrits des historiens. Dans l'ensemble, les auteurs précisent que l'accroissement massif de l'exode des Allemands de l'Est, en 1989, constitue le premier acte vraiment important de la révolution<sup>7</sup>. Les événements de Hongrie sont une source extérieure et inattendue de déstabilisation pour la RDA.

De janvier à juillet 1989, 46 000 Allemands de l'Est partent légalement pour la République fédérale, soit deux fois plus que pour l'ensemble de l'année 1988. Pourtant, cette soupape utilisée par le SED ne suffit pas, et le flot de demandes d'émigration continue de s'accroître. Bonn s'avère incapable de satisfaire à tous les demandeurs d'asile, et son ambassade à Berlin-Est doit en refouler plusieurs.<sup>8</sup> Puisqu'il semble impossible de compter sur l'ambassade de la RFA, de nombreuses personnes se tournent vers la Hongrie. Le 19 mars 1989, cet État particulièrement réformiste est le premier pays socialiste à signer la convention de l'ONU sur les réfugiés. La Hongrie s'engage ainsi à ne pas retourner de force dans leur pays les ressortissants risquant d'y être persécutés. Puis, à partir du 2 mai, la Hongrie démantèle progressivement le Rideau de Fer qui la sépare de l'Autriche. Au cours de l'été, plusieurs Allemands de l'Est – les citoyens est-allemands ont le droit de visiter la Hongrie – tentent de gagner l'Autriche à partir du territoire hongrois. Sur les routes et les chemins de fer, ils sont refoulés par les gardes-frontière hongrois, mais ils peuvent facilement s'échapper sous le couvert de la forêt. D'autres, plus

<sup>5</sup> Turner, *op. cit.*, p. 224.

<sup>6</sup> Frederic Hartweg, « Quo vadis RDA », *Documents. Revue des questions allemandes*, 5/1989, p. 6.

<sup>7</sup> Une carte des trajets empruntés par les ressortissants est-allemands figure à l'annexe III, à la fin du travail.

<sup>8</sup> Turner, *op. cit.*, p. 225.

prudents, se rendent à l'ambassade ouest-allemande de Budapest, qui devient rapidement bondée. La nouvelle se répand et des milliers d'autres Allemands de l'Est se hâtent de « visiter » la Hongrie, craignant que Berlin-Est ne coupe éventuellement l'accès à ce pays.

Les dirigeants hongrois se retrouvent dans une situation délicate. La Hongrie a signé de longue date un traité avec la RDA. Selon les termes de ce traité, chacun des deux pays s'engage à ne pas laisser partir vers un pays tiers les ressortissants de l'autre État sans le consentement de ce dernier, ce que ne manquent pas de rappeler les dirigeants est-allemands à leurs homologues de Budapest. Par contre, la Hongrie, qui vient de signer la convention sur les réfugiés, doit faire bonne figure devant les pays occidentaux qui exercent eux aussi des pressions.

Au tout début, la Hongrie semble peu disposée à se mettre la RDA à dos. Les dirigeants hongrois établissent un compromis. Ils installent des camps de réfugiés, mais refoulent en même temps les fuyards à la frontière de l'Autriche et tolèrent la présence d'agents de la Stasi sur leur territoire. Bientôt, cependant, la propension hongroise pour l'Occident devient manifeste. Le 19 août, lors d'un pique-nique paneuropéen organisé par le prince Otto von Habsbourg et le réformateur hongrois Imre Pozsgay, la frontière austro-hongroise est ouverte pendant quelques heures. Quelque 900 citoyens est-allemands, mêlés à la foule, en profitent pour gagner l'Autriche, tandis que les gardes-frontière hongrois demeurent passifs.

Au cours de l'été, Honecker est hospitalisé, officiellement pour une opération à la vésicule biliaire. Même Schabowski se plaint du manque de précision sur la gravité de son état. L'incertitude arrive à un bien mauvais moment pour le SED, juge Keithly.<sup>9</sup> Son avis est partagé par d'autres historiens, qui estiment que le régime, paralysé par la perte momentanée de son chef, n'est guère en mesure de négocier de façon constructive avec les Hongrois. Ce « flottement du régime »

[...] est sans doute le résultat de l'extrême personnalisation du pouvoir dans les dernières années de « l'ère Honecker » [...] Pendant cette vacance, la direction a été paralysée, soit qu'elle ait été divisée, soit qu'elle n'ait rien osé entreprendre sans l'aval de son chef.<sup>10</sup>

Thomas Schreiber mentionne même brièvement que cette maladie, tout comme le flot des réfugiés, serait l'un des facteurs de la crise du régime est-allemand.<sup>11</sup>

La situation entre la RDA, la Hongrie, la RFA et l'URSS devient extrêmement complexe. Tout d'abord, les relations entre la RDA et la Hongrie se tendent. Krenz prône

<sup>9</sup> Voir Keithly, *op. cit.*, p. 142.

<sup>10</sup> Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 164. Voir aussi Hawkes, *op. cit.*, p. 64.

<sup>11</sup> Voir Thomas Schreiber, « La RDA et l' "effet Gorbatchev" », *Le Courrier des pays de l'Est*, 315 (février 1987), p. 69.

la ligne dure envers l'exode, de peur qu'une spirale sans fin ne se déclenche. Le régime empêche ses citoyens d'entrer dans l'ambassade de la RFA à Berlin-Est, mais ne peut restreindre l'accès aux ambassades de Bonn à Prague ou à Budapest. La Hongrie tente de renvoyer la balle dans le camp interallemand. Les dirigeants de Budapest espèrent que les principaux intéressés – les Allemands de l'Est et de l'Ouest – trouvent eux-mêmes une solution au problème, qui devient de plus en plus embarrassant pour les Hongrois à mesure que croît le nombre des réfugiés. Le SED tente désespérément de rallier la Hongrie à sa cause. Le 31 août, le ministre des Affaires étrangères hongrois, Gyula Horn, rencontre à Berlin-Est son homologue Oskar Fischer, sans parvenir à une solution.<sup>12</sup> Le gouvernement hongrois souhaite que l'on règle la crise dans le respect des droits de l'Homme. Le SED, quant à lui, exige en retour la fermeture de la frontière entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie...

Bien entendu, la crise a tôt fait de miner les relations entre les deux Allemagnes. En août, les leaders est-allemands, s'exprimant devant des représentants de la République fédérale, accusent la RFA de violer le droit international en accueillant les ressortissants est-allemands dans ses ambassades. La RFA déclare qu'elle ne veut, ni ne peut empêcher les Allemands de l'Est de se réfugier dans ses ambassades, mais qu'elle ne les y encourage pas non plus. En fait, la RFA, coincée entre des idéaux démocratiques qui l'enjoignent de venir en aide à ses concitoyens de l'Est et la peur d'être submergée par un flot incontrôlable de réfugiés, déploie des efforts notoires pour trouver une solution.<sup>13</sup> Le SED, pour sa part, condamne les réfugiés, qualifiés d'éléments asociaux, ou encore accuse la RFA de mener une campagne visant la destruction de la RDA. Les grands titres de *Neues Deutschland* font état de rudesses commises sur des ressortissants est-allemands, et même d'enlèvements et de commerce d'esclaves, perpétrés par des Allemands de l'Ouest. Par contre, le quotidien du SED ne souffle mot des milliers de réfugiés qui campent sur les terrains des ambassades...<sup>14</sup>

Dans l'optique de cette crise, toutefois, l'URSS est peut-être l'État dont la situation est la plus embarrassante. L'URSS, nous l'avons vu, entretient des liens toujours plus cordiaux avec la République fédérale vers la fin de la décennie. D'un autre côté, elle ne peut réprover excessivement les actes de la RDA, son alliée traditionnelle. Elle doit par ailleurs tenter de conserver de bonnes relations avec son satellite réformateur

<sup>12</sup> Voir Gedmin, *op. cit.*, p. 88.

<sup>13</sup> Voir Mathieu et Mortier, *op. cit.*, pp. 159-160.

<sup>14</sup> Voir Keithly, *op. cit.*, pp. 143-144.

hongrois. Les articles de la *Pravda* supportent la RDA au cours de la crise. Les dirigeants soviétiques nient encore tout différend avec ce pays. Par contre, Valentin Faline confie au journal ouest-allemand *Die Welt* qu'il existe une aliénation entre les deux directions. Il laisse entendre que l'influence soviétique n'est pas totalement inexistante, en affirmant par exemple que les efforts soviétiques pour convaincre Honecker d'effectuer les moindres changements se sont toujours « heurté à un refus catégorique »<sup>15</sup>. L'attitude soviétique envers l'exode, en plus d'être ambiguë, est loin d'être statique. Dans les premiers temps, Chevardnadzé critique âprement la RFA qui a commencé à distribuer des passeports ouest-allemands aux ressortissants de la RDA qui attendent dans ses ambassades. En août, l'agence soviétique TASS condamne encore ce qui, selon elle, constitue une campagne diffamatoire menée par la RFA envers la RDA – à la joie des médias est-allemands qui s'empressent de relater le discours tenu par les Soviétiques. Par la suite, cependant, Gorbatchev et ses partisans cherchent à se distancier des dirigeants soviétiques plus conservateurs et à montrer leur bonne volonté envers l'Occident en tenant des propos moins durs envers la RFA.<sup>16</sup> Les médias est-allemands tentent de dissimuler le manque de support soviétique, et le SED se lie davantage à des pays plus orthodoxes – Chine, Roumanie, Corée du Nord – qui, eux aussi, dénoncent l'ingérence de la RFA.

### **5.3.2 Le 10 septembre : la voie est libre pour les Allemands de l'Est**

Après plusieurs semaines d'une crise dont la fin ne semble pas vouloir se profiler, la Hongrie ouvre intégralement sa frontière le 10 septembre, permettant aux ressortissants est-allemands de gagner l'Autriche en toute liberté. La raison invoquée par Horn est toute simple : « La Hongrie ne pouvait ni se permettre de garder les Allemands de l'Est, ni les renvoyer chez eux »<sup>17</sup>. Selon les dires de Gati, le gouvernement hongrois, encore dominé par les communistes, prend cette décision pour prouver son esprit novateur et se légitimer auprès de sa population... et de la RFA, important partenaire commercial.<sup>18</sup> Dans la même veine, Keithly décèle trois motifs expliquant le refus de la Hongrie de se ranger du côté de la RDA. La Hongrie, explique-t-il, n'arrive plus à gérer le flux des réfugiés et souhaite mettre au plus vite un terme à cette crise; elle refuse de supporter un socialisme de type stalinien; enfin, elle est dépendante de l'aide économique occidentale et ne peut, de ce fait,

<sup>15</sup> « Falin on Possible "Mass Demonstrations" », *Die Welt*, 18 septembre 1989, cité dans Gedmin, *op. cit.*, p. 90.

<sup>16</sup> C'est du moins ce que constate Keithly (*op. cit.*, p. 143). Nous verrons par la suite, que les conservateurs du Kremlin ont encore un poids non négligeable.

<sup>17</sup> Gedmin, *op. cit.*, p. 92.

<sup>18</sup> Voir Gati, *op. cit.*, p. 172.

entreprendre d'action qui déplairait aux Occidentaux.<sup>19</sup> Évidemment, le geste de la Hongrie pique au vif les dirigeants du SED, qui n'ont pas été consultés. La propagande du SED dénonce de plus belle le « commerce d'être humains » perpétré par la RFA et la présence, dans ce pays, d'éléments revanchistes qui complotent pour rétablir les frontières du III<sup>e</sup> Reich et détruire le socialisme est-allemand.<sup>20</sup>

On observe des divergences d'opinion parmi les historiens et les acteurs de l'Histoire, au sujet du rôle joué par l'URSS et la RFA dans l'ouverture de la frontière austro-hongroise. En premier lieu, comme l'expliquent Kende et Lévesque, les représentants du gouvernement hongrois, dont Horn, affirment que la Hongrie a pris cette décision « en toute indépendance », sans avoir obtenu le feu vert de Moscou. Miklos Nemeth évite d'insinuer que Moscou a influencé Budapest, et déclare seulement que la Hongrie « a pris une décision souveraine et que l'URSS [... n'a] pas dit non ». <sup>21</sup> Dans l'ensemble, toutefois, les auteurs laissent entendre, malgré des différences d'accentuation, que le rôle de l'URSS et de la RFA n'est pas inexistant. Certains auteurs présentent une URSS plus « neutre ». Hawkes, par exemple, insiste surtout sur l'inaction de l'Union soviétique, qui garde le silence en vertu de sa doctrine de non-intervention.<sup>22</sup> Pour sa part, Fejtö présente une URSS hésitante, tiraillée entre conservateurs et gorbatchévistes, qui ne rétorque rien au geste de la Hongrie, mais qui en même temps demeure solidaire de Berlin-Est. Le 12 septembre, précise l'auteur, l'agence TASS considère encore la RDA comme une alliée incontournable de l'URSS et du Pacte, déclarant que « ceci devrait être clair à tous ceux qui voudraient essayer de porter atteinte à la souveraineté et à l'indépendance de la RDA ». D'après Fejtö, cette phrase constitue probablement une mise en garde adressée à la RFA.<sup>23</sup> Gati, quant à lui, soutient (en 1990) qu'on ignore si les Hongrois ont été influencés par Moscou, mais ajoute une remarque intéressante :

Si cela a été le cas, la tactique pourrait très bien avoir eu aussi pour but de miner le régime de Honecker en privant l'Allemagne de l'Est des citoyens qui avaient les moyens de voyager et qui, donc, représentaient l'élite professionnelle de la RDA.

D'autres auteurs insistent davantage sur l'importance de l'influence soviétique et ouest-allemande sur la décision hongroise. Depuis la fin d'août, soutient Gedmin, les Soviétiques, les Hongrois et les Allemands de l'Ouest ont participé à des discussions

<sup>19</sup> Voir Keithly, *op. cit.*, p. 144.

<sup>20</sup> Voir Turner, *op. cit.*, p. 227.

<sup>21</sup> Gedmin, *op. cit.*, p. 92.

<sup>22</sup> Voir Hawkes, éd., *op. cit.*, p. 65.

<sup>23</sup> Fejtö, *op. cit.*, p. 280. L'auteur explique qu'une modification importante de la composition du Politburo, réalisée le 19 septembre, permettra à Gorbatchev de mieux faire valoir son point de vue devant les conservateurs.

trilatérales afin d'établir un plan permettant aux Allemands de l'Est de gagner l'Ouest. Aux dires de Gedmin, les diplomates occidentaux s'accordent pour affirmer que la décision du 10 septembre est une conséquence directe de ces consultations. Les dirigeants hongrois confirmeront plus tard les affirmations du *Washington Post*<sup>24</sup>, selon lesquelles la décision a été prise trois semaines plus tôt. Nemeth avouera avoir rencontré secrètement Kohl en RFA le 24 août. Genscher et Horn auraient également pris part à cette discussion. Comme le souligne Gedmin, « [Nemeth] a admis [...] que lorsque la Hongrie a commencé à envisager d'ouvrir sa frontière au début du printemps, la direction soviétique lui offrait à tout le moins une approbation et un support tacites ».<sup>25</sup> Jacques Lévesque reconnaît également l'importance du rôle joué par la RFA et surtout, l'URSS. Il mentionne lui aussi que Kohl et Horn se sont rencontrés avant le 10 septembre, et précise que le chancelier a promis aux Hongrois des crédits d'un milliard de marks<sup>26</sup>. En échange, la RDA a bien peu à offrir à la Hongrie... Le rôle de Moscou ne doit pas être sous-estimé. Si l'URSS avait été plus froide envers l'idée hongroise, explique Lévesque, Budapest se serait probablement abstenue de laisser partir les ressortissants. Le spectre d'une invasion soviétique n'est pas totalement anéanti. Dans une entrevue qu'il accordera à Lévesque en 1992, Laszlo Kovacs, vice-ministre hongrois en 1989, avouera les craintes de ses compatriotes, à l'époque, envers les possibles réactions des Allemands de l'Est, et surtout des Soviétiques (qui pouvaient faire davantage de représailles économiques). Plusieurs jours avant le 10 septembre, affirme Kovacs, les Hongrois ont envoyé à Chevardnadzé une lettre informant l'URSS de leurs intentions, à laquelle le ministre soviétique des Affaires étrangères aurait simplement répondu : « C'est une affaire qui concerne la Hongrie, la RDA et la RFA ». C'est le feu vert. Enfin, Lévesque apporte la précision suivante : l'URSS, afin de montrer un minimum de sympathie envers la RDA, n'a d'autre choix que de paraître un peu offusquée de la tournure des événements. Comme elle ne peut guère blâmer son alliée réformatrice la Hongrie, elle est « forcée » de désavouer la RFA, pays ami, mais qui, au moins ne fait pas partie du camp socialiste.<sup>27</sup>

<sup>24</sup> Jim Hoagland, « Hungary Had Soviet Approval : U.S. Also Reportedly Informed of Plans for East Germans, *Washington Post*, 17 septembre 1989, cité dans Gedmin, *op. cit.*, p. 92.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>26</sup> Jacques Lévesque, 1989. *La fin d'un empire – L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995, p. 197.

<sup>27</sup> *Ibid.*, pp. 197-198.

### 5.3.3 L'exode, source des premières protestations

Les dirigeants du SED se trouvent rapidement dans une impasse à la fin de l'été. L'allègement des restrictions de voyages auquel ils ont convenu au début de 1989 n'a pas su empêcher l'exode comme ils l'espéraient. D'un autre côté, la nouvelle ligne dure qu'ils adoptent en septembre<sup>28</sup> a pour conséquence d'accroître le mécontentement et les demandes d'émigration. Dans l'espoir de mettre un terme aux bouleversements, le SED adopte une politique en dents de scie qui ne réussira qu'à exaspérer davantage la population. Le 30 septembre, Genscher, après avoir discuté avec Fischer<sup>29</sup>, obtient de la RDA le fameux accord des « trains spéciaux » : le SED accepte que les ressortissants est-allemands qui campent dans les ambassades de Prague ou de Varsovie rejoignent la RFA « à condition qu'ils passent par l'Allemagne de l'Est, une tactique permettant au régime du SED de prétendre qu'il les expulsait »<sup>30</sup>. Au début du mois d'octobre, 15 000 font ainsi ce « voyage-détour ». Turner maintient que le SED cède parce que cette concession lui évite de perdre la face (du moins les dirigeants le pensent-ils), mais aussi parce que les médias du monde entier diffusent le sort des émigrants. Peu après, le 3 octobre, les dirigeants imposent une interdiction « temporaire » de voyager librement dans aucun pays voisin. Un visa est nécessaire, même pour se rendre en Tchécoslovaquie. Cette mesure fait diminuer les départs, sans toutefois les tarir.

De nombreux auteurs établissent un lien étroit de cause à effet entre l'exode, les réactions ambivalentes du SED et la montée des protestations à l'intérieur du pays<sup>31</sup>. Le 10 septembre, les dirigeants espèrent au moins que le départ des réfugiés atténuera le début de crise interne, mais il n'en est rien. Les protestataires commencent à sortir des églises pour manifester dans la rue. Des mouvements indépendants, principalement le groupe *Neue Forum*, voient justement le jour à la mi-septembre. Bien entendu, les forces de l'ordre répriment les manifestants, pourtant pacifiques, et le régime refuse de reconnaître les nouveaux regroupements civiques. Plusieurs auteurs considèrent le 10 septembre comme une date charnière. Pour Ilios Yannakakis, par exemple, cette date marque une césure entre la période de compromis opposition-pouvoir en vue d'une

<sup>28</sup> Le SED restreint les possibilités de voyages vers la Hongrie au début du mois de septembre. Voir Keithly, *op. cit.*, p. 129.

<sup>29</sup> D'après Gedmin, Chevardnadzé aurait auparavant rencontré lui-même Genscher, et exercé une influence, lui aussi, sur la RDA. Voir Gedmin, *op. cit.*, p. 96.

<sup>30</sup> Turner, *op. cit.*, p. 228.

<sup>31</sup> Mathieu et Mortier y voient une forte corrélation, mais pas un lien de cause à effet, puisque les premières manifestations voient le jour quelque peu avant l'ouverture de la frontière hongroise. La première des manifestations hebdomadaires de Leipzig, notamment, a lieu le 4 septembre. Voir *op. cit.*, p. 167.

démocratisation et la période des véritables secousses révolutionnaires qui, ultimement, emporteront le régime<sup>32</sup>. Hans Hermann Hertle, quant à lui, précise que l'ouverture de la frontière austro-hongroise modifie la relation de pouvoir entre l'État et le peuple : non seulement il devient plus facile de partir, mais ceux qui désirent rester se sentent plus en mesure de proclamer « nous acceptons de rester à condition que les choses bougent »<sup>33</sup>. Les manifestations, juge Rupnik, sont certainement provoquées par l'exode lui-même. L'auteur parle d'un « éveil de la population »<sup>34</sup>. Selon Fricke, c'est la conjugaison du « vote avec les pieds » et de l'accroissement des protestations qui est à l'origine de la crise révolutionnaire<sup>35</sup>. Enfin, il est capital de souligner qu'au début de l'automne, la population, bien que de plus en plus incrédule vis-à-vis des aptitudes du SED, ne souhaite pas l'instauration pure et simple d'un régime capitaliste en RDA, encore moins la réunification. C'est en tout cas ce que soutiennent de nombreux auteurs. Les citoyens qui fuient vers l'Ouest sont tout particulièrement attirés par les valeurs occidentales, mais ceux qui choisissent de rester – l'immense majorité – demeurent attachés aux acquis est-allemands en matière de justice sociale. Ils souhaitent conserver ces atouts positifs du socialisme tout en expérimentant les bons côtés du capitalisme. À l'instar du peuple, les membres de nouveaux regroupements désirent instaurer une troisième voie en RDA, rendre le socialisme plus « créatif ». Par ailleurs, de nombreux militants de la base du SED commencent à se laisser gagner par cette tendance populaire<sup>36</sup>.

#### **5.4 La position soviétique envers la situation est-allemande pendant l'automne 1989**

L'attitude du Kremlin envers la RDA dans les derniers mois du régime est des plus difficiles à cerner. D'ailleurs, à ce sujet, les historiens ne sont guère unanimes, chacun analysant la situation sous un éclairage différent. Moscou est-elle indifférente ou impérieuse? Le Kremlin abandonne-t-il ses satellites parce qu'il n'est pas en mesure d'intervenir ou parce qu'il ne souhaite pas intervenir? Les Soviétiques sont-ils résignés à

<sup>32</sup> Ilios Yannakakis, « La secousse, une analyse des événements », *La grande secousse. Europe de l'Est 1989-1990*, Mesnil-sur-l'Estrée, Presses du CNRS, 1990, p. 37.

<sup>33</sup> Hans Hermann Hertle, « Die hochgerüstete Staatsmacht kapituliert », *Das Parlament*, 25 août-1<sup>er</sup> septembre 2000, p. 8.

<sup>34</sup> Jusqu'à l'automne 1989, comme nous l'avons vu, la population est-allemande semble plus « tranquille » que d'autres peuples est-européens. Voir Rupnik, *op. cit.*, p. 368.

<sup>35</sup> Fricke, *loc. cit.*, p. 257.

<sup>36</sup> Voir Bernard Marx, « La RDA au pied du mur. Un reportage à Berlin-Est », *Économie et politique*, 152 (décembre 1989), pp. 11-19.

l'idée d'une réunification éventuelle ou, au contraire, inconscients de la gravité de la crise?

Dans ses *Mémoires*, le leader soviétique affirme qu'il ne s'est montré ni indifférent, ni autoritaire envers le comportement du SED. Dans une entrevue qu'il accordera ultérieurement à Lévesque, il affirme ne pas être resté « les bras croisés », expliquant – de façon évasive – que les Soviétiques ne pouvaient être insensibles aux évolutions en RDA, et qu'ils devaient se préparer à toute éventualité. D'après Gati, Gorbatchev, en 1989, commence à se faire plus insistant<sup>37</sup>. Inversement, Yannakakis estime que l'URSS est incapable d'intervenir au cours de l'automne; qu'elle semble « passive » et n'affiche aucune stratégie<sup>38</sup>. Qu'en est-il plus exactement? Lévesque met l'accent sur les valeurs humanistes des gorbatchévistes et leur désir de mettre un terme à la guerre froide. Comme le précise l'auteur, plus la direction soviétique est permissive envers la Pologne et la Hongrie, plus elle est appréciée de l'Occident. Ce succès, à son tour, l'encourage à devenir encore plus « aimable » et, pour éviter une polarisation excessive entre satellites libéraux et orthodoxes, à se montrer « plus impatiente envers les récalcitrants [...] Honecker devenait un obstacle qu'il fallait chercher à écarter plus activement, mais par des moyens prudents et indirects, caractéristiques de la direction gorbatchévienne et de ses rapports avec l'Europe de l'Est »<sup>39</sup>. Conor Cruise O'Brien, journaliste pour *The Times*, estime pour sa part que la principale cause de la passivité soviétique n'est pas la « gentillesse », mais bien l'incapacité à agir; l'URSS *ne peut pas* intervenir :

[L'URSS] est plongée dans une crise existentielle qui touche tous les aspects de la vie politique, dont les forces armées. [...] Moscou a trop à faire pour préserver la cohésion de l'Union soviétique, et se voit donc contrainte de ne pas s'occuper de l'Europe de l'Est. En autorisant publiquement les pays d'Europe de l'Est à suivre leur propre voie, elle se borne à faire de nécessité vertu.<sup>40</sup>

Selon Adomeit, cette dernière thèse est insuffisante, et ne tient pas compte du fait que l'URSS est encore une grande puissance militaire qu'on ne peut forcer à abandonner son empire. L'auteur insiste sur l'importance de la conjonction de deux facteurs :

[...] les modifications dans les relations de pouvoir *en conjonction avec* la réinterprétation conceptuelle (« nouvelle pensée ») expliqueraient le changement des politiques soviétiques à l'égard de l'Europe de l'Est et de la question allemande.<sup>41</sup>

<sup>37</sup> Voir Gati, *op. cit.*, p. 95.

<sup>38</sup> Voir Yannakakis, *op. cit.*, p. 38.

<sup>39</sup> Lévesque, *op. cit.*, p.189 à 193.

<sup>40</sup> Conor Cruise O'Brien, *The Times*, cité dans Bark et Gress, *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*, Paris, Robert Laffont, 1992 [1989], p. 1109.

<sup>41</sup> Hannes Adomeit, « Gorbatchev & German Reunification : Revision of Thinking, Realignment of Power », *Problems of Communism*, 39 (juillet-août 1990), p. 5.

Plusieurs auteurs énumèrent ce qu'ils considèrent comme les motifs de la non-interférence de Moscou. Certains évoquent la « nouvelle pensée » (désir sincère des gorbatchévistes de paraître légitimes aux yeux des Soviétiques et des Européens de l'Est et de conserver leur popularité en Occident). Dans le bilan qu'il tire, Klaus Hildebrand souligne plutôt des motifs liés à l'incapacité soviétique (déclin de l'économie de l'URSS, course aux armements, incapacité croissante à contenir les peuples est-européens, infiltration des idées libérales facilitée par l'essor des communications), en précisant que la décision de Gorbatchev de renoncer à la violence pour conserver les pays satellites est tout de même en partie autonome, donc attribuable à un nouvel état d'esprit.<sup>42</sup> Les auteurs laissent également entendre que ces pays, pauvres et sous-productifs, ne présentent plus beaucoup d'avantages pour l'URSS<sup>43</sup>.

Enfin, le degré de conscience des dirigeants du Kremlin constitue un autre point litigieux. De nombreux auteurs sont convaincus que les Soviétiques n'ont pas su prévoir l'effondrement du communisme en Europe de l'Est, et parlent d'un « aveuglement du Kremlin ». Fejtő, entre autres, allègue que les leaders soviétiques sont peu conscients que les événements est-européens risquent de provoquer l'implosion des régimes socialistes. Aussi tard qu'à l'automne 1989, ils considèrent encore que le communisme est réformable. Peut-être jugent-ils, comme le suppose Fejtő, que les satellites ont une peur telle de l'URSS qu'ils conduiront leurs réformes à l'intérieur des limites de la tolérance soviétique<sup>44</sup>. À l'opposé, Adomeit soutient qu'il serait faux de croire que Gorbatchev a adopté une attitude tolérante parce qu'il est incapable de deviner l'avenir, ou encore parce que l'URSS est « faible » et ne peut agir autrement; sans souhaiter la réunification, le PCUS est certainement préparé à l'accepter à l'automne 1989. Dans la même veine, Bark et Gress avancent : « Les historiens ne sauront peut-être jamais quand Gorbatchev se résigna à l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est, mais il en avait probablement accepté au moins l'idée à la fin de 1987 ou en 1988. »<sup>45</sup>

De ces divers points de vue, on pourrait conclure que les dirigeants soviétiques, à l'automne 1989, ont conscience que la crise est-européenne pourrait engendrer des

<sup>42</sup> Voir Klaus Hildebrand, « Wiedervereinigung und Staatenwelt. Probleme und Perspektiven der Forschung zur deutschen Einheit », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, avril 2004, p. 204.

<sup>43</sup> Voir par exemple Bark et Gress, *op. cit.*, p. 1098 et Glenn R. Chafetz, *Gorbachev, Reform and the Brezhnev Doctrine. Soviet Policy Toward Eastern Europe, 1985-1990*, Wesport, Praeger, 1993, p.123.

<sup>44</sup> L'auteur précise que les leaders est-européens s'inquiètent au sujet d'un possible revirement violent du Kremlin, car le laxisme dont font preuve les Soviétiques est stupéfiant. Voir Fejtő, *op. cit.*, p. 242.

<sup>45</sup> Bark et Gress, *op. cit.*, p. 1098.

scénarios qui ne leur plairaient guère, mais qu'ils ont encore bon espoir de réformer avec succès le socialisme et de voir cette période troublée prendre fin.

### 5.5 Le 40<sup>e</sup> anniversaire de la RDA et la visite de Gorbatchev

Les 6 et 7 octobre 1989, le régime organise les festivités marquant le 40<sup>e</sup> anniversaire de la formation de la RDA. Les célébrations surviennent mal à propos, dans une atmosphère de crise. Gorbatchev, qui se rend à Berlin-Est pour l'occasion, est bien inquiet des conséquences que pourrait avoir l'inaction des dirigeants, comme il l'avouera dans ses *Mémoires*. Le 1<sup>er</sup> octobre, Gorbatchev reçoit des informations alarmantes de la part des collaborateurs du Fonds soviétique de la culture, qui reviennent d'un voyage en RDA, où ils ont rencontré leurs homologues du *Kulturbund* (l'organisation culturelle officielle de la RDA). Ceux-ci avaient lancé aux leaders des appels restés sans réponse. Ils décrivaient ainsi la situation : « minuit moins cinq »<sup>46</sup>. Gorbatchev aurait tout d'abord hésité à se rendre en RDA, pour ne pas paraître cautionner le régime de Honecker. Cependant, il accepte finalement l'invitation, puisque le voyage constitue l'occasion de discuter avec l'ensemble des dirigeants du SED, et non pas seulement avec Honecker.<sup>47</sup>

Les dirigeants du SED semblent avoir invité le numéro un soviétique par obligation. Les médias est-allemands font allusion à Gorbatchev, de façon imprécise, utilisant l'expression « unsere Gäste » (nos invités). Son arrivée à l'aéroport n'est pas diffusée à la télévision, et on ne fait pas mention détaillée du programme de sa visite, ce qui, bien entendu, est contraire au protocole observé par le régime à l'occasion de la visite d'un leader soviétique. Dans ses *Mémoires*, Gorbatchev affirme que des jeunes, postés le long de la route, scandent son nom, tout en ignorant Honecker, qui se trouve pourtant dans la même voiture que lui.

Le 6 octobre, Gorbatchev et Honecker livrent tous deux un discours officiel public. Encore une fois, le leader est-allemand se contente de dresser un bilan des réalisations de son pays. Gorbatchev estime, dans ses *Mémoires*, que Honecker a laissé filé ce qui était possiblement sa dernière chance de salut. S'il avait fait des concessions à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire, peut-être le peuple l'aurait-il supporté. Le discours de Honecker ne laisse pas une bonne impression à Gorbatchev, qui trouve pénible de devoir faire lui-même une allocution tandis qu'il ne partage pas l'enthousiasme de ses hôtes. Il réussit, selon ses propres dires, à se tirer d'affaire en glorifiant le courage du peuple allemand, qui a vaincu

<sup>46</sup> Gorbatchev, *op. cit.*, p. 655.

<sup>47</sup> Selon Faline, *Mémoires politiques*, voir Lévesque, *op. cit.*, p. 199.

le nazisme et s'est relevé dignement des souffrances et de la dévastation, après 1945<sup>48</sup>. Dans son discours, Gorbatchev exprime sa reconnaissance non pas à la direction du SED, comme le veut l'usage, mais à l'ensemble du parti. Il ne blâme pas directement le régime Honecker, mais, suivant sa tactique habituelle, se montre critique envers l'URSS. Il explique combien la perestroïka est exigeante, mais vitale pour le peuple soviétique. Gorbatchev semble indiquer aux leaders du SED que les Allemands de l'Est sont avides de réformes lorsqu'il lance la phrase suivante : « Nous connaissons le grand intérêt manifesté en RDA pour nos affaires, pour les transformations radicales en Union soviétique »<sup>49</sup>. Gorbatchev se dit également confiant que le SED, riche en expériences, en prestige, saura trouver des solutions, conjointement avec d'autres forces du pays, grâce à son vaste potentiel intellectuel. Ce passage constitue, selon Lévesque, « une invitation implicite à changer de dirigeants et de politique »<sup>50</sup>.

Le même soir a lieu une retraite aux flambeaux sur l'avenue *Unter den Linden*. Les dirigeants assistent à un spectacle grandiose, dans lequel défilent une foule de jeunes membres du SED ou d'organisations connexes. Gorbatchev perçoit l'inquiétude et la nervosité de Honecker, même si ce dernier essaie de se montrer de bonne humeur... et pour cause; de nombreux jeunes gens, pourtant militants du parti, scandent « Perestroïka ! », « Gorbatchev, aide-nous ! ». Mieczyslaw Rakowski, secrétaire du parti polonais, présent sur la tribune, s'approche de Gorbatchev et lui demande s'il comprend les slogans des manifestants, avant de les lui traduire en ajoutant « C'est la fin ! »<sup>51</sup>.

Le lendemain matin, les deux dirigeants s'entretiennent en privé, dans un tête-à-tête de trois heures, que Gorbatchev commente ainsi :

En dépit de tous mes efforts, il me fut impossible de l'entraîner dans une conversation franche. Je dus écouter, une nouvelle fois, un rapport détaillé sur les réalisations est-allemandes, Honecker n'acceptait pas la protestation qui s'élevait de la société. Or, je pouvais me rendre compte *de visu* que la situation était bien telle que les représentants du Kulturbund l'avaient décrite : « minuit moins cinq ».<sup>52</sup>

Selon Gorbatchev, certains leaders du SED semblent reconnaître l'urgence de la situation. Après l'entrevue, quelques membres de la direction demandent au dirigeant soviétique si Honecker saisit la nécessité d'amorcer une refonte. Gorbatchev est stupéfié

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 656.

<sup>49</sup> « URSS – RDA : 40<sup>e</sup> anniversaire de la RDA. Discours de M. Gorbatchev à Berlin », *Documents d'actualité internationale*, 23, 1<sup>er</sup> décembre 1989, p. 444.

<sup>50</sup> Lévesque, *op. cit.*, p. 200.

<sup>51</sup> Gorbatchev, *op. cit.*, p. 656.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 657.

de constater qu'on lui pose la question à lui plutôt qu'à Honecker : cela signifie que les membres du Politburo n'osent pas toujours interroger franchement leur chef.<sup>53</sup>

Plus tard dans l'avant-midi, Gorbatchev rencontre les dirigeants du Politburo, devant lesquels il prononce un discours. Il précise entre autres que le SED lui semble bien placé pour entreprendre des réformes sans trop de risques. Il tente de convaincre ses interlocuteurs qu'il ne suffit pas de subvenir aux besoins matériels du peuple; il faut lui offrir un nouveau souffle, un environnement régénéré. Gorbatchev invite le SED à prendre des « décisions courageuses ». Lorsqu'il prend la parole, Honecker semble partager l'opinion de son invité : « On ne doit pas s'en tenir aux succès passés, sinon on reste à la traîne; on doit plutôt repérer les nouveaux problèmes et aller de l'avant ».<sup>54</sup>

Dans l'ensemble, les auteurs admettent que Gorbatchev fait pression sur ses interlocuteurs, mais ne partagent pas tous le même avis quant à l'intensité ou à la nature de ces pressions. Nombre d'auteurs, comme Brown et Hawkes<sup>55</sup>, jugent que Gorbatchev se montre évasif dans son discours public, mais plus insistant en privé (devant le Politburo). Publiquement, Gorbatchev déclare à Honecker que les dangers n'existent que pour ceux qui ne saisissent pas les occasions, tandis qu'en privé, il soutient que « la vie punit sévèrement ceux qui prennent du retard en politique ». Selon Hawkes, la seconde affirmation est plus explicite. Gedmin juge pour sa part que les pressions sont aussi évidentes dans le discours public, lorsque Gorbatchev évoque le riche potentiel du SED. L'auteur souligne que Gorbatchev utilise dans son discours privé la même tactique que dans son allocution publique, évitant de critiquer la RDA trop explicitement, mais citant en exemple les virages audacieux amorcés en URSS.<sup>56</sup>

Honecker est visiblement offusqué de l'attitude affichée par son invité; il ne le raccompagne pas à l'aéroport, tandis qu'il l'y a accueilli. Gorbatchev rentrera à Moscou inquiet, mais convaincu d'avoir trouvé en RDA des adeptes de la perestroïka. En effet, même si Honecker et certains de ses proches ne jurent encore que par la langue de bois, Gorbatchev constate pendant sa visite que d'autres leaders sont disposés à changer de cap. À son départ, il aurait suggéré à Krenz et à quelques autres de « prendre des mesures »<sup>57</sup>.  
D'après Lévesque,

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 657.

<sup>54</sup> « Mutige Zeiten erwarten Sie », *Der Spiegel*, 37, 1991, p. 110.

<sup>55</sup> Voir Brown, *Surge To Freedom...* p. 145 et Hawkes, *Tearing Down The Curtain...* p. 68.

<sup>56</sup> Voir Gedmin, *op. cit.*, pp. 99-100.

<sup>57</sup> Egon Krenz, *Wenn Mauern Fallen*, p. 96, cité dans Gedmin, *op. cit.*, p. 99.

La visite et les propos de Gorbatchev eurent un effet décisif pour désolidariser enfin le Politburo est-allemand de Honecker. Après la rencontre avec Gorbatchev, Egon Krenz glissa à Faline : « Le vôtre a dit tout ce qu'il fallait dire. Le nôtre n'a rien compris ».<sup>58</sup>

## 5.6 L'issue pacifique de la manifestation du 9 octobre

Les 7 et 8 octobre, au moment même de la visite de Gorbatchev, des milliers de manifestants se rassemblent dans les rues de Berlin-Est, de Dresde, de Leipzig et d'autres grandes villes du pays. La police réprime durement les contestataires, en utilisant des canons à eau, des matraques et des gaz lacrymogènes. Ce climat de violence fait craindre le pire pour la manifestation hebdomadaire de Leipzig, qui se déroule tous les lundis et attire un nombre croissant de participants. Dans la journée du 9, Honecker s'entretient avec le vice-premier ministre chinois, Yao Yilin. Au terme de la rencontre, Honecker conclut que l'agitation est-allemande s'apparente au climat contre-révolutionnaire qui régnait à Pékin aux mois de mai et de juin. Le Comité central, pressé par Honecker qui craint une escalade de la contestation, décide d'employer les armes contre les manifestants. Comme le souligne Gedmin, les événements de la fin de semaine précédente n'ont certainement pas manqué d'influencer le Secrétaire général du SED : « Encore humilié par le comportement adopté par les citoyens est-allemands au cours de la visite de Gorbatchev, Honecker aurait autorisé l'usage de la force pour réprimer la manifestation du lundi soir à Leipzig »<sup>59</sup>. Même si cette décision n'est pas rendue publique, des rumeurs circulent dès la matinée, annonçant un bain de sang. Les citoyens de Leipzig ont bien des motifs de croire que le SED optera pour une « solution chinoise ». En premier lieu, le pouvoir a proféré des menaces assez explicites, par la plume de Hans Geiffert, un dirigeant militaire, qui a déclaré dans le *Leipziger Zeitung* : « Nous sommes prêts et nous avons l'intention de contrer définitivement ces actes contre-révolutionnaires, s'il le faut les armes à la main »<sup>60</sup>. De plus, pendant la journée, des centaines de policiers et de soldats prennent position au centre-ville. Dans les hôpitaux, on installe des lits supplémentaires et on prévoit des réserves de sang additionnelles. Il est suggéré aux parents d'aller chercher leurs enfants à la crèche avant 15 heures. Malgré les craintes de la population, la manifestation rassemble en soirée environ 70 000 personnes. Les manifestants, redoutant une répétition de la violence des jours précédents, sont rapidement

<sup>58</sup> Valentin Faline, *Mémoires politiques*, cité dans Lévesque, *op. cit.*, p. 201.

<sup>59</sup> Gedmin, *op. cit.*, p. 100.

<sup>60</sup> Christian Schmidt-Häuer, « Der Widerspenstigen Lähmung », *Die Zeit*, 42, 20 octobre 1989, p. 3.

soulagés de constater que les forces de l'ordre n'interviennent pas, et même qu'elles s'éclipsent peu à peu.

Ce curieux revirement de situation marque un nouveau point tournant dans l'évolution des événements, de l'avis de nombreux historiens, qui tentent d'en déterminer les principales causes. On attribue le plus souvent le retrait des forces de l'ordre aux dirigeants locaux, à Egon Krenz et à la position du Kremlin, bien que d'autres motifs, précisés ci-dessous, puissent entrer en ligne de compte.

### **5.6.1 Krenz ou les « Six de Leipzig »?**

Les historiens n'arrivent pas à déterminer avec certitude qui, de Krenz ou des dirigeants locaux de Leipzig, a rendu possible le déroulement pacifique de la manifestation. Les opinions varient, mais sont généralement nuancées; la plupart des auteurs admettent que la violence a été évitée grâce à une conjugaison des efforts des dirigeants locaux du SED et de l'intervention de Krenz. Ce dernier, alors responsable de la sécurité, s'empresse, dès le lendemain du renvoi de Honecker (le 19 octobre), d'affirmer aux leaders religieux qu'il s'est lui-même rendu à Leipzig le 9 pour veiller au maintien de la paix et intimer aux forces de l'ordre de ne pas intervenir. Le 17 novembre, devant la Chambre du peuple, il réitère ces affirmations. Or, le même jour, les médias est-allemands, à l'affût de scandales, annoncent que Krenz n'est pas allé à Leipzig le 9 octobre, mais seulement quelques jours plus tard. Peu habitué à se faire critiquer par les médias, Krenz ne peut que rétorquer qu'il a tenté de soutenir d'autres camarades qui se trouvaient sur place. Par ailleurs, le 23 novembre, il nie devant la télévision ouest-allemande qu'il y ait eu un quelconque ordre de tirer sur la foule.<sup>61</sup> Il ajoute qu'il n'était pas encore secrétaire général au début d'octobre, insinuant que, si Honecker avait donné le feu vert pour utiliser les armes, il n'en aurait pas eu vent de toute façon. À cet égard, Keithly souligne :

Cette dernière remarque, bien que vraie dans les faits, était hors de propos puisque Krenz occupait depuis des années le plus haut poste de responsabilité en matière de sécurité au pays. Il était impensable qu'il n'eût pas été au courant de l'existence d'un ordre de tirer, en supposant qu'on eût formulé un tel ordre.<sup>62</sup>

Selon plus d'un, c'est plutôt l'action des notables locaux qui a permis d'éviter un « Tien An Men allemand ». Dans la journée du 9, Kurt Masur, célèbre chef d'orchestre de Leipzig, prend l'initiative en invitant chez lui deux autres personnalités de la ville – un

<sup>61</sup> Tandis que d'autres dignitaires réformistes du SED, comme Gerlach, Gysi et Markus Wolf, affirment le contraire. Voir par exemple Keithly, *op. cit.*, p. 223 et Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 169.

<sup>62</sup> Keithly, *op. cit.*, p. 223.

chansonnier et un théologien – ainsi que trois dirigeants locaux du Parti, Roland Wötzel, Jochen Pommert et Kurt Meyer. La notoriété de Masur lui assure l’immunité; le SED n’oserait pas l’arrêter, de peur de soulever une indignation trop vive. Les « Six de Leipzig », comme on les surnommera, rédigent une déclaration commune, lue en début de soirée dans les églises, à la radio et dans les haut-parleurs. Ils lancent un appel au calme, promettant à la population d’utiliser toute leur influence pour assurer le déroulement pacifique de la soirée. De l’avis de Hartweg, « l’effusion de sang fut évitée ce jour-là grâce à l’initiative d’hommes courageux [les notables de la ville], soutenus par quelques dirigeants locaux »<sup>63</sup>. Gedmin attribue aussi une grande importance aux dirigeants locaux, précisant que le non-respect de l’autorité centrale dont ils ont fait preuve en faisant annuler l’ordre de tirer constitue une provocation sans précédent et le signe d’un affaiblissement du centre par rapport à la périphérie. Mark R. Thompson souligne que « les affirmations de Krenz, selon lesquelles il aurait annulé l’ordre donné à l’armée de tirer, ont été rejetées par tous les autres protagonistes »<sup>64</sup>. En effet, Masur niera en novembre que Krenz ou d’autres membres du Politburo aient favorisé la paix, alléguant que l’effort a été fait uniquement à l’échelle locale : les dirigeants de Leipzig ont reçu des ordres pour réprimer la manifestation, mais ont tout simplement fait fi de ceux-ci en demandant aux forces de l’ordre de se retirer. Pommert abonde dans le même sens, précisant que les représentants locaux n’ont reçu de Berlin-Est aucune directive en faveur du règlement pacifique, si ce n’est un coup de téléphone de Krenz, qui a offert son « support personnel pour le dialogue pacifique »<sup>65</sup>.

Selon d’autres auteurs, il ne faut pas dénier à Krenz tout rôle positif, malgré le caractère empêtré et même mensonger de ses propos. « [...] il est exclu que des secrétaires régionaux aient eu un pouvoir suffisant pour faire annuler l’ordre signé par E. Honecker »<sup>66</sup> affirment Mathieu et Mortier. Krenz a probablement cherché à jouer un rôle de premier plan dans cet épisode pour se distancer de Honecker. Comme le précise Keithly, Krenz et Mielke sont déjà en train de préparer la « démission » de Honecker le 9 octobre. Il est donc tout à fait concevable qu’ils aient rejeté l’ordre de tirer pour ne pas être par la suite accusés d’avoir co-dirigé une action perpétrée par leur supérieur. Après le 9 octobre, les forces de l’ordre ne seront plus jamais présentes en grand nombre dans les

<sup>63</sup> Hartweg, *loc. cit.*, p. 7.

<sup>64</sup> Mark R. Thompson, « Die “Wende” in der DDR als demokratische Revolution », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 45/49, 5 novembre 1999, p. 19.

<sup>65</sup> Keithly, *op. cit.*, p. 224.

<sup>66</sup> Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 170.

manifestations, ce qui prouve selon Keithly la bonne volonté de Krenz et de la fraction réformiste du Politburo.<sup>67</sup> Fejtö formule une remarque intéressante, en établissant un lien direct entre la manifestation du lundi 9 octobre et la chute de Honecker survenue peu après. D'après l'auteur, Krenz, encouragé par Gorbatchev et soutenu par Schabowski, attend l'occasion propice de renverser Honecker, occasion qui s'offre à lui le 9 octobre. Plus neutre, il explique que certains attribuent le rôle principal à Masur et d'autres à Krenz, ajoutant :

Quoi qu'il en soit, Krenz sortit de l'épreuve nimbé d'une nouvelle aura de « sauveur » qui empêcha la répétition d'un Tien an Men est-allemand et qui, s'ajoutant à l'onction gorbatchévienne, lui donna un avantage décisif dans la lutte pour le pouvoir.<sup>68</sup>

### 5.6.2 Le rôle de Moscou

Les dirigeants du Kremlin, suivant les principes de la perestroïka, nieront avoir joué un rôle *direct* dans les événements du 9 octobre. Leur influence est toutefois indéniable, de l'avis de tous les auteurs étudiés. Sans ordonner explicitement au commandement de la NVA, l'armée est-allemande, de ne pas intervenir, Gorbatchev précise clairement, pendant sa visite, que l'Armée rouge ne s'ingérerait en aucun cas dans les affaires allemandes. Cette ligne de conduite découle de l'abandon, officialisé à l'été 1989, de la doctrine Brejnev. Le 9 octobre, l'ambassadeur soviétique en RDA, V. I. Kochemasov, ordonne aux troupes de l'Armée rouge stationnées en RDA de rester confinées dans leurs quartiers et de n'intervenir sous aucun prétexte dans le cours des événements. Or, 400 000 soldats soviétiques se trouvent en Allemagne de l'Est et la NVA est étroitement liée à l'Armée rouge. Comme l'explique Willi Brandt<sup>69</sup>, l'ancien chancelier de la RFA, la NVA compte plusieurs hauts officiers soviétiques, qui ont une certaine influence sur leurs homologues allemands. Brandt affirme que les Soviétiques ont déconseillé aux officiers est-allemands d'utiliser les armes contre leurs citoyens.

Puisque la RDA dépend des forces soviétiques plus que tout autre pays du bloc, les dirigeants du SED, avance Gedmin, n'osent pas réprimer les contestataires<sup>70</sup>. Ils craignent trop l'émergence d'une guerre civile, en l'absence d'appui militaire soviétique. Sur ce même sujet, Paul Létourneau fournit une observation supplémentaire, déclarant que le régime aurait pu se maintenir par la force en optant pour une solution de type chinois, et que les Soviétiques l'en ont empêché. Pour cette raison, l'auteur estime que Gorbatchev a,

<sup>67</sup> Voir Keithly, *op. cit.*, pp. 224 et 225.

<sup>68</sup> Fejtö, *op. cit.*, p. 283.

<sup>69</sup> Dans une entrevue accordée à la revue *Le Monde*, le 14 décembre 1989. Voir Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 171.

<sup>70</sup> Voir Gedmin, *op. cit.*, p. 102.

en quelque sorte, eu recours à la doctrine Brejnev, quoique de façon modérée : Gorbatchev s'est contenté de « modérer les communistes, naïvement selon Hans Modrow, en faisant le pari qu'un SED renouvelé pourrait prendre la direction des réformes et obtenir la libre adhésion des Allemands de l'Est »<sup>71</sup>.

En outre, Keithly fait remarquer que les dirigeants réformistes du SED, ayant une dette envers Gorbatchev qui les soutient dans leur progression vers le pouvoir, seraient mal placés pour prôner la répression tandis que le Kremlin s'y oppose :

En supposant que Krenz et plusieurs autres membres du Politburo aient reçu de Gorbatchev le feu vert pour renverser Honecker, il est fort peu probable que ces leaders aient choisi délibérément d'offenser Moscou.<sup>72</sup>

### **5.6.3 L'affaiblissement de l'appareil de sécurité**

Quelques auteurs considèrent que l'affaiblissement de l'appareil de sécurité allemand est un facteur qui pourrait expliquer en partie le déroulement pacifique de la soirée. Au cours du mois d'octobre, de plus en plus de policiers, de soldats et d'officiers répugnent à envisager une utilisation des armes contre leurs propres concitoyens. Les leaders craignent de ne pouvoir compter sur l'ensemble de l'effectif policier et militaire. Si un ordre de tirer avait été formulé, seule la fidélité de la Stasi aurait été assurée, juge Keithly. Cette dernière se serait alors trouvée opposée à l'armée. Dans la même veine, Asmus soutient que « le mécontentement et le mouvement de libéralisation politique se sont répandus si rapidement que la fiabilité de l'appareil de sécurité de Berlin-Est était douteuse. »<sup>73</sup>

### **5.6.4 L'attitude et le nombre des manifestants**

Il est fort possible que l'attitude disciplinée et pacifique des manifestants, de même que l'importance de leur nombre, aient dissuadé les forces policières de riposter de façon violente. Thompson fait remarquer que le régime aurait été encore plus déconsidéré, au pays et à l'extérieur, en réprimant des manifestants pacifiques qu'en mâtant des contestataires eux-mêmes agressifs<sup>74</sup>. Comme le souligne Frank Brunssen, au cours des années 80, les opposants au régime se sont toujours montrés pacifiques, adoptant une stratégie de la raison qui devait permettre de sortir du cercle de la violence.

<sup>71</sup> Paul Létourneau, « Les Allemands et l'unité nationale », *L'Allemagne unie dans une Europe nouvelle*, Québec, Collection Choix, 1990, p.209.

<sup>72</sup> Keithly, *op. cit.*, p. 225.

<sup>73</sup> Ronald D. Asmus, « A United Germany », *Foreign Affairs*, 69, 2, 1990, p. 64.

<sup>74</sup> Thompson, *loc. cit.*, p. 19.

Les militants des droits civiques savaient que le recours à la violence entraînerait des effets non productifs. Non seulement cela offrirait une cible au régime, mais aussi une justification pour riposter de façon impitoyable.<sup>75</sup>

\*

\*

\*

Nombre d'auteurs considèrent le 9 octobre comme une date charnière parce qu'elle marque le début des « confrontations pacifiques » : plus jamais, par la suite, le pouvoir ne tentera de réprimer un mouvement populaire par la force. À cette date, la plupart des dirigeants, malgré leur vif désir de préserver leur position, admettent à contrecœur que la répression ne leur permettra pas de régler les problèmes qui se posent. Sur ce point, Rupnik maintient que la clique « réformiste » à laquelle appartient Krenz ne fait pas annuler l'ordre de tirer par sentiments humains – Krenz lui-même a approuvé la répression de la Place Tien an Men – mais bien de crainte que la violence n'accélère l'exode, et donc le chaos.<sup>76</sup>

## 5.7 Le SED se résigne au changement

À compter du 9 octobre, les pressions croissantes poussent la plupart des membres du Politburo à reconnaître l'urgence de la situation et la nécessité d'amorcer un dialogue avec l'opposition. Ce changement de cap entraînera, quelques jours plus tard, la « démission » d'Erich Honecker, que le Parti sacrifiera dans l'espoir de se maintenir à flots.

### 5.7.1 La session de crise des 10 et 11 octobre

Dès le lendemain de la manifestation de Leipzig, le Politburo se réunit d'urgence pour évaluer la situation. La majorité des membres optent enfin pour la voie réformiste. Parmi eux se trouvent même des dirigeants connus pour leur orthodoxie inébranlable : Hager, Erich Mielke (ministre de la sécurité d'État) et Harry Tisch (président de la fédération des syndicats). À la télévision, le 11 octobre, le langage tenu envers l'Occident et les groupes de contestation devient moins agressif. Il n'est pas encore question d'inclure les groupes d'opposition dans l'exercice du pouvoir, mais on précise que toutes les suggestions d'amélioration du socialisme sont les bienvenues. Le 12, *Neues Deutschland* affiche une indulgence surprenante à l'égard des émigrants, réfutant les propos formulés

<sup>75</sup> Frank Brunssen, « Die Revolution in der DDR – Ambivalenzen einer selbstbefreiung », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 45-49, 5 novembre 1999, p. 6.

<sup>76</sup> Voir Rupnik, *op. cit.*, p. 368. Voir également Keithly, *op. cit.*, p. 226, Hawkes, *op. cit.*, p. 69 et Turner, *op. cit.*, p.231.

antérieurement par Honecker (« Nous ne verserons pas de larmes sur ceux qui abandonnent leur patrie ») :

Le socialisme a besoin de chaque personne. Il réserve une place à chacun. Il constitue l'avenir de la nouvelle génération. Pour cette raison précise, nous ne sommes pas indifférents au fait que des gens qui ont travaillé et vécu ici aient choisi de partir... Les causes de leur décision sont sans doute diverses. Nous devons les chercher, et nous le ferons, chacun à notre façon et tous ensemble.<sup>77</sup>

*Neues Forum* est encore considéré comme un regroupement anti-socialiste, mais la censure s'abaisse et il est désormais possible de discuter sans craintes des réformes dans les éditoriaux. Le lundi 16 octobre, les médias font pour la première fois mention de la manifestation hebdomadaire de Leipzig. Des rumeurs, véhiculées par la presse en République fédérale, laissent entendre que l'ère Honecker touche à sa fin...

### **5.7.2 Un nouveau Secrétaire général pour le SED**

Tandis que Honecker refuse d'amorcer le dialogue et exhorte encore ses collègues à « ne pas dramatiser », le Politburo décide d'organiser un plénum du Comité central les 17 et 18 octobre pour remédier à la crise. Au cours de cette séance plénière, le président Willi Stoph suggère calmement que Honecker soit remplacé par Krenz. L'élite du Parti démet ainsi Honecker de ses fonctions dans l'espoir d'apaiser les critiques et de contenter la population. Deux autres membres conservateurs du Politburo subissent le même sort. Il s'agit de Günter Mittag, secrétaire du Comité central à l'économie, et de Joachim Herrmann, secrétaire du Comité central à l'idéologie. Cette décision de révoquer Honecker, prise en bloc, peut paraître plutôt déconcertante :

Même au sein du Comité central du SED, en apparence tout acquis à Erich Honecker, il n'y eut qu'une voix sur plus de cent à ne pas se prononcer en faveur de sa démission de ses fonctions de chef du Parti et de l'État.<sup>78</sup>

En fait, Honecker abandonne officiellement ses fonctions pour des raisons de santé. Il cite lui-même les motifs de sa démission devant les membres du Comité central, qui lui présentent leurs remerciements, mais quitte la salle visiblement anéanti.<sup>79</sup>

Ce revirement de situation s'explique par l'évolution de la pensée de certains dirigeants, survenue progressivement en 1988-1989. Nous avons expliqué, au chapitre IV, que des dissensions voient le jour au sein de l'élite du Parti. Bien entendu, il ne s'agit pas de conflits fondamentaux; comme le soutient Schreiber, le SED, exception faite de Modrow, ne compte pas de véritables réformateurs parmi ses cadres, mais plutôt plusieurs

<sup>77</sup> Gedmin, *op. cit.*, p. 102-103.

<sup>78</sup> Arnold, Karl-Heinz, « Quelles réformes faut-il à la RDA », *Documents. Revue des questions allemandes*, 5/1989, p. 49.

<sup>79</sup> Voir Hawkes, *op. cit.*, p. 70, et Keithly, *op. cit.*, p. 163.

types de conservateurs plus ou moins radicaux.<sup>80</sup> Quelques auteurs tentent de retracer les étapes du « complot » visant l'éviction de Honecker.

Selon Keithly, un article paru le 20 novembre 1989 dans *Der Spiegel*, traduisant les propos de Krenz, fournirait l'explication la plus plausible du départ du secrétaire général<sup>81</sup> : la conspiration aurait débuté en janvier 1989. Le Politburo est de plus en plus divisé. Tandis que certains leaders prônent la ligne dure et refusent tout adoucissement des politiques, d'autres, comme Honecker, souhaitent poursuivre une légère ouverture (en regard des voyages par exemple). Il est possible, affirme Keithly, de percevoir ces divergences dans le ton adopté par les différents leaders à propos, entre autres, des réformes entreprises à l'étranger. Krenz et Schabowski constitueraient un troisième groupe, convaincus que des réformes au moins « cosmétiques » s'imposent, ainsi qu'une modification de l'équipe dirigeante. Ils auraient souhaité évincer Honecker – ou le nommer à une fonction symbolique, et tenté d'écarter Hager (encore « dur » à l'époque), Mittag et Herrmann du Comité central. Cet objectif était probablement alléchant pour Krenz, qui aurait pu ainsi éliminer les autres candidats au poste de secrétaire général.<sup>82</sup> Pour plusieurs raisons, les conspirateurs ne peuvent passer à l'action dès l'hiver. L'obstination de Honecker à guider le SED, d'une ampleur imprévue, les en empêche. Le réformateur Modrow, en ce début d'année, demeure encore en province. Par ailleurs, Krenz affirme avoir voulu organiser en 1988 avec Werner Felfe, secrétaire du Comité central à l'agriculture, un débat au Politburo sur la pertinence de la perestroïka. Les deux hommes auraient été convaincus que le SED courait à sa perte en évitant les réformes. Cependant, en raison du décès de Felfe, survenu peu après, l'équilibre des forces aurait semblé trop incertain à Krenz, qui n'aurait pas osé aller plus loin.<sup>83</sup>

La situation évolue en faveur du petit groupe des « réformateurs » – dans lequel Gedmin inclue également Peter Lorenz – lorsque Erich Mielke, ministre de la sécurité d'État, penche davantage du côté des réformes. D'autres dirigeants traditionnellement orthodoxes, nous l'avons vu plus haut, optent à la dernière minute pour le renouveau.

<sup>80</sup> Voir Schreiber, *loc. cit.*, p. 70.

<sup>81</sup> Voir Keithly, *op. cit.*, pp. 176-177.

<sup>82</sup> De nombreux auteurs considèrent Krenz comme le successeur probable de Honecker. Cependant, en octobre 1989, Schreiber estime encore qu'il existe un grand nombre de successeurs possibles et que cette question demeure sans réponse. En effet, en août 1989, Honecker a demandé à Mittag, et non à Krenz, de le remplacer pendant sa maladie. Peut-être avait-il décelé une pointe d'esprit réformiste dans l'attitude de Krenz?

<sup>83</sup> Sur ce point, voir Gedmin, *op. cit.*, p.106.

Selon Krenz, Honecker a commis une erreur en désignant Mittag comme remplaçant pendant l'été :

Ce choix a entraîné, d'après Krenz, une perte de temps et un manque de leadership au moment même où il aurait fallu agir de façon décisive. Le vide au sommet a grandement contribué à la déstabilisation, aggravée par les symptômes visibles de la crise au pays, ainsi que par les critiques virulentes des médias occidentaux.<sup>84</sup>

Au mois d'août, comme le soutiendra Krenz, certains membres du Politburo tentent en vain de remédier aux problèmes, en premier lieu celui de l'exode. Mittag refuse de soulever cette question au sein du SED et Herrmann maintient le contrôle du Parti sur les médias. Après le retour de Honecker, Krenz et quelques autres tentent à nouveau de faire bouger les choses, sans succès. Keithly souligne que la presse occidentale corrobore les affirmations de Krenz : Mittag et Herrmann auraient vraiment prôné la ligne dure et minimisé les problèmes, Honecker les suivant « docilement ».<sup>85</sup>

Les véritables manœuvres visant à destituer Honecker sont amorcées environ trois semaines avant le 18 octobre, à en croire Schabowski qui précise : « Il n'était pas possible de renverser Honecker par un putsch militaire. Cela ne pouvait se faire qu'au sein du Politburo. Nous souhaitons donner l'impression qu'il avait démissionné ».<sup>86</sup>

Encore une fois, au cours de cet épisode, les dirigeants est-allemands impliqués dans le complot, tout comme les Soviétiques eux-mêmes, nient toute intercession directe du Kremlin, mais nombre d'auteurs avancent que Gorbatchev et son équipe ont certainement plus ou moins influencé le cours des événements. En 1992, Keithly écrit :

Moscou a contribué au renversement du chef du Parti. On ignore ce que le Kremlin a fait exactement et on ne le saura sans doute jamais. Cependant, au moment de sa visite à Berlin-Est en octobre, Gorbatchev avait clairement pris ses distances par rapport au vieux dirigeant est-allemand.<sup>87</sup>

D'après Armour, Gorbatchev visait Honecker en déclarant qu'il ne fallait pas demeurer à la traîne par rapport à la réalité, et cette phrase a mené tout droit à l'éviction de celui-ci.<sup>88</sup> En somme, les historiens laissent entendre que Krenz et ses alliés souhaitaient obtenir le « feu vert » des Soviétiques avant d'agir. C'est ce que semble signifier Gedmin, qui précise que Tisch s'est rendu à Moscou pour exposer le plan des « conspirateurs » à Gorbatchev, qui se serait dit satisfait de constater que les leaders est-allemands

<sup>84</sup> Keithly, *op. cit.*, p. 176.

<sup>85</sup> Voir *ibid.*, p. 176. Selon Keithly, Honecker a peut-être cessé d'être une figure dominante dès le mois d'août (pendant sa maladie). L'auteur estime que, si Honecker avait alors contrôlé la situation, il aurait certainement rassuré la presse occidentale sur son état de santé.

<sup>86</sup> Voir Serge Schmemmann, « A Wistful Glance Back at When the Wall Fell », *The New York Times*, 10 juillet 1990, cité dans Gedmin, *op. cit.*, p. 105.

<sup>87</sup> Keithly, *op. cit.*, p. 177.

<sup>88</sup> Voir Donald Armour, « East Germany after Honecker », *World Today*, 45 (12) 1989, p. 203.

reconnaissaient enfin que les temps étaient venus. L'auteur ajoute que Schabowski s'est chargé de fournir des informations plus détaillées à l'ambassadeur soviétique à Berlin-Est et que, deux semaines avant les événements, Schabowski et Krenz ont annoncé à Faline et Gerasimov « qu'ils pouvaient être certains qu'il y aurait un changement. »<sup>89</sup>

Par ailleurs, Gedmin formule une remarque intéressante : il n'est pas impossible que Krenz ait été contrarié de ne pas avoir été choisi à la place de Mittag pour prendre la tête du SED pendant la convalescence de Honecker et que des motifs personnels expliquent *partiellement* l'éviction du vieux dirigeant :

Même si Krenz affirmera avoir conspiré contre Honecker en raison du profond désir de réformes qui l'habitait depuis le milieu des années 80 [...] ses actes pourraient très bien être reliés au fait que Honecker l'avait visiblement rétrogradé au cours de l'été précédent.<sup>90</sup>

## 5.8 Krenz et la fuite en avant du SED

La plupart des auteurs décrivent Krenz comme un partisan de la ligne dure, fort mal placé pour réussir à préserver le régime. Lévesque résume bien cette opinion en déclarant que Krenz n'est pas l'homme de la situation, qu'il promet beaucoup de choses et ne pose aucun acte décisif.<sup>91</sup> De l'avis de Gorbatchev lui-même, la personnalité de Krenz ne tranche pas par rapport à celle de son prédécesseur.<sup>92</sup> À 52 ans, le nouveau secrétaire général semble peu apprécié de la population. Étroitement associé à Honecker, anciennement chargé de la sécurité intérieure (donc de la Stasi), mêlé à la fraude électorale du mois de mai, il est la cible désignée des critiques.<sup>93</sup> La majorité des gens le considèrent comme un leader conservateur qui tente de conserver le pouvoir à tout prix. Le soutien qu'il a offert aux autorités chinoises lors de la répression du printemps de Pékin lui a valu le surnom de « Krenz Xiaoping », que l'on remarque fréquemment sur les pancartes des manifestants. D'entrée de jeu, Krenz affiche ses couleurs. Il souhaite procéder à un virage, mais sans altérer le rôle dirigeant du SED; il désire dialoguer, mais seulement avec des opposants modérés. Au cours du mois d'octobre, il n'est disposé qu'à accorder des concessions superficielles (amnistie pour les réfugiés, mesures favorisant les voyages, libération de prisonniers politiques), prouvant ainsi qu'il est un homme du passé, tout comme Honecker.<sup>94</sup> Selon Brown, Krenz serait encore moins populaire que Honecker

<sup>89</sup> Gedmin, *op. cit.*, p. 105 (la citation provient de Schemann, *loc. cit.*).

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>91</sup> Voir Lévesque, *op. cit.*, p. 202.

<sup>92</sup> Voir Gorbatchev, *op. cit.*, p. 659.

<sup>93</sup> Voir Turner, *op. cit.*, pp. 231-232.

<sup>94</sup> Voir Hawkes, éd., *op. cit.*, pp. 70-71.

auprès de ses concitoyens. Très confiant et énergique, comme le maintient l'auteur, Krenz adoucit la ligne du Parti pour sauver ce qui peut encore l'être et se rallier la population. Il tente d'« apprivoiser le changement en provoquant encore plus de changements »<sup>95</sup>, ce qui entraîne toutefois une accélération irréversible des événements.

Plus précisément, Krenz propose un programme politique quelque peu déconcertant : il promet un tournant (*Wende*), mais insiste en même temps sur la continuité. Il invoque à la fois les droits constitutionnels et le centralisme démocratique au sens léniniste du terme. Ses objectifs contradictoires et ses concessions superficielles se heurtent au scepticisme d'une population qu'il ne parvient pas à contenter.<sup>96</sup>

Quelques auteurs présentent Egon Krenz sous un angle plus positif. Comme l'affirment Mathieu et Mortier, ou encore Abel, il faut reconnaître que Krenz a su comprendre l'urgence de la situation et qu'il a, dès le début, admis que ses prédécesseurs n'avaient pas réussi à analyser correctement les événements.<sup>97</sup> Armour prétend pour sa part « qu'il est peut-être inopportun d'affirmer que Krenz est un "dur". Il est un apparatchik type, flexible, maléable, prêt à faire ce que lui demande Gorbatchev ». L'auteur ajoute toutefois que l'attitude de Krenz pourrait être dictée par son désir d'être reconnu, dans l'Histoire, comme celui qui a su amorcer un virage courageux, à un moment crucial de l'existence de la RDA.<sup>98</sup>

Krenz, qui croit encore pouvoir préserver l'essentiel du pouvoir du SED, est convaincu que les gens ne veulent pas rejeter le socialisme; que les manifestants et les émigrants ne désirent en fait qu'un renouveau du socialisme.<sup>99</sup> Sur ce point, il n'a pas tort. À la fin d'octobre, la plupart des citoyens, tout comme les intellectuels, ne réclament pas encore la réunification des deux Allemagnes. Ils souhaitent conserver certains acquis du socialisme. Cependant, la population, qui revendique l'instauration d'un État de droit multipartite, ne définit pas les termes « socialisme » et « dialogue » de la même manière que le SED.

Constatant qu'une RDA réellement démocratique risque de se fondre dans la RFA, l'équipe de Krenz est confrontée, d'après Bark et Gress, à un dilemme qui explique le manque de cohérence de sa politique : afin de préserver le plus longtemps possible

<sup>95</sup> Brown, *op. cit.*, p. 146.

<sup>96</sup> Voir Keithly, *op. cit.*, pp. 163-165.

<sup>97</sup> Voir Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 174, et Abel, *op. cit.*, p. 117.

<sup>98</sup> Voir Armour, *loc. cit.*, pp. 203-204.

<sup>99</sup> Voir Gedmin, *op. cit.*, p. 107.

l'autorité du SED, elle doit « se hâter, mais avec lenteur »<sup>100</sup>. Krenz doit céder sur certains points pour réduire la pression, mais pas sur toute la ligne; il doit tenter de diviser l'opposition, encore inexpérimentée.

Entraîné par le processus inexorable et irréversible de la démocratisation, le SED poursuit sa course en avant. Le 1<sup>er</sup> novembre, la RDA rouvre sa frontière avec la Tchécoslovaquie. Le même jour, Krenz se rend à Moscou pour rencontrer Gorbatchev. Avant son départ, il s'assure que Modrow acceptera un poste à la direction du SED. Selon Modrow lui-même, Krenz a pris cette précaution non seulement parce que le réformateur de Dresde « était devenu l'espoir de la RDA pour les médias occidentaux, [mais aussi parce que] Krenz s'attendait à ce que Gorbatchev l'interroge à propos du rôle [que Modrow jouerait] »<sup>101</sup>. Krenz déclare à son interlocuteur que les deux partis sont désormais sur la même longueur d'onde et que le SED s'apprête à expérimenter la perestroïka, ce qui lui permettra de renforcer le socialisme en RDA. La réunification n'est toutefois pas à l'ordre du jour pour le leader est-allemand. Celui-ci confie à Gorbatchev son intention d'entrouvrir la frontière interallemande. Il ne s'agit pas encore de détruire le Mur, mais de faciliter une émigration et des voyages réglementés. Le Mur ne doit plus entraver les contacts entre les peuples, mais il constitue encore « une certaine protection entre deux systèmes sociaux et deux blocs militaires »<sup>102</sup>. À cette date, Gorbatchev espère toujours que Krenz sera en mesure d'assurer l'avenir de la RDA, en présidant à l'édification d'un régime socialiste démocratisé :

J'avoue que, pendant quelque temps, je caressai l'espoir que les nouveaux responsables fussent capables d'établir un nouveau type de rapports avec la RFA en lançant dans leur pays des réformes radicales.<sup>103</sup>

Quelques auteurs insistent sur l'influence qu'aurait eue Gorbatchev sur son homologue est-allemand à l'occasion de leur rencontre. Dans *Tearing Down the Curtain*, on soutient que les Soviétiques ont probablement exercé des pressions sur Krenz : « Ce qui a été dit en privé à Moscou n'est pas connu, mais il est clair que l'on a discuté ferme »<sup>104</sup>. La preuve en est que, dans les jours qui suivent, l'équipe de Krenz amorce une deuxième vague de réformes encore plus fondamentales.

Le 3 novembre, dans l'espoir d'apaiser enfin la population, le SED laisse les ressortissants gagner l'Ouest à partir de la Tchécoslovaquie. Cette politique rend du coup

<sup>100</sup> Bark et Gress, *op. cit.*, p. 1 110.

<sup>101</sup> Modrow, *Aufbruch und Ende*, p. 21, cité dans Gedmin, *op. cit.*, p. 108.

<sup>102</sup> Keithly, *op. cit.*, p. 168. Voir aussi Lévesque, *op. cit.*, p. 203.

<sup>103</sup> Gorbatchev, *op. cit.*, p. 659.

<sup>104</sup> Hawkes, éd., *op. cit.*, p. 71. Karen Dawisha allègue également que Krenz a opté pour des réformes de type gorbatchévien à ce moment-là (Dawisha, *op. cit.*, p. 96.).

l'existence du Mur superflue. Par ailleurs, Krenz déclare à la télévision que tout retour en arrière est exclu, et annonce la démission de membres du Politburo parmi les plus âgés.<sup>105</sup> Il demande à ses concitoyens de faire preuve de patience, en soulignant la sincérité de ses intentions. Il promet la création d'un tribunal constitutionnel, une réforme de l'administration et de la loi. Malgré tous ces efforts, le SED perd le contrôle de la population, enhardie depuis les événements du 9 octobre. À Berlin-Est, un demi-million de personnes manifestent le 4 novembre pour obtenir des élections libres et la libéralisation complète du système. Le SED, toujours en vue de se rallier l'opinion publique, donne sa bénédiction à ce rassemblement. Schabowski, dépêché sur place, est hué par la foule lorsqu'il prie les gens de reconnaître aussi les acquis du régime. Deux jours plus tard le SED fait un projet de loi qui achève d'exaspérer la population : chaque citoyen pourra voyager à l'étranger pour un maximum de 30 jours par an, et émigrer après en avoir obtenu la permission officielle. C'est trop peu trop tard pour une population qui aspire à la liberté totale. Le 7 novembre, Krenz annonce une nouvelle loi garantissant des élections libres et secrètes. Toutefois, comme le font remarquer Bark et Gress, le dirigeant est-allemand ne reconnaît-il pas ainsi que la RDA n'a jamais organisé d'élections libres? En outre, le peuple, analysant le discours de ses dirigeants, a maintenant la certitude que le SED ne parviendra jamais à se réformer. Les propos de Krenz, en effet, semblent de plus en plus empêtés :

Dans son discours devant le Comité central, Krenz plaida pour une « économie planifiée, socialiste, orientée vers le marché » (Dieu seul sait ce qu'il entendait par-là!); il approuva l'idée d'organiser des élections libres, mais n'en continua pas moins à défendre la supériorité du socialisme sur le capitalisme.<sup>106</sup>

Les démissions ne concernent pas que l'élite du Parti. De plus en plus de militants abandonnent le SED, tandis que d'autres se rebellent, notamment contre la corruption et les privilèges de l'élite, phénomènes étalés au grand jour dans une presse désormais libre. Le 8 novembre, devant le siège du Parti, des milliers d'entre eux scandent : « Le Parti, c'est nous ! », ce qui rappelle le slogan de la population : « Le peuple, c'est nous ! » (*Wir sind das Volk !*). Ils acclament Modrow et Schabowski, mais huent tous les autres membres du Politburo.<sup>107</sup>

Sous la pression, le gouvernement de Willi Stoph se retire en bloc le 7 novembre. Krenz est l'instigateur de ce remaniement. Il souhaite drainer l'opposition de la rue vers

<sup>105</sup> Il s'agit d'Erich Mückenberger, d'Alfred Neumann, de Hermann Axen, de Kurt Hager et d'Erich Mielke (voir Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 175.)

<sup>106</sup> Voir Bark et Gress, *op. cit.*, p. 1 123.

<sup>107</sup> Voir Turner, *op. cit.*, p. 179 et Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 238.

une Chambre du peuple démocratisée, mais plus contrôlable que les mouvements de masse.<sup>108</sup> Le lendemain, l'ensemble des membres du Politburo démissionnent à leur tour. Le Comité central élit les membres du nouveau Politburo le 11 novembre. Krenz en est toujours le secrétaire général, mais Modrow, revenu de son « exil provincial », y fait son entrée.

À la suite de la dissolution de l'ancien Politburo, Krenz tente de blâmer ses prédécesseurs afin d'asseoir sa crédibilité : les problèmes actuels, affirme-t-il, seraient causés par les déficiences du système, mais aussi par des erreurs humaines. Une fois de plus, la tactique de Krenz entraîne non pas les résultats escomptés, mais bien le contraire. En critiquant ainsi Honecker, alors qu'il maintenait peu avant ne pas avoir honte du passé, Krenz voit sa réputation décliner davantage.<sup>109</sup>

## 5.9 Au-delà du Mur, la RFA

### 5.9.1 La chute du mur de Berlin

La destruction du mur de Berlin est sans contredit l'épisode qui a fait couler le plus d'encre en 1989. Dans l'ensemble, les auteurs insistent sur le caractère impromptu de cet événement, qui constitue l'aboutissement logique d'un processus de démocratisation amorcé, pour l'essentiel, deux mois plus tôt.

Le 9 novembre, en conférence de presse, Schabowski décrit les nouvelles procédures relatives aux voyages et à l'émigration, ce dont les membres du Comité central ont convenu la journée même. En réponse à la question d'un journaliste, il tire de sa poche un document qu'il se met à lire; on apprend que les citoyens pourront se rendre à l'étranger sans motif particulier, et que des visas seront accordés sans délais à ceux qui souhaitent quitter définitivement la RDA. S'ensuit un flot de questions des reporters, questions auxquelles les dirigeants n'arrivent pas à répondre. En fait, les mesures – qui ne prévoient pas la destruction du Mur – ne doivent prendre effet que le lendemain. Cependant, en raison de la confusion, des milliers de téléspectateurs, pensant que la frontière est peut-être déjà ouverte, décident de se rendre sur place pour voir ce qu'il en est. Devant la foule en liesse, les gardes-frontière médusés, qui n'ont reçu aucun ordre précis, acceptent d'ouvrir les portes et d'estampiller les visas. La nouvelle s'ébruite et des milliers d'autres citoyens affluent dans les heures qui suivent. Nombreux sont ceux qui

<sup>108</sup> Selon Keithly, *op. cit.*, p. 174.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 175.

réussissent à gagner Berlin-Ouest sans même présenter leurs papiers aux autorités, qui ont perdu le contrôle de la situation. Toute la nuit, les Berlinoises de l'Est célèbrent leur nouvelle liberté devant les médias du monde entier. Déjà, on ouvre quelques brèches dans le Mur. Pour éviter l'émeute, les dirigeants n'ont d'autre choix que d'entériner l'ouverture de la frontière. Cette décision est prise sous l'effet de la panique, les leaders craignant que la population ne prenne le Mur d'assaut.<sup>110</sup> Or, l'attitude des dirigeants est directement liée à l'atmosphère de démocratisation qui règne depuis le début de l'automne.<sup>111</sup> La pression de la rue et l'ineptie du SED sont les causes directes de l'effondrement du Mur, affirment Gedmin et Turner. En d'autres termes, le Mur n'avait plus aucune raison d'être et son démantèlement était imminent; il ne suffisait que d'une étincelle. N'eut été de l'erreur de Schabowski, on peut supposer que le Mur aurait été supprimé à courte échéance, pour une raison ou pour une autre.<sup>112</sup>

Les dirigeants, assistant impuissants à la destruction du Mur, ne sont pas aussi effarés qu'on pourrait le croire. De l'aveu de Schabowski, ils n'ont alors aucune idée des conséquences de l'événement. En fait, on détruit le Mur pour la même raison qu'on l'a érigé : pour que les gens demeurent au pays. Cet ultime effort du régime pour gagner la faveur populaire signera au contraire l'arrêt de mort de la RDA, en accentuant le désir de réunification.<sup>113</sup> Comme le précise Turner, le SED tentera même de tirer avantage de ce revirement inopiné :

Pour sa part, le régime du SED a choisi d'affirmer qu'il était l'instigateur de l'ouverture du Mur, plutôt que d'imposer de nouveau, à une population de plus en plus rebelle, des restrictions bureaucratiques concernant les voyages.<sup>114</sup>

La plupart des auteurs attestent que la direction du SED, agissant de façon précipitée, n'a pas consulté le Kremlin. Les Soviétiques – qui par ailleurs accueillent favorablement la décision – nient avoir donné le feu vert, affirmant qu'ils n'étaient tout simplement pas au courant. Modrow maintient que les dirigeants de Moscou n'apprendront la nouvelle que le lendemain matin. Par contre, précise Gedmin, le *Sunday*

<sup>110</sup> Comme l'affirmera Schabowski lui-même, qui reconnaît avoir causé involontairement la chute du Mur ce soir-là, en raison du manque de clarté dont il a fait preuve en conférence de presse. Voir Fejtö, *op. cit.*, p. 286.

<sup>111</sup> Peu de temps auparavant, la chute du Mur aurait été impensable. Les dirigeants, encore en position de force, auraient évidemment réprimé toute tentative d'ouverture de la frontière. Le processus de démocratisation a par ailleurs permis au peuple d'acquérir une hardiesse bien supérieure à celle qu'il affichait au mois de septembre.

<sup>112</sup> Voir Gedmin, *op. cit.*, p. 110 et Turner, *op. cit.*, p. 234.

<sup>113</sup> Voir Asmus, *loc. cit.*, p. 65 et Gedmin, *op. cit.*, p. 109. La chute du Mur entraîne effectivement le retour au pays d'une partie des ressortissants, qui cependant exigent encore plus de réformes.

<sup>114</sup> Turner, *op. cit.*, pp. 234-235.

*Times* de Londres affirme que Krenz aurait préalablement téléphoné à Gorbatchev pour s'assurer de l'appui des Soviétiques. L'auteur semble accorder du crédit à cette seconde hypothèse, jugeant impensable que Krenz n'ait pas maintenu une communication étroite avec Moscou à ce moment-là. De toute façon, ajoute-t-il, que la conversation téléphonique ait eu lieu ou non, les Soviétiques avaient déjà donné leur accord tacite, puisqu'ils avaient souvent fait comprendre aux dirigeants du SED que le Mur était un ornement qui ne leur plaisait guère.<sup>115</sup> Lévesque, pour sa part, affirme que les dirigeants du Kremlin sont quelque peu outrés d'être ainsi mis devant le fait accompli, et jugent cette fois que les leaders du SED vont trop vite. Gorbatchev exprime pourtant son soutien et sa confiance à Krenz : « Tout cela a été accompli de la juste manière, continuez de la même façon, énergiquement et résolument ».<sup>116</sup> Cette attitude sereine porte Gorbatchev au sommet de sa gloire internationale. L'URSS a prouvé qu'elle désire vraiment abolir la division de l'Europe. Quoiqu'il en soit, Moscou juge l'ouverture du Mur « positive » et « opportune », mais estime qu'une réunification ne devrait pas être envisagée tant et aussi longtemps qu'existeront l'OTAN et le pacte de Varsovie.<sup>117</sup>

### **5.9.2 Hans Modrow et le nouveau SED**

Le 13 novembre, Hans Modrow est élu à l'unanimité président du Conseil des ministres. Son gouvernement est le premier gouvernement de coalition : des députés des « partis satellites » obtiennent 11 des 27 portefeuilles. Loué par la presse soviétique, Modrow, seul dirigeant qui ne semble pas encore affecté par la débâcle et le discrédit, est le dernier grand espoir du SED. En général, les historiens présentent l'homme sous un angle positif. Comme l'explique Armour, la chute du Mur confère à Krenz un prestige fragile et éphémère, vite menacé par l'entrée en scène de Modrow, son « rival ». Contrairement à Krenz, Modrow est un réformateur de longue date; sa crédibilité auprès de la population est donc beaucoup plus grande.<sup>118</sup> Reconnu pour son intégrité et sa modestie, Modrow partage la vie de ses concitoyens. D'après un sondage effectué à la mi-novembre, 41,6 % des citoyens est-allemands jugent Modrow sympathique, tandis que seulement 9,6 % pensent la même chose de Krenz.<sup>119</sup> Après la « réhabilitation » de Modrow, qui éclipse rapidement le secrétaire général, la nouvelle direction du Parti

<sup>115</sup> Voir Gedmin, *op. cit.*, p. 110.

<sup>116</sup> Lévesque, *op. cit.*, p. 204.

<sup>117</sup> Voir Hawkes, éd., *op. cit.*, p. 73.

<sup>118</sup> Voir Armour, *loc. cit.*, p. 204..

<sup>119</sup> Le sondage a été réalisé par l'Institut de sociologie marxiste-léniniste de RDA. Voir Mathieu et Mortier, *op. cit.*, p. 181.

considère les élans de contestation comme un mouvement populaire révolutionnaire. Le « renouveau du socialisme » est désormais le slogan des leaders.

Depuis la chute du Mur, la vérité sur l'état lamentable de l'économie apparaît soudain au grand jour. La RDA est en faillite et la colère gronde chez les citoyens qui ont enfin accès aux statistiques réelles. Dans ce contexte, Modrow doit proposer des réformes plus fondamentales que jamais s'il désire assurer la survie du SED.

Les réformes promises par Hans Modrow comportent un dégraissage de l'administration; le développement des PME privées dans le secteur des services; l'artisanat; la sous-traitance; la création d'entreprises communes incluant du capital étranger; et même une remise en cause des combinats.<sup>120</sup>

Selon Sophie Gherardi, il serait ardu d'abandonner le système des combinats, qui sont au coeur du système de production, tout en préservant le socialisme. Les idées de Modrow s'avèrent donc difficilement réalisables.

Anne-Marie Le Gloannec dépeint un Modrow plus conservateur, moins avant-gardiste. L'auteure allègue que le nouveau président du Conseil des ministres hésite devant les réformes et réagit aux événements plus qu'il ne les devance. Elle rappelle qu'il n'acceptera qu'en janvier 1990 de dialoguer avec la Table ronde, un rassemblement des groupes d'opposition. De même, en matière d'économie, la position de Modrow évolue. Désirant au début n'injecter qu'un peu de libéralisme, il se contentera ensuite d'essayer de préserver un peu de socialisme.<sup>121</sup>

### **5.9.3 *Wir sind ein Volk ! – l'absence d'une « troisième voie » et la montée du désir de réunification***

Pour les citoyens est-allemands, qui peuvent désormais visiter la RFA librement, le choc de la disparité Est-Ouest est encore plus grand que prévu. De plus en plus de gens, qui, avant le 9 novembre, souhaitaient la démocratisation complète d'une RDA indépendante, estiment maintenant que la réunification constitue la voie la plus simple pour mettre fin à la crise. Déjà, avant la chute du Mur, on pouvait entendre certains manifestants scander « Deutschland, einig Vaterland ! »<sup>122</sup>, mais après le 9 novembre, ce slogan devient vite prédominant. Le lundi 13 novembre, à Leipzig, on remarque les premières banderoles pour l'unité allemande. La semaine suivante, le slogan « Nous

<sup>120</sup> Sophie Gherardi, « Est : RDA », *L'Expansion*, 370, 7/20. 12. 1989, p. 91.

<sup>121</sup> Voir Anne-Marie Le Gloannec, *loc. cit.*, p. 101.

<sup>122</sup> En fait, les réfugiés regroupent alors une importante fraction des partisans de la réunification, encore minoritaires.

sommes le peuple ! » fait place à « Nous sommes *un* peuple ! » (*Wir sind ein Volk*). Le 27, un affrontement a lieu entre partisans et détracteurs de la réunification.<sup>123</sup>

Outre l'attrait grandissant pour une RFA désormais accessible et l'incapacité du SED à se réformer, l'intérêt accru du peuple pour la réunification s'explique, selon de nombreux historiens, par l'absence d'une troisième voie entre communisme et capitalisme. En effet, selon Rupnik, les intérêts du peuple et de l'opposition intellectuelle sont de plus en plus divergents. En persistant à rejeter la société capitaliste, les intellectuels ne parviennent plus à se présenter comme porte-parole de la population. Les membres de *Neues Forum* refusent toujours de passer d'un extrême à l'autre. Ils souhaitent trouver une troisième voie, en préservant une forme améliorée du socialisme, et méprisent les citoyens qui se précipitent de l'autre côté du Mur. De même, en ce qui touche la réunification, le peuple et les intellectuels, qui parlaient d'une même voix lors de la manifestation du 4 novembre, sont désormais opposés. En fait, on apprendra plus tard que plusieurs groupes d'intellectuels réformistes étaient fortement noyautés par des agents de la Stasi qui veillaient à éliminer les éléments les plus radicaux. La pétition contre la réunification que rédigent les intellectuels à la fin du mois remporte beaucoup plus de succès auprès de la direction du SED que dans la population.<sup>124</sup>

De plus en plus, le SED tente d'adopter le langage des groupes d'opposition<sup>125</sup>, en s'adaptant aux événements presque au jour le jour, dans l'espoir de manipuler les foules. Comme les contestataires intellectuels ne sont pas excessivement radicaux, le Parti n'a pas trop de mal à suivre le courant. Ironiquement, selon Brunssen, ce manque de radicalité du mouvement contestataire, qui permet à un SED méprisé d'adopter le langage des intellectuels, entrave l'émergence d'une nouvelle forme de socialisme, le peuple associant les intellectuels aux dirigeants du Parti. L'auteur retrace trois autres raisons qui gênent la poursuite d'une troisième voie : l'absence de leaders d'envergure dans l'opposition (tels Vaclav Havel ou Lech Walesa); le manque d'homogénéité entre les groupes (même s'ils rédigent quelques textes communs et organisent des manifestations conjointes); et le fait que les leaders de l'opposition ne proposent pas de programmes politiques précis et crédibles.<sup>126</sup> Par conséquent, la population ressent un sentiment de vide et se demande que

<sup>123</sup> Voir Mathieu et Mortier, *op. cit.*, pp. 179-180 et Hertle, *loc. cit.*, p. 8.

<sup>124</sup> Voir Rupnik, *op. cit.*, p. 368. L'auteur précise que les intellectuels craignent de perdre leur statut dans une Allemagne unie, ce qui pourrait expliquer en partie leur attitude.

<sup>125</sup> Le Parti, entre autres, a emprunté aux milieux contestataires le terme « Wende », très populaire au sein de groupes comme *Neues Forum*. Voir Brunssen, *loc. cit.*, p. 10.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 10. Voir aussi Asmus, (*loc. cit.*, p. 65) et Rupnik, (*op. cit.*, p. 368) qui font mention de causes semblables.

faire de sa liberté nouvellement acquise. Confrontés à la perspective d'un avenir inconnu et inquiétant, les citoyens se tournent tout naturellement vers la République fédérale, qui a fait ses preuves. Brunssen est d'avis que la population n'a guère d'autre choix que d'opter pour la réunification.

#### **5.9.4 De la fin du SED à l'effondrement de la RDA**

Tel qu'illustré ci-dessus, la chute du Mur est non seulement un événement spectaculaire en soi; elle marque le commencement de la fin pour la RDA. La presse est libre depuis quelques semaines, l'Ouest, désormais accessible, et le peuple, libéré de sa peur. Ainsi, même si les communistes contrôlent encore le gouvernement, ce dernier ne contrôle plus la population. Aucun retour en arrière n'est donc possible dans ces conditions.

À la mi-novembre, Faline et Wolf négocient à Berlin-Est une transition du pouvoir de Krenz à Modrow. En fait, ce dernier doit conserver son poste de chef du gouvernement, mais les Soviétiques souhaitent qu'il obtienne un rôle plus important, au détriment du Secrétaire général du SED. En novembre, les dirigeants n'acceptent pas encore l'idée d'une « démocratie exemplaire » et encore moins celle de la réunification. D'après Gedmin, tant les réformateurs allemands que les Soviétiques ont espoir que le socialisme survivra. Ils estiment que le SED conservera une influence majeure dans la société, même s'il perd son pouvoir réel en raison d'élections libres. Les Soviétiques pensent que la phase la plus critique de la transition appartient au passé, et que la nomination de Modrow permettra de redresser la situation.<sup>127</sup> Schmidt-Häuer, pour sa part, affirme que les dirigeants du Kremlin font preuve d'une plus grande lucidité. Selon l'auteur, les Soviétiques savent que les arguments présentés par ceux qui plaident uniquement pour le socialisme et contre la réunification sont plutôt faibles. Ils peuvent tout à fait s'imaginer que la RDA, à long terme, ne sied plus au nouvel ordre mondial.<sup>128</sup>

Dans l'intervalle, le 11 novembre, Kohl téléphone à Gorbatchev et lui assure qu'il agira avec prudence devant l'évolution des événements, en consultant le Kremlin. Cependant, le 28, le chancelier ouest-allemand présente au Bundestag son plan en 10 points pour la réunification après une très longue période de transition. Le plan est très mal reçu à Moscou. Gorbatchev le trouve précipité, et déplore que la CDU, alors en campagne électorale, tente de tirer profit de si grands enjeux. Dès lors, les Soviétiques se

<sup>127</sup> Voir Gedmin, *op. cit.*, pp. 111-113.

<sup>128</sup> Voir Schmidt-Häuer, *loc. cit.*, p. 3.

montrent plus « conservateurs », juge Lévesque. Bien entendu, Gorbatchev prône encore le projet de la maison commune, mais les Soviétiques sont beaucoup plus circonspects lorsqu'il s'agit de la réunification, souhaitant avant tout assurer la sécurité de l'URSS. Aux yeux de Gorbatchev et de ses collègues, le rapprochement interallemand doit être progressif, les deux camps doivent faire des concessions.<sup>129</sup>

Les poursuites intentées contre les cadres du SED s'accroissent, de même que les démissions, à la base comme au sommet du Parti. Les militants exigent la démocratisation de la structure du SED. Le 1<sup>er</sup> décembre, à l'occasion d'une réunion spéciale, la Chambre du peuple vote à l'unanimité (cinq députés s'abstiennent) pour l'abolition du rôle dirigeant du SED. Honecker et plusieurs anciens leaders sont expulsés du Parti. Le 3 décembre, après seulement 44 jours de pouvoir, Krenz démissionne. Les membres du Politburo et du Comité central font de même, et les deux organes sont remplacés par un comité directeur de cent personnes. Les communistes sont si déconsidérés qu'ils se choisissent comme chef un réformateur peu connu mais apprécié des sympathisants, Gregor Gysi. Le SED tel qu'il était a cessé d'exister. Pour la première fois, la structure étatique du pays n'est plus un simple instrument du Parti. Le 9, pour faire bonne figure, on rebaptise le Parti SED-PDS, puis bientôt PDS (Parti du socialisme démocratique). À la fin du mois, le Parti abandonne même sa référence au marxisme-léninisme.

La véritable autorité émerge à présent du Conseil des ministres et de son chef, Hans Modrow. Celui-ci a la tâche impossible de sauver le communisme en l'absence du Mur. Son gouvernement de coalition a de plus en plus de mal à assurer l'avenir du pays. De plus, Modrow a été nommé par une Chambre du peuple élue « à l'ancienne manière ». Sa légitimité est donc chancelante, malgré le fait qu'il soit apprécié. Modrow ne peut qu'offrir au communisme est-allemand la fin la plus digne possible. En raison des pressions, Modrow est forcé de s'appuyer de plus en plus sur la Table ronde, réunie pour la première fois le 7 décembre, et qui regroupe certains opposants. Lorsque Modrow rencontre Gorbatchev, le leader soviétique lui semble toujours confiant. Modrow aimerait bien partager l'optimisme de son interlocuteur, mais il commence à entretenir des doutes, ce dont il ne fait pas part à son interlocuteur.<sup>130</sup> Gorbatchev, de son côté, rend hommage à Modrow dans ses *Mémoires* :

Modrow accomplit un énorme travail dans des conditions extrêmement défavorables et rendit possible l'organisation des premières élections libres au Parlement de la république.<sup>131</sup>

<sup>129</sup> Voir Lévesque, *op. cit.*, pp. 206-207 et Gorbatchev, *op. cit.*, p. 659.

<sup>130</sup> Voir Gedmin, *op. cit.*, p. 115.

<sup>131</sup> Gorbatchev, *op. cit.*, p. 662.

Les 19 et 20 décembre, à Dresde, Kohl conclut avec Modrow un accord visant l'instauration d'une « communauté contractuelle interallemande ». Pour le chancelier, il s'agit d'un premier pas vers la réunification; pour Modrow, d'une concession de plus destinée à sauver son pays. Le 30 janvier 1990, Modrow confie à Gorbatchev que, la RDA étant rejetée par un nombre croissant de citoyens, il semble presque impossible de la préserver. Les deux leaders admettent que la réunification est inévitable. Au début de février, Modrow tente une ultime manoeuvre : son plan en 4 étapes prévoit le rapprochement très progressif des deux États allemands, qui pourraient dans l'avenir fusionner pour créer une Allemagne neutre. Le plan est approuvé par les Soviétiques, qui espèrent toujours obtenir la neutralité de l'Allemagne, mais refusé par les dirigeants de RFA qui, répondant aux aspirations du peuple est-allemand, proposent un plan de réunification rapide et d'union monétaire sans avoir préalablement consulté leurs homologues est-allemands. D'après Gorbatchev, Kohl ne prête guère attention à Modrow. À quoi bon? À la vue du climat social déchaîné en RDA, le chancelier est convaincu que les communistes perdront les premières élections libres du mois de mars.<sup>132</sup> L'Histoire lui donnera raison : le 18 mars 1990, le PDS, qui n'obtient que 16 % des voix, fait piètre figure, tandis que la CDU de l'Est remporte les élections en coalition. Dès lors, la voie est véritablement libre pour les tenants de la réunification. En juillet, les Soviétiques se résignent et cessent de s'opposer au projet d'intégration d'une Allemagne unie dans l'OTAN.

Le 3 octobre 1990, jour de la réunification, le monde assiste non plus à la déroute d'un parti, mais à la fin d'un État. La réunification, bien que tout à fait légitime – l'Allemagne ayant été divisée à la suite d'une page tragique de l'Histoire – semble néanmoins quelque peu précipitée. À la fin des années 80, la plupart des experts situaient la fusion des deux États allemands dans un avenir lointain. Par ailleurs, au cours des années 90, une frange de la population est-allemande éprouvera une nostalgie grandissante, non pas pour la dictature, mais pour certains acquis du régime socialiste. Le 3 octobre, cependant, l'heure n'est pas à la nostalgie. L'empressement avec lequel on procède à la réunification traduit bien le climat d'euphorie du moment. Après quarante ans de scission, rien d'autre ne compte plus que la liberté.

---

<sup>132</sup> Voir Gorbatchev, *op. cit.*, p. 662.

## Conclusion

La conclusion de ce travail s'articulera autour de deux axes généraux. Tout d'abord, nous proposons une synthèse des causes et des caractéristiques de la chute du régime et de l'État est-allemands – causes et caractéristiques déjà traitées, pour la plupart, dans l'un ou l'autre des chapitres qui précèdent. Ensuite, pour clôturer le travail en lui attribuant une perspective nouvelle, nous procéderons à un examen comparatif des deux principaux protagonistes étudiés, Honecker et Gorbatchev.

### **Pourquoi 1989? – Causes et caractéristiques de l'effondrement du régime et de l'État**

L'effondrement du SED et la réunification précipitée des deux Allemagnes, qui ont stupéfié la plupart des observateurs internationaux, frappent par leur nature fortuite. Hildebrand insiste sur le caractère ouvert et imprévisible de l'histoire, dont la chute de la RDA constitue la preuve irréfutable. L'auteur cite dans son bilan les propos de Gerhard A. Ritter, lequel soutient que les historiens devraient faire preuve d'une plus grande humilité dans leur analyse des épisodes historiques :

Les événements de 1989-1991 ont montré l'importance du rôle joué par le hasard dans l'histoire et prouvé que certains changements brusques de direction, considérés auparavant comme inconcevables, étaient tout à fait plausibles. L'histoire ne se laisse pas deviner si facilement; on ne peut la prévoir à partir de calculs.<sup>1</sup>

Ainsi, s'il est une question à explorer en guise de conclusion, c'est sans doute celle qui se profile en filigrane tout au long de ce travail : Pourquoi le communisme est-allemand s'est-il effondré? Et pourquoi précisément en 1989? Il est souvent difficile de répondre sur-le-champ à cette interrogation, car la chute de la RDA résulte non pas d'un, mais d'une pléiade de facteurs. On pourrait de prime abord diviser ceux-ci en deux catégories : les causes profondes et les causes factuelles, les premières sous-tendant et rendant possibles les secondes. En fait, l'écroulement de la RDA tire son origine d'une certaine évolution de la conjoncture interne et externe, amorcée une quinzaine d'années

---

<sup>1</sup> Gerhard A. Ritter, *Der Umbruch von 1989/91 und die Geschichtswissenschaft*, Munich, 1995, p. 23, cité dans Hildebrand, *loc. cit.*, p. 210.

auparavant. Celle-ci permettra, en 1989, le déroulement d'une série d'événements ponctuels, de « dernière minute », que nous avons analysés au chapitre V.

En ce qui a trait aux causes antérieures, on pense en tout premier lieu au facteur Gorbatchev. Or, même si l'influence de la perestroïka est indéniable, la chute du régime a bien d'autres fondements, comme le résume Ivan Samson :

L'échec de Honecker ne peut s'expliquer seulement par le succès de Gorbatchev. Il faut en chercher les racines à l'intérieur de la RDA, dans le monolithisme extrême de la sphère politique et idéologique, mais aussi dans l'usure des potentialités d'un système économique, et surtout dans l'érosion du pacte tacite passé entre le pouvoir et la population, qui conduit à une grave crise de la régulation sociale.<sup>2</sup>

L'essoufflement économique constitue un fondement de premier ordre. Cet essoufflement recèle des causes structurelles (la RDA est un pays pauvre en ressources naturelles, on y observe une certaine pénurie de main-d'œuvre, etc.) et des causes conjoncturelles (chute du pétrole en Occident en 1986, mauvaises récoltes en 1987-88, accroissement de la dette envers la RFA...). Pour contrer la crise, la RDA doit restreindre ses achats en Occident, ce qui aggrave la pénurie et le mécontentement qui en est le corollaire. Elle ne pourrait remédier à ce problème que grâce au progrès technologique, mais n'arrive pas à tenir le rythme.

« Les deux ensemble, le règlement de la dette extérieure et le financement des investissements requis auraient, dans les années à venir, exigé des restrictions de consommation que même un régime dictatorial n'oserait pas imposer à ses citoyens. »<sup>3</sup>

Par ailleurs, depuis les années 1970, le régime a amorcé, pour gagner l'estime des autres nations, diverses réformes touchant les voyages, l'accessibilité à la télévision ouest-allemande, l'amnistie de prisonniers, etc. Ainsi, les attentes de la population en matière de droits civiques sont déjà à la hausse, avant même l'entrée en scène de Gorbatchev. L'attrait de la RFA – de même qu'une certaine propension à la comparaison – se renforce à la suite de l'ouverture médiatique et culturelle. De plus en plus instruits et qualifiés, les Allemands de l'Est ne se satisfont plus d'un régime autoritaire qui prétend assurer leur protection, même s'ils demeurent attachés aux acquis sociaux de la RDA. Ils

<sup>2</sup> Ivan Samson, « La RDA de Honecker ou la recherche d'un socialisme prussien », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 20, 4 (déc. 1989), p. 30.

<sup>3</sup> Watrin, Christian, « War der wirtschaftliche Zusammenbruch der DDR zu vermeiden? – Kommandowirtschaft vor dem Bankrott », *Das Parlament*, 25 août – 1<sup>er</sup> septembre 2000, p. 9.

discernent bien le caractère superficiel des réformes en cours, qui n'altèrent en rien le monolithisme du régime. La crédibilité du SED et le consensus unissant le Parti et le peuple s'effrite déjà.

La politique gorbatchévienne vient donc se greffer à une décadence interne et à un processus de régénération préexistants. En fait, Gorbatchev décuple et détourne les attentes populaires engendrées par les dirigeants est-allemands. La perestroïka, qui pourtant ne cherchait pas la ruine du SED, a engendré un climat qui rendait possible le changement, et stimulé la contestation. En outre, l'évolution de la doctrine soviétique rend désuet le rôle de « rempart » et de « pilier du socialisme » joué par la RDA, rôle crucial sur lequel reposent les assises du régime. « C'est cette fragilité combinée de l'État et du communisme est-allemands, et non, comme dans d'autres pays, l'effondrement de l'économie, qui constitue l'origine de la révolution. »<sup>4</sup> affirme Rupnik – sans toutefois nier l'existence de problèmes économiques.

Du côté des causes factuelles, l'effet de dominos constitue la raison la plus souvent citée par les auteurs. D'après Rupnik, la révolution de 1989 confirme la théorie des dominos, selon laquelle la chute d'un régime communiste affaiblirait et entraînerait l'effondrement d'un autre de ces régimes. L'effet des dominos est provoqué par l'affaiblissement et la perte de crédibilité du centre, l'URSS étant le premier domino tombé. La dissipation des craintes est-européennes, conséquence de l'abandon de la doctrine Brejnev, y contribue considérablement. Évidemment, le phénomène des dominos touche plus rapidement les régimes qui affichent quelques prédispositions pour la démocratie (Pologne, Hongrie), et heurte en dernier lieu les États autoritaires (RDA, Roumanie). Yannakakis souligne l'importance des bouleversements externes dans la révolution est-allemande : là où l'opposition est davantage tolérée et structurée, l'évolution s'est faite progressivement, tandis qu'en RDA, où les opposants sont peu organisés et ne disposent pas de droits légaux, c'est un événement fortuit et extérieur – l'ouverture de la frontière austro-hongroise – qui déclenchera le processus.<sup>5</sup>

La perte de légitimité du Parti, dans les derniers mois du régime, contribue à accélérer l'écroulement. En effet, le SED perd, aux yeux de la population, le peu de

---

<sup>4</sup> Rupnik, *op. cit.*, p. 368.

<sup>5</sup> Voir Yannakakis, *loc. cit.*, p. 25.

crédit qui lui restait en réagissant aux événements de façon tantôt brutale, tantôt incohérente. Et lorsque, à la toute fin, le Politburo opte soudain pour la voie des réformes dans une ultime tentative de survie, la stratégie ne rapporte pas les résultats escomptés. Comme l'a expliqué Christa Wolf le 18 novembre 1989 :

[...] chaque fois [...] le pouvoir a concédé les changements sous la pression, toujours trop tard, et jamais de gaité de cœur. Il a toujours été à la remorque des événements, s'imaginant satisfaire les gens avec des concessions déjà trop minces ou trop tardives. Et cette tactique de retardement n'a fait que nourrir la colère générale.<sup>6</sup>

Cette colère entraîne d'abord une remise en question du régime, et non pas de l'État. Le désir de réunification qui a suivi est fortuit, engendré par la peur du vide, par l'absence d'une alternative crédible, les candidats les plus qualifiés appartenant tous au Parti.

Enfin, Johannes L. Kuppe rappelle le rôle primordial joué par le peuple est-allemand dans la chute du régime. Selon lui, on ne doit pas négliger l'importance de la pression populaire pour n'insister que sur les circonstances extérieures :

Si les Allemands de l'Est n'étaient pas eux-mêmes descendus dans les rues, il ne se serait pas passé grand-chose; tout au plus aurions nous assisté à une lente agonie du système. Les chars soviétiques sont certes restés dans les casernes, mais ils ne se seraient pas non plus mis en marche *contre* le SED.<sup>7</sup>

À ce sujet, on peut relever une divergence fondamentale entre les processus de réformes soviétique et est-allemand : tandis qu'en URSS, la refonte a été instituée d'en haut, en RDA, elle est venue d'en bas. L'impulsion émane du peuple, véritable instigateur de la révolution... et encore, peut-on vraiment parler de révolution, au sens classique du terme? Ne s'agit-il pas plutôt d'une « révolution démocratique », comme préfère la désigner Thompson? Comme l'explique l'auteur<sup>8</sup>, les épisodes qui, à travers l'Histoire, ont été qualifiés de révolutions visaient tous l'instauration d'un ordre de société inédit et ont tous été engendrés dans la violence. Or, la révolution est-allemande s'est déroulée de façon plutôt pacifique – du moins à partir du moment où le régime a cessé de s'y opposer par la force, et entraîné nulle autre chose que le retour à l'ordre socio-politique occidental traditionnel et la réunification d'un peuple que des événements historiques malheureux avaient séparé artificiellement.

<sup>6</sup> Matthieu et Mortier, *op. cit.*, p.171.

<sup>7</sup> Kuppe, Johannes L. « Ein glorreicher Moment in der deutschen Geschichte. – Die Ostdeutschen können den Kopf hoch tragen », *Das Parlament*, 25 août – 1<sup>er</sup> septembre 2000, p. 1.

<sup>8</sup> Voir Thompson, *loc. cit.*, p. 19.

## Honecker, Gorbatchev et le déclin historique du socialisme

Après avoir effectué ce survol des principales causes et caractéristiques de l'effondrement du socialisme est-allemand, il serait juste de clore notre travail en procédant à une brève analyse comparative de Gorbatchev et de Honecker, sous l'angle de la décadence du communisme à l'échelle internationale. Cet exercice, de nature plus philosophique que les précédents, permet d'orienter le travail vers de nouvelles avenues et de mettre en lumière des hypothèses très peu explorées jusqu'ici. Pour ce faire, nous nous fonderons principalement sur les interrogations formulées par Daniel Küchenmeister, auteur du livre *Honecker – Gorbatschow, Vieraugengespräche*. En fait, de tous les auteurs étudiés, Küchenmeister est le seul qui se soit réellement penché sur cette question.<sup>9</sup>

Comme le maintient Küchenmeister, il existe une importante littérature traitant de chacun des deux politiciens, et même des relations que ceux-ci entretenaient. Les documents d'archives de la RDA, devenus accessibles dans les années qui ont suivi la révolution, ont fourni des renseignements supplémentaires permettant d'analyser avec plus de justesse la relative stabilité de la RDA en relation avec son effondrement rapide. Cependant, tout n'a pas été résolu, affirme l'auteur en 1993. Aujourd'hui encore, cette assertion est valable : malgré l'accroissement du nombre de documents accessibles, on ne pourra sans doute jamais connaître avec exactitude le fond de la pensée des deux dirigeants et de leurs principaux collaborateurs, leurs réflexions n'ayant pas toutes été couchées sur papier. Cependant, ce constat n'interdit pas la formulation de certaines hypothèses. Selon l'auteur, on devrait avant tout explorer les trois points suivants :

1. Jusqu'à quel point Honecker et Gorbatchev étaient-ils conscients de la crise?
2. Quelles différences et, surtout, quelles similitudes existaient-elles entre eux?
3. De quelle marge de manœuvre disposaient-ils pour contrer le déclin? Ont-ils su tirer profit de leur pouvoir de façon optimale?

En ce qui concerne le degré de conscience des dirigeants soviétiques, nous avons déjà précisé<sup>10</sup> que ces derniers, de l'avis d'un bon nombre d'auteurs, ont continué

<sup>9</sup> Voir Küchenmeister, *op. cit.* L'auteur expose brièvement ses réflexions aux pages 20 et 21 de son ouvrage.

<sup>10</sup> Voir la section 5.4 du chapitre V.

jusqu'à la fin de la décennie d'entretenir l'illusion de la « réformabilité » et de la viabilité du socialisme – et de la RDA, même dans l'optique d'une maison européenne commune. D'autres auteurs jugent que Gorbatchev et ses alliés n'ont pas sous-estimé l'incidence des problèmes qui émergeaient en RDA, et qu'ils se sont résignés mentalement à l'idée de la réunification dès l'automne 1989. On pourrait en déduire que Gorbatchev n'ignorait pas que l'agitation est-européenne comportait des risques réels de déstabilisation, mais qu'il surestimait tout de même la capacité de survie à long terme du socialisme. À ce titre, Gedmin formule une remarque digne de mention : la grande erreur de calcul de l'équipe de Gorbatchev est davantage compréhensible compte tenu du fait que la plupart des spécialistes occidentaux se sont également mépris sur la tournure des événements en RDA et dans toute l'Europe de l'Est. Les intellectuels est-allemands étaient généralement tout aussi aveuglés et croyaient fermement en la « réformabilité » du socialisme, ce qui n'aidait certainement pas les Soviétiques à y voir clair.<sup>11</sup>

Les différents événements mentionnés dans le présent mémoire semblent indiquer que les dirigeants du SED étaient tout aussi mystifiés par la situation, sinon davantage. Comme l'affirmera Schabowski après la chute du régime :

Honecker estimait « que les parades [organisées par l'État] telles celle du Premier mai reflétaient pratiquement la réalité ». Puisque les festivités du Premier mai « se déroulaient sans encombre, [...Honecker considérait qu'elles constituaient] un baromètre fiable attestant le succès général que rencontraient ses politiques ».<sup>12</sup>

Toutefois, l'attitude attentiste des dirigeants, de même que leurs stratégies timorées et décousues (surtout en 1989) traduisent des craintes réelles. D'après Bark et Gress, même s'ils continuent à vanter publiquement le potentiel d'avenir de la RDA, les dirigeants ne se méprennent pas, en privé, sur l'ampleur des événements et comprennent que le pouvoir leur échappe graduellement. Pour prouver leurs dires, les auteurs expliquent que, à partir de 1990, les autorités de l'Allemagne réunifiée constateront, en épluchant les comptes bancaires pour retrouver les avoirs du SED, que plusieurs membres de l'élite politique est-allemande avaient commencé dès octobre 1989 à transférer des fonds à l'étranger.<sup>13</sup> On pourrait donc formuler, dans le cas des dirigeants est-allemands, les mêmes hypothèses que celles émises ci-dessus à l'égard de leurs

<sup>11</sup> Voir Gedmin, *op. cit.*, p. 118.

<sup>12</sup> Voir Günter Schabowski, *Der Absturz (The Fall)*, Berlin, Rowohlt, 1991, p. 165. Cité dans *ibid.*, p. 63.

<sup>13</sup> Voir Bark et Gress, *op. cit.*, p. 1106.

homologues soviétiques : Honecker et son équipe n'étaient pas tout à fait inconscients, à la fin de la décennie, qu'un effondrement du régime était possible, mais leur conviction profonde en la supériorité du socialisme les menait à surestimer la viabilité de cette doctrine et à considérer la crise comme passagère.

Par ailleurs, d'après Küchenmeister, une démarche originale consisterait à faire valoir la thèse selon laquelle « Honecker et Gorbatchev personnifiaient en quelque sorte deux variantes de l'effondrement historique du socialisme mondial »<sup>14</sup>. C'est en analysant les choses de cette façon que l'on voit se profiler leurs points communs, souvent éclipsés par leurs divergences. L'auteur précise son raisonnement ainsi :

La perte de capacité à évaluer réellement le processus en cours en RDA et dans le monde socialiste, ainsi que la propension à repousser hors de sa propre conscience des conflits et des difficultés manifestes étaient fortement accentuées chez Honecker. Cependant, Gorbatchev avait lui aussi tendance à se faire des illusions et à embellir la réalité. Il n'était capable d'analyser la situation avec justesse que dans certaines conditions. Dans ce contexte, il est clair que les deux hommes étaient des acteurs représentant le déclin historique du socialisme.<sup>15</sup>

Outre cet « excès de confiance », les deux dirigeants ont en commun un grand dévouement à l'égard du socialisme. Même si leurs politiques semblent se situer aux antipodes, tous deux tentent avec empressement de préserver ce système – et sont convaincus de détenir la bonne tactique pour y parvenir. À ce sujet, Gedmin fait remarquer :

Ironiquement, Honecker et ses partisans avaient eu raison depuis le début; la thèse fort simple de l'idéologue Otto Reinhold, selon laquelle l'Allemagne de l'Est ne trouvait sa raison d'être qu'à titre d'alternative socialiste de l'Allemagne de l'Ouest, s'était révélée exacte.<sup>16</sup>

Enfin, on peut s'interroger sur l'étendue des possibilités qui s'offraient aux deux leaders pour freiner le déclin du système socialiste. Dans les années 1980, l'état de l'économie des régimes communistes est devenu lamentable. Honecker et Gorbatchev étant confrontés à une conjoncture aussi difficile, on peut supposer qu'ils disposaient d'une marge de manœuvre restreinte. D'un autre côté, ils semblaient détenir encore assez de pouvoir pour faire des choix fondamentaux en matière de politique. Rien ne prouve, par exemple, qu'un autre dirigeant soviétique, à la place de Gorbatchev, aurait opté pour la voie de la restructuration et de la démocratisation. Mû par des motifs humanitaires,

<sup>14</sup> Küchenmeister, *op. cit.*, p. 21.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>16</sup> Gedmin, *op. cit.*, p. 116.

affichant une attitude proactive, Gorbatchev a certainement accéléré, sans le vouloir ni le savoir, le déclin du socialisme. L'URSS ne s'est-elle pas effondrée moins de sept ans après sa venue au pouvoir? C'est en amorçant des réformes que Gorbatchev a déclenché le cycle menant à la chute complète du système. En l'absence d'une perestroïka, la durée de vie du bloc socialiste aurait été prolongée. Convaincu de « l'irréformabilité » du socialisme, Honecker avait donc, de ce point de vue, raison de prôner le statu quo. Néanmoins, l'autoritarisme n'aurait vraisemblablement pas suffi à garantir la survie du régime à long terme. La plupart des historiens et politologues reconnaissent, rétrospectivement, que le communisme était voué au déclin, non seulement en raison de difficultés économiques, mais parce que ce système était moins susceptible de plaire à des citoyens toujours plus instruits, et ne pouvait plus longtemps fonctionner en circuit fermé dans une société mondialisée dont l'évolution reposait de plus en plus sur les technologies de pointe et les télécommunications. Ni Honecker ni Gorbatchev ne détenaient donc la clé permettant d'assurer la pérennité du socialisme.

\*

\*

\*

Quelles remarques pourrait-on formuler en ce qui concerne la personnalité des deux hommes et la façon dont ils étaient perçus par l'ensemble des observateurs internationaux? La réputation de Gorbatchev n'est plus à faire. À la fin des années 1980, la perestroïka se heurte à une certaine résistance de la population soviétique, en raison des difficultés économiques qu'elle entraîne. Puis, dans la Russie des années 90, Gorbatchev obtient un succès très limité, tandis qu'il critique la transition trop brusque vers l'économie de marché et se fait le promoteur d'un changement plus progressif et d'une intervention accrue de l'État. Cependant, depuis 1985, il bénéficie d'une immense popularité à l'échelle internationale. En octobre 1990, il reçoit le prix Nobel de la paix, pour avoir œuvré à la fin de la confrontation Est-Ouest, et avoir permis aux pays satellites de se libérer de la domination soviétique. Même s'ils n'émettent pas de jugements personnels, les auteurs étudiés décrivent Gorbatchev comme un leader jeune et dynamique; on semble l'associer au renouveau, à la démocratisation, à toute notion considérée comme positive aux yeux du monde occidental.

Inversement, Honecker est perçu comme un dirigeant rétrograde et autoritaire, hostile à la démocratie et déterminé à ne pas lâcher prise malgré l'échec indéniable du régime. Visiblement peu apprécié des siens, il se réfugie en URSS après avoir été exclu du SED. Puis, livré à l'Allemagne réunifiée, il est jugé en 1992 coupable de corruption et responsable de la mort des fugitifs abattus à la frontière interallemande. En raison de son âge et de son état de santé, il n'est pas incarcéré, mais doit s'exiler au Chili, où il demeurera jusqu'à son décès, en 1994. Cependant, malgré les nombreux pouvoirs que Honecker concentrait entre ses mains, les historiens ne le qualifient jamais de « dictateur », encore moins de « tyran », épithètes utilisées pour décrire d'autres dirigeants communistes, en premier lieu Ceausescu. Est-il donc possible d'expliquer, sans nécessairement la justifier, l'attitude du dirigeant est-allemand? Né en 1912, Honecker adhère très jeune au mouvement communiste allemand. Comme de nombreux communistes, il est incarcéré par les Nazis; il passera dix ans de sa vie en prison, de 1935 à 1945. À sa libération, il participe à l'édification du SED, dont il gravit rapidement les échelons. En 1989, Honecker est encore sidéré par le triomphe quasiment « magique » du communisme sur le nazisme, explique Hawkes. Ayant longtemps lutté et souffert pour faire valoir ses idées, il lui est difficile de réaliser que l'œuvre de sa vie ne poursuivait pas de louables objectifs. L'auteur ajoute, en parlant du manque de sensibilité des citoyens est-allemands envers leur ancien leader après la révolution :

Pendant son règne, le vieil homme avait connu un relatif succès et avait fait preuve d'une bienveillance raisonnable en regard des normes est-européennes. Toutefois, l'heure n'était pas à la compassion en Allemagne de l'Est – même pour un dirigeant septuagénaire déconcerté et atteint d'un cancer, capable de reconnaître qu'il avait fait des erreurs, mais pas d'admettre que toutes les idées qu'il avait défendues étaient erronées.<sup>17</sup>

Ainsi, un monde – et une génération – sépare Honecker et Gorbatchev. Pourtant, et c'est là sans doute l'aspect le plus fascinant de cet épisode de l'Histoire, les deux hommes ont lutté, chacun à sa manière, pour un idéal commun : la préservation du système socialiste. Il est facile de clamer, a posteriori, l'échec de ce système dans la réalité. Il n'en reste pas moins que le communisme, sur le plan de la doctrine, a su gagner la foi de milliers de personnalités différentes, ce qui ne devrait pas manquer de susciter la réflexion. L'épisode Honecker-Gorbatchev constitue, ni plus ni moins, l'un des remous de cette vague qui a submergé le XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>17</sup> Hawkes, éd., *op. cit.*, p. 80.

## Bibliographie

### Principaux instruments de recherche - encyclopédies

Fontaine, André. « Guerre froide ». *Encyclopaedia Universalis*, Paris, France S.A., éditeur à Paris, 1995, corpus 11, pp. 7-14.

Lavigne, Marie. « L'Europe de l'Est. L'effet Gorbatchev ». *L'État du Monde*, 1986, pp. 42-47.

Lesage, Michel. « URSS – D. Politique ». *Encyclopaedia Universalis*, Paris, France S.A., éditeur à Paris, 1995, corpus 23, pp. 244-255.

Ménudier, Henri. « Allemagne – H. L'unité allemande : 1990 ». *Encyclopaedia Universalis*, Paris, France S.A., éditeur à Paris, 1995, corpus 1, pp. 964-965.

de Montbrial, Thierry, dir. *Ramsès 1989 – Rapport Annuel Mondial sur le Système Économique et les Stratégies*. Publié par Dunod pour l'Institut français des relations internationales, 1988. 407 pages.

Thalman, Rita. « Allemagne – E. République démocratique allemande ». *Encyclopaedia Universalis*, Paris, France S.A., éditeur à Paris, 1995, corpus 1, pp. 932-944.

Zorgbide, Charles. *Dictionnaire de politique internationale*. Paris, Presses Universitaires de France, 1988. 736 pages.

### Principaux instruments de recherche – répertoires bibliographiques

*Bibliographic Guide to Slavic, Baltic and Eurasian Studies*. New York, G.K. Hall & Co. 1994-1999.

*Bibliographic Guide to Soviet and East European Studies*. Boston, G.K. Hall & Co. 1979-1993.

*European Bibliography of Slavic and East European Studies – Bibliographie européenne des travaux sur l'ex-URSS et l'Europe de l'Est – Europäische Bibliographie zur Osteuropaforschung*. Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. Institut d'études slaves, vol. 16-20, 1990-1994.

*European Bibliography of Soviet, East European and Slavonic Studies – Bibliographie des travaux sur l'URSS et l'Europe de l'Est – Europäische Bibliographie zur Osteuropaforschung*. Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. Institut d'études slaves, vol. 3-15, 1977-1989.

### Articles et chapitres dressant un bilan historiographique

Hildebrand, Klaus. « Wiedervereinigung und Staatenwelt – Probleme und Perspektiven der Forschung zur deutschen Einheit 1989/90 ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, avril 2004, pp. 193-210.

Kenney, Padraic. « What is History of 1989 ? New Scholarship From East-Central Europe ». *East European Politics and Societies*, 13 (2), 1999, pp. 419-431.

Lewis, Paul G. « Chips Off the Old Bloc : the Changing Character of Eastern Europe ». *Studies in Comparative Communism*, 23 (1), 1990, pp. 101-108.

Lüdtke, Alf. « La République Démocratique allemande comme histoire : réflexions historiographiques ». *Annales : Histoire, Sciences Sociales*, 53 (1), 1998, pp. 3-39.

Nekrich, Aleksandr M. « Perestroika in History : the First Stage ». *Survey*, 30 (4), 1989, pp. 22-43.

Rupnik, Jacques. « Lettres de l'Europe de l'Est. Le retour de l'histoire ». *Pouvoirs*, 57 (1991), pp. 153-156.

### Ouvrages généraux

Bark, Dennis L. et David R. Gress. *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*. Paris, Robert Laffont, 1992 [1989]. 1503 pages.

Berstein, Serge et Pierre Milza. *L'Allemagne de 1870 à nos jours*. 5<sup>e</sup> éd. Paris, Masson, Armand Collin, 1997 [1971]. 296 pages.

Hobsbawm, Eric J. *L'âge des extrêmes. Histoire du Court XX<sup>e</sup> siècle*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1999 [1994]. 810 pages.

Lorrain, Sophie. *Histoire de la RDA*. Paris, Presses Universitaires de France, 1994. 127 pages.

McCauley, Martin. *The German Democratic Republic since 1945*. New York, St. Martin's Press, 1983. 282 pages.

Staar, Richard F. *Communist Regimes in Eastern Europe*. Stanford, Hoover Institution Press, 1988. 369 pages.

Triska, J., éd. *Dominant Powers & Subordinate States : the United States in Latin America and the Soviet Union in Eastern Europe*. Durham, Duke University Press, 1986. 504 pages.

Turner, Henry Ashby Jr. *The Two Germanies since 1945*. New Haven and London, Yale University Press, 1987. 228 pages.

### Monographies

Abel, Élie. *The Shattered Bloc. Behind the Upheaval in Eastern Europe*. Boston, Houghton Mifflin Company, 1990. 278 pages.

Adomeit, Hannes, éd. *The Gorbachev Challenge and European Security: A Report from the European Strategy Group*. Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1988. 137 pages.

Brown, James F. *Eastern Europe and Communist Rule*. Durham, Duke University Press, 1988, 562 pages.

\_\_\_\_\_. *Surge to Freedom. The End of Communist Rule in Eastern Europe*. Durham, Duke University Press, 1991. 338 pages.

Chafetz, Glenn R. *Gorbachev, Reform and the Brezhnev Doctrine. Soviet Policy Toward Eastern Europe, 1985-1990*. Westport, Praeger, 1993. 156 pages.

Dawisha, Karen. *Eastern Europe, Gorbachev, and Reform. The Great Challenge*. Cambridge, Cambridge University Press, 1990 [1988]. 319 pages.

Dennis, Mike. *German Democratic Republic. Politics, Economics and Society*. London and New York, Pinter (Publishers), 1988. 223 pages.

Fejtö, François. *La fin des démocraties populaires – Les chemins du post-communisme*. Manchecourt, Éditions du Seuil, 1997 [1992]. 590 pages.

Gati, Charles. *The Bloc That Failed. Soviet – East European Relations in Transition*. Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press, 1990. 225 pages.

Gedmin, Jeffrey. *The Hidden Hand. Gorbachev and the Collapse of East Germany*. Washington, D.C., The AEI Press, 1992. 169 pages.

Gorbachev, Mikhaïl. *Mémoires*. Poitiers, Éditions du Rocher, 1997. 940 pages.

Herf, Geoffrey. *War by Other Means. Soviet Power, West German Resistance, and the Battle of the Euromissiles*. New York, The Free Press, 1991. 369 pages.

Keithly, David M. *The Collapse of East Germany Communism. The Year the Wall Came Down, 1989*. Westport and London, Praeger, 1992. 241 pages.

Létourneau, Paul et Harold P. Klepak. *Défense et sécurité. Onze approches nationales*. Montréal, Méridien, 1990. 370 pages.

Lévesque, Jacques. 1989 *La fin d'un empire – L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995. 331 pages.

Mathieu, Jean-Philippe et Jean Mortier. *RDA Quelle Allemagne ?*. Paris, Messidor/Éditions sociales, 1990. 273 pages.

McAdams, A. James. *East Germany and Detente. Building Authority After the Wall*. Cambridge, Cambridge University Press, 1985. 233 pages.

Potel, Jean-Yves. *Quand le soleil se couche à l'Est*. Saint-Étienne, Éditions de l'aube, 1995. 319 pages.

Rothschild, Joseph. *Return to Diversity : a political history of East Central Europe since World War II*. New York, Oxford University Press, 1993 [1989]. 299 pages.

Rupnik, Jacques. *The Other Europe. The Rise and Fall of Communism in East Central Europe*. New York, Schcken Books, 1989. 291 pages.

Turner, Henry Ashby Jr. *Germany from Partition to Reunification*. New Haven and London, Yale University Press, 1992. 269 pages.

### **Mémoires**

Lemay, Benoît. *Les aspects et les enjeux du « genscherisme » : L'ostpolitik d'Hans-Dietrich Genscher durant l'ère de Mikhail Gorbatchev à la tête de l'empire soviétique*. Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1998. 143 pages.

Vézina, Étienne. *Bilan de la littérature de langue française et de langue anglaise relative aux relations entre l'Union soviétique et les Allemagnes, 1982-1985*. Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1996. 141 pages.

### **Articles de périodiques et d'ouvrages collectifs**

Adomeit, Hannes. « Gorbachev & German Reunification : Revision of Thinking, Realignment of Power ». *Problems of Communism*, 39 (juillet-août 1990), pp. 1-23.

Armour, Donald. « East Germany after Honecker ». *World Today*, 45 (12) 1989, pp. 203-204.

Arnold, Karl-Heinz. « Quelles réformes faut-il à la RDA ? ». *Documents. Revue des questions allemandes*, 5/1989, pp. 49-54.

Asmus, Ronald D. « A United Germany ». *Foreign Affairs*, vol. 69, no. 2, 1990, pp. 63-76.

\_\_\_\_\_ « The dialectics of detente of discord : the Moscow – East Berlin – Bonn triangle ». *Orbis*, 28(4), hiver 1985, pp. 743-774.

Bertram, Christoph. « Change in Moscow – Continuity in Europe ? ». *World Today*, 44 (8-9), 1988, pp. 137-139.

Bialer, Seweryn. « Central and Eastern Europe, Perestroika, and the Future of the Cold War » dans William E. Griffith, éd. *Central & Eastern Europe : The Opening Curtain ?* Boulder, Col., Westview Press, 1989. Pp. 401-438.

Boissonnat, Jean. « Le soleil se lève à l'Est ». *L'Expansion*, 369, 23/11-6/1989, pp. 11-15.

Bourel, Dominique. « Qui connaît la RDA ? ». *Esprit*, 157, 12/1989, pp. 105-106.

Brisou, Sigolène. « L'année économique en 1988 : la réforme ? Nein, Danke ! ». *Notes et études documentaires*, 4891-4892, 1989, pp. 173-181.

Brown, Archie. « Gorbachev & Reform of the Soviet System ». *Political Quarterly*, 58(2), 1987, pp. 139-151.

Bruns, Wilhelm. « Foreign Policy at the 11<sup>th</sup> SED Party Congress ». *Aussenpolitik*, vol. 3 (avril 1986), pp. 303-312.

Brunssen, Frank. « Die Revolution in der DDR – Ambivalenzen einer Selbstbefreiung ». *Aus Politik und Zeitgeschichte*, Bundeszentrale für politische Bildung, 45/49, 5 novembre 1999, pp. 3-14.

Carrère d'Encausse, Hélène. « Lueur d'espoir à l'Est ? ». *Politique internationale*, 41 (automne 1988), pp. 115-131.

\_\_\_\_\_ « URSS : parier sur le changement ? ». *Politique internationale*, 33 (automne 1986), pp. 241-254.

Childs, David. « East Germany : « glasnost » and globetrotting ». *The World Today*, 43(10), 1987, pp. 177-179.

Cornelsen, Doris. « L'économie de la RDA durant l'ère Honecker ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 20 (4), décembre 1989, pp. 9-27.

Cynkin, Thomas M. « Glasnost, perestroika and Eastern Europe ». *Survival*, 30(4), 1988, pp. 310-331.

Dawisha, Karen. « Soviet Political and Ideological Perceptions and Policies toward Eastern Europe » dans Aurel Braun, éd. *The Soviet – East European Relationship in the Gorbachev Era*.

*The Prospects for Adaptation*. Boulder, San Fransisco & London, Westview Press, 1990. Pp. 9-25.

Dawisha, Karen & Jonathan Valdez. « Socialism internationalism in Eastern Europe ». *Problems of Communism*, 36 (mars-avril 1987), pp. 1-14.

« East Germany : The dream that bled to death » dans Nigel Hawkes, éd. *Tearing Down the Curtain. The People's Revolution in Eastern Europe*, Hodder & Stoughton, Londres, 1990. Pp. 59-82.

Fejtö, François. « Europe de l'Est : les limites de la désatellisation ». *Politique internationale*, 27 (printemps 1985), pp. 197-204.

Fricke, Karl Wilhelm. « Die Wende zur Einheit ». *Politische Studien*, 41 (mai-juin 1990), pp. 255-264.

Frisch, Alfred. « L'acharnement thérapeutique de la RDA ». *Documents. Revue des questions allemandes*, vol. 44, n. 3 (1989), pp. 9-14.

Garland, John. « The GDR's Strategy for « Intensification » ». *Studies in Comparative Communism*, 20 (1), printemps 1987, pp. 3-7.

Gati, Charles. « Eastern Europe on its own ». *Foreign Affairs*, vol. 68, n. 1 (1989), pp. 99-119.

\_\_\_\_\_ « Gorbachev and Eastern Europe ». *Foreign Affairs*, vol. 65, n. 5 (été 1987), pp. 958-975.

Gherardi, Sophie. « Est : RDA ». *L'Expansion*, 370, 7/20. 12. 1989, pp. 88-91.

Girod de l'Ain, Bertrand. « Onze novembre berlinois ». *Documents. Revue des questions allemandes*, 5/1989, pp. 12-17.

Griffith, William E. « The German Democratic Republic » dans William E. Griffith, éd. *Central & Eastern Europe : The Opening Curtain ?* Boulder, Col., Westview Press. 1989. Pp. 314-337.

Hacker, Jens. « Die DDR in den Block – und aussenpolitischen Überlegungen der Sowjetunion ». *Politische Studien*, 37(5), 1986, pp. 574-587.

Hartweg, Frederic. « Quo vadis RDA ». *Documents. Revue des questions allemandes*, 5/1989, pp. 5-12.

Herold, Stefan. « Opposition et opportunisme en RDA à l'égard des élections. Du refus individuel au déclenchement du conflit public à partir des témoignages d'anciens citoyens de la RDA ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 34, 1, janvier-mars 2002, pp. 97-114.

Hertle, Hans-Hermann. « Wir sind ein Volk! – Die hochgerüstete Staatsmacht kapitulierte vor friedlichen Demonstranten ». *Das Parlament*, 25 août – 1<sup>er</sup> septembre 2000, p. 8.

Hyde-Price, Adrian. « East Germany : calm before the storm ? ». *The World Today*, 44 (8-9), août-septembre 1988, pp. 144-147.

Kayser, Marc. « Témoignages sur la RDA – Et vint le jour... ». *Documents. Revue des questions allemandes*, 5/1989, pp. 21-24.

Kende, Pierre. « L'énigme Gorbatchev ou le préalable » dans Pierre Kende et Aleksander Smolar, dir. *La grande secousse. Europe de l'Est 1989-1990*, Mesnil-sur-l'Estrée, Presses du CNRS, 1990. Pp. 7-20.

Korbonski, Andrzej. « East European Political and Ideological Perceptions and Concerns » dans Aurel Braun, éd. *The Soviet – East European Relationship in the Gorbachev Era. The Prospects for Adaptation*. Boulder, San Fransisco & London, Westview Press, 1990. Pp. 65-83.

\_\_\_\_\_ « Ideology Disabused : Communism Without a Face in Eastern Europe » dans Nicholas N. Kittrie, éd. et Ivan Volgyes, éd. *The Uncertain Future : Gorbachev's Eastern Bloc*, New York, Professors' World Peace Academy, 1988. Pp. 39-56.

Kovrig, Bennet. « Fire and Water : Political Reform in Eastern Europe » dans Nicholas N. Kittrie, éd. et Ivan Volgyes, éd. *The Uncertain Future : Gorbachev's Eastern Bloc*, New York, Professors' World Peace Academy, 1988. Pp. 9-38.

Kulesza, Ewa. « La réforme dans les pays de l'Est : le facteur Gorbatchev ». *Politique étrangère*, vol. 52, n. 3 (automne 1987), pp. 619-630.

Kuppe, Johannes L. « Ein glorreicher Moment in der deutschen Geschichte. – Die Ostdeutschen können den Kopf hoch tragen ». *Das Parlament*, 25 août – 1<sup>er</sup> septembre 2000, p. 1.

Kusin, Vladimir V. « Gorbachev and Eastern Europe ». *Problems of Communism*, janvier-février 1986, pp. 39-53.

Lainé, Valérie. « L'année politique. Erich Honecker poursuit sa voie nationale ». *Notes et études documentaires*, 4867-4868, 1988, pp. 175-181.

\_\_\_\_\_ « L'année politique. Honecker joue et perd ». *Notes et études documentaires*, 4891-4892, 1989, pp. 165-172.

Lazitch, Branko. « Europe centrale et orientale : du monolithisme au pluralisme ». *Est & Ouest, Nouvelle série*, 7, 61 (janvier 1989), pp. 1-3.

Le Gloannec, Anne-Marie. « RDA – La révolution aux deux visages » dans Pierre Kende et Aleksander Smolar, dir. *La grande secousse. Europe de l'Est 1989-1990*, Mesnil-sur-l'Estrée, Presses du CNRS, 1990. Pp. 87-103.

Leonhard, Wolfgang. « Die Sowjetreformen und die DDR – Thesen ». *Deutschland Archiv*, 7 juillet 1989, pp. 759-762.

Létourneau, Paul. « Les Allemands et l'unité nationale » dans Paul Létourneau, dir. *L'Allemagne unie dans une Europe nouvelle*. Québec, Collection Choix, 1990. Pp. 203-213.

« L'Europe de l'Est à l'heure de Gorbatchev. Entretien avec Michel Kraus ». *Politique internationale*, 38 (hiver 1987-88), pp. 267-280.

Lowenthal, Richard. « The German question transformed ». *Foreign Affairs*, 63(2), hiver 1984-1985, pp. 303-315.

Lübbe, Peter. « Zur gegenwärtigen Diskussion über sozialistische Demokratie in der DDR ». *Politische Studien*, 40 (novembre-décembre 1989), pp. 664-673.

Marer, Paul. « Reforms in the USSR and Eastern Europe : Is There a Link ? » dans Aurel Braun, éd. *The Soviet – East European Relationship in the Gorbachev Era. The Prospect for Adaptation*. Boulder, San Fransisco & London, Westview Press, 1990. Pp. 84-100.

Mason, David S. « Glasnost, perestroika and Eastern Europe ». *International Affairs*, 64(3), 1988, pp. 431-448.

Marx, Bernard. « La RDA au pied du mur. Un reportage à Berlin-Est ». *Économie et politique*, 152 (décembre 1989), pp. 11-19.

McAdams, A. James. « The New Logic in Soviet-GDR Relations ». *Problems of Communism*, 37 (septembre-octobre 1988), pp. 47-60.

Ménudier, Henri. « Quelques repères chronologiques – RDA : 1945-1990 ». *Documents. Revue des questions allemandes*, 5/1989, pp. 62-69.

Meuschel, Sigrid. « Le SED : du stalinisme vers la démocratie ou vers la nation? ». *Revue d'études comparatives est-ouest*, 20, 4(décembre 1989), pp. 47-67.

Mink, Georges. « L'Europe de l'Est et l'URSS : un empire se défait ». *Le Courrier des pays de l'Est*, 345 (décembre 1989), pp. 63-72.

« Mutige Zeiten erwarten Sie », *Der Spiegel*, 37, 1991, pp. 107-110.

Odem, William E. « How Far Can Soviet Reform Go ? ». *Problems of Communism*, 36 (novembre-décembre 1987), pp. 18-33.

Picaper, Jean-Paul. « RDA : une politique étrangère à double fond ». *Politique internationale*, 27, 1985, pp. 225-239.

Planche, Jacques. « Pays socialistes : de profonds changements ». *Les cahiers du communisme*, 12, décembre 1985, pp. 110-117.

\_\_\_\_\_ « Tchécoslovaquie, Bulgarie, RDA : 3 pays face aux enjeux de l'an 2000 ». *Cahiers du communisme*, 62 (7-8), juillet-août 1986, pp. 90-96.

Ramet, Pedro. « Gorbachev's dilemmas in East Europe » dans Lawrence W. Lerner, éd. et Donald W. Treadgold, éd. *Gorbachev and the Soviet Future*. Boulder, Col. Westview Press, 1988. 284 pages.

Revel, Jean-François. « De la réversibilité du communisme ». *Politique internationale*, 41 (automne 1988), pp. 89-108.

Samson, Ivan. « La RDA de Honecker ou la recherche d'un socialisme prussien ». *Revue d'études comparatives est-ouest*, 20, 4 (décembre 1989), pp. 29-46.

Schmidt-Häuer, Christian. « Der Widerspenstigen Lähmung », *Die Zeit*, 42, 20 octobre 1989, p. 3.

Stahnke, Arthur A. « Kombinate as the Key Structural Element in the GDR Intensification Process ». *Studies in Comparative Communism*, 20 (1), printemps 1987, pp. 27-37.

9

Streiff, Gérard. « Pays socialistes : un fait nouveau considérable ». *Cahiers du communisme*, 10 (octobre 1987), pp. 38-46.

Schreiber, Thomas. « Entre monolithisme et pluralisme ». *Le Courrier des pays de l'Est*, 342 (août-septembre 1989), p. 70.

\_\_\_\_\_ « La RDA et l' « effet Gorbatchev » ». *Le Courrier des pays de l'Est*, 315 (février 1987), p. 69.

\_\_\_\_\_ « RDA : répression ou dialogue ? ». *Le Courrier des pays de l'Est*, 343 (octobre 1989), p. 70.

Shafir, Michael. « Eastern Europe » dans Martin McCauley, éd. *The Soviet Union under Gorbachev*. New York, St. Martin's Press, 1987. Pp. 171-191.

Sharlet, Robert. « Human Rights and Wrongs : Dissent and Repression in Eastern Europe » dans Nicholas N. Kittrie, éd. et Ivan Volgyes, éd. *The Uncertain Future : Gorbachev's Eastern Bloc*, New York, Professors' World Peace Academy, 1988. Pp. 83-118.

Staritz, Dietrich. « Die Wende in der DDR. Ursachen, Anlässe, Perspektiven ». *Deutsche Studien*, 27 (108), 1989, pp. 316-329.

Tatu, Michel. « The 19<sup>th</sup> CPSU Conference ». *Problems of Communism*, 37 (mai-août 1988), pp. 1-15.

Thompson, Mark R. « Die “Wende” in der DDR als demokratische Revolution ». *Aus Politik und Zeitgeschichte*, Bundeszentrale für politische Bildung, 45/49, 5 novembre 1999, pp. 15-23.

Van Oudenaren, John. « The Soviet Union and Eastern Europe : New Prospects and Old Dilemmas » dans William E. Griffith, éd. *Central & Eastern Europe : The Opening Curtain ?* Boulder, Col., Westview Press, 1989. Pp. 102-129.

Volgyes, Ivan. « Troubled Friendship or Mutual Dependence ? Eastern Europe and the USSR in the Gorbachev Era ». *Orbis*, 30 (2), été 1986, pp. 343-353.

Watrin, Christian. « War der wirtschaftliche Zusammenbruch der DDR zu vermeiden? – Kommandowirtschaft vor dem Bankrott ». *Das Parlament*, 25 août – 1<sup>er</sup> septembre 2000, p. 9.

« Where Sputnik Can't Land ». *The Economist*, 26 novembre 1988, p. 52.

Yannakakis, Ilios. « La secousse, une analyse des événements » dans Pierre Kende et Aleksander Smolar, dir. *La grande secousse. Europe de l'Est 1989-1990*, Mesnil-sur-l'Estrée, Presses du CNRS, 1990. Pp. 23-48.

## Sources

Gorbatchev, Mikhail Sergeievitch. *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde*. Paris, Flammarion, 1987. 370 pages.

Küchenmeister, Daniel. *Honecker – Gorbatschow, Vieraugengespräche*. Berlin, Dietz Verlag Berlin, 1993. 271 pages.

Oldenburg, Fred. *The Impact of Gorbachev's Reform on the GDR*. Köln, Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien, 1988. 44 pages.

« URSS-RDA. Communication commune sur la visite en URSS d'Oskar Fischer, ministre des Affaires étrangères de la RDA, Moscou, 20. 3. 85 ». *Documents d'actualité internationale*, 10, 15. 5. 85, pp. 197-199.

« URSS-RDA : 40<sup>e</sup> anniversaire de la RDA. Discours de M. Gorbatchev à Berlin (06. 10. 1989) ». *Documents d'actualité internationale*, 23, 1<sup>er</sup> décembre 1989, pp. 442-444.

## ANNEXE I

### Les dirigeants de la RDA, de 1949 à 1989

#### Présidents du Conseil d'État

Wilhelm Pieck, SED, 1949-1960  
 Walter Ulbricht, SED, 1960-1973  
 Willi Stoph, SED, 1973-1976  
 Erich Honecker, SED, 1976-1989  
 Egon Krenz, SED, du 24 octobre au 6 décembre 1989  
 Manfred Gerlach, LDPD, depuis le 6 décembre 1989

#### Chefs de gouvernement

Otto Grotewohl, SED, 1949-1964  
 Willi Stoph, SED, 1964-1973  
 Horst Sindermann, SED, 1973-1976  
 Willi Stoph, SED, 1976 au 7 novembre 1989  
 Hans Modrow, SED, depuis le 13 novembre 1989

#### Responsables du SED

Otto Grotewohl et Wilhelm Pieck  
*co-présidents du SED, 1946-1950*  
 Walter Ulbricht  
*secrétaire général, 1950-1953*  
*premier secrétaire, 1953-1971*  
 Erich Honecker  
*premier secrétaire, 1971-1976*  
*secrétaire général, 1976-1989*  
 Egon Krenz  
*secrétaire général, du 18 octobre au 3 décembre 1989*  
 Gregor Gysi  
*président du nouveau parti, rebaptisé SED, parti démocratique, depuis le*  
*9 décembre 1989*

Source : Henri Ménudier, « Quelques repères chronologiques – RDA : 1945-1990 », *Documents. Revue des questions allemandes*, 5/1989, p. 68.

## ANNEXE II

## Les dirigeants du parti communiste est-allemand (SED), 1988

| Politburo            | Naissance | Année d'élection | Secrétariat d'État   | Conseil des ministres                      | Autres fonctions  |
|----------------------|-----------|------------------|--|--|---|
| <b>MEMBRES (22)</b>  |           |                  |  |  |   |
| Honecker, Erich      | 1912      | 1958             | Secrétaire général   |  | Président du Conseil d'État; Conseil de défense nationale |
| Axen, Hermann        | 1916      | 1970             | Secrétaire (affaires étrangères)                                 |  |   |
| Boehme, Hans-Joachim | 1929      | 1986             |  | Ministre, universités et écoles techniques | Premier secrétaire, Halle                                 |
| Dohlus, Horst        | 1925      | 1980             | Secrétaire (organisation du parti)                               |  |   |
| Eberlein, Werner     | 1919      | 1986             |  |  | Premier secrétaire, Magdebourg                            |
| Felfe, Werner        | 1928      | 1976             | Secrétaire (agriculture)   |  | Membre du Conseil d'État                                  |
| Hager, Kurt          | 1912      | 1963             | Secrétaire (culture, science et éducation)                       |  | Membre du Conseil d'État                                  |
| Herrmann, Joachim    | 1928      | 1978             | Secrétaire (propagande)  |  |   |
| Jarowinsky, Werner   | 1927      | 1984             | Secrétaire (commerce, approvisionnement et affaires religieuses) |  |   |
| Kessler, Heinz       | 1920      | 1986             |  | Ministre de la défense                     |   |
| Kleiber, Guenther    | 1931      | 1984             |  | Vice-premier ministre                      | Représentant permanent au CAEM                            |
| Krenz, Egon          | 1937      | 1983             | Secrétaire (sécurité, jeunesse et sports)                        | Vice-premier ministre                      | Vice-président du Conseil d'État                          |
| Krolikowski, Werner  | 1928      | 1971             |  | Premier vice-premier ministre              |   |
| Lorenz, Siegfried    | 1930      | 1986             |  |  | Premier secrétaire, Karl-Marx-Stadt                       |
| Mielke, Erich        | 1907      | 1976             |  | Ministre de la sécurité d'État             |   |
| Mittag, Guenter      | 1926      | 1966             | Secrétaire (économie)  |  | Vice-président du Conseil d'État                          |

(Suite)

| Politburo            | Naissance | Année d'élection | Secrétariat d'État  | Conseil des ministres         | Autres positions  |
|----------------------|-----------|------------------|---------------------|-------------------------------|---|
| Mueckenberger, Erich | 1910      | 1958             |                     |                               | Président de la Commission de contrôle  |
| Neumann, Alfred      | 1909      | 1958             |                     | Premier vice-premier ministre |   |
| Schabowski, Guenter  | 1929      | 1984             | Secrétaire          |                               | Premier secrétaire, Berlin-Est  |
| Sindermann, Horst    | 1915      | 1967             |                     |                               | Vice-président du Conseil d'État; Président de la Chambre du peuple                 |
| Stoph, Willi         | 1914      | 1953             |                     | Ministre-président            | Vice-président du Conseil d'État  |
| Tisch, Harry         | 1927      | 1975             |                     |                               | Membre du Conseil d'État; Président de la Fédération des Syndicats Allemands Libres |
| <b>CANDIDATS (5)</b> |           |                  |                     |                               |   |
| Lange, Ingerborg     | 1927      | 1973             | Secrétaire (femmes) |                               | Premier secrétaire, Erfurt  |
| Mueller, Gerhard     | 1928      | 1985             |                     |                               | Membre du Conseil d'État  |
| Mueller, Margarete   | 1931      | 1963             |                     |                               | Membre du Conseil d'État  |
| Schuerer, Gerhard    | 1921      | 1973             |                     | Vice-premier ministre         | Président de la Commission nationale de la planification                            |
| Walde, Werner        | 1926      | 1976             |                     |                               | Premier secrétaire, Cottbus   |

Source : CIA, Directory of East German Officials (août 1987), p. 3; RFE, East German Leadership List (15 janvier 1988), p. 17.

Source : Richard F. Staar, *Communist Regimes in Eastern Europe*, Stanford, Hoover Institution Press, 1988.

## ANNEXE III

Les routes empruntées par les ressortissants de la RDA en  
1989



Source : « East Germany: The Dream that bled to Death » dans Nigel Hawkes, éd. *Tearing Down the Curtain. The People's Revolution in Eastern Europe*, Hodder & Stoughton, Londres, 1990, p. 65.